

10 TUN 1 - 10-12-18 Sidi Bouzid (partie 2)

Laboratoiredesfrondeurs.org

<http://www.buzzinfos.org/06-02-2011-tunisie-tout-sur-la-fuite-de-zine-el-abidine-ben-ali>

Tunisie : tout sur la fuite de Zine el-Abidine Ben Ali

Posté par buzzinfos dans : 6 février 2011

Un journal tunisien lève le voile sur l'énigme, tout sur la fuite de Zine el-Abidine Ben Ali.

Alors que l'énigmatique fuite de l'ex-président tunisien Ben Ali suscite toujours moult interrogations, tant en Tunisie qu'à travers le monde, l'hebdomadaire tunisien «Réalités» lève le voile sur cette énigme. Il revient minutieusement sur les dernières heures de l'ex-président de la Tunisie.



Tunisie : tout sur la fuite de Zine el-Abidine Ben Ali

Le jeudi 13 janvier à 21h00, Zine El Abidine Ben Ali vient de prononcer son discours, il apparaît fatigué et las, il multiplie les engagements et les concessions dans une ultime tentative de calmer la colère de la rue tunisienne à qui il «vend» et promet la liberté... Le président encore en exercice est loin d'ignorer les appels à la manifestation lancés depuis belle lurette.

Selon lui, le lendemain serait une journée test. Elle s'avérera décisive. «Réalités» rappelle que les experts étaient catégoriques : les jours de Ben Ali à la tête de la Tunisie étaient comptés. La pression a fini par payer. Le vendredi 14 janvier débute une journée qui prendra le monde à revers et au cours de laquelle l'échelle «temps» n'a plus lieu d'être.

Au matin, l'ex-président est alors loin, très loin, de penser que la rue tunisienne a sonné le glas de ses vingt-trois années de règne sans partage... Même s'il suivait minutieusement les événements, le président croyait toujours en sa belle étoile. Dans le palais présidentiel, Ben Ali est seul ou presque, puisque la veille ses deux plus proches conseillers Abdelwahab Abdallah et Abdelaziz Ben Dhia avaient été congédiés...

Ils incarnaient en grande partie le régime sécuritaire tant décrié par la population. Autour de l'ex-président, le chef de sa garde rapprochée le général Seriaty et son épouse Leïla Ben Ali qui était rentrée de Dubaï depuis peu. Dans le palais... les nouvelles qui tombent ne sont pas rassurantes pour le couple présidentiel, l'atmosphère se dégrade de plus en plus.

Dans la rue, la mobilisation s'accroît et s'étend à tout le pays, grandes villes ou communes rurales. En quelques secondes, la manifestation de soutien au président organisée la veille par les cadres du RCD est balayée d'un revers de la main et jetée aux oubliettes.

Les milliers de Tunisiens qui ont envahi la rue répétaient à tue-tête le même slogan et la même revendication : le départ de Ben Ali. Dans la capitale Tunis, la démonstration de force met un terme à tout espoir pour le «dictateur». Des dizaines de milliers (certains évoquent 100.000) de Tunisois bravent les forces de l'ordre afin de réclamer son départ, devant le ministère de l'Intérieur.

A 13h00 alors que la contestation est à son comble, intervient alors le général Rachid Ammar. Jusqu'alors le chef d'état-major de l'armée était l'homme de et dans l'ombre. Mais la situation se dégrade. Il en est alors de la sécurité de la nation. Il décide de «passer à l'action». Entre les deux hommes, les rapports sont tendus depuis le début des émeutes.

Quelques jours auparavant, Ben Ali avait même décidé de le limoger. Le motif ? Le général Ammar avait refusé de tirer sur les manifestants conformément aux ordres du président. Rachid Ammar bénéficie du soutien indéfectible de ses soldats et le président ne pouvant rien contre lui le réintègre à son poste, contraint et forcé. Car au moment où Ben Ali réitère l'ordre de tirer à son remplaçant, la réponse ne se fait pas attendre «ce qu'a dit le général Ammar est partagé par l'ensemble de l'état-major».

A Carthage, le chef de l'état-major lui décrit une situation insurrectionnelle. Le peuple se dit prêt dans un ultime souffle à marcher vers le palais... Ben Ali doit quitter le pays... Le conseil «quasi-ordre» tombe, l'armée sera obligée de décréter le couvre-feu général. De fait dans les trois heures, à 17h00, elle procédera à la fermeture de l'espace aérien. Trois heures pendant lesquelles il peut encore assurer sa sécurité. Au-delà l'armée ne répond plus de rien.

LE CONVOI DE L'ANGOISSE

Assommé et sous le choc, Ben Ali se prépare à quitter Carthage. Il est accompagné de son épouse et de son fils Mohamed Aziz. Mais le général se veut rassurant. Son départ est provisoire... le temps que la situation se décante et s'apaise.

Dans une ultime tentative, le couple présidentiel tente de négocier la fuite de certains membres de la famille. Il essuie un refus. Affolée, Leïla Trabelsi multiplie les coups de fil et prévient sa famille. Les Ben Ali ont emmené avec eux le strict nécessaire. Ils doivent plier bagage dans les plus brefs délais.

Le convoi présidentiel sort de Carthage. Tout a été organisé dans la précipitation... Escorté par des militaires et des fidèles de sa garde, il se dirige vers l'aéroport de l'Aouina où un Boeing 727 les attend. Ben Ali quittera Tunis sans garde personnelle ni de médecin personnel. L'ex-président embarque, à bord de l'appareil, son épouse, son fils, son équipage habituel et quelques domestiques.

Dans l'avion règne un climat de peur et d'angoisse... les minutes passent, la famille en état de choc apprend le destin de l'entourage proche. Certains membres de la famille Trabelsi ont d'ores et déjà été livrés à la vindicte populaire. Il est 14h40 lorsque décolle le Boeing. La destination est alors inconnue.

LA CHASSE AUX TRABELSI

Les ordres de l'armée étaient clairs, seul le président, son épouse et son fils sont autorisés à quitter le pays. Assoiffée de justice, la Tunisie n'est plus une terre de sécurité pour l'entourage présidentiel. A 14h32, le vol Tunisair TU 750 s'apprête à décoller pour Lyon, lorsque le commandant de bord Mohamed Ben Kilani reçoit un ordre. Il est sommé d'attendre cinq passagers supplémentaires. Habitué aux passe-droits accordés à l'entourage du président, le pilote comprend rapidement.

Avertis par la «reine mère», les Trabelsi ont convergé à la hâte vers l'aéroport avec l'intention de fuir le pays. Avec l'assentiment tacite de l'équipage, il tente d'abord de refuser à «l'amiable». Pour cela, il invoque un détail technique... le changement de poids. Débute alors une violente dispute dans le cockpit. Le commandant est humilié et insulté. Mais il se montre intraitable. Il éloigne les passagers, sort de l'appareil avant de s'écrouler sur la passerelle.

La compagnie doit alors désigner en urgence un autre pilote. C'est en l'attendant que les cinq membres de la famille Trabelsi sont dénoncés. L'armée viendra les récupérer alors qu'ils patientaient dans la salle VIP de l'aéroport. Ils sont aussitôt placés en «sécurité» par les militaires. Le sort de la famille «régnante» vient d'être scellé en Tunisie.

DE SURPRISE EN SURPRISE

A bord de l'avion, Ben Ali stressé est toujours aux aguets. Il ne s'installera jamais confortablement. L'ex-président décolle de l'aéroport militaire de l'Aouina.

Après une brève hésitation, il choisit de se diriger vers la France. Beaucoup de ses proches dont sa fille Nesrine s'y étaient déjà réfugiés depuis quelques jours. Surprise, alors qu'il survole l'espace aérien français l'Elysée l'informe qu'il n'est pas le bienvenu.

Visiblement étonné, il se dirige vers les pays du Golfe. L'Arabie Saoudite l'invite aussitôt. Après une escale forcée dans l'aéroport italien de Cagliari en Italie, il sera reçu à Djeddah en qualité de chef d'Etat. Il est même accueilli avec les honneurs et séjourne dans le palais du roi Fahd.

L'équipage de l'avion a reçu pour sa part l'ordre de rentrer en Tunisie après avoir acheminé l'ex-président. Par la suite, Ben Ali apprendra qu'il a été légalement destitué. Au téléphone, le Premier ministre tunisien lui signifie que le peuple ne veut définitivement plus de lui. LA DERNIÈRE ÉNIGME Pour la revue hebdomadaire «Réalités », une question demeure.

Au moment où l'armée a mis le général Ben Ali dans l'avion savait-elle pertinemment qu'il ne reviendrait plus sur le territoire tunisien ? Est-ce réellement la sécurité nationale qui a dicté ce choix ? Selon d'autres sources concordantes, l'intervention du général Rachid Ammar aurait été dictée par une rumeur faisant état d'un complot fomenté par Leïla Ben Ali et le général Seriaty.

Un coup d'Etat «médical»... dans lequel Leïla constaterait l'incapacité de son mari pour prendre le pouvoir. C'est même pour cette raison qu'elle serait revenue à la hâte à Tunis de ses vacances à Dubaï. Preuve en est, le scénario du complot Seriat-Trabelsi n'épargnait aucun détail. Les deux cents fidèles de la garde présidentielle de Ben Ali auraient été envoyés à la frontière algérienne, où ils seraient tombés dans une embuscade. Attaqués et tués sur place, leur mort aurait alors été attribuée à des milices.

<http://nawaat.org/portail/2011/02/08/evenements-de-la-kasbah/>

Evénements de la KASBAH : Le triste épilogue à ne pas dramatiser

Vos contributions | Feb 08, 2011 |



Le 28 janvier les forces de l'ordre ont violemment évacué les manifestants de la place de la Kasbah dans des circonstances toujours inconnues. Source:FB

Condamnation, amertume, regret, incompréhension... voilà comment la majorité des Tunisiens a réagi aux événements du vendredi 28 janvier. Certains habitants de la ville de Tunis (probablement une minorité) ont semble-t-il approuvé cette intervention des forces de l'ordre : pourquoi ces citoyens de seconde zone vont-ils gambader encore devant la Kasbah, qu'ils rentent chez eux ! Malheureusement, il y en a encore qui versent (toujours) dans une discrimination régionale nauséabonde.

La symbolique des caravanes de la liberté est très forte : voilà que des autochtones de Sidi Bouzid, de Menzel Bouzaiane et de Kasserine sont venus jusqu'à la Kasbah pour clamer haut et fort leur refus de la composition du nouveau gouvernement. Une façon de dire que le voeu des martyrs n'est pas complètement réalisé... une revendication discutable, mais fort légitime. A mon avis, cette visite et ce sit-in ont véhiculé par la même occasion deux messages forts intéressants :

- La capitale n'est pas une cité interdite pour les habitants de ces régions défavorisées. Toute la Tunisie appartient à tous les Tunisiens. Et si le pouvoir central n'a pas daigné depuis longtemps à tenir compte de la situation particulièrement difficile de ces régions et n'a pas condescendu à leur détresse sociale et économique, c'est eux qui prennent désormais l'initiative en venant, arborés du drapeau Tunisien, crier leurs revendications. Des revendications politiques qui ont transcendé la problématique socio-économique pour continuer à épouser la flamme de la révolution.

- Considéré depuis des dizaines d'années comme un ministère technique sans envergure particulière, le premier ministère est désormais au-devant de la scène... Certainement les conditions actuelles et exceptionnelles ont fortement contribué à cette situation. Il est fort probable que le centre névralgique du pouvoir ne serait plus situé, dorénavant, exclusivement au palais de Carthage.

En se rendant de compte de la richesse des messages, de la singularité et de l'originalité de l'évènement, on s'attendait à une fin en apothéose, et au minimum à un épilogue qui ferait honneur à toutes les parties prenantes. Mais voilà, les forces de l'ordre sont intervenues (suite à des provocations et des jets de pierre ?), il s'en est suivi des saccages de plusieurs commerces dans la capitale, des chassés-croisés dans les ruelles de la médina. Cette intervention était semble-t-il très musclée, et un usage disproportionné de la force a été confirmé par plusieurs témoins.

D'abord le contexte de cette intervention : Suite à l'annonce de la nouvelle composition du gouvernement de transition (ou d'union nationale), les réactions n'étaient pas unanimes au sein de ces caravanes de la liberté. Le lendemain, et suite à une concertation entre le ministre de l'Intérieur et le Chef d'Etat Major de l'armée de terre, il était question de libérer les voies d'accès à la Kasbah des obstacles érigés par l'armée, et ce, pour faciliter la circulation des gens et l'activité commerciale de la Médina. Donc, l'intention première (selon la version officielle) des forces de l'ordre n'était pas d'évacuer la place de la Kasbah. Mais les bonnes intentions nécessitent de la communication, ce qui semble-t-il n'a pas eu lieu. Ainsi, le triste épilogue serait à priori expliqué par une défaillance de communication (la thèse des éléments intrus restant cependant à vérifier).

Sans doute, l'absence de leaders au sein de ces caravanes a précipité cet épilogue. C'est l'un des traits fondamentaux de la révolution du peuple tunisien : l'absence de leadership. Autant ce facteur contribue à la fraîcheur et à la vivacité de l'ère postrévolutionnaire, autant il est à l'origine d'une certaine indiscipline qui fait parfois dévier le militantisme de tout instant de ses objectifs.

D'autre part, le gouvernement provisoire manque par moment d'inspiration voire de génie politique, mais l'exercice est nouveau, et les circonstances ne laissent aucun répit pour la réflexion et pour l'ingéniosité. Et si le nouveau ministre de l'Agriculture, natif de Sidi Bouzid, avocat de profession et opposant à l'ancien régime était dépêché sur les lieux pour discuter avec ces manifestants « permanents » ? Je parierai qu'ils y auraient eu de fortes chances que la tournure de ces événements et les péripéties de ce dénouement eussent différentes.

Dramatiser les gâchis de cet épisode relèverait de la sinistrose voire d'une incompréhension de la phénoménologie de cette révolution. En effet comme toute révolution, elle s'accompagne d'erreurs, de mésaventures, de sabotages, d'atermoiements et d'hésitations. C'est un apprentissage de tous les jours et de longue haleine, mais le changement est perceptible. Ne faut-il pas voir dans l'effort de communication du Ministère de l'Intérieur un

signe d'une métamorphose en gestation. Désinformation diront certains, acclimatement provisoire diront d'autres. Personnellement, je dirai que le vent du changement va continuer à souffler et que la Tunisie est en train des 'inscrire d'une manière irrévocable dans une nouvelle ère de liberté et de justice.

Dans les jours, mois et années à venir, des incidents et des accidents se produiront : les rentiers et les serviteurs zélés de l'ancien régime vont continuer à résister, discrètement, mais avec l'instinct (animal) de survie; les nouveaux gouvernants vont tergiverser et commettre des erreurs, mais je suis certain qu'au fil du temps, notre apprentissage de l'exercice de la liberté s'affermira et l'élan de réformes progressistes et équitables s'affirmera aux dépens des contre-révolutionnaires.

Peuple de Tunisie, Patience et Vigilance, ta révolution est en marche et elle volera très haut.

*«Le vent du changement
Souffle droit dans le visage du temps
Telle une tornade qui sonnera les cloches de la liberté»(*)*

Oualid JAAFAR
Citoyen Tunisien

<http://www.ledevoir.com/societe/medias/316143/les-medias-dans-les-pays-arabes-entre-censure-et-cassure>

Les médias dans les pays arabes: entre censure et cassure

Stéphane Baillargeon 9 février 2011 11h48



Photo : La Presse canadienne (photo) Sebastien Scheiner

Des photographes de presse, dont un photographe de l'agence AP, se protégeant des violences de la rue, jeudi le 3 février dernier.

La professeure **Lise Garon**, du département d'information et de communication de l'Université Laval se spécialise dans la sociologie de l'Islam et les médias des pays arabes. Elle revient pour Le Devoir sur le rôle des différents médias de la région, anciens et nouveaux, soumis ou critiques.

Tout d'abord, avant de passer au rôle des médias, que se passe-t-il très globalement, selon vous, dans le monde arabe? Peut-on parler de révolutions? D'un printemps arabe?

On assiste en ce moment, dans le monde arabe, à une irruption sur la scène politique de l'opinion publique, cet acteur qui ne s'était pas exprimé jusqu'à maintenant, et qui réclame aujourd'hui la démocratie. L'effet de contagion du soulèvement tunisien s'est étendu à un nombre substantiel de pays arabes en quelques semaines à peine, mais il demeure prématuré de parler de printemps arabe.

En Tunisie, le cas de figure le plus avancé de révolution a commencé dans quelques villes de l'intérieur pour gagner tout le pays. Ce faisant, il a fait voler en miettes la propagande du régime et le spectacle orchestré d'un appel unanime en faveur d'un sixième mandat pour le président Ben Ali. Celui-ci s'est finalement résolu à s'enfuir du pays avec sa famille. Toutefois, avant que les réformes démocratiques annoncées par le gouvernement de transition puissent avoir lieu et subir l'épreuve du temps, le pays doit parvenir à démanteler les mécanismes de terreur, de corruption et de censure existants, et mettre l'élite du régime déchu hors d'état de nuire. Dans cette version moderne d'un conte ancien, Ben Ali Baba est parti, mais les quarante voleurs sont toujours là.

En Égypte, la contestation a aussi pu parvenir à la phase d'une mobilisation populaire généralisée et prolongée. Moubarak vient d'annoncer son départ de la présidence en septembre prochain. Toutefois, loin de démanteler le régime oppressif en place, le dictateur vient de le charger de «dialoguer» avec le mouvement oppositionnel. Il n'est toujours pas question de réformes démocratiques en Égypte.

Le scénario algérien, lui, n'est pas vraiment entamé. Même si le mécontentement est général, les émeutes et manifestations publiques demeurent épisodiques et localisées. Une contestation soutenue et généralisée à l'ensemble du pays, comme en Égypte et en Tunisie, pourrait-elle se produire? À l'occasion, par exemple, de la marche géante sur Alger, prévue pour le 12 février prochain? Cette manifestation est organisée par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, qui regroupe des partis politiques, des syndicats indépendants, des ONG, la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, ainsi que des représentants des étudiants, des femmes, des chômeurs, des jeunes, des internautes. La marche pourra-t-elle se dérouler de manière pacifique, en dépit de son interdiction par les autorités qui, vraisemblablement, vont tenter de l'empêcher, sinon la réprimer violemment? Entre-temps, le vent des libertés vient de gagner le Parlement, où 21 députés ont déposé le 1er février un projet de loi demandant la levée de l'état d'urgence. Cette mobilisation pourra-t-elle tenir le coup devant la répression violente? Si oui, les soulèvements populaires généralisés se produiront vraisemblablement dans d'autres pays arabes. Prévoyant cet effet de contagion, des gouvernements arabes, au Yémen et en Jordanie, tentent de prévenir le coup en lançant des réformes d'urgence.

À quelles sources nationales et internationales s'alimente l'opinion, le climat de l'opinion dans ces pays? Quel rôle jouent les médias officiels de ces pays? Et la censure?

Dans les pays tels que la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie d'avant le «printemps arabe», il ne pouvait exister, en l'absence de liberté de presse, d'opinion publique éclairée. En Tunisie et en Égypte, en effet, la loi interdisait de diffuser de «fausses nouvelles» sur le régime, et les services de contre-espionnage veillaient au grain.

En Algérie, la censure a d'abord été rendue possible par «putsch des généraux» en 1991, qui mettait fin à une première transition démocratique, ainsi que par l'état d'urgence instauré en 1992. La censure fut encore renforcée, en 2006, par un décret interdisant, au nom de la «réconciliation nationale», de parler des violences — disparitions forcées, torture, massacres — commises par les forces de sécurité à l'encontre des civils durant la guerre civile qui venait officiellement de se terminer.

Ces trois dictatures ont très tôt disposé d'une presse aux ordres, semi-officielle, chargée de ne publier que de l'information favorable au régime, pendant que les médias indépendants étaient empêchés d'exister.

L'information interdite a toutefois pu contourner la censure à la longue, notamment en empruntant un chemin sinueux, partant du «coulage» volontaire d'information par des témoins ou des victimes vers des groupes d'opposants, plus ou moins clandestins dans leur pays peut-être, mais reliés à des groupes d'opposants exilés à l'étranger. Ceux-ci relayaient à leur tour l'information interdite dans les médias internationaux. Une fois médiatisée, celle-ci pouvait transiter par les voyageurs, la poste, le fax ou le téléphone pour rentrer en fraude dans le pays.

Exceptionnellement, l'information interdite a été révélée au grand jour par des transfuges exilés à l'étranger. Tel fut le cas de l'Algérien Habib Souaïdia, ex-lieutenant des services spéciaux de l'Armée algérienne, qui s'est enfui en France en 2000, d'où il allait publier *La Sale Guerre*, témoignage personnel sur les rouages et les pratiques criminelles de l'Armée envers son propre peuple. Parallèlement apparurent de nouveaux médias, les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, par exemple, ainsi que la chaîne de télévision Al-Jazeera.

Le New York Times affirmait récemment que le média d'information continue Al-Jazeera avait largement contribué à répandre la révolte, d'une capitale à l'autre, avec sa couverture «agressive» des émeutes. Selon vous, quel rôle joue ce réseau dans la crise actuelle?

L'effet de contagion très rapide observé dans le monde arabe d'abord a été rendu possible par les nouveaux médias, tels Internet et la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui, d'heure en heure et de jour en jour, ont transmis à leur auditoire arabe les images de la révolution du jasmin, sans que les dictatures en place aient le temps de réagir assez vite pour empêcher l'information de se répandre. Il n'en fallait pas plus pour que les médias internationaux dépêchent leurs correspondants sur place. La suite des événements se déroulera donc sous les yeux de l'opinion publique internationale.

Les nouveaux médias (Twitter, le téléphone mobile, Facebook...) sont vus comme d'autres moyens centraux de communication pour le peuple insurgé. Comment analysez-vous ce rôle?

Leur rôle central consiste d'abord à alerter les grands médias internationaux. C'est ainsi que les populations arabes ont pu assister, la semaine dernière et en direct à la télévision, à ces scènes incroyables de partisans de Moubarak qui lançaient des bombes incendiaires du haut des édifices ou qui chargeaient la foule, montés sur des chevaux ou des chameaux. Mais ils ont été repoussés.

Dans cet exemple, ce sont les nouveaux médias qui, les premiers, ont révélé le sens caché de

l'événement. Lorsque le militant de gauche franco-tunisien Tarek Ben Hiba a révélé, sur sa liste de diffusion Internet, que ce n'était pas, comme le prétendaient des médias, «les pros et les anti-Moubarak» qui s'affrontaient sur la place Tahrir (place de la Libération), mais les «bouledogues» et les «voyous» lancés par le régime contre le peuple, la nouvelle s'est répandue aussitôt sur Facebook.

Les médias internationaux ont, dès le lendemain, renchéri en rapportant que des «partisans de Moubarak» s'emparaient de manifestants qu'ils traînaient hors de la foule pour les remettre aux forces de l'ordre et que des gens avaient été payés pour participer au rallye pro-Moubarak.

C'est ainsi qu'à Tunis, également, la rumeur d'un saccage des bureaux du ministère de l'Intérieur par des milices de Ben Ali a inspiré à la correspondante du journal Le Monde, les jours suivants, un reportage expliquant comment des groupes armés maintenaient la peur d'un retour en arrière dans le pays, et comment la chaîne tunisienne de télévision Hannibal TV faisait confirmer par le ministre de l'Intérieur, Farhat Rajhi, que 2000 à 3000 policiers et miliciens de l'ancien régime avaient envahi le Ministère et que des hommes armés avaient pénétré dans son bureau, le contraignant à quitter les lieux sous escorte militaire.

Le rôle des nouveaux médias ne se limite pas, toutefois, à susciter la réaction des grands médias internationaux. Ils contribuent également à la formation d'une opinion publique éclairée en retransmettant les vidéos des débats et discussions contredisant l'information officielle censurée. Par exemple, la télévision algérienne libre Rachad TV diffuse sur YouTube et Livestream des entrevues et des discussions avec des opposants célèbres.

En plus de contribuer à former et à informer l'opinion, les nouveaux médias jouent encore un rôle mobilisateur: lancement de pétitions, mots d'ordre, alertes à propos des milices déguisées, etc., non seulement à l'adresse de la rue arabe, mais également de la diaspora en exil.

Plus près de nous, à Montréal, le cabinet de Me Kamel Balti lançait samedi dernier, sur Facebook, un appel à propos du gendre de Ben Ali, Belhassen Trabelsi, présent quelque part au Canada avec sa famille: «Il est possible de présenter contre lui des plaintes au Canada relativement à certains crimes commis en Tunisie (entre autres... l'implication dans des actes de torture ou assimilables à du terrorisme...) Nous lançons donc un appel à témoins, que nous vous encourageons à relayer. En vue d'entreprendre les démarches nécessaires, nous cherchons à recueillir les témoignages écrits de ses victimes en Tunisie. L'action publique pourra ainsi être mise en marche sur simple dénonciation. Nous vous invitons donc à diffuser cet appel par tous les canaux qui vous sont accessibles, notamment à travers les médias.» Cet appel s'inscrit dans le sillage d'une longue mobilisation sur Facebook des Tunisiens vivant au Canada.

Selon vous, la grande mutation va-t-elle s'étendre dans le monde arabe? Et quel rôle joueront quels médias dans ces transformations à venir?

Il est encore prématuré de parler de grande mutation, car le mouvement peut aussi avorter et disparaître dans les oubliettes de l'histoire. Ce que personne ne souhaite peut quand même se produire. Que l'on se rappelle les émeutes populaires algériennes de 1988, qui ont entraîné la chute de l'État-FLN, puis des réformes démocratiques, ainsi que l'apparition d'une liberté de presse qui a fait l'envie du monde arabe... pour un temps seulement.

Une véritable démocratisation est un processus réversible, en effet, et l'avenir dépendra grandement de l'évolution du climat d'information dans le monde arabe. En paraphrasant un adage sur la guerre couramment cité dans les académies militaires, on pourrait dire que la contestation populaire sert moins à vaincre le tyran qu'à le convaincre qu'il est vaincu.

C'est ici que les médias entrent en scène, car c'est par eux principalement que les gouvernements observent et analysent le fil des événements. Les médias pourront-ils convaincre les dictateurs de démissionner et les élites des dictatures de sauver leur avenir en quittant le navire en train de couler?

<http://www.webmanagercenter.com/management/article-101852-tunisie-les-habitants-de-gafsa-revendiquent-un-poste-d-emploi-pour-chaque-famille-dans-la-cpg>

Tunisie : Les habitants de Gafsa revendiquent un poste d'emploi pour chaque famille dans la CPG

Par Maha Ouelhezi

«Ce que nous demandons sont nos droits et non pas des revendications. L'emploi est un droit, le développement est un droit, l'amélioration des conditions de vie est un droit. La problématique du chômage n'est pas nouvelle. Elle est même historique. Des générations entières la subissent. Vous nous demandez d'être patriotiques mais nous sommes en mal d'être. Nous sentons la marginalisation et la méfiance de "nos" responsables. Dans ces circonstances, le sentiment d'appartenance n'a plus aucun sens», a lancé un jeune gafsiens, lors de la réunion qui a rassemblé, ce 9 février 2011, une délégation du bassin minier de Gafsa avec le ministre de l'Industrie et celui du Développement régional.

En évoquant le bassin minier, on ne peut pas ne pas rappeler les violentes émeutes qui ont secoué cette région en 2008 et qui restent encore gravées dans les mémoires. Au centre des revendications, la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) qu'on soupçonnait de corruption, de falsification des concours, de discrimination à l'égard des natifs de la région. Une cinquantaine de jeunes et de moins jeunes gafsiens se sont déplacés à Tunis pour témoigner d'une situation assez critique qu'ils vivent déjà depuis plusieurs années. D'ailleurs, un sit-in est actuellement en cours pour revendiquer le droit au travail pour des milliers de familles du bassin minier.

Bien qu'après les événements de Redayef en 2008, les autorités de l'ancien régime aient réagi -tardivement bien sûre- en annonçant des projets industriels. Une journée de partenariat a été même organisée à l'époque. Des entreprises étrangères se sont implantées. Mais il s'avère que ceci n'est pas suffisant pour calmer la colère des gens de la région. Les solutions proposées ne résolvent en rien les réels maux du chômage au sein du bassin minier. Dans une zone qui compte plus de 17 mille familles, le chômage est devenu coutumier. Selon un intervenant, le taux de chômage est de 12,9% -information à vérifier- et concerne tous les âges et tous les niveaux scolaires.

Des conditions de vie difficiles...

On évoque les difficiles conditions de vie, l'infrastructure médiocre, les responsables corrompus, etc. Le pouvoir était centralisé, et s'intéressait peu aux zones intérieures dans le

gouvernorat de Gafsa. La caisse créée exclusivement pour la promotion du bassin minier servait des intérêts particuliers et son intervention était très réduite dans les zones concernées, à l'instar de M'dhila et Metlawi. «Nous ne voulons pas des solutions conjoncturelles mais des solutions qui s'attaquent à la racine du mal. Nous avons été pour longtemps marginalisés sur le plan social et économique. Nous demandons qu'on nous donne plus d'opportunités. Notre demande essentielle est que la CPG recrute une personne par famille», déclare un intervenant.

Une demande à laquelle Ahmed Néjib Chebbi, ministre du Développement régional, a exprimé sa réticence, estimant qu'il est impossible actuellement pour la CPG d'absorber 17 mille personnes à la fois. Il indique, toutefois, que la capacité immédiate est de 2.000 personnes. «Le recrutement se fera dans la transparence. Et on exercera la discrimination positive au profit des originaires de la région. D'ailleurs, je vous propose la création d'une commission composée de représentants du bassin minier et de la CPG pour décider des recrutements à venir», affirme M. Chebbi.

Des revendications et des négociations...

Il ajoute qu'une enquête sera menée pour auditer la Compagnie des Phosphates de Gafsa. Les intervenants ayant évoqué les primes substantielles accordées à ses cadres et les dépenses mal placées. Les revendications ont également porté sur la suppression de la sous-traitance qu'on estime avoir aggravé la situation, l'amélioration de l'infrastructure, l'ouverture de certaines mines qui ont été fermées, l'indemnisation des accidentés de travail, la création de postes d'emploi pour les jeunes diplômés, l'amélioration des structures sanitaires, l'exploitation des terres agricoles, etc.

D'un autre côté, on a évoqué la question de la pollution liée au Groupement Chimique Tunisien à M'dhila. Les habitants de cette zone souffrent d'un haut niveau de pollution qui, selon eux, a provoqué des maladies graves telles que le cancer. En réponse, M. Chelbi a affirmé qu'un programme est prévu par la société pour la réduction de la pollution.

Bien que la réunion ait eu l'avantage de dresser l'état des lieux dans la zone du bassin minier et donné la parole à ces habitants, elle n'a pas réussi à satisfaire leurs revendications, et ce d'autant plus qu'ils veulent qu'elles soient immédiatement satisfaites, essentiellement celle relative au recrutement au sein de la CPG. En attendant, les négociations avec les autorités concernées devront se poursuivre. M. Chebbi a demandé la constitution d'un groupe de dix personnes qui seront en contact permanent avec le ministère pour fixer un plan de travail qui satisfasse toutes les parties.

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/02/10/moi-dictateur-ma-femme-mon-frere>

Moi, dictateur, ma femme, mon frère...

D'un régime à l'autre, on retrouve les mêmes caractéristiques façonnant un pouvoir qui n'admet aucune alternance.

10.02.2011 | Kamel Daoud | Le Quotidien d'Oran

Ce sont toujours et toujours les mêmes rôles : la dictature arabe est devenue une routine insupportable. D'abord un président arrivé au pouvoir avec l'appui des militaires, maintenu par la fraude électorale et qui, à mesure qu'il avance en âge, compte toujours plus sur les

urnes pour légitimer ses caprices. Le dictateur a généralement plus de 75 ans, se présente comme l'héritier d'un père de la nation mort depuis longtemps et a soit un fils aîné promis au pouvoir [Egypte], soit une femme qui le détient déjà [Tunisie], soit un frère qui en possède la moitié [Syrie]. Dans le casting, on retrouve le fameux ministre de l'Intérieur qui dit la même phrase du Golfe à l'Océan, c'est-à-dire n'importe quoi. Connu pour soutenir l'insoutenable, il se met à débiter des chiffres qui font rire après chaque élection, à expliquer que "les manifestants sont des délinquants" ou à prétendre que personne ne peut déstabiliser l'Etat, c'est-à-dire lui, son maître et leurs quelques alliés. Dans l'ordre, on retrouve aussi un parti "majoritaire", façon moderne de dire "parti unique". Lequel parti est géré, possédé et embrassé de force par une équipe qui a généralement l'âge du président, répétant des phrases débiles sur la nation et la réforme, l'héritage et les constances et que le pouvoir utilise comme un club de domestiques politiques. Le cadre général est consolidé le plus souvent par un appareil syndical servile, voleur d'argent et de cotisations, et de faux concurrents à la présidence et à usage multiple, tolérés pour les besoins du coloriage, avec, comme aide de camp, une armée asservie au culte de la stabilité ou impliquée dans le festin national. Le pouvoir possède aussi quelques journaux du clan, des médias à sa botte et une mainmise sur les marchés stratégiques pour s'assurer la collaboration stratégique des Occidentaux. Dans ce schéma panarabe, le dictateur est, généralement, lui-même ministre de la Défense (on ne vole pas un voleur) et son fils, sa femme ou son frère gèrent les milieux d'affaires et le patronat, fragile ou complice du pays. Quand éclatent des émeutes ou que naissent des oppositions, le dictateur se tait pour mieux souligner sa souveraineté, qui ne daigne pas se pencher sur les détails intestinaux du pays ; le ministre de l'Intérieur envoie des policiers frapper ou interdire en expliquant qu'il s'agit de délinquants ; un communiqué de terroristes d'Al-Qaida est rendu public avec démantèlement d'une cellule djihadiste pour bien faire passer le message aux Occidentaux, puis le peuple est divisé en deux : une partie recevra plus de semoule et l'autre plus de coups de matraque. Et cela se passe ainsi du Maroc au Yémen. Et cela dure depuis dix ans, vingt ans, trente ans. Et cela ne change pas même si c'est indécent, risible, assassin ou comique. Même s'il s'agit de la dernière minute du règne. Même si le peuple est à la porte du palais ou maudit le dictateur à chacune de ses apparitions. Car le dictateur, au bout de si longues années, finit par se dire que, si un peuple le supporte depuis si longtemps sans rien dire, c'est en définitive parce que ce peuple n'existe pas et que rien ne peut arriver, selon ce que lui dit son ministre de l'Intérieur.

<http://laregledujeu.org/2011/03/07/4923/tunisie-lexperience-de-la-liberte-ici-et-maintenant/>

Tunisie : l'expérience de la liberté ici et maintenant

Mehdi Belhaj Kacem

*L'événement tunisien par Mehdi Belhaj Kacem.
Propos recueillis par la rédaction.*

Les Tunisiens ont apprécié la politique diplomatique d'Obama. Grâce à elle, ce sont des milliers de nos vies qui ont été épargnées. L'événement ne pouvait venir que de Tunisie parce nous avons la « chance » de ne pas avoir de richesses naturelles, de pétrole. Voyez l'Algérie. Voyez l'Irak. Nous ne vivons que de tourisme. Nous n'avons pas à subir la rapacité impitoyable des multinationales pétrolières, et leurs appoints gouvernementaux. Nous aurions eu du pétrole, Tunis serait Beyrouth ou Bagdad à l'heure actuelle. Et, pour le dire cyniquement : la bourgeoisie tunisienne préfère les investissements américains, qui sont

relativement « cleans », que les chinois, ou les russes : sous Ben Ali, on fabriquait des hôtels cinq étoiles, des choses entre Disneyland et l'architecture stalinienne, pour blanchir l'argent de la mafia russe. Nous apprécions le « légalisme » américain, quelque féroce par ailleurs qu'ait été et que continue à être, au nom de la « guerre contre le communisme » puis de la « guerre contre le terrorisme », sa manière de fouler aux pieds tous les droits dès qu'on sort des frontières américaines. Un des acteurs principaux de la Renaissance tunisienne est le très grand intellectuel Ben Achour, moralement au-delà de tout soupçon, qui préside la commission chargée de bouleverser notre Constitution, notre appareil législatif et judiciaire, et même – pouah ! dirait le bon gauchiste bourgeois –, le système électoral. C'est un musulman pratiquant, et pourtant une bonne part de son travail théorique consiste à réfléchir, à établir la laïcité dans les pays arabes : séparation législative de l'État et de la Mosquée, comme la laïcité française a séparé il y a *seulement* un siècle l'Église et l'État. Les politiciens américains, eux, doivent toujours prêter serment sur la Bible ! L'Histoire n'est pas linéaire : elle est constituée, à la suite d'une cassation unique, celle de 1789 pour notre ère, de continuités et de discontinuités qui en quelque sorte « coulissent » les unes sur les autres. Si Badiou et Zizek se ridiculisent dans leurs considérations sur l'événement, c'est qu'ils n'ont pas compris qu'un événement crucial fait que la Tunisie, en 2011, est dans un état de conscience philosophico-politique, – et dans un état « tout court », si j'ose dire –, plus avancé que ne le sont *aujourd'hui* la Chine post-maoïste et la Russie post-stalinienne.

La Révolution tunisienne est un événement parce que l'ensemble du peuple tunisien, en tant que peuple, fait l'expérience de la liberté, ici et maintenant. La première chose que j'ai vue en arrivant en Tunisie, c'est une scène très « ranciériste » de femmes de ménage qui discutaient de leurs droits, de se syndicaliser, et avec lesquelles j'ai échangé quelques propos rigolos. Impensable il y a seulement deux mois, où elles étaient toujours tête baissée. Toutes les barrières sociales tombent, comme en 68. Toutes les bouches sont libres. Les *peuples* russes ou chinois, en 2011, en tant que peuples, n'ont historiquement toujours pas fait l'expérience de la liberté. Ils sont passés directement d'un système moyenâgeux à la dictature armée de l'égalité : ce qu'Adorno appelait donc, pensant au maoïsme : « fascisme de gauche ». C'est pour ça que l'événement tunisien est d'ores et déjà un événement historique : les Tunisiens font collectivement l'expérience de la liberté, et, *dans* la vérité de l'événement, on constate qu'un peuple qui fait l'expérience de la liberté fait *aussi* l'expérience de l'égalité. C'est ça la dure leçon qu'administre l'événement tunisien à nos Dinosaures universitaires staliniens.

Hegel se frotte les mains. Il n'a jamais dit que l'Histoire de la prise de conscience de la liberté s'écrirait en deux jours, ou même en deux siècles. Sans liberté universelle, inutile de parler d'égalité en dehors de colloques universitaires. Badiou est notre Hegel, mais il n'est que le Hegel du maoïsme. Hegel est le Hegel de tout le monde. Aujourd'hui, il est tunisien. C'est peut-être ça que je voulais dire dans mon mail... Vous verrez quelle vie culturelle – les artistes tunisiens parlent en ce moment de « Movida » tunisienne – et philosophique va venir d'ici. Il y a un nombre incroyable de philosophes surdoués qui ne pouvaient tout simplement rien faire à cause du régime. Dans deux ans, vous visiterez la Tunisie comme on visitait Cuba dans les années soixante.

Que la Tunisie s'achemine, dans un premier temps, vers une démocratie parlementaire « bourgeoise », pourquoi pas ? C'est un miracle auquel personne n'aurait cru il y a seulement deux mois. Mais même ça, ce n'est pas « gagné ». La Révolution tunisienne ira peut-être là où, justement, ni Mai 68 ni encore moins la GRCP n'ont réussi à aller : l'instauration de la toute première démocratie réellement *populaire*. Le système Ben Ali, par la politique de la succession « dynastique », aurait pu rester le même pendant vingt ans, cinquante ans, peut-

être plus. C'est pour ça qu'il s'agit réellement d'un événement : le système était tel qu'il n'y avait rien d'« inéluctable » à ce que ce régime tombe ; des dictatures abominables, il y en a partout dans le monde, et la tunisienne, en plus, était beaucoup plus « rodée », orwélienne, que la plupart ; et pourtant c'est de là que c'est parti. Ça n'empêche pas, d'ores et déjà, la lutte des classes, bien au contraire. D'innombrables grèves agitent les travailleurs tunisiens en ce moment, et ils obtiennent gain de cause de la part du gouvernement, sinon la Tunisie ne se relancera pas. Ils rattrapent deux décennies de luttes sociales réprimées en trois semaines ! C'est la première chose qui m'a sauté aux yeux arrivé à Tunis : la grève partout ! La première des libertés prolétaires, que Ben Ali écrasait par les armes et la torture comme il écrasait le reste.

Kojève disait, assez drôlement : « on me prend pour un hégélien de gauche. Mais je suis un marxiste de droite ». Il disait que le fordisme était une politique marxiste ; et c'est lui qui a conçu le plan Marshall. Je préfère être un tel marxiste de droite, qu'un fasciste postmoderne de gauche.

<http://nawaat.org/portail/2011/02/10/quelques-conseils-pratiques-aux-jeunes-revolutionnaires-tunisiens-pour-que-l-on-ne-leur-vole-pas-leur-revolution/>

Quelques conseils pratiques aux jeunes révolutionnaires Tunisiens pour que l'on ne leur vole pas leur Révolution.

Vos contributions | Feb 10, 2011 |



Après une prière sur l'âme de nos martyrs, Je salue les centaines de milliers qui sont descendus dans les rues pendant plusieurs semaines pour faire fuir le dictateur Ben Ali.

La révolution n'est pas seulement de se débarrasser du dictateur, mais c'est aussi et surtout, de changer les structures, les méthodes et les instruments du gouvernement – dit provisoire – qu'il nous a laissé, cela au niveau du fond, puis, au niveau de la forme, en créant de nouveaux symboles et une nouvelle signature.

Voici quelques conseils pour transformer le fond et donner de la couleur à la forme :

(1) – La Police :

Après la formation du gouvernement provisoire, et comme vous venez de vous en rendre compte, la police continue d'agir avec les mêmes méthodes de violence et terreur contre les manifestants pacifiques comme si de rien n'était. L'attaque violente de la police contre les manifestants à la Kasbah il y a quelques jours, et plus récemment, la mort de 4 manifestants au Kef, et la mort de deux jeunes brûlés au poste de police de Sidi Bouzid, source même de

l'étincelle de la révolution, nous rappelle que les méthodes du régime du dictateur Ben Ali se portent bien.

Depuis plus de 23 ans, la police n'a fait que terroriser le peuple. Les postes de police se sont transformés en centre de terreur et chambres de torture, cela en plus de sa notoriété en matière de corruption. Les derniers événements révolutionnaires ont très clairement montré la nature de cette police. La terreur, la torture et la corruption se sont devenues des réflexes pour la police. Il serait naïf et irresponsable de penser qu'elle va changer du jour au lendemain après la fuite du dictateur.

On ne peut pas faire du nouveau avec de l'ancien: notre police est trop vieille dans sa mentalité et ses méthodes. Il va falloir identifier ceux qui ont torturé ou commis des violences contre les citoyens et les traduire devant la justice. Il faut le faire tout de suite et en se faisant tester notre nouvelle justice.

Quant aux autres policiers il va falloir les envoyer dans des centres de réhabilitation où ils devront passer un à deux ans à étudier les droits de l'homme, les droits du citoyen, la constitution, et un nouveau « Guide du Policier » – qui reste à rédiger – et qui définit les fonctions de la police autour de la défense des droits du citoyen, et qui détaille ses procédures. Deux années de formation et réhabilitation sont nécessaires pour que la police devienne civilisée et apprenne de nouvelles méthodes adaptées à une Tunisie démocratique.

Pour maintenir la sécurité de la révolution et des citoyens, il faudrait recruter un corps de police provisoire parmi les jeunes éduqués, et sans travail, qui ont participé au mouvement révolutionnaire. Les jeunes de Sidi Bouzid, de Regueb, Maknassi, Kasserine, Thala, le Kef, etc... qui ont manifesté avec ardeur et mis leur vie sur la ligne pour libérer le pays de la dictature, sont les premiers à mériter d'assurer la fonction de gardiens de la révolution, et de la sécurité publique.

Ainsi, les citoyens, au niveau des villes et villages, doivent immédiatement choisir leurs agents de police et les installer dans les postes de police, en exigeant du ministère de l'intérieur de les reconnaître. Car une police encore à la solde de l'ancien régime RCD (même après sa dissolution) restera la première source de troubles dans les localités, puisqu'elle fera tout pour faire échouer la révolution.

Il faudra aussi corriger la fonction sécuritaire du gouvernement en :

- Transformant le bâtiment du ministère de l'intérieur Avenue Bourguiba en musée de l'histoire de la Révolution du peuple Tunisien.
- Changeant le nom du Ministère de l'intérieur en Ministère de la Protection des Citoyens (ou quelque autre nom qui a le même sens).
- Hébergeant ce ministère dans un autre immeuble (par exemple celui du défunt RCD sur l'avenue Mohamed V) en attendant de construire un nouveau bâtiment transparent tout en glace – de manière à ce que les passants puissent voir ce qui s'y passe. Ce sera une première que le monde ne tardera pas à imiter.
- Changeant le nom du Ministère des affaires étrangères en Ministère de l'Amitié avec les Nations. En 1981, et pour marquer l'arrivée des socialistes au pouvoir, un événement bien en deçà de notre belle et glorieuse révolution, Mitterrand avait changé le nom du ministère des affaires étrangères au Ministère des Relations Extérieures. Nous sommes en droit de faire

mieux et d'annoncer au monde notre vision amicale avec toutes les nations, une vision qui oppose la compétition et la belligérance. À d'autres de suivre notre démarche.

(2) – La dissolution immédiate du RCD et de leur tribune : le Parlement

Le gouvernement provisoire tergiverse sur ce point crucial. Plusieurs membres du gouvernement sont depuis longtemps des membres du RCD (ils viennent juste d'en démissionner apparemment par opportunisme plutôt que par conviction). S'il est possible de le faire dans le cadre de la constitution c'est tant mieux, sinon, la volonté du peuple à force de loi ; dans ce cas, la tâche de démonter le RCD incombera au peuple. Il doit le faire au niveau local, dans chaque ville et village, en occupant leurs bureaux, dont le loyer et la maintenance restent aux frais du peuple. Ceci représentera aussi une dissolution du parlement ; d'une pierre deux coups. Le RCD a une longue histoire de comploter contre le peuple au bénéfice du dictateur et à leurs propres bénéfices : ne sont-ils pas de gros rats qui se sont engraisés sur le dos du peuple ?

(3) – L'Organisation des Citoyens :

Il faut maintenir et développer la structure de base des comités de quartiers, et en faire des lieux de rencontre et de discussion. Les comités de quartier peuvent élire des comités de village ou ville. Ces comités de citoyens constituent dans la situation actuelle encore incertaine, un contre-pouvoir pour contrer le pouvoir du gouvernement provisoire qui ressemble à chaque jour qui passe, par les actions qu'il prend, ou les actions qu'il tarde à prendre, aux gouvernements passés du dictateur déchu.

(4) – Les Autorités Locales : les gouverneurs (préfets) et les mu3tamads (sous-préfets) :

Les gouverneurs et les mu3tamads ont été le bras droit de la conduite sur le terrain de la politique d'un gouvernement autoritaire et trop centralisé. Il faut rompre avec l'autoritarisme en rompant avec la centralisation du système politique. La décentralisation donnera aux communautés locales la possibilité de participer aux décisions et la gestion de leurs affaires. Elle permettra aussi de limiter les effets excessifs d'une dictature nécessairement centralisatrice. Ce qui veut dire que les citoyens doivent choisir leur gouverneur et leur mu3tamad. Donc ne soyez pas naïfs, n'attendez pas de Mr. Mbazzaa ou de Mr. Ghannouchi de vous envoyer des gouverneurs ou mu3tamads que vous allez accepter, choisissez les vous-mêmes et mettez ainsi les Mbazzaa et Ghannouchi devant le fait accompli. En faisant ainsi vous annoncez vos anticipations de la nouvelle constitution qui doit garantir la décentralisation.

Actuellement, les maires des municipalités sont choisis à la suite d'élections locales. Cela doit être pareil pour les gouverneurs et les mu3tamads. À ce propos, les maires récemment élus sont des marionnettes de l'ancien régime. Il faut faire vite de s'en débarrasser.

Aussi, le maire doit être l'autorité responsable de la police locale, et pas le sinistre ministère de l'intérieur. Ainsi la police cessera d'être un instrument de répression aux mains d'un ministère lointain et centralisé, et deviendra au service du citoyen pour veiller à la paix sociale.

(5) – Les nouvelles Commissions Nationales :

Les commissions nationales qui viennent d'être nommées ne semblent pas pressées de commencer à travailler. Aussi on reste dans l'ignorance de la portée et de l'étendue de leur travail, de l'agenda de leur progrès et publication de leurs rapports, et des mécanismes de comment traduire leurs résultats.

Déjà la Commission supérieure pour la réforme politique est dit on dominée par les caciques du régime déchu. Sa composition est critiquée par tous, et elle doit être corrigée immédiatement. La pression populaire doit continuer afin de changer sa composition.

Quand à la a commission d'établissement des faits sur les affaires de malversation et de corruption, rien que son nom ne laisse pas présager des résultats à la mesure des attentes du peuple.

On a besoin d'une commission sérieuse et déterminée à découvrir toutes les affaires de grosse corruption. Une commission large et bien dotée de moyens et qui commence à travailler tout de suite. Une commission que l'on nomme, sans détour, Min Ayna Laka Hadha ?

(6) – La Justice :

Nous avons besoin d'une justice reformée afin de mener à bien et dans la transparence les nombreux procès à venir : parmi lesquels : le procès des criminels qui ont terrorisé la population ou tiré sur les manifestants, des tortionnaires qui ont torturé les personnes arrêtées ou les prisonniers, les membres de la famille du dictateur en arrêt ou qui vont bientôt être extradées, et du dictateur lui-même.

Le peuple compte sur les avocats et les juges qui se sont ralliés à la révolution de nettoyer dans l'enceinte du ministère de la justice et des tribunaux.

(7) Le palais de Carthage :

Compte tenu que le luxueux et impérial palais de Carthage est associé dans l'esprit des Tunisiens avec le culte de la personnalité et de la dictature, et du fait que le régime vers lequel on s'achemine sera plus parlementaire et moins présidentiel, on doit décider si l'on doit faire du palais de Carthage un musée, comme c'est le cas du château de Versailles, ou les visiteurs auront à s'ahurir (ou s'émerveiller) à la vue du lit du dictateur ou de la coiffeuse de sa dame, car après tout, cette magnifique révolution a bien détrôné un roi, sa reine, et leur vaste cour.

Ce sont là quelques actions à conduire urgemment car la préservation des acquis de la Révolution en dépend.

Hachem H.
Informaticien

http://www.lepoint.fr/monde/explosion-de-joie-a-tunis-apres-le-depart-de-moubarak-danses-et-concert-de-klaxon-11-02-2011-1294560_24.php

AFP - Publié le 11/02/2011 à 20:53 - Modifié le 11/02/2011 à 20:55

Explosion de joie à Tunis après le départ de Moubarak, danses et concert de klaxon



Un concert assourdissant de klaxons a salué la nouvelle donnée au Caire par le vice-président égyptien Omar Souleimane. Ce dernier venait de déclarer que le raïs avait quitté ses fonctions et remis le pouvoir à l'armée.

Il y a moins d'un mois l'avenue Bourguiba de Tunis était le théâtre de la dernière répression du régime agonisant du président Ben Ali, vendredi soir elle a explosé de joie en apprenant la chute du "pharaon égyptien".

"C'est formidable! Deux dictateurs sont tombés en moins d'un mois!" exulte Nouredine, un étudiant de 23 ans. Son copain Ahmed: "A qui le tour maintenant?"

La nouvelle du départ d'Hosni Moubarak s'était répandue comme une traînée de poudre, mais deux heures après qu'il ait jeté l'éponge, ils étaient encore des milliers à Tunis à chanter, danser, crier, klaxonner.

Un concert assourdissant de klaxons a salué la nouvelle donnée au Caire par le vice-président égyptien Omar Souleimane. Ce dernier venait de déclarer que le raïs avait quitté ses fonctions et remis le pouvoir à l'armée.

Au fil des minutes, le flot a grossi sans cesse. Des drapeaux égyptiens se mêlaient à des drapeaux tunisiens.

Un hélicoptère de l'armée survolait l'avenue dans une indifférence quasi-générale, tandis que la foule convergeait vers l'ambassade d'Egypte.

Le mouvement de contestation déclenché en Tunisie à la mi-décembre a provoqué la chute le 14 janvier du président Zine El Abidine Ben Ali, et donné le signal de mouvements de protestations dans plusieurs pays arabes.

Une immense clameur a soudain retenti appelant cette fois les Algériens "à faire tomber le régime de leur président" Abdelaziz Bouteflika: "Oh peuple d'Algérie, révolte toi contre Bouteflika", crient en coeur un groupe de manifestants.

L'opposition algérienne a appelé à manifester samedi dans plusieurs villes du pays pour "changer le système", mais les autorités ont interdit toute marche dans Alger.

A Tunis, on est fier. Des youyous de femmes fusent de toute part, tandis que des jeunes dansent en chantent l'hymne national tunisien.

"Bouazizi (Mohammed, le jeune vendeur de fruits et légumes tunisien qui s'était immolé par le feu, et dont la mort a déclenché les émeutes qui ont conduit à la chute du régime de Ben Ali) repose toi bien, ton martyr a fait tomber deux dictateurs, Ben Ali suivi par le pharaon Moubarak", lance un manifestant.

"Oh peuple égyptien que tu es grand!", lance un danseur.

"C'est pas possible, c'est nous les Tunisiens qui avons commencé ça, je suis tellement contente pour eux" (les Egyptiens), exulte Jamila: la jeune femme trépigne de joie, portable collé à l'oreille.

"Le monde arabe connaît un tournant historique. Nous espérons que tous les peuples arabes pourront vivre dans un régime de citoyens et non de sujets", a déclaré à l'AFP Ahmed Brahim, le ministre de l'Enseignement supérieur du gouvernement de transition et chef du parti Ettajdid (opposition légale).

"Je pense que la volonté du peuple, quand elle s'exprime comme en Egypte finit par s'imposer car c'est la loi de la liberté et de la justice. Je félicite le peuple égyptien, j'espère que pour eux la transition démocratique se passera avec succès (...), le plus pacifiquement possible", a-t-il poursuivi, visiblement très heureux au téléphone.

"C'est extraordinaire, l'Egypte est le plus grand pays arabe, ça ouvre un grand espoir pour tous les pays arabes. C'est un cycle de révolution pacifique mené par les jeunes que nous vivons", a déclaré à l'AFP Mokhtar Trifi, le président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme.

<http://nawaat.org/portail/2011/02/15/qu-est-ce-que-tunis/>

Qu'est-ce que Tunis ?

Opinions Sur Rue | Feb 15, 2011 |

Par Pierre-Yves Dufeu ()*

Coopérant universitaire français, je vis et travaille à Tunis. C'est d'abord par l'enseignement, par les échanges académiques, que j'ai progressivement appris à connaître la société tunisienne, ses étudiants, ses professionnels, ses intellectuels. Cette année, à l'occasion notamment du cinquantenaire de beaucoup d'indépendances, j'ai souhaité co-organiser un cycle de conférences autour de la question « Qu'est-ce que l'Afrique ? ». C'est à Tunis, lieu et destinataire, que nous avons voulu poser cette question. Tunis, Tunisie sont, rappelons-le, les noms contemporains de ce qui fut autrefois, pour les Romains, *Africa*, *Ifriqiya* pour les Arabes, ceux d'une terre qui a transmis son nom plus ancien au continent tout entier.

J'ignorais, je ne pouvais imaginer que Tunis, *'âsima wa bilad*, capitale et pays, que le peuple tunisien, par cette incroyable reprise du pouvoir, livrerait d'une façon si éclatante, si fulgurante, sa réponse historique à notre question. Qu'est-ce que l'Afrique ? Mais tout aussi bien : qu'est-ce que le monde arabe ? Cette réponse, depuis le 14 janvier, je ne me lasse pas de la recevoir des horizons si divers qui font ici l'Histoire. Sur l'écran de mon ordinateur, l'onde continue des réseaux sociaux, objet de la censure et fer de lance des revendications, enrichit d'heure en heure, de jour en jour, l'expression de ces libertés nouvelles. A ma porte sonne le syndic : il distribue quelques vivres qu'offre un copropriétaire soucieux des voisins isolés ou encore peu désireux de sortir. Dehors, je m'agrège aux dizaines de personnes qui attendent leur tour devant la boulangerie, et, dans cette attente beaucoup plus longue qu'à l'ordinaire, ressens une paix, une discipline, une conscience collectives auxquelles ces files et ces foules ne m'avaient pas habitué jusque-là. Dans la rue, la police honnie maintenant évanouie, des comités de quartier prennent en main la sûreté, avec rigueur et gentillesse, sérieux et fierté. Oui, j'en témoigne, la suspicion organisée fait aujourd'hui place à Tunis à un élan spontané de solidarités. Et la nuit, pendant le couvre-feu, le bruit des hélicoptères de l'armée tunisienne me rappelle que, non, l'Etat ne s'est pas effondré : il a simplement perdu son visage, et cela, le peuple l'a vivement désiré.

Qu'est-ce que Tunis ? Qu'est-ce qui se passe à Tunis ? A cette question, plusieurs réponses. Plusieurs points de vue. Celui des journaux télévisés français est assez consternant, parfois effrayant : côté couleur locale, on nous donne à voir, sans plus d'explication, des groupes de Tunisiens armés de bâtons et de couteaux ; côté pratique, on donne la parole à un compatriote bravache qui se prépare à défendre seul sa propriété des quartiers chics, bâton contre fusils, dit-il ; on ne manque pas de faire parler des touristes effrayés, des expatriés qui bouclent leur valise. Une partie de mes journées se passe ainsi à rassurer mes proches en France, qui subissent ces images. Car, jour après jour, à mesure que la sécurisation progresse, grâce à la contribution de tous, soldats, mais surtout civils, voisins, groupes de jeunes soudain responsabilisés, mon impression est inverse : soumis en quelque sorte, comme mes amis tunisiens, dans mes activités professionnelles, aux tabous politiques, c'est avant le soulèvement que je pouvais craindre, que je vivais dans la méfiance, à l'égard des inconnus, des voisins, parfois de certains collègues, bénalistes de gré ou de force. Que parfois même, comme tant de Tunisiens, j'en venais à nourrir la paranoïa : prudence obligatoire dans les conversations, les coups de téléphone, sur internet, auto-censure systématique. Et c'est à l'inverse aujourd'hui, après le soulèvement du peuple et la fuite de l'ancien président, qu'avec tout Tunis je respire un air nouveau où point, très subtilement encore, un nouveau parfum, la confiance.

Mais soyons plus politiques, c'en est le moment. Qu'est-ce que Tunis ? Qu'est-ce que le monde arabe et musulman ? Est-il bien ce monde que nous autres Occidentaux percevons, surtout depuis dix ans, comme associé à l'islamisme, lui-même fatalement corrélé au terrorisme ? Est-il ce monde instable, perturbé, que nous regardons au mieux avec indifférence, au pire avec inquiétude, et sur lequel, du fait de cette indifférence, gouverné par cette inquiétude, nous projetons notre insatiable désir de sécurité, comme le pauvre flic son projectile ? Qu'est-ce que l'Afrique ? Qu'est-ce que Tunis ? Des peuples et des hommes sujets, et, quand les choses en viennent au pire, objets d'un « règle[ment] de situation sécuritaire » ? De simples taux démographiques ou de chômage, à régler, à maîtriser également ? Dans une émotion inouïe, avec une générosité admirable, le soulèvement du 14 janvier nous offre une autre réponse, autrement réjouissante. Non, Tunis, les peuples arabes et africains ne sont pas condamnés à subir l'oppression politique. Ils ne sont pas sujets, mais souverains, ils ont comme tous les peuples le droit, trop souvent nié, de choisir librement leurs

dirigeants. Non, le monde arabe n'est pas exclusivement, "binairement" divisé entre fascistes au pouvoir et opposants islamistes. Non, le premier des droits de l'homme n'est pas le pain, la santé ou l'éducation – toutes ressources nécessaires bien sûr, qui le conteste ? – mais la liberté et la dignité politiques. Un peuple, petit par le nombre au regard des nations, grand devant l'Histoire, s'est levé pour le dire, et aujourd'hui, force est de le reconnaître : le cœur palpitant du monde démocratique n'est plus européen, il est arabe et africain, tunisien.

Avec mes amis et collègues tunisiens, je vis aujourd'hui à Tunis dans la confiance. Une confiance profonde, revers de la terrifiante violence subie jour après jour par le peuple tunisien pendant tant d'années. Une confiance nourrie par la prise en compte de la magnitude de l'événement, par la solidité de la construction politique, d'abord voisine, populaire, quotidienne, de la fraternité qui se met en place aujourd'hui à Tunis. Une confiance profonde que les inquiétudes compréhensibles liés aux pillages sporadiques, aux troubles fomentés par les reliquats de l'ancien régime, n'atteignent pas et ne peuvent fondamentalement atteindre. « *Yes, they can !* » Oui, ils ont pu, ces cousins lointains, si souvent oubliés, ils ont pu et désormais peuvent sortir de la peur pour construire leur destin.

(*) Pierre-Yves Dufeu
Maître de conférences
Coopérant universitaire à l'ISELSH de Gurjani

http://www.tourmagazine.fr/Emeutes-greve-terrorisme-Europ-Assistance-va-garantir-les-vacances-gachees_a17074.html

Par la rédaction, publié le 15 Février 2011.

Emeutes, grève, terrorisme : Europ Assistance va garantir les "vacances gâchées"

Grève générale, émeute, acte de terrorisme, catastrophe naturelle... Europ Assistance lance une nouvelle garantie "Vacances gâchées", visant à rassurer les voyageurs face au risque lors des voyages.

L'objectif premier de cette nouvelle garantie consiste à rassurer les voyageurs dans le contexte de crise que traversent actuellement la Tunisie et Égypte.

Une crise qui a d'importantes répercussions sur l'économie du tourisme, avec des voyageurs qui redoutent une contagion et délaissent ces destinations jusqu'à présent très prisées.

Fort de ce constat, Europ Assistance lance la nouvelle garantie "Vacances gâchées", visant à rassurer les voyageurs dans le cas présent, et d'une manière plus générale face au risque voyage.

Cette garantie comporte deux volets :

- avant le départ : si le client se voit dans l'impossibilité d'effectuer son voyage, car l'organisateur annule ou reporte ce dernier sur une autre destination, suite à un cas de force majeure intervenant dans un délai maximum de 14 jours avant la date de son départ, une **indemnité compensatoire forfaitaire fixée à 20% du montant du prix du voyage par personne** (dans la limite de 150 €), lui est alors consentie.

- **sur place : si les événements extérieurs altèrent de façon significative et durable l'agrément du séjour**, le voyageur est alors indemnisé à hauteur de 10% du prix du voyage par jour (plafonné à 75 € par jour), avec une franchise d'une journée et un maximum de 8 jours d'indemnisation.

Cette nouvelle garantie "Vacances gâchées" s'inscrit en complément de la garantie "Annulation Voyages", qui permet au voyageur d'annuler son voyage de sa propre initiative et de la garantie "Départ ou Retour Impossible" qui permet, quant à elle, de couvrir les frais consécutifs au report du départ ou du retour.

La garantie sera, dans un premier temps, exclusivement proposée aux professionnels du voyage, tours opérateurs, réseaux d'agences de voyage, compagnies de transport,..., partenaires d'Europ Assistance France.

Elle sera progressivement étendue à l'ensemble des offres voyage commercialisées directement par Europ Assistance, sur son site www.europ-assistance-voyages.com et par le biais de son service de relations commerciales.

publié le mercredi 16 février 2011 à 08h28

Clan Alliot-Marie et clan Ben Ali

Et de trois mensonges ! Michèle Alliot-Marie avait d'abord dit avoir utilisé le jet privé d'Aziz Miled, un membre du clan Ben Ali, alors que les émeutes n'avaient pas commencé en Tunisie. C'était faux. MAM avait ensuite expliqué qu'elle n'avait pris ce jet privé que pour faire un voyage de vingt minutes. C'était faux, il y avait eu deux voyages en jet privé. Troisième mensonge : on sait aujourd'hui que le voyage en jet privé à Tabarka a surtout permis au père de Michèle Alliot-Marie de conclure une transaction avec l'homme d'affaires tunisien.

<http://nawaat.org/portail/2011/02/15/situation-actuelle-en-tunisie/>

Situation actuelle en Tunisie

Opinions Sur Rue | Feb 15, 2011 |



Le premier ministre du gouvernement provisoire, Mohammed Ghannouchi

Par **Hakim Derouich**

La révolte tunisienne nous a offert le départ de Ben Ali et de son épouse, ainsi que l'arrestation des principaux membres de la famille de sa seconde épouse, les Trabelsi, petits voyous.

Mais depuis un mois, la situation nous laisse perplexe. Le clan de la première épouse est libre de ses mouvements en Tunisie. Filles et gendres de Ben ALI, sont libres de leurs mouvements et continuent à gérer leurs affaires florissantes, avec la quasi bénédiction du gouvernement actuel de transition:

Monsieur Slim Zarrouk et son épouse Ghazoua sont à Tunis continuent d'être surveillé par la sécurité nationale dans leur villa de Carthage, alors que la sécurité n'est pas encore revenue dans les autres régions du Pays, comme en témoigne les derniers évènements au Kef qui ont fait 2 à 4 morts (on ne sait pas exactement). Monsieur Slim Zarrouk est toujours membre du comité de Direction de l'IACE (l'institut Arabe des chefs d'entreprise), Think Tank tunisien des chefs d'entreprise et dirigé toujours le centre de gouvernance tunisien, c'est un comble.

Ces business, n'ont pas connu d'administration judiciaire et sont toujours géré par les mêmes directeurs généraux, alors qu'elles ont été acquises par favoritisme, la société de céramique, plastex et dernièrement la joint-venture de communication avec Havas en Tunisie, qui gère le budget de communication de Tunisie Télécom. Marché attribué évidemment sans appel d'offre, de gré à gré.

Monsieur Marouan Mabrouk continu à gérer également ses affaires en Tunisie: Orange, Le Moteur (Mercedes et Fiat), la BIAT, la GAT, STIA, Géant et Monoprix, le Golf de Hammame avec son immobilier et tant d'autres. Toutes ses sociétés ont été acquises après son mariage avec Cyrine Ben Ali en 1996; auprès de l'état pour le Moteur représentant de Mercedes en Tunisie, la STIA (assembleur de bus) et le Golf de Hammamet; ou auprès de privés après leur avoir exercé sur eux une pression administratives, souvent le fisc, Monoprix auprès de monsieur Habib Kamoun (fisc), TOUTA chaîne de supermarché auprès de monsieur Said Naji, la BIAT auprès de monsieur Mokhtar Fakhfakh, Aziz Miled et Mansour Moalla les fondateurs de cette banque (pression par des procès introduits par un actionnaire tiers, monsieur Driss), la GAT auprès de monsieur Nouredine Skandrani (pression exercé par l'administration fiscale et la direction des assurances); et l'obtention de licence pour l'installation de Géant en Tunisie et d'une licence mobile 3G avec France Télécom. France Télécom a versé au couple une commission de 50 million, qu'elle leur réclame aujourd'hui. Cette commission devait garantir à Orange Tunisie le monopole de la 3G en Tunisie, ce qui n'est plus possible aujourd'hui. Le jet privé de monsieur Marouan Mabrouk séquestré au Bourget devait servir de contre partie à France Télécom

Monsieur Mongi Safra, le conseiller économique du président qui était la cheville ouvrière de toutes ces magouilles n'est toujours pas inquiété. Il n'a même pas été écouté par les commissions en charge de faire le jour sur l'ensemble des malversations de l'ancien clan de Ben Ali au pouvoir. Il suffirait que la commission mise en place interroge ce monsieur pour connaître les tenants et les aboutissants de toutes les malversations orchestré par les deux clans Ben Ali.

Plusieurs PDG, surtout de banque qui ont accordé au deux clan des crédits des taux préférentiels et avec peu ou pas de garanti, sont toujours en poste et sont chargé par la Banque Centrale de Tunisie, de surveiller les entreprises du clan. C'est une mascarade. Concernant Orange appartenant au Groupe Mabrouk, c'est leur banque la BIAT dirigée par le frère Ismael qui est supposé surveillé Orange.

Nous avons étrangement l'impression qu'un clan celui de la première famille de Ben Ali a bénéficié de la révolte populaire pour favoriser une révolution de palais en jetant à la vindicte populaire le clan des Trabelsi et en se protégeant mutuellement avec les anciens gouvernants (Ghanouchi, ses ministres et ses principaux administrateurs ou hauts fonctionnaires et le clan de la première famille).

Alors que le clan des Trabelsi est voué aux gémonies (abus de biens sociaux, trafic d'armes avec monsieur Youssef Zarrouk(marchand d'armes), les membres de la première famille ne sont accusés de rien et même Ben Ali est juste accusé de trafic de devise. Délit fréquent en Tunisie, compte tenu du contrôle de change en vigueur, qui pousse beaucoup de tunisiens qui voyagent à sortir des devises en cachette. Ce délit est souvent sanctionné par une simple amende douanière. Donc en conclusion, Ben Ali pourrait payé une grosse amende douanière et revenir en Tunisie comme baby doc en Haïti.

Après avoir essayé de maintenir Ben Ali au pouvoir jusqu'au dernier jour en accusant le clan de Leila Trabelsi de tout les maux, ce clan dirigé par monsieur Marouan Mabrouk et son frère Ismael, a utilisé le lobby YML (Young Mediterranean Leaders)) crée par monsieur Hakim El Karoui et financé par le Groupe Mabrouk pour former le gouvernement de transition. N'ayant pas réussi à maintenir le noyau dure des anciens ministres RCD dans la première version du gouvernement, ils y ont introduit leurs hommes présentés comme des personnes issus de la société civile mais qui sont tous à leur service : Monsieur Mehdi HOUAS ministre du commerce et du Tourisme, patron de TALAN fournisseur de ORANGE et de la GAT, monsieur Yassine Brahim ministre de l'équipement, président de SUNGARD fournisseur de la BIAT, monsieur ministre Said AIDI de l'emploi président de HR fournisseur de la BIAT, de la GAT , de Géant et d'ORANGE pour le recrutement et monsieur Jalloul AYED, ministre des Finance, viré du groupe BMCE et devant rejoindre le groupe Mabrouk pour la partie finance.

Les militaire qui ne sont pas au fait des affaires et du business en Tunisie ont laissé faire, avec la volonté de voir le calme revenir. Aujourd'hui la société civile prend connaissance et conscience de la situation et commence à se révolter. C'est ce qui explique en grande partie, le chaos qui perdure. Les fonctionnaires des ministères accaparés par ce lobby refusent de collaborer avec des ministres qui par ailleurs ne parlent même pas arabe. Les salariés des entreprises publiques où les PDG ont été maintenus, manifestent et font grèves sous prétexte de titularisation et d'augmentation de salaire.

Les populations dans les régions refusent les gouverneurs issus du RCD qui ont été nommés. Les ambassadeurs nommés par Ben Ali lui-même sont maintenus alors qu'ils sont en charge de relayer les besoins nécessaires à la Tunisie pour cette reconstruction. Les médias, sous la contrainte de ce pouvoir économique entre les mains d'un seul clan, essayent de passer des messages subliminaux, sans oser s'attaquer de front au clan de la première épouse de Ben Ali. Et les agents du ministère de l'intérieur comprenant la situation refuse de payer les pots cassés, surtout qu'ils ont été désarmer bien avant le 14 janvier et n'ont donc pas de quoi se

défendre, ni face à la population révolté contre l'appareil sécuritaire ni contre le reste de la milice des Ben Ali et du parti encore opérationnelle. Seul les avocats et les juges continuent leur combat mais avec beaucoup d'embûches.

Ces informations sont toutes vérifiables, Nous avons aujourd'hui besoin des médias pour nous aider à finaliser la mise en place du processus démocratique en Tunisie et ne pas laisser cette révolte finir en une révolution de palais avec la victoire d'un clan mafieux sur une autre clan mafieux. Le peuple tunisien mérite mieux que ça.

Hakim Derouich

<http://www.politique.net/2011021601-clan-mam-et-clan-ben-ali.htm>

Revue de presse

Pendant les émeutes en Tunisie, le clan Alliot-Marie était en affaires avec le clan Ben Ali

C'est Le Canard enchaîné du 16 février 2011 qui a révélé l'information. De son côté, MAM ne dément pas mais ne se dit pas concerné par les affaires de ses parents... âgés respectivement de 94 et 92 ans.

Pendant que Ben Ali remaniait son gouvernement, Alliot-Marie père était en pleine transaction

La scène se passe le 30 décembre 2010. Ce jour-là, le président tunisien Ben Ali tente de sauver sa tête en procédant à un remaniement de son gouvernement. Au même moment, la famille Alliot-Marie concluait une transaction financière avec Aziz Miled, milliardaire tunisien proche du clan Ben Ali.

Le Canard raconte cette matinée si particulière : "à 11 heures du matin, deux employés de la commune de Tabarka franchissent, à l'abri des regards la porte de l'hôtel Sentido Beach, avec sous le bras, des registres de la mairie sur lesquels sont répertoriées les ventes de biens immobiliers ou de sociétés. Des documents qui ne doivent pas, en principe, quitter les locaux municipaux. Mais la transaction qui amène les deux employés doit rester secrète. Et l'hôtel étant la propriété du milliardaire Aziz Miled, associé du beau-frère et de tous les gendres de Ben Ali", le maire s'est exécuté.

Ces employés municipaux viennent conclure une transaction financière entre Aziz Miled et Bernard Marie, le père d'Alliot-Marie, laquelle était présente dans l'hôtel ce jour-là.

Miled a vendu toutes les parts d'une SCI pour environ 325 000 euros

Aziz Miled et son fils Karim possède une Société Civile Immobilière (SCI), dont le père d'Alliot-Marie et sa femme détenaient jusqu'à présent 13% du capital. Quels sont les actifs de cette SCI ? Un simple appartement ou des terrains en Tunisie ? Le Canard ne le sait pas. Toujours est-il que ce 30 décembre, le clan MAM doit acquérir 100% des parts de cette SCI. "Une opération forcément préparée de longue date" précise Le Canard, car "la cession d'un bien immobilier n'est pas une simple formalité. Surtout quand l'acquéreur est étranger". Autrement dit, cela fait des années que les époux Marie sont en affaires à Miled. D'après l'hebdomadaire, "c'est en présence du directeur de l'hôtel qu'a eu lieu la signature (...) le montant exact de la transaction n'est pas connu car l'acte reçu par l'employée municipale ne mentionne, selon les usages locaux, que la valeur nominale des parts, soit 755 000 dinars, environ 350 000 euros. La somme réelle payée peut être très largement supérieure".

Depuis les révélations du Canard, reprises dès hier soir par la presse, le père d'Alliot-Marie est monté au créneau pour tenter de dédouaner sa fille : ""Ma femme et moi sommes les seuls responsables de cette affaire-là" a-t-il déclaré sur Europe 1. "Aziz Miled nous avait dit : 'vous devriez prendre une option sur un des trucs comme ça parce que même si vous ne la menez pas à fond, comme ça prendra de la valeur en 2012, quand ce sera construit, vous ferez une bonne affaire. Vous le prenez si vous voulez. D'autant plus que vous n'aurez qu'à verser 30% des parts et le reste...' Voilà exactement comment ça s'est passé"", a-t-il ajouté.

Bien évidemment, cette affaire ne prendrait pas toute cette ampleur si Michèle Alliot-Marie n'était pas ministre des Affaires étrangères, si elle n'avait pas passé ses vacances dans un pays en pleine révolution populaire et si elle n'avait pas proposé, pendant les émeutes, l'expertise des forces de l'ordre françaises au pouvoir en place. Preuve que la ministre n'est pas très à l'aise avec ses vacances tunisiennes : on en est à trois mensonges. A suivre ?

Source : Brigitte Rossignaux, "Le papa de MAM était en voyage d'affaires", Le Canard enchaîné n°4712, 16 février 2011



<http://www.cicr.org/web/fre/sitefre0.nsf/htmlall/tunisia-interview-2011-02-18>

18-02-2011 Interview

Tunisie : à l'écoute des détenus touchés par les émeutes dans les prisons

Il y a un mois, juste après le départ de l'ex-président Ben Ali, plusieurs émeutes éclataient dans les prisons tunisiennes. Jean-Michel Monod, chef de la délégation du CICR à Tunis, fait le point sur les visites aux détenus, évoquant aussi les récents départs de migrants vers l'Italie.

Jean-Michel Monod

Depuis la reprise des visites du CICR aux détenus le 31 janvier dernier, avez-vous pu voir toutes les personnes arrêtées en lien avec les récents événements ?

Selon les termes de l'accord signé en 2005 avec les autorités tunisiennes, nous avons accès à toutes les personnes arrêtées et détenues en Tunisie, quelle que soit l'autorité détentrice. Pour le moment, nous avons pu nous entretenir avec des personnes qui ont été arrêtées en raison de leur participation aux pillages et aux violences, ainsi qu'avec d'anciens détenus. Nous aurons très bientôt accès à d'autres personnes arrêtées pour d'autres motifs liés aux récents événements.

**Quelles ont été les conséquences des émeutes dans les prisons tunisiennes mi-janvier ?
Qu'avez-vous pu faire et prévoyez-vous une assistance ?**

Selon les chiffres officiels communiqués par les autorités, 74 détenus sont morts et des dizaines de personnes ont été blessées. Quelques gardiens de prison ont également été blessés et il y aurait eu deux morts parmi eux. Certains lieux de détention ont été gravement endommagés. Parmi les milliers de détenus qui sont sortis de prison, beaucoup ont profité de l'ouverture des portes décidée par les autorités pour éviter un surcroît de violence. Leur nombre s'élèverait à 11 000, dont 3 500 environ seraient retournés en prison, selon les chiffres officiels.

Beaucoup de détenus, mais aussi des gardiens et des directeurs d'établissements, ont vécu des moments très difficiles pendant ces émeutes. Nous prenons donc le temps de les écouter. Il est en effet urgent d'améliorer la communication entre les uns et les autres.

Le CICR visite systématiquement tous les détenus dans toutes les prisons, en commençant par les plus touchées par la violence. Il discute de la situation qu'il a observée dans chaque établissement avec les autorités concernées du ministère de la Justice. Des solutions sont trouvées lorsqu'elles s'avèrent nécessaires.

Les autorités ont les moyens de subvenir aux besoins immédiats. Quant aux dégâts dans les prisons, ils sont en cours d'évaluation. Nous sommes disposés à aider les autorités à y faire face et nous en discuterons prochainement.

En dehors de son travail en faveur des détenus, quelles sont les priorités du CICR dans le contexte actuel en Tunisie ?

Il y aura à terme un travail de formation à effectuer avec les autorités pénitentiaires et avec les forces de sécurité. Le CICR va aussi devoir renforcer son dialogue avec une société civile tunisienne en voie d'émancipation et dynamiser sa coopération avec le Croissant-Rouge tunisien.

Quel regard portez-vous sur les départs de migrants tunisiens vers l'Italie?

Le changement de régime en Tunisie ne va pas créer des emplois du jour au lendemain, donc la pression sur les personnes sans emploi reste réelle. Et si une partie des forces de sécurité ou des gardes-côtes n'est pas à son poste, cela ne peut que favoriser le mouvement migratoire.

Les migrants quittant la Tunisie pourraient avoir besoin de rétablir le contact avec leur famille dans le pays. Nous sommes prêts à appuyer le Croissant-Rouge tunisien dans ce domaine.

18/02/2011 à 17h47

Tunisie: le gouvernement annonce des aides sociales d'urgence

Allocations, titularisations... le gouvernement de transition de Mohamed Ghannouchi tente de répondre à la colère sociale qui persiste après la chute de Ben Ali.



Le Premier ministre Mohamed Ghannouchi à l'Assemblée le 2 février. (REUTERS)

Le gouvernement tunisien de transition a annoncé vendredi une série de mesures sociales d'urgence, un peu plus d'un mois après la chute du régime de Ben Ali provoquée au départ par des revendications sociales, selon son porte-parole.

Le gouvernement a annoncé que 50.000 familles supplémentaires allaient recevoir des allocations destinées aux plus démunis et défavorisés, ce qui bénéficiera au total à 185.000 familles, a indiqué Taieb Baccouch. Cette mesure entrera en vigueur au mois d'avril. Le gouvernement va également accorder 25.000 cartes de soins gratuits supplémentaires.

Il a également été décidé de titulariser des ouvriers de chantier travaillant en permanence depuis 2000 dans les services publics et de leur accorder le salaire minimum industriel garanti aux ouvriers, a dit Taieb Baccouch.

Ces mesures annoncées lors du troisième conseil des ministres du gouvernement transitoire répondent à des demandes immenses de la population.

Des grèves organisées ou spontanées ont paralysé plusieurs secteurs économiques depuis la fuite du président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier, et la grogne sociale continue de monter dans les catégories les plus défavorisées de la population.

Le gouvernement de transition de Mohamed Ghannouchi a multiplié les appels à la population, avertissant que le pays risquait de «s'écrouler» si les débrayages massifs et manifestations parfois émaillées de violences se poursuivaient.

La révolte contre le pouvoir avait débuté à Sidi Bouzid (centre-ouest) après le suicide mi-décembre de Mohamed Bouazizi, un jeune chômeur de 26 ans empêché d'exercer comme marchand ambulant par les forces de l'ordre et devenu le symbole de l'exaspération des jeunes dans ce pays où le chômage touche près de 30% des jeunes.

Les émeutes avaient progressivement pris un tour politique, s'étaient étendues à tout le pays et avaient gagné la capitale, touchant les élites bourgeoises.

(Source AFP)

<http://www.letempsdz.com/content/view/53428/1/>

18-02-2011

Ben Ali dans le coma et Moubarak dans un état critique

Les anciens présidents tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, et égyptien, Hosni Moubarak, chassés par les violentes émeutes populaires sont très malades et sont même dans le coma, selon leurs proches cités par des médias. Ben Ali qui a fui son pays le 14 janvier sous la pression de la rue est dans le coma depuis deux jours et soigné dans un hôpital saoudien, selon un proche.

«Ben Ali est dans le coma depuis deux jours. Victime d'un accident vasculaire cérébral, il est à l'hôpital de Djeddah. Les événements récents liés à sa démission et à l'obligation de quitter le pays ont aggravé son état de santé qui était déjà diminué, a indiqué la même source précisant que l'ancien chef d'Etat se trouvait dans un «état grave». Ben Ali serait plongé dans le coma. Ben Ali est tombé dans le coma le 15 février en fin d'après-midi, selon d'autres sources.

Son état est critique mais les meilleurs médecins du royaume et des médecins occidentaux ont été envoyés en urgence. Le nouveau président par intérim en Tunisie est également au courant et suit les événements heure par heure. Ben Ali vit en Arabie Saoudite sans son épouse,

Leila Trabelsi, que les autorités n'ont pas laissé pénétrer dans le pays. «Les autorités saoudiennes ont refusé de recevoir l'épouse de l'ex-président sur leur sol, cela faisait partie des conditions de son séjour. Elle a une très mauvaise image dans le monde arabe, tout comme son époux d'ailleurs», a ajouté la source.

Pour sa part, l'ancien président égyptien, Hosni Moubarak, ne va pas au mieux. Il est «très malade» et s'est évanoui au moins une fois dans une villa de vacances de Charm El Cheikh, à la pointe sud du Sinaï, selon les médias égyptiens. Un ancien responsable de la sécurité égyptienne ayant des liens avec le conseil militaire au pouvoir a indiqué qu'il ne serait pas «surpris si l'annonce de la mort du président Moubarak arrivait à tout moment».

Deux journaux égyptiens avaient rapporté que l'ancien président était déprimé, refusant de prendre ses médicaments et s'évanouissant régulièrement. «Moubarak veut rester seul et mourir dans sa patrie», a déclaré une source, ajoutant que l'ancien président a également refusé de recevoir un traitement médical hors d'Egypte. «Sa mort est juste une question de temps», a déclaré l'ancien responsable de la sécurité, ajoutant : «Il est malheureux que cela finisse ainsi.» Néanmoins, des informations de presse font état du déplacement du raïs en Allemagne ou ailleurs pour des soins intensifs.

M. Z.

Gafsa : 30 blessés dans de violents affrontements à Sned et Alim

GAFSA, 18 fév 2011 (TAP)- Trente personnes ont été blessées dans de violents affrontements qui ont opposé, vendredi, des habitants des localités de Sned et de Alim, dans le gouvernorat de Gafsa, a appris le bureau de l'Agence TAP dans la région auprès de sources militaires et sécuritaires.

Plusieurs locaux de commerce et des véhicules ont été incendiés à Sned, a ajouté la même source.

A l'origine des incidents, une violente querelle déclenchée, dans la nuit du jeudi, dans l'enceinte du lycée de Sned, entre élèves originaires des deux localités.

Les parents d'élèves et les habitants des deux localités, munis de bâtons, de gourdins, de pierres et d'armes de chasse, ont rejoint les affrontements, transformés, selon des témoins oculaires, "en violentes échauffourées".

La garde nationale, la police et l'armée sont intervenues en tirant en l'air (tirs de sommation) et en lançant des bombes lacrymogènes pour disperser la foule.

Des témoins oculaires ont, d'autre part, rapporté que des agents de la sécurité intérieure et des éléments de l'armée ont été déployés en renfort, vendredi après-midi, à Sned et sur la route menant à Alim, afin d'empêcher la reprise des affrontements.

Tunisie : 3 blessés dans une manifestation

Par Europe1.fr avec Reuters

Publié le 18 février 2011 à 19h32 Mis à jour le 18 février 2011 à 19h32

Les forces de sécurité tunisiennes ont tiré en l'air vendredi à Tunis pour disperser près de 500 d'islamistes qui manifestaient contre une maison close et trois personnes au moins ont été blessées, ont rapporté deux témoins. Plusieurs dizaines de policiers anti-émeutes avaient interdit les accès au quartier. Les manifestants se sont ensuite dispersés après l'annonce par un gradé de la fermeture de la maison litigieuse.

Gafsa: 23 blessés suite aux affrontements entre habitants de Sned et Alim

2011-02-18

De violents affrontements ont opposé, vendredi, des habitants des localités de Sned et de Alim, du gouvernorat de Gafsa, munis de bâtons, de gourdins, de pierres et d'armes de chasse.

Dans un communiqué rendu public par le ministère de l'Intérieur et dont une copie est parvenue à l'agence TAP, il a été précisé que ces affrontements ont fait 23 blessés, dont deux ont été retenus à l'hôpital régional de Gafsa, et occasionné des dégâts matériels consistant, notamment, en l'incendie de deux véhicules et de deux locaux de mécanique auto ainsi que des motocycles et un restaurant.

Aussitôt informées, les forces de la police et les unités de garde et de l'armée nationales sont intervenues, deux hélicoptères à l'appui, afin d'intercéder les deux parties.

A l'origine des incidents, une simple dispute s'est déclenchée, jeudi, dans l'enceinte du lycée de Sned, entre des élèves originaires des deux localités, dispute qui a été sitôt tranchée par l'intervention des forces de l'armée et de la sécurité nationales.

<http://pierre.piccinin-publications.over-blog.com/1-index.html>

Tunisie - Entretien avec Moncef Marzouki, président du parti du Congrès pour la République

[Exclusivement sur ce site]

par Pierre PICCININ, à Sousse, le 20 février 2011

Après avoir rencontré Rhadia Nasraoui et Hamma Hammami (TUNISIE - Entretien avec Radhia Nasraoui et Hamma Hammami), figures de l'opposition tunisienne, nous avons eu un entretien avec Moncef Marzouki, futur candidat aux élections présidentielles.

Docteur en médecine, professeur à l'Université de Sousse, président de la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme (dissoute par la dictature), fondateur du Comité national pour la défense des prisonniers d'opinion (organisation déclarée illégale), candidat à l'élection présidentielle de 1994 (mais peu après emprisonné), Moncef Marzouki a été de tous les combats pour l'établissement de la démocratie dans son pays. Contraint à un exil de plusieurs années, il est aujourd'hui de retour en Tunisie, à la tête d'un parti politique jusqu'alors interdit, le Congrès pour la République.

Nous lui avons posé les mêmes questions...



Le Cas de la "révolution" tunisienne apparaît très simple, vu d'Europe et sous la plume de la plupart des commentateurs. Pourtant, si l'on se montre plus attentif, il pose question, par bien des aspects.

Ainsi, nombre d'observateurs décrivent les événements qui se déroulent en Tunisie, depuis la fin du mois de décembre 2010, depuis le suicide par le feu du jeune Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, comme une révolution qui a réussi à mettre à bas un régime dictatorial corrompu.

Quelques-uns, en revanche, considèrent que, à ce stade, la "révolution" est un échec : après avoir tenté, mais sans succès, d'imposer un gouvernement quasiment entièrement composé des caciques du RCD (le Rassemblement constitutionnel démocratique, parti du président Ben Ali), le premier ministre Ghannouchi s'est d'abord maintenu au pouvoir.



Quant au "nouveau" gouvernement, finalement "remanié" sous la pression populaire, il ne comprend certes plus aucune des grandes figures du RCD, mais presque tous ceux qui y siègent sont des diplomates, fonctionnaires ou financiers qui ont fidèlement servi l'ancien régime.

Et le récent commentaire du nouveau ministre des affaires étrangères, Ahmed Ounaës, ne trompe pas, lorsque, en représentation auprès de la Commission européenne, ce dernier a affirmé que le renversement de la dictature n'avait rien à voir avec une révolution et que les années Ben Ali avaient été positives sur le plan économique, en permettant à la Tunisie de passer du socialisme au libéralisme.

Quel est votre sentiment, aujourd'hui, et quelle est votre analyse de la situation, un peu plus de deux semaines après que le calme soit revenu à Tunis?

C'est la question de fond. On y réfléchit tous. Mais je tiens à vous rappeler que ça ne fait qu'un mois à peine que la dictature est tombée. Un jugement, maintenant, je pense que c'est beaucoup trop rapide...

Je me place dans la perspective historique. Je suis quelqu'un qui a beaucoup lu l'histoire des révolutions et j'en retiens quelques conclusions qui sont toutes malheureusement assez négatives. Premièrement, ce ne sont pas les gens qui ont fait la révolution qui en profitent. Deuxièmement, après la révolution, il y a toujours une contre-révolution. Troisièmement, il y a souvent un retour en arrière. Rappelez-vous, en France, après la révolution : ils ont eu la Terreur, la venue de Bonaparte, puis la Restauration, etc. Il a fallu presque un siècle pour que la révolution aboutisse.

Souvent, une révolution se fait et, immédiatement, il y a un blocage; mais une résurgence apparaît plusieurs années après. Beaucoup de révolutions finissent par être récupérées, dans la confusion; les lendemains déchantent... C'est comme une loi générale.

Quand on constate cela, ça pousse au pessimisme; et, en même temps, ça pousse à l'optimisme : même si, aujourd'hui, la révolution a l'air de s'enliser, quelque chose de fondamental, d'extraordinaire, s'est passé, dans les coeurs, dans les têtes. Elle a eu lieu. Personne ne peut effacer son impact psychologique. Au contraire, elle va germer encore plus, dans les coeurs et les esprits, et repartir de plus belle, quand on a l'impression qu'elle s'est perdue dans les méandres du désordre.

Donc, ma vision est à la fois historique : on sait très bien ce qui s'est passé; on n'est pas différents des autres peuples; il se peut qu'effectivement, ce qui nous attend, c'est l'étiollement, l'essoufflement, le retour du béalisme ou d'une forme de béalisme, la récupération, la déception, la désillusion.

Et, en même temps, dans cette perspective historique, je sais que quelque chose de fondamental a eu lieu et, cette chose fondamentale, personne ne pourra l'effacer, une chose qui habite les coeurs et les esprits et qui aura des résurgences très rapidement.

Aussi, en tant qu'acteur politique, je me dis que c'est de bonne guerre : Ben Ali est parti, mais la dictature est restée. L'appareil sécuritaire est resté; l'ensemble de l'appareil politique est resté. Les habitudes sont restées; les comportements sont restés. Tout cela ne va pas disparaître du jour au lendemain. Il reste donc un énorme travail, à la fois pédagogique, de coercition s'il le faut, de batailles dures pour, justement, liquider tout cet héritage.

Alors, la question, c'est : quel est aujourd'hui le rapport de forces? Est-ce que c'est la contre-révolution qui va l'emporter ou est-ce que la révolution va encore aller de l'avant?

Les rapports de forces sont les suivants : l'appareil sécuritaire n'est absolument pas démantelé, contrairement à ce qu'on raconte; on a juste changé quelques noms, mais l'appareil sécuritaire est encore là; et il est tentaculaire; c'est une vraie pieuvre; il est extrêmement dangereux.

Ce sont eux qui sont derrière cette histoire : on m'a attaqué à la Kasbah (quartier du gouvernement, à Tunis), quand je suis allé apporter mon soutien aux insurgés; on m'a craché dessus; on m'a frappé; on m'a traité d'agent de la France. Exactement comme on le faisait du temps de Ben Ali. J'ai reconnu la signature de la police politique. Je me suis tout de suite dit : "ça, c'est signé".

Les troubles, près des synagogues, et les atteintes contre les Juifs, c'est signé aussi. Ce sont des messages adressés à l'Occident. Se sont les techniques de la "seguridad" de Ben Ali, mettre le chaos dans le pays et, surtout, envoyer des messages à l'Occident : "vous voyez, ce sont des antisémites et des islamistes; on vous l'avait bien dit". C'est ça, le message.

L'appareil du RCD a été dissout de facto, mais ils sont en train de se reconstituer, et ils sont derrière tous les mauvais coups qui ont lieu actuellement dans les villes et les villages, à l'intérieur du pays. Ils se sentent pris à la gorge et ils sont prêts à tout.

Troisième facteur négatif : c'est un gouvernement faible, incompetent. J'ai toujours tiré sur ce gouvernement en partant du principe qu'il est illégitime, mais, ce qui m'inquiète, c'est son incompetence politique, son incapacité à gérer les conflits, à parler aux gens et à proposer des échéances fixes. On nage dans la confusion, dans l'improvisation la plus totale.

Voilà les trois éléments négatifs et extrêmement dangereux, à commencer par la persistance de la police politique, avec ses méthodes criminelles, et la persistance de l'appareil du RCD.

Il y a aussi un danger dans le danger : je vis ici, à Sousse, d'où je préside le Parti du Congrès pour la République; et, actuellement, les sbires de Ben Ali font courir le bruit, ici, dans cette région, que c'est un parti anti-sahélien. C'est-à-dire qu'ils vont maintenant faire jouer la carte régionaliste en disant que nous sommes des gens du sud, des gens de Sfax, et que nous voulons prendre le pouvoir, contre les gens du Sahel, dont était originaire Ben Ali.

En cela, ils deviennent très dangereux. En réveillant ces vieux antagonismes régionaux. Le Sahel a toujours eu le pouvoir à travers Ben Ali et, maintenant, on est en train de leur dire "attention à Marzouki et aux gens du sud, parce qu'ils veulent s'accaparer le pouvoir". Ils jouent sur des réflexes primaires et de façon dangereuse.

Voilà les éléments contre la révolution.

Il y a aussi un élément qui joue à la fois pour elle et contre elle : cette formidable demande; les gens veulent tout de suite leurs droits; ils sont dans l'instant. Cela, ce peut être un élément de perturbation et de chaos.



© photo Pierre PICCININ

Maintenant, les éléments en faveur de la révolution.

D'abord, elle s'est produite dans les têtes et les Tunisiens n'accepteront plus jamais le retour à une quelconque forme de béalisme. Surtout la jeunesse. La mobilisation de cette jeunesse est permanente sur internet, sur Facebook, etc. Ils sont aux aguets pour tout; une méfiance profonde, parce que Ben Ali nous a eu, en 1987 : il nous a raconté qu'il venait pour la démocratie. Donc, il y a une tendance, aujourd'hui, à ne pas croire un seul mot de ce que dit le gouvernement et il y a une vigilance extraordinaire; et, ça, c'est quelque chose de nouveau.

Il y a aussi une classe politique relativement unie. Je représente un parti, mais je discute avec Enada (parti islamiste tunisien), avec Hammami, etc. Nous sommes tous d'accord : il faut une constituante pour ce pays. Donc, il y a une classe politique qui est capable de s'unir autour d'au moins une demande, qui est la constituante.

Nous sommes tous pour des élections qui prennent un peu de temps, mais mènent à l'élection d'un vrai parlement. On va probablement vers un régime semi-présidentiel. On n'aura plus jamais, ici, un régime présidentiel. Là, tout le monde est d'accord : parlementaire et semi-présidentiel. Cela aussi, c'est quelque chose qui joue pour la révolution.

Également, l'homogénéité de ce pays : une classe moyenne plutôt portée sur la négociation, sur l'absence de violence.

Voilà, dans les grandes lignes, pourquoi je pense que la révolution a une chance.

Nous sommes en situation d'attaque; ils sont en situation de défense. Mais je propose une solution, à la fois pour le RCD et pour la police politique : je suis un élève de Mandela (quand j'ai été mis en prison; c'est lui qui m'en a sorti); je le connaissais personnellement, car j'étais allé en Afrique du sud pour voir leur fameuse expérience "vérité et réconciliation"; et je propose quelque chose de ce genre.

C'est-à-dire que, pour l'appareil sécuritaire, à l'exception de quelques rares criminels de très haut rang qu'il faut absolument passer devant les tribunaux, il y a toute une partie des gens qui ont commis des fautes et des erreurs qu'il faudrait traiter par le biais de tribunaux mais qui n'en seraient pas; c'est-à-dire qu'ils s'y présentent et y expriment leurs regrets, et on leur pardonne, devant toutes les victimes. Toute la pléthore de policiers, oubliée : on passe l'éponge, et on ne rentre pas dans les règlements de comptes. C'est la seule façon, à la fois, de rassurer l'immense majorité de l'appareil policier et de la disjoindre de ces grands criminels qui ont, à mon avis, des intentions assassines et qui sont prêts à tout, y compris à m'assassiner moi; cela, ça ne fait aucun doute.

Concernant le RCD, il faut dissoudre ce parti. Mais, s'il y a des bourguibiens qui veulent se reconstituer en parti, c'est ok. Sauf que c'est leur parti; ce n'est pas le parti de l'État; et il faudra qu'ils le financent par leurs propres moyens.

De cette façon-là, on peut tranquilliser tous ces gens qui sont très inquiets pour leur avenir et leur dire qu'on n'est pas du tout dans la vengeance, qu'on n'est pas du tout dans la chasse aux sorcières, qu'on n'est pas du tout dans cet état d'esprit, comme ce fut le cas en Iran, par exemple, où on voudrait les pendre. Je n'ai pas arrêté un seul instant, depuis le début de la révolution (et déjà bien avant), de dire : pas de vengeances, pas d'exécutions.

Mais, en même temps, nous allons nous défendre; on ne va pas se laisser faire par les bandes de voyous.

N'y a-t-il pas une certaine confusion, voire un réel quiproquo, au sein de la population tunisienne, entre les masses populaires, qui se sont soudainement révoltées contre une situation de profondes difficultés économiques et sociales, et la classe moyenne, qui a emboîté le pas à la révolte mais a fait dériver les revendications sur un plan essentiellement politique ?

Pas de quiproquo, mais une complémentarité.

Ce qui s'est passé, c'est que Ben Ali a été un dictateur imbécile. Pourquoi est-ce qu'il a sauté? Parce qu'il est arrivé, à un moment donné, à liguier tout le monde contre lui, pour des raisons différentes : la bourgeoisie, à cause de la question des libertés; le petit peuple, à cause de la corruption et de la misère; et les intellectuels, à cause de la censure de tous les espaces d'expression; et donc, en fait, toutes les couches de la population, y compris les entrepreneurs, hommes d'affaires, qui ne pouvaient plus faire d'affaires sans être rackettés

par ce système mafieux (Ben Ali n'a jamais été un chef d'État; il a été un chef de mafia, qui s'est emparé d'un État).

C'est pour cela que, dès qu'il y a eu le point de départ de la révolution, tout le monde est sorti dans la rue, parce que tout le monde avait quelque chose à réclamer. Évidemment, tout le monde a participé à la révolution pour des raisons différentes. Mais qui étaient toutes concordantes. Donc, nous étions dans une concordance de motivations.

Mais, maintenant que le dictateur est parti, c'est là que vont apparaître les divergences. Et c'est normal. La bourgeoisie, qui avait tout, à qui il ne manquait que les libertés, elle va bien sûr se battre pour les libertés. Les gens de Sidi Bouzid, à qui tout manquait, ils vont se battre et pour les libertés et pour manger. Et c'est là, justement, le rôle, maintenant, d'un vrai gouvernement d'union nationale et d'un vrai gouvernement élu, que de gérer une société complexe, multiple, avec des demandes différentes; et il va falloir travailler pour répondre à ces demandes de la population, si non, effectivement, les déceptions vont être très grandes de part et d'autre.

Au-delà des réformes politiques, est-il réellement envisageable que la Tunisie parvienne à s'affranchir de l'appareil bénaliste, cet appareil mafieux, un appareil de réseaux, et de tous ceux qui, Ben Ali parti, continuent cependant d'occuper les postes clés de la société tunisienne?

Ca va être long, difficile et pénible. Et dangereux. On ne se fait aucune illusion là-dessus. Mais c'est faisable. La mafia, en Italie, c'est plusieurs siècles. En Tunisie, c'est relativement nouveau. C'est vingt ans. Donc on peut l'extirper.

De toutes façons, les têtes mafieuses sont parties ou vont partir et elles vont laisser seuls les petits mafieux qui, eux, sont souvent connus par la population. Et ces petits mafieux, n'ayant plus la protection de l'appareil policier et de l'appareil de l'État, vont être réduits à l'impuissance. Ils vont donc être plus une force de nuisance, pendant un certain temps, qu'une force réellement capable de repartir à l'assaut, parce qu'ils n'ont plus de parrain; et les grands parrains, qui sont encore dans les services secrets, à mon avis, n'en ont plus pour longtemps, parce que le pays n'acceptera plus jamais de revenir sous leur coupe.

A ce stade des événements, comment appréhendez-vous l'avenir de l'opposition en Tunisie? Dispose-t-elle des capacités suffisantes pour s'affirmer? Vous êtes très connus à l'étranger, en Europe notamment, mais la plupart des gens que nous avons interrogés dans la rue, ici, en Tunisie, ne vous connaît pas. Or, le "gouvernement de transition" a l'intention d'organiser des élections rapidement, de sorte à ne pas laisser le temps à l'opposition de s'organiser.

Sous une dictature, il n'y a pas d'opposition. L'opposition est un concept qui ne fonctionne que dans une démocratie. La démocratie ne fonctionne que quand il y a un gouvernement et une opposition. Sous la dictature, il y a une résistance, une dissidence. Tant que j'étais ici, en Tunisie, je n'avais pas droit à la parole, à la télévision, à des réunions. Comment vouliez-vous que je fasse connaître mon programme?

Mais quand même, grâce à Al-Jazira, grâce à internet, grâce à Facebook, on a pu contourner la censure de Ben Ali.

La Tunisie, c'est un pays qui a quatre mille ans d'histoire. La Tunisie a l'air d'être un jeune pays, mais, en fait, c'est un très vieux pays. Donc, il y a des traditions ancestrales, des siècles d'action politique, dans des réseaux, dans la clandestinité... Quand Ben Ali est arrivé, dans les années 1980', la Tunisie avait une société quasiment proto-démocratique. A l'époque, j'étais à la tête de la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme : il y avait quatre mille membres dans tout le pays. Il y avait un énorme syndicat, l'UGTT (Union générale tunisienne du travail), il y avait des syndicats étudiants, des partis politiques qui commençaient à s'organiser... Donc, c'était un pays qui aurait pu éviter ces vingt années de malheur s'il n'y avait pas eu cette crapule de Ben Ali, qui est arrivé et qui a tout pris.

Cette marche vers la démocratie ne s'est pas arrêtée avec Ben Ali : on a continué à nous organiser, à travailler, à produire des livres; la vie a continué, sous la chape de plomb. Plus il alourdisait la chape de plomb, plus on dissimulait; un peu comme l'eau qui s'infiltre partout pour franchir un barrage. Ainsi, pendant vingt ans, on a construit des réseaux. J'ai toujours refusé de construire un parti politique; un parti d'opposition, sous une dictature, c'est faire des listes que vous allez donner à la police politique. Donc on a créé des réseaux informels.



© photo Pierre PICCININ

On a travaillé sur les idées, sur les concepts, sur les images; on a beaucoup travaillé avec internet, beaucoup avec Facebook, avec Al-Jazira. Et quand je suis revenu, les gens me saluaient dans la rue, des jeunes de quinze ans, qui utilisent Facebook.

Avant la révolution, j'ai fait des dizaines de vidéos pour appeler les gens à la révolte, à la résistance. Et les autres, comme Hamma Hammami, ont fait la même chose. On a donc passé des années dans une semi-clandestinité à créer des réseaux et, maintenant qu'on est libre, tout cela ressort avec une vitesse invraisemblable : mon grand problème pour le moment, c'est l'afflux de milliers de gens qui veulent entrer dans le CPR (parti du Congrès pour la République) et on n'a pas la logistique pour les accueillir. Il y a des réunions tous les jours; on est débordé; et les gens veulent tout, tout de suite : avoir leur carte du parti, avoir le programme, etc. Donc, les choses vont se faire très vite.

C'est un pays qui est riche en potentialité. Les islamistes sont en train de s'organiser, les communistes aussi, les démocrates... Et il le faut, car les élections vont arriver très vite. Et c'est pour cela que nous sommes très inquiets, car le gouvernement table sur notre impréparation : il veut aller plus vite que nous, parce que, lui, il a une mécanique, il a de l'argent, alors que, nous, non. C'est pour cette raison que nous traînons des pieds pour avoir une constituante et pour avoir au moins un an, un an et demi, pour nous organiser.

Les Tunisiens, comme les Arabes, c'est un des peuples les plus politisés de la planète -il ne faut jamais oublier ça-, parce que, d'abord, c'est un peuple de parole, de dialogue, de

diatribe; et, ensuite, parce qu'il a été soumis à une telle dictature pendant vingt ans... Al-Jazira en est un exemple : Al-Jazira a joué un rôle formidable; les débats sur Al-Jazira sont d'une qualité exceptionnelle et qu'on ne trouve pas en Europe. Donc, les peuples arabes sont extrêmement politisés, contrairement à l'Europe. Ici, tout le monde a une opinion.

Alors, que va-t-il se passer, le jour où il y aura des élections? Toute cette force qui était là, écrasée par la dictature, elle va se rassembler avec une vigueur et une énergie incroyables, et vous allez avoir de vrais débats et des élections qui seront peut-être vraiment libres et honnêtes. On est dans une force, une construction tout à fait extraordinaire. Je suis heureux de vivre cette époque, une époque historique, un vrai tournant.

Ces mêmes observateurs, qui considèrent la "révolution" tunisiennes comme terminée, estiment que l'armée y a joué un rôle majeur, s'étant rangée du côté des manifestants. Le général Amar semble cependant avoir plus exactement tenté de calmer la colère du peuple, en jouant la carte de la sympathie, et d'éviter le désordre, tout en soutenant sans ambiguïté le gouvernement du premier ministre Ghannouchi. Comment interprétez-vous, d'une part, le rôle de l'armée dans ces événements et, d'autre part et plus précisément, celui du général Amar? On peut en parler?

Bien sûr! Vous êtes avec un homme libre, dans un pays libre!

Pour comprendre le fonctionnement de l'armée, il faut connaître l'histoire des rapports de Ben Ali avec l'armée : Ben Ali a humilié l'armée, de façon absolument invraisemblable. Dans les années 1990', il avait peur; c'était un peureux et il avait peur de toutes les forces politiques, de toutes les forces qui étaient capables de le contrecarrer. Donc, il a frappé les islamistes et il a frappé l'armée. Il a mis des centaines d'officiers à la retraite; d'autres ont été arrêtés et sont morts sous la torture. Il a livré des officiers à la police politique.

Il y a en plus une histoire très sordide; c'est la disparition du général Skik, avec tout l'état-major. Ils sont tous morts dans un accident d'hélicoptère. C'est toujours resté un grand mystère et, pour la population, Ben Ali a tout simplement décapité l'armée.

Je pense que l'armée déteste profondément Ben Ali et déteste sa police politique. D'ailleurs, actuellement, nous avons un grand nombre d'informations -mais je ne peux pas être affirmatif- selon lesquelles les policiers se plaignent de l'armée et disent qu'elle est en train de les liquider; il y aurait presque une centaine de gros pontes de la police qui auraient été liquidés par l'armée...

Quand Ben Ali a donné l'ordre de tirer sur la population et que les choses ont commencé à dégénérer, c'était le moment de se débarrasser de cet homme parfaitement haï et détesté.

Et je pense que l'armée détestait Ben Ali bien avant qu'il soit président, parce qu'il était dans la sécurité militaire, c'est-à-dire qu'il surveillait les officiers, pour savoir qui a couché avec qui, etc., pour tenir les gens.

Donc, c'est là le fondement de l'attitude de l'armée : elle a été très heureuse de se débarrasser de ce tyran.

Alors, maintenant, la question : à quel jeu joue-t-elle? Regardez ce qui se passe en Égypte : probablement que toutes les armées arabes vont adopter le même type de comportement; ce

sont quand même des corps constitués qui sont dans la discipline et qui obéissent à une certaine mythologie militaire, le sens de l'honneur, la défense de la patrie, etc., et ce sont des gens qui se rendent parfaitement compte que, aujourd'hui, se ranger du côté de dictatures qui sont en train de couler, ça les coulera aussi. Ainsi, à la fois par calcul politique et par bon sens, dans leur propre intérêt, ils se rangent du côté de la population.

Aussi, la grande question, pour moi, n'est pas celle-là. La grande question, c'est de savoir s'ils vont vraiment jouer leur rôle jusqu'au bout et être garants de la paix civile en continuant à s'en tenir à cela. L'armée c'est notre seule force contre les criminels de la police politique. Il n'y a qu'eux, à part la résistance du peuple.

Bien sûr, il y a eu l'épisode de la Kasbah, lorsque l'armée a laissé la police chasser les manifestants... Mais c'est quand même l'armée qui a défendu le peuple contre les sbires de Ben Ali, à un moment donné. Je pense que ce sont des attitudes qui évoluent en permanence. Et le rôle de la classe politique et de la population, c'est de faire pression aussi sur les militaires.

Ce qui compte le plus pour les militaires, c'est la stabilité du pays; et c'est aussi la volonté de la classe politique : il faut que le tourisme revienne, il faut que les gens travaillent, il faut que la police en uniforme retourne dans les cités... De ce point de vue-là, il n'y a absolument pas de désaccord entre l'armée, la population et la classe politique. Même si l'histoire de la Kasbah a effectivement été quelque chose d'assez étonnant. Je me demande même si ça n'a pas été une erreur, qui a été commise et qu'après on a essayé de cacher...

Alors, ma grande question, c'est de savoir si l'armée, aussi bien en Tunisie qu'en Égypte, va laisser le processus démocratique se dérouler jusqu'au bout ou, si jamais le chaos revenait, l'armée reprendrait ses billes et on se retrouverait sous une dictature militaire. Mais cela m'étonnerait, car ils savent très bien qu'il s'est passé quelque chose dans la tête des gens et que "le général sauveur de la patrie", ça, c'est terminé. Si nous sommes dans cet état, c'est à cause de ce scénario. On est là, depuis cinquante ans, dans ce scénario. "Le général sauveur de la patrie", qui ensuite installe sa propre dictature... Et, ça, non...

Donc, je pense que, pour le moment, l'armée joue un rôle positif, pacificateur, et il faut l'encourager à continuer; et on verra en fonction : si elle change d'attitude, nous changerons d'attitude.

Au courant de cette "révolution", on a cru voir planer l'ombre de Washington. Selon vous, quelle influence les États-Unis (voire la France) ont-ils pu avoir sur le cours des événements?

On a dit que le général Amar était téléguidé depuis Washington. Mais cela m'étonnerait beaucoup.

Il y a une chose dont je suis sûr et certain, c'est que les Américains et les Français doivent revoir totalement leur stratégie. Ils ont fait chou blanc. Et on se demande à quoi leur ont servi leurs services de renseignements et leurs think tanks. Zéro pour les think tanks et zéro pour les services de renseignements.

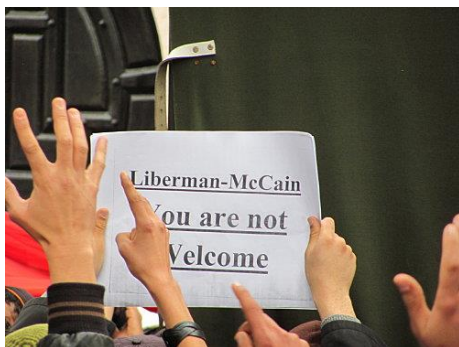
Les think tanks... Ils ont des tas de trucs, du genre Carnegie Endowment, Arab Reform, machin-chose... Moi, j'envoie ça à la poubelle; je ne lis même pas leurs trucs, tellement ça m'a semblé absurde, idiot.

C'est fait dans un grand esprit académique de recherche, mais c'est zéro; ça ne vaut rien. Leur think tanks, ce ne sont pas des think tanks, c'est n'importe quoi. Tout simplement parce que c'est produit par des gens qui ne vont jamais sur le terrain et restent prisonniers de paradigmes, de représentations quasiment fantasmagiques : ils ne connaissent rien au monde arabe. En venant nous voir et en dialoguant, vous, vous en apprenez plus en quelques heures qu'eux en des semaines d'élucubrations...

Quant à leurs services de renseignements, ils ont été totalement incapables de voir la réalité.

Pourtant, nous avons été un certain nombre de démocrates, de militants des Droits de l'Homme, à avoir fait une analyse qui se révèle complètement juste. Simplement, comme elle n'était pas dans la doxa, comme elle était contraire à la représentation mythologique et fantasmagique de ces grands rationalistes, elle n'a pas été prise en compte... La rationalité occidentale! Mon oeil! C'étaient des types qui patageaient dans le fantasme. Nous, on leur a donné les clefs; ils n'en ont pas voulu.

Dans ce livre, que nous avons publié en 2009 ("Dictateurs en sursis. Une voie démocratique pour le Monde arabe", Éditions de l'Atelier), tout y était : sur l'islamisme, sur les dictatures, sur les forces démocratiques, sur la population, sur les jeunes... On ne nous a pas écoutés. On n'était pas dans la doxa, et c'est là que je me suis rendu compte que, dans les pays sous-développés, quand vous dites la chose qui ne plaît pas, on vous coupe la langue; mais dans les pays développés, quand vous dites des choses qui ne plaisent pas, on vous ignore. Mais c'est exactement le même type de rejet de la réalité. On veut toujours fonctionner dans son propre fantasme; c'est plus confortable.



© photo Pierre PICCININ

Les Américains et les Français ont fonctionné dans leurs fantasmes. Ils se sont trompés sur tout. Et, surtout, ils vont continuer. Si, maintenant, leur idée, c'est de téléguider un général, x ou y, ils vont se tromper sur tout. Parce que, la donne, actuellement, dans le pays, c'est qu'il y a une jeunesse consciente, qu'il y a une opinion publique, une population qui est sûre de sa force, qu'il y a des leaders qui sont acceptés par la population...

Donc, ce n'est ni en France, ni à Washington qu'on définira la politique arabe dorénavant. Aujourd'hui, les peuples arabes ont acquis leur indépendance.

Une des craintes de l'Europe, à l'égard de la "révolution" tunisienne, c'est la question de l'islamisme. Le président Ben Ali avait garanti l'Occident qu'il serait un rempart contre la montée du fondamentalisme en Tunisie. Qu'en sera-t-il, désormais?

Fantasme! Fantasme! Fantasme! Et, là aussi, pauvreté de l'analyse...

À quoi cela leur sert-il, à ces Européens, d'avoir cette peur? Ils n'ont pas été capables de voir deux phénomènes sur la question islamiste qui, pourtant, crevaient les yeux : un, la complexité; deux, la dynamique.

La complexité.

Je suis un laïc; je suis démocrate; je suis marié avec une Française; j'ai deux filles françaises; je suis un homme de gauche; dans les années 1970', je suis allé en Chine pour étudier l'expérience de la santé populaire; pendant vingt ans, j'ai travaillé ici, dans les bidonvilles et dans les villages de Sousse, pour mettre en place la santé publique...

J'ai écrit sur Al-Jazira.net, il n'y a même pas six mois, un article qui a fait fureur : "non, l'islam n'est pas la solution"; parce que, le grand credo des islamistes c'est "la solution, c'est l'islam". Ça a été... Je ne vous dis pas ce que l'on a dit de moi... Je suis donc aux antipodes de l'islamisme.

Alors, attention : vous parlez de l'islamisme au singulier. Mais il y a "les" islamismes. Premièrement, donc, c'est ignorer la complexité : le spectre s'étend de Erdogan aux Talibans. Comme le spectre du communisme s'étendait de Berlinguer ou de Dubcek à Pol Pot. Ils étaient tous les trois marxistes, mais quelle différence! Là aussi, ce sont des islamistes, mais qui sont complètement et radicalement différents. Donc, c'est oublier la complexité.

Deuxièmement, c'est oublier la dynamique.

C'est-à-dire qu'il y a eu des phénomènes d'osmose entre les islamistes et les démocrates, dans ce pays. Et nous avons joué, nous, un rôle important dans la démocratisation des islamistes de Tunisie : quand ils ont été persécutés par Ben Ali, qui les a défendus? Ce sont les laïcs comme moi, qui étions à la Ligue des Droits de l'Homme, des démocrates. Et l'un de ces islamistes m'a dit, quelques années après : "le fait que vous nous ayez défendus, alors que vous étiez des laïcs, que vous ayez accepté tous ces sacrifices pour nous, ça nous a ouvert les yeux sur le fait que la question des valeurs démocratiques, ce n'est pas de la bisbille; ce sont des valeurs importantes et, donc, nous nous sommes rapprochés de vous".

Et, en 2003, j'avais organisé une réunion de l'opposition tunisienne, à Aix-en-Provence, et les islamistes, Enada, ont signé avec nous un papier qui est toujours valable, à savoir que la Tunisie de demain sera une Tunisie démocratique, avec les mêmes droits pour les hommes et les femmes, etc.

Alors, quand je vois, en Europe, que "islamiste égal Ben Laden", je me dis que ou bien ces types ne veulent pas voir la réalité, ou ils sont cons. Il n'y a pas d'autre solution. Qu'est-ce qu'on peut faire pour leur faire voir la réalité?

Voilà, la réalité, elle est complexe, elle est difficile à cerner, elle n'est pas aussi simpliste et aussi grossière que certains le disent.

Pour les islamistes de Tunisie, le modèle, c'est l'AKP (parti politique islamiste turc), la Turquie, démocratique, pro-occidentale. Mais avec quelques références à l'Islam.

Et pourquoi pas? Il y a bien des partis démocrates-chrétiens en Italie et en Allemagne... Et alors?

En Egypte, en Algérie, en Jordanie, au Yémen, les populations veulent suivre l'exemple tunisien, qui leur a donné le courage de s'emparer de la rue. Il semble qu'une vague de révolutions populaires déferle sur l'Afrique du Nord et plus loin encore (à l'exception du Maroc). Qu'est-il en train de se passer dans le monde arabo-musulman? Vivons-nous une période charnière, un grand tournant qui va mener vers une nouvelle ère en Afrique du Nord, au Proche et au Moyen-Orient? Ou bien n'est-ce qu'une illusion? Peut-on déjà appréhender la réalité de ces événements?

J'avais écrit, il y a quelques années, que le dix-huitième siècle a été le siècle des révolutions française et américaine, que le vingtième a été celui des révolutions russe et chinoise et que le vingt-et-unième serait celui de la révolution arabe.

Est-ce que c'était de la prémonition? Est-ce que c'était du défi? Est-ce que c'était de la méthode Coué? Je n'en sais rien. Mais, en tout cas, je l'ai écrit et, aujourd'hui, je peux le dire avec fierté.

Je crois que le vingt-et-unième siècle sera le siècle de la révolution arabe. Et pour une raison très simple : qu'est-ce que c'est la Tunisie? C'est un pays qui fait partie d'un ensemble géographique et culturel et le système tunisien est identique à ce que l'on trouve partout.

Après la "première indépendance" (pour moi, la démocratie, c'est la "deuxième indépendance"; j'ai écrit un livre qui s'intitule comme ça et le concept s'est répandu dans le monde arabe), c'est-à-dire l'indépendance de l'État national de l'État colonial, l'État national s'est transformé en État d'occupation interne : nous étions des peuples sous occupation interne; nous étions occupés par nos propres armées et nos propres polices, qui n'étaient plus à notre service, à nous, le peuple, mais qui étaient au service d'oligarchies qui se sont transformées en mafias.

Et c'est le même système partout, partout. Royauté ou république, entre guillemets, c'est le même système, basé sur les quatre éléments du système politique arabe : la toute puissance d'un homme, d'un individu, d'un chef, le chef de tribu primitif qui avait droit de vie et de mort sur ses sujets; le droit de prédation pour sa famille : là aussi, c'est un système primitif; troisièmement, le règne de la terreur et de la coercition (on est toujours dans le système politique primitif); plus, le quatrième élément, qui est le simulacre démocratique; et partout il y a le simulacre démocratique, y compris dans les royautes (peut-être pas en Arabie saoudite, ni en Libye). Donc, il y a trois éléments primitifs, plus un élément de pseudo-modernité.

Et ce système a détruit les pays arabes. Il les a littéralement détruits. Nous sommes une nation de trois cents millions d'habitants. Normalement, nous aurions dû avoir l'union arabe depuis très longtemps. Nous aurions dû être une grande nation présente sur l'histoire...

Nous aurions dû régler le problème de la Palestine depuis très longtemps, de façon pacifique, moi, je l'aurais préféré, mais...

Et, ces régimes, qu'est-ce qu'ils ont fait de nous ? Un ramassis de peuples survivant dans la misère et dans la honte.

Le mot "arabe" est devenu péjoratif dans les langues étrangères.

Mais attendez... Il fallait que ça cesse. Il fallait que ça cesse!

Et c'est en train de cesser. Ils vont tomber tous, les uns après les autres, comme des dominos.

Alors, le Maroc? Le Maroc et l'Arabie saoudite? Et les principautés du Golfe; ce sont des cas tellement spécifiques qu'il est difficile d'en parler... Quel est le devenir de ces royaumes du Maroc et d'Arabie saoudite? Ce n'est pas très compliqué: ou bien ils se transforment en monarchies parlementaires, ou bien ils deviendront des républiques révolutionnaires, tôt ou tard. Ils ne peuvent pas échapper à cela.



© photo Pierre PICCININ

Ils peuvent peut-être résister dix ans encore, vingt ans? Les problèmes économiques du Maroc sont similaires à ceux de la Tunisie. Ils ont la même jeunesse au chômage; ils ont la même corruption... C'est vrai que le simulacre démocratique, au Maroc, est plus fin : on laisse le peuple avoir des élections plus ou moins honnêtes; on laisse des partis politiques fonctionner. Mais après, ils se retrouvent dans une chambre qui n'a aucun pouvoir. Le pouvoir appartient au roi. Et le roi est non seulement celui qui tient le législatif, l'exécutif et le judiciaire, mais aussi l'économique : c'est le premier entrepreneur du pays, le roi du Maroc.

Mais il ne faut jamais se laisser abuser par la stabilité d'un pays sous une dictature. La Tunisie aussi, il y a quatre mois, était un modèle de stabilité. Et elle s'est effondrée!

Il faut se rappeler la fameuse phrase de Hannah Arendt : "dans une dictature, tout va bien jusqu'au dernier quart d'heure".

Et à propos de la question israélo-palestinienne?

Tout d'abord, il ne faut jamais oublier qu'Israël a été l'un des grands soutiens des dictatures arabes. De la dictature égyptienne. De la dictature tunisienne. Et ça, pour nous, c'est quand même quelque chose qu'on n'est pas prêt d'oublier.

Ben Ali a beaucoup instrumentalisé la "question juive", en disant qu'il était le protecteur des Juifs. Et j'ai toujours dit à mes amis juifs (j'en ai beaucoup) : "faites attention" (c'est ce que j'ai dit aux femmes aussi : Ben Ali a instrumentalisé les Juifs et les femmes; et, de ce fait, il a

rendu antipathiques les Juifs et les femmes aux Tunisiens). J'ai dit à mes amis juifs qu'ils devaient faire en sorte que Ben Ali, ce dictateur, ne les récupère pas et ne les salisse pas.

Pour ce qui est du problème israélien, ma conception est très simple : le nationalisme arabe et le nationalisme juif sont les deux jambes qui nous mènent tous à la catastrophe. Ce sont les deux jambes sur lesquelles nous marchons, tous, pour aller vers la guerre nucléaire, la catastrophe.

Qu'est-ce qui peut nous sauver? La démocratie.

La démocratie, à la fois dans les pays arabes, ce qui va nous permettre de créer l'union arabe, qui aura un poids politique et qui pourra peser dans les négociations et obtenir pacifiquement les droits du peuple palestinien; et la démocratie au sein de cet espace judéo-arabe que j'appelle de tous mes vœux, de voir un jour se constituer un État démocratique dans toute cette région, où les Juifs et les Arabes, qui y vivent actuellement ensemble, constitueront un État israélo-palestinien (je ne sais pas comment il faudra l'appeler), de telle façon que cet État puisse réunir. La division, par le nationalisme des uns et des autres; la réunion, par la démocratie.

Et pourquoi pas, à ce moment-là, un jour, cette chose bizarre, cet État israélo-palestinien, serait membre associé ou membre de cette union arabe.

Je rêve en couleur; mais, moi, j'ai l'habitude de rêver en couleur. J'aime rêver en couleur et j'aime me projeter dans l'avenir en me disant que, si beaucoup de rêves ne se réalisent pas, beaucoup de choses qui se sont réalisées ont été des rêves.

Et quand je vois, par exemple, comment les Chinois et les Japonais se sont réconciliés, et les Japonais et les Coréens, les Allemands et les Français, je me demande pourquoi les cousins sémites ne se réconcilieraient-ils pas eux aussi.

Mais, ma crainte, c'est que les deux nationalismes nous mènent à la catastrophe avant que la démocratie ait eu le temps de nous sauver, les uns et les autres.

De toutes les façons, le gouvernement israélien sera bien obligé de revoir sa copie, puisque les rapports de force avec le monde arabe changent.

La politique du gouvernement israélien est une politique psychotique; c'est quelque chose qui ne ressemble à rien. Et cette psychose, ce fantasme, il a été beaucoup encouragé par les Occidentaux et par la faiblesse arabe.

Maintenant que cette faiblesse arabe va probablement cesser assez rapidement (même si on passe dix ans ou vingt ans dans le chaos, tout cet espace va se reconstituer sur des bases plus solides et plus unitaires), il faudra compter avec cet espace comme un acteur fondamental, et pas seulement de la région, mais du monde.

Une question plus personnelle : certains signes laissent penser que vous pourriez devenir le prochain président de la République tunisienne. Vous avez déclaré avoir l'intention de vous présenter. Quelle sera votre stratégie? Quels seront les points forts de votre campagne?

Vous vous souvenez que j'ai été le premier à m'être opposé à Ben Ali, en 1994 : j'avais présenté ma candidature à la présidence. C'était un acte symbolique et j'ai fini par passer quelques mois en prison; et j'aurais pu y passer quelques années, s'il n'y avait pas eu l'intervention de Mandela.

Ensuite, chaque fois qu'il y a eu des élections, on m'a posé la question : "est-ce que vous allez être de nouveau candidat?". On m'a posé la question en 1999, en 2004 et en 2009. Et on me l'a posée quand je suis rentré d'exil (c'est sur RTL qu'on m'a posé cette question). Et j'ai répondu exactement ce que j'ai répondu toutes ces années : l'important, c'est que le peuple tunisien retrouve sa souveraineté; l'important, c'est que nous ayons des élections libres et honnêtes; l'important, c'est que nous ayons toutes les conditions pour que cela se passe ainsi.

Alors, dans les autres années, toutes les conditions n'étant pas réunies, il était hors de question que je participe à une farce électorale. Même pour faire un acte symbolique. Et j'ai appelé le peuple à boycotter ces élections et non pas à y participer...

J'espère que, maintenant, tout cela va être possible et, comme je l'ai dit, à ce moment-là, j'aurai droit, comme tous les Tunisiens, à participer à ces élections. Mais, sur RTL, on a tout enlevé en disant : "il se présente comme candidat".

Non! Je me présenterai quand ces conditions seront réunies.

Mais, si on se rend compte que ce sont des élections gagnées d'avance, truquées, évidemment que je vais appeler à les boycotter. Je ne participerai à aucun simulacre d'élections.

Mais, si les conditions sont réunies, je serai candidat.

Nous venons d'avoir une grosse réunion dans cette maison; nous sommes dans le processus de préparation de notre programme politique.

Il s'agit de sortir des généralités, parce que les Tunisiens ont des questions très précises : l'État démocratique, oui; mais aussi le chômage, l'agriculture, etc. Nos équipes sont en train de travailler et on aura un programme d'ici trois mois, un programme précis et budgétisé. Et c'est sur ce programme-là que j'irai aux élections, si toutefois il y a de vraies élections et si on doit y aller.

Mais, encore une fois, pour le moment, nous nous battons pour la constituante. Pour moi, la chose fondamentale, c'est la constituante. Les élections présidentielles, après.

Que souhaiteriez-vous ajouter, au terme de cet entretien, qui n'aurait pas été abordé et serait essentiel pour comprendre la "révolution" tunisienne?

La révolution est faite dans les têtes et dans les cœurs. Les gens se sont libérés, et c'est extraordinaire.

Elle n'est pas encore faite dans les institutions, dans les comportements, dans les pratiques. Ça va être encore long. Mais il y a eu un tournant et ce tournant est définitif.

Nous sommes maintenant lancés dans un long processus, à la fois interne, de raffermissement, et à la fois avec le monde arabe, qui va s'embraser.

J'ai eu très peur pour l'Égypte : si Moubarak était arrivé à garder le contrôle, nous aurions eu des ennuis, ici. La chute de Moubarak a été fêtée ici, parce que les gens se sont sentis renforcés par la révolution égyptienne.

Aujourd'hui, je ne regarde que vers la Libye. Je n'ai plus la tête à la Tunisie. Je suis obnubilé par la Libye.

Après la Libye -je ne sais pas- peut-être que l'Algérie va arriver.

On est dans un processus extraordinaire, tout à fait nouveau et porteur d'espoir. Nous étions des peuples totalement désespérés et, là, pour le moment, là maintenant, nous sommes grand ouverts sur l'espoir.

Et c'est un processus de libération qui -je l'espère- aidera les autres peuples, dans la mesure où, avant d'être un démocrate tunisien et arabe, je suis un citoyen du monde, un démocrate universel.

Pour moi, le peuple birman, le peuple biélorusse, le peuple nord-coréen sont des peuples frères, sous occupation interne; et j'espère que la révolution arabe les aidera à se libérer.

C'est un grand moment d'espoir pour la liberté et la démocratie dans le monde.



© photo Pierre PICCININ

<http://www.come4news.com/medialogie-tunisienne-mam-dement,-la-presse-reprend-servilement-934745>

Medialogie tunisienne : MAM dément, la presse reprend servilement

21 Feb 2011

Ce serait drôle si ce n'était si affligeant. Comme le disait Woody Allen, un quart d'heure d'antenne pour Hitler, quinze minutes pour les déportés, et aux suivants. MAM dément formellement les informations de *Tunis Hebdo* selon lesquelles Rafik Hadj Kacem et Ali Seriati l'auraient rencontrée dans le cadre du Tabarkagate au sens étroit du terme (à Tabarka, donc). Elle dément, la presse française reprend tel quel, sans aller creuser auprès des sources tunisiennes.



Il faut imaginer la scène. Le ministre tunisien de l'Intérieur Rafik Hadj Kacem et le chef de la garde présidentielle de Ben Ali, Ali Seriaty, se rendent dans l'hôtel où réside Michèle Alliot-Marie à Tabarka, le 27 décembre au matin. Pour plus de discrétion, à l'aéroport, ils sont sortis par une porte dérobée, on revêtu un triple voile yéménite, et même se sont affublés de fausses barbes pour ne pas être reconnus si on leur arrachait un voile. Discrétion, discrétion. C'est en scooter qu'ils vont rencontrer MAM. Mais elle qui, en vacances, est en congé de son ministère (ses premières déclarations après les révélations du Tabarkagate), est au téléphone. Non pas avec le tandem vendant un terrain à Gammarth au profit de ses seuls nonagénaires de parents ! Non, elle est en liaison « avec son cabinet » (à propos de ses toilettes ?). Bizarre, elle qui ne savait rien des émeutes, c'est de la faute de son cabinet, Alexandre Jevakhoff et d'autres, qui, pour ne pas lui provoquer des frayeurs, ne lui ont parlé de rien.

Je n'ai pas lu *Tunis Hebdo*, mais ce serait mépriser les confrères tunisiens que de penser qu'ils n'ont pas vérifié, recoupé, leurs infos. Deux très hauts dignitaires de la sécurité tunisienne ne vont sans doute pas se faire remarquer en se déplaçant, chantant à tue tête (d'opposants ?) dans des cabriolets décapotables, cela, on veut bien l'admettre. Mais aller voir MAM en catimini, sans s'annoncer, sans se faire recevoir par le directeur de l'hôtel en personne, qui va gober cela ? Ils viennent jusqu'à MAM et celle-ci leur inflige le camouflet de se heurter à un panneau « ne pas déranger ». Vexés sans doute, ils repartent sans même laisser leurs cartes de visite ?

Le Monde, après *Rue89*, reprend l'info en publiant in extenso ou presque le communiqué du ministère français : « *Le ministère des affaires étrangères dément formellement cette information, dénuée de tout fondement, et précise que Michèle Alliot-Marie n'a eu aucun contact durant son séjour avec les deux personnes citées dans ces articles.* ». C'est clair et net. Définitif ?

Certes, *Rue89*, peut-être échaudé par les démêlés de *Bakchich* avec Besson, emploie le conditionnel et le point d'interrogation de circonstance. Mais cite beaucoup largement *Tunis Hebdo* que d'autres titres français. La réunion est certes secrète, mais une liaison téléphonique est établie avec Ben Ali. Cela laisse des traces si, comme on peut le penser, les ministres ne viennent pas munis de portables dont les conversations sont cryptées. Et c'est d'ailleurs sans doute pourquoi MAM finira admettre, après l'avoir niée, cette communication avec Ben Ali.

Le Monde, et la plupart des autres titres, sont comme les calques d'*Au Fait*, quotidien marocain, dont le site reprend cette information de *Tunis Hebdo* avec la même circonspection.

Ayant un peu connu la presse marocaine (*La Vigie*, vieux souvenir...), je conçois de sa part. Soyons cependant indulgents. C'est en fait une dépêche Reuters qui est ainsi reprise à la hâte. Autant reprendre dans son intégralité le texte du « point presse » du ministère :

« Certains médias tunisiens publient ce jour une information selon laquelle Michèle Alliot-Marie, lors de son séjour en Tunisie fin décembre 2010, aurait rencontré "en secret", le 27 décembre à Tabarka MM. Rafik Hadj Kacem, à l'époque ministre de l'Intérieur, et Ali Seriati, chef de la garde présidentielle. Le ministère des Affaires étrangères et européennes dément formellement cette information dénuée de tout fondement. Michèle Alliot-Marie n'a eu aucun contact durant son séjour avec les deux personnes citées dans ces articles. » Après tout, c'est plausible. Le ministère semblait si mal renseigné sur la situation en Tunisie que, s'ils avaient frappé à la porte de MAM à Tabarka, elle les aurait peut-être pris pour des démarcheurs à domicile prétendant être recommandés par Ben Ali (ils s'étaient auparavant débarrassés de leurs voiles et de leurs faux favoris et barbes). C'est fou ce que des commerciaux pouvaient se recommander de Ben Ali à cette époque. Devant l'air courroucé de MAM, ils n'auraient pas osé insister.

Le hic, c'est que MAM n'en était pas à son premier séjour en Tunisie. Le hiatus, c'est qu'elle est revenue maintes fois sur de martiales et définitives déclarations. Mais nous ne nous prononcerons pas. Le site de *Tunis Hebdo* ne comprend que deux pages, l'une pour les abonnements, l'autre pour afficher la une de l'édition hebdomadaire. Attendons donc leur réponse (qui peut tarder s'ils ne relèvent pas souvent leurs courriels).

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/22/j-ai-mal-a-la-france_1483637_3232.html

J'ai mal à la France !

Le Monde | 22.02.11 | 14h43 • Mis à jour le 23.02.11 | 09h53

Où se cachait-elle donc la France, alors que les Tunisiens d'abord, les Egyptiens ensuite manifestaient chaque jour plus nombreux dans les rues, sur les places de leurs villes pour clamer le message qu'elle-même avait transmis au monde il y a deux siècles ? Qu'avait-il à dire ce pays, qui, le premier, avait rédigé une Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui, le premier, à l'époque moderne, avait théorisé la notion de démocratie ? Où était-elle donc passée cette nation, qui, il y a seulement quelques décennies, appelait, par la voix du général de Gaulle, au réveil des peuples ?

Elle s'était réfugiée derrière le principe de "*non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain*", auquel, après, mais seulement après le départ de l'ex-président Ben Ali, son gouvernement du moment ajouta celui de "*soutien à la démocratie et à la liberté*". Tels sont les termes du communiqué de onze lignes que publia l'Elysée le 14 janvier. La France n'avait rien de plus à dire.

Entre-temps, il faut croire qu'elle n'avait rien vu venir puisque M^{me} Michèle Alliot-Marie, se rendant en Tunisie pour les vacances de Noël, affirma, au cours d'une intervention télévisée, que le suicide de Mohammed Bouazizi, qui provoqua, dès le 17 décembre, les premières émeutes, s'était produit à la fin de son séjour. Au cours de l'épisode suivant la révolution égyptienne, une autre ministre, M^{me} Nathalie Kosciusko-Morizet, eut le mérite d'expliquer cet étourdissant silence en posant la question que tous les responsables avaient en tête : "*Peut-on réussir à aller vers plus de démocratie sans aller vers l'islamisme ?*"

C'est peut-être parce qu'il fut pris dans ce dilemme que Nicolas Sarkozy fut le seul chef d'Etat ou de gouvernement d'un grand pays démocratique à ne pas dire un mot sur le mouvement qui se répandait à travers le monde arabe. Au contraire, Angela Merkel, David Cameron et, bien sûr, Barack Obama s'exprimaient régulièrement devant les caméras de télévision.

Pire, quand Hosni Moubarak dut s'enfuir en catimini du Caire, le premier hommage que rendit un bref communiqué de l'Elysée fut adressé à la "*décision courageuse et nécessaire*" de l'ex-président.

Depuis ces événements, la seule réunion un peu significative qui se tint, à Paris, sur la question, et réunissait les membres du gouvernement et les responsables de la majorité, porta sur le risque que faisait courir l'afflux de réfugiés tunisiens qui, ayant débarqué en Italie, voulaient gagner la France.

Ce repli frileux de la France sur elle-même n'est pas un phénomène entièrement nouveau. Mais, cette fois, il prend les traits d'une affreuse caricature, celle d'un pays terrorisé par l'évolution d'un monde qu'il ne comprend plus et qui lui fait peur.

La parole de la France s'était fait entendre haut et fort sous de Gaulle puis, decrescendo, sous Georges Pompidou. Valéry Giscard d'Estaing, lui, ne voyait déjà plus en notre pays qu'une "*puissance moyenne*", mais sa vigueur fut renouvelée pendant le premier septennat de François Mitterrand. Le pays commença de s'érailler au cours du second mandat de Mitterrand avec la chute du mur de Berlin, en 1989, lorsqu'il déclara : "*Rien ne doit être fait qui remette en cause les frontières dont dépend l'équilibre de l'Europe.*"

Politique néoconservatrice

Une dernière fois, la voix de la France se fit entendre haut et fort. Ce fut pour condamner l'invasion de l'Irak par l'armée américaine. Il serait illusoire d'espérer que l'actuel président élève à nouveau cette voix. Dès l'origine, son obsession fut de rompre avec les politiques précédentes. Son geste le plus symbolique fut la réintégration de la France au sein du commandement militaire intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Or la politique étrangère d'un pays est déterminée par son histoire et sa géographie. On ne peut la changer qu'à la marge. Nicolas Sarkozy crut qu'il pouvait tout bouleverser. Il se jeta dans les bras de l'Amérique de George W. Bush pour mener une politique néoconservatrice en prenant de front la Russie et la Chine, tandis que Bernard Kouchner annonçait la guerre avec l'Iran.

Ce changement radical n'ayant donné que de piètres résultats, il fit en grande partie marche arrière. Mais, du coup, la politique étrangère française en devint illisible. Elle n'est plus aujourd'hui gérée que par de vieilles habitudes, des amitiés anciennes et parfois coupables, voire, dans les cas extrêmes, par des intérêts personnels. Dans ces conditions, la France n'a donc plus grand-chose à dire, et c'est pourquoi, comme beaucoup de mes concitoyens, j'ai mal à la France ou, du moins, à une certaine idée de la France.

Dominique Bromberger, journaliste et écrivain Article paru dans l'édition du 23.02.11

Depuis quelques semaines, un vent de liberté souffle sur les pays du Maghreb et du Proche-Orient. Débutée en Tunisie, la contestation des régimes en place a gagné progressivement l'Égypte, le Yémen, le Barheïn et aujourd'hui la Libye.

Tout commence le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, au centre de la Tunisie, quand un jeune vendeur s'immole par le feu après que sa marchandise ait été confisquée par la police. S'ensuivent des émeutes dans tout le pays, les Tunisiens réclamant la démission du président Ben Ali et la mise en place d'une véritable démocratie dans le pays. Quelques semaines plus tard, le 14 janvier 2011, le président Ben Ali quitte le pays pour se réfugier en Arabie Saoudite.

La révolution arabe ne fait que commencer. En effet après la Tunisie, c'est au tour de l'Égypte de faire la sienne. La population, que la crise paupérise, demande également la démission d'Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 1981, et la mise en place d'un régime démocratique. Les Égyptiens reprennent les slogans tunisiens, notamment le fameux "Dégage". Les insurgés campent plusieurs nuits sur la place de la Liberté du Caire, bientôt rejoints par l'armée. Le 11 février, le Raïs démissionne.

Quelques échauffourées ont également lieu en Algérie et au Maroc, vite réprimées. Au Soudan, en Iran et en Jordanie, la jeunesse organise des manifestations pour la démocratie. C'est au Barheïn, au Yémen et en Libye que la révolte est la plus forte. De nombreux accrochages ont lieu dans la capitale yéménite entre les partisans du président Saleh et des opposants, dans la capitale Sanaa. Manama, au Bahreïn, est le théâtre de nombreuses manifestations contre la monarchie dirigée par Hamad ben Issa al-Khalifa.

Dans ces pays, l'armée continue à soutenir le régime en place. C'est en Libye que la situation semble la plus explosive. Alors que la population brandit des drapeaux de la monarchie et demande son départ, Mouammar Kadhafi s'est adressé à ses partisans, les exhortant à punir les insurgés. Toute la partie est du pays, où se trouvent les ville de Tobrouk et Benghazi, est passé sous le contrôle de la population. Des militaires ont déserté le pays et ont atterri à Malte, refusant de bombarder la population. La position du dirigeant libyen est de plus en plus difficile, l'opinion internationale condamnant vigoureusement l'usage de la force contre les manifestants.

Le printemps des peuples arabes semble en marche...

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2614p040-045.xml5/tunisie-tunis-violence-microfinanceettadhamen-cite-martyre-de-tunisie.html>

Ettadhamen, cité martyre de Tunisie

23/02/2011 à 16h:29 Par Frida Dahmani, à Tunis



Les ruines d'un bâtiment municipal, incendié le 14 janvier. © Nicolas Fauqué/imagesdetunisie.com

Poche de misère emblématique, ce quartier populaire de la périphérie de Tunis a payé un lourd tribut à la révolution. Mais ses habitants se sentent aujourd'hui abandonnés de tous. Reportage.

Tout le monde a vu Hénia à la télé. Il y a trois semaines, Al-Jazira a diffusé les images de cette mère hurlant sa douleur devant le catafalque de son fils. Depuis, de grosses larmes silencieuses ne cessent de rouler sur ses joues rondes et brunes. Elle exhibe une photo froissée de Hichem, torse nu, une étoile écarlate sur la poitrine. Unique soutien d'une famille de six personnes, il a été tué d'une balle en plein cœur, le 13 janvier. « Il rentrait du boulot. Il avait appelé pour dire qu'il y avait du grabuge et qu'il fermait boutique. Avec les barrages sur la route, il a préféré prendre un raccourci. En débouchant d'une rue, il a reçu une balle tirée sans sommation par des policiers, en plein jour... », marmonne Khaled, le fils aîné, en serrant sa mère dans ses bras. Hichem, Khaled, Qays... Le quartier a eu trois martyrs en une journée. Dans notre rue, les cortèges funèbres se succédaient pendant que le pays faisait la révolution... »

Mères courage

Le tribut payé par le quartier d'Ettadhamen, enclave populaire dans la proche périphérie de Tunis, est très lourd et ne quitte plus les mémoires, au point que l'on s'échange encore, dans un élan morbide, les photos et les vidéos des victimes. « Il y avait des milliers de personnes à son enterrement, mais aujourd'hui, qui se demande ce que nous allons devenir ? poursuit Khaled, avec un mélange de révolte et de résignation. Je suis au chômage. Avant, j'étais sculpteur sur stuc, mais ce n'est plus à la mode. J'ai cherché d'autres formations, en vain. Je veux bien me reconverter, mais si on ne m'oriente pas, si on ne me forme pas, comment faire ? »

Les cités populaires autour de la capitale sont autant de foyers de violence potentiels. Il a suffi qu'Ettadhamen s'enflamme pour que, à leur tour, les quartiers de Helal, Ezzouhour, Ezzahrouni, Kabaria, Douar Hicher s'embrasent. À partir du 12 janvier, quand le mouvement de contestation a gagné les zones urbaines, des hordes de jeunes, venus d'autres quartiers, ont mis la cité à sac. Situé à sept kilomètres du centre de Tunis, Ettadhamen, version maghrébine des favelas, abrite 200 000 personnes, originaires principalement du Nord-Ouest, qui ont troqué la misère rurale contre la précarité urbaine. Le quartier est à lui seul une petite ville où l'indigence se drape dans de longues robes et des fichus, et s'abrite dignement derrière des constructions anarchiques aux murs à peine cimentés qui ne verront sans doute jamais un coup de peinture. « Je penserai à peindre quand ma fille se mariera, dit Mounir, un chauffeur de taxi. J'ai le temps, elle n'a que 9 ans. » Il n'a surtout pas les moyens ; entre l'entretien du taxi et les bénéfices qu'il partage avec un associé, ce père de quatre enfants dégage à peine 10 euros par jour. « On achète les yaourts à la pièce et le beurre par 50 g », dit-il. S'il a du mal à joindre les deux bouts, il fait néanmoins partie des plus chanceux.

Vérolé par la pauvreté et le chômage, le quartier est sous l'emprise de la violence et des trafics en tout genre, d'où sa mauvaise réputation. Pourtant, de jour, rien ne transparaît ; les gens vaquent tranquillement à leurs occupations, comme partout ailleurs. Les femmes y sont pour beaucoup, qui se sont lancées dans diverses activités, gèrent de modestes commerces et

pratiquent des petits métiers pour subvenir aux besoins de leurs familles. Elles ont ainsi érigé un rempart diurne masquant la délinquance.

Bénié soit la microfinance

Depuis près de vingt ans, les petites gens d'Ettadhamen ont cependant leur bouée de sauvetage : Enda inter-arabe, une institution de microfinance. En s'installant dans la cité, elle leur a redonné confiance en leur capacité d'entreprendre et permis de monter de petits projets. Si bien que, au plus fort des émeutes, les habitants du quartier ont défendu les locaux de cet organisme aux cris de « C'est à nous ! Pas touche ! On ne mord pas la main qui nous a été tendue ! » Aujourd'hui, Enda inter-arabe, qui a octroyé, en Tunisie, plus de 600 000 crédits à quelque 200 000 clients, se met aussi à l'écoute du quartier. « Il ne s'agit pas de suivre des demandes de prêt ou de faire du recouvrement ; les dégâts sont tels que les gens sont en état de choc, témoigne Intidhar, directrice de la section locale. Il faut les entendre pour pouvoir sérier les problèmes et savoir où et comment agir. » Par son travail de proximité, Enda inter-arabe est devenu un interlocuteur plus crédible que les institutions officielles, dont les locaux ont été systématiquement incendiés.

Entre défaitisme et espoir

Trois semaines après la révolution du 14 janvier, le quartier porte encore les stigmates de la violence qui a sévi pendant près de cinq jours. Néjiba en tremble encore. « J'avais accompagné mon mari dans sa tournée de distribution de produits d'hygiène. Nous n'étions au courant de rien. Une bande de jeunes encagoulés nous a attaqués. Ils ont volé la voiture et m'ont frappée à coups de bâtons. À 3 mètres, un homme a été abattu. Des voisins m'ont sauvée de ces pilleurs fous qui étaient plus nombreux que les soldats. » Et de poursuivre : « Avant, on ne comprenait pas grand-chose. Maintenant, on comprend encore moins. J'entends le soir, depuis mon balcon, des anciens du parti qui affirment qu'avec l'ancien régime nous étions en paix. Et je vois, dans la mosquée d'en face, des gens se réunir et distribuer des tracts. Je ne sais pas ce que cela signifie, mais je crains le pire, rien n'est terminé. J'ai peur. »

À ses côtés, Sondous berce son nouveau-né et se veut optimiste : « Ce n'est qu'un mauvais moment à passer. La vie continue, sans doute en mieux, même si on ressent que la situation est encore très instable. Un peu de patience. » Pour sa part, Fethi n'a pas attendu pour redémarrer. Il vient à peine de finir de remettre sur pied sa petite échoppe de plaques minéralogiques. Le visage constellé de peinture, il sourit : « Les commerçants de ma rue ont subi de gros dégâts, beaucoup ont perdu toute leur mise, mais on a tous été solidaires. Pour aller plus vite, on a pris le même expert pour les dossiers d'assurance, on a partagé tous les bons plans possible. Je ne pouvais pas racheter les machines qui ont été détruites, alors on m'en a spontanément prêté quelques-unes. J'ai récupéré des rouleaux de vinyle dans la rue et je ferai appel à la sous-traitance en attendant de voir venir. Il n'est pas question de baisser les bras et de s'arrêter. »

Accoudée au comptoir de sa petite épicerie, Chérifa ne s'en laisse pas conter. « Tant que la police ne reviendra pas, tonne-t-elle, Ettadhamen sera plongé dans l'anarchie. Tous les jours, des vols, des braquages et des agressions contre les femmes sèment la terreur. Il ne faut pas se leurrer ; la vie n'a repris qu'en apparence. On a été meurtris sans savoir ni par qui ni pourquoi. Aujourd'hui, rien n'a changé, c'est même pire. La nuit, on ne dort plus, on guette le moindre bruit. Les jeunes ont le choix entre la mosquée et la délinquance. Parfois, ils jouent sur les

deux tableaux. On ne fait plus confiance à la police puisqu'elle nous a tiré dessus, mais on a besoin de sécurité et nous ne savons pas à qui nous adresser. Tout a brûlé et les agents sont partis. Personne n'est venu nous voir, on se débrouille entre nous. Nous sommes les oubliés de la révolution. »

<http://www.npa2009.org/content/tunisie-d%C3%A9gagement-d%C3%A9gagement-d%C3%A9gagement-du-pass%C3%A9-faisons-table-rase>

Tunisie : dégage, dégage, dégage ! Du passé faisons table rase !

mercredi 23 février 2011

Durant 23 ans, les masses tunisiennes sont restées soumises à la dictature. Puis, il ne leur a fallu que 29 jours pour s'en libérer ! Ce texte, rédigé à la hâte dans des circonstances exceptionnelles, se veut une contribution pour tenter de comprendre ce qui vient de se passer, et de continuer d'agir et d'avancer consciemment au sein du mouvement révolutionnaire, vers la réalisation du modèle de société vers laquelle aspirent les masses populaires et la jeunesse en Tunisie, un modèle qui placerait au centre de ses préoccupations la pleine satisfaction des besoins économiques, sociaux, culturels, environnementaux des masses populaires, dans le respect des principes de liberté, d'égalité, des règles démocratiques et de la nature.

Chronique des 29 journées qui ont changé la Tunisie !

Le 17 décembre, à la suite de l'immolation de Mohamed Bouazizi, un jeune chômeur/vendeur ambulant de légumes de 26 ans, diplômé de l'université, à Sidi Bouzid (Centre-ouest de la Tunisie), un groupe de manifestants en colère s'est rassemblé devant le siège du gouvernorat (préfecture). Les jours suivants, la scène s'est répétée et des accrochages avec la police se sont produits. Plusieurs vidéos sont réalisées. Elles sont diffusées sur internet, notamment dans le réseau Facebook. Ces vidéos sont reprises par la chaîne de télévision satellitaire *Al Jazira*, très suivie en Tunisie, qui les a diffusées largement.

Les jours suivants, la contestation a gagné les villes voisines, et a abouti à des heurts très violents avec les brigades anti-émeutes. La première victime tuée par balle est tombée le 24 décembre. Facebook et *Al Jazira* ont continué à diffuser des vidéos puisées dans le web, presque à temps réel. La diffusion de l'information sur la situation du mouvement, en direct et en continu, assurée par *Al Jazira* (qui s'est appuyée sur les centaines de vidéos réalisées par des militants anonymes sur le terrain, ayant compris l'importance stratégique de leur témoignage, lequel a été diffusé par des internautes dans les réseaux du web), a exaspéré le pouvoir et tenu le peuple informé de la réalité. Internet a aussi servi comme relais pour diffuser des mots d'ordres de grève et pour la coordination des mobilisations, surtout par le mouvement lycéen et plus généralement par les mouvements de jeunes, qui ont su en tirer le meilleur parti. D'ailleurs, le pouvoir ne s'y trompait pas en ayant toujours cherché à étrangler internet et à le mettre sous une surveillance policière continue. A cette occasion, nous ne pouvons ne pas avoir une pensée pour le martyr **Zouheir Yahyaoui**, qui fut le premier cyberdissident tunisien à être jeté en prison par Ben Ali.

Le verrouillage médiatique du pays, pratiqué par la dictature, et qui permettait de maintenir le pays sous contrôle, fut ainsi brisé. Désormais, les masses tunisiennes, pouvaient s'informer sur leurs propres luttes contre le pouvoir dictatorial, tout en sachant que le monde entier peut ainsi s'en rendre compte. Mais, surtout, le pouvoir savait qu'il ne pouvait plus cacher ses

crimes. Les images de la répression ont beaucoup indigné les Tunisiens, mais c'est surtout l'immolation de Bouazizi qui les a profondément choqué. La tension gagna tout le pays.

Face à l'extension de la contestation aux villes des hautes steppes, véritables foyers de tensions sociales, notamment Thala et Kasserine, Ben Ali ordonne à sa police d'ouvrir le feu sur les manifestants. De manière « modérée » au cours des deuxième et troisième semaines de la contestation, puis de manière systématique au cours de la quatrième. Le nombre de victimes serait d'une centaine, selon l'ONU, alors que celui des blessés se compterait par milliers.

Mais, ce sont les cinq derniers jours qui ont été décisifs pour l'issue de la révolution. Deux faits majeurs avaient accéléré, plus particulièrement, la suite des événements.

D'une part, dès la reprise des cours, après deux semaines de vacances, le lundi 10 janvier, les lycéens se sont engagés massivement dans le mouvement. En même temps, les universités sont restées relativement calmes, à cause des examens. Cette très forte mobilisation lycéenne, qui a abouti dans plusieurs régions à des confrontations avec les forces de police, a fait réagir Ben Ali une deuxième fois dans une allocution télévisée, au cours de laquelle il a maintenu la ligne dure de sa première allocution du 28 décembre. Mais, dès le lendemain, la révolte reprend de plus belle dans tous les lycées du pays.

Le mouvement lycéen est donc intervenu à un moment important du processus révolutionnaire. D'abord, il est survenu alors que la répression s'est intensifiée, lors du weekend. Le régime de Ben Ali entendait ainsi étouffer dans le sang la révolte populaire. Ensuite, au 25^e jour de la révolution, le mouvement est resté axé sur les villes du centre-ouest : Sidi Bouzid, Kasserine et Thala. Le mouvement lycéen a été, malgré sa très courte existence (une journée et demie), un élément décisif dans le mouvement révolutionnaire qu'il a poussé à s'étendre sur tout le pays. Comprenant le danger, Ben Ali a réagi, il a ordonné la fermeture des écoles et des universités jusqu'à nouvel ordre. Leur réouverture progressive vient d'être annoncée pour lundi 24 janvier, mais la riposte des syndicats vient de tomber aussi ; cette journée sera une journée de grève dans l'enseignement primaire et secondaire.

D'autre part, Tunis — qui est restée en dehors du mouvement jusqu'au mardi 11 janvier et ce malgré plusieurs tentatives de la part de quelques centaines de syndicalistes s'étant rassemblés plusieurs jours devant le siège de l'UGTT, dans la petite place M. Ali — s'est embrasée à son tour. Dans le même temps, le mouvement révolutionnaire a gagné l'ensemble des villes côtières et du Sud du pays.

Au 26^e jour, la révolution a fini par enflammer l'ensemble de la Tunisie. Après la fermeture des écoles, Ben Ali a changé son ministre de l'intérieur et a décrété un couvre-feu nocturne sur 4 gouvernorats du pays qui constituent « le grand Tunis » abritant environ le quart de la population de la Tunisie et où se concentre plus de la moitié de son activité économique. Parallèlement, le pouvoir — qui a déployé l'armée dans un premier temps dans les villes où il y a eu de violents affrontements, surtout Sidi Bouzid, Kasserine et Thala — a décidé, le mardi 12, de la déployer dans la capitale.

Cependant, chose importante, l'armée, somme toute faible en effectif et sans un rôle réel dans le dispositif répressif de Ben Ali, qui lui préfère le ministère de l'Intérieur, et plus particulièrement, son propre dispositif policier attaché directement au palais, a refusé de suivre Ben Ali dans sa folie meurtrière. Le Chef d'état-major de l'armée de terre, le général

Rachid Ammar, a préféré démissionner plutôt que faire suivre l'ordre de Ben Ali de tirer sur les manifestants. Dans un moment hautement décisif l'armée a finalement fait défaut au pouvoir, à un moment où il s'est avéré que les effectifs policiers, malgré leur importance, devenaient incapables de faire face à un mouvement d'une telle ampleur. Les unités militaires déployées dans les grandes villes, se sont contentées de rester « bien sagement » autour de certains bâtiments, notamment les banques et les sièges des gouverneurs et des délégués, ou les tribunaux, afin de les protéger de la colère des manifestants qui ont saccagé et incendié un grand nombre de postes de polices et de la garde nationale. Autre fait à signaler, à plusieurs reprises les soldats sont intervenus pour protéger les manifestants contre la police.

La centrale unique des travailleurs, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) a été un autre acteur important de la révolution. Jusqu'au 10 janvier, la direction de l'UGTT (le bureau exécutif) et plus particulièrement Abdesslem Jrad, le secrétaire général, ont réussi à maintenir la centrale syndicale dans une neutralité passive vis-à-vis du mouvement révolutionnaire, mais de fait du côté du pouvoir. Dans une interview accordée au journal *Essabah*, propriété de S. El Materi, gendre de Ben Ali, A. Jrad s'est désolidarisé avec les rassemblements qui ont eu lieu devant le siège de l'UGTT à Tunis, en prétendant que la majorité des manifestants ne sont pas membres de l'UGTT, et a affirmé ne pas approuver les slogans scandés lors de ces rassemblements.

Le basculement de l'UGTT du côté de la révolution s'est opéré lors de la commission administrative nationale (CAN), qui est la troisième instance de décision après le congrès et le conseil national. La CAN a permis aux délégués des différents syndicats sectoriels et des représentants des unions régionales, très impliquées dès le début dans le mouvement révolutionnaire, de rectifier l'orientation de l'UGTT, qui a fini par se déclarer ouvertement en faveur de la révolution. Très bien implantée au sein des différentes structures de l'UGTT, la gauche révolutionnaire, malgré sa faiblesse et ses divisions, a joué un rôle déterminant dans ce changement d'orientation. De ce fait, les révolutionnaires tunisiens n'interviennent pas dans le mouvement révolutionnaire sous leurs bannières politiques propres, mais plutôt à travers les structures de l'UGTT où ils sont bien implantés depuis longtemps. Pour pallier cette faiblesse, un regroupement de la gauche, mais aussi avec des groupes nationalistes et baathistes, est en train de se formaliser dans une alliance politique du nom de « Front du 14 janvier ».

Afin de dénoncer la répression et de soutenir le mouvement révolutionnaire, la CAN a donc appelé à une série de grèves régionales à partir du 12 janvier. Celle de Tunis a été prévue pour le vendredi 14 janvier de 9h à 11h. Cette grève et le rassemblement populaire qu'elle a suscité ont été le dernier coup de marteau qui a fait tomber le pouvoir de Ben Ali.

Afin d'être assez exhaustif, il faut citer le rôle joué par le conseil de l'ordre des avocats et les quelques milliers d'avocats qui se sont mobilisés tout au long des journées révolutionnaires et ont été un facteur important dans le dynamisme et la détermination du mouvement en général. Nul ne doute que le rôle qu'ils ont joué a été déterminant, lui aussi, pour la poursuite et la victoire de la révolution. D'autres secteurs professionnels se sont illustrés dans le mouvement révolutionnaire et ont joué, à un moment ou à un autre, un rôle important dans la mobilisation, que ce soit de manière directe en tant que corps constitué, comme les avocats, ou bien à travers leur syndicat, tels que les enseignants ou bien le secteur de la santé.

Enfin, totalement dépassés par les événements, les partis politiques de l'opposition reconnus par Ben Ali (précisément : le parti Ettajdid, ex-PCT, de Ahmed Brahim ; le Parti

démocratique progressiste (PDP) de Néjib Chebbi ; le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) de Mustapha Ben Jaffar) n'ont fait qu'observer le mouvement, tentant çà et là d'y jouer un rôle quelconque, mais rien de significatif, à cause de leur faible enracinement parmi les masses, mais aussi à cause de leur aveuglement politique, inhérent à la nature des intérêts de classe qu'ils représentent.

Pire, n'ayant aucune confiance dans les masses populaires et la jeunesse, et doutant de leur détermination et de leur capacité à faire tomber le dictateur, ils ont, à la suite de la troisième allocution télévisée de Ben Ali, répondu favorablement à la main tendue par lui : « dans l'intérêt de la patrie menacée ». Jusqu'à la dernière minute, ces partis ont douté de la révolution. Jusqu'à la fuite du dictateur, aucun de leurs chefs n'a eu assez de courage pour se placer franchement et clairement dans le camp de la révolution. Tous, continuaient à regarder vers Ben Ali, tout en tournant le dos à la révolution ! Il n'est pas étonnant qu'ils aient offert leurs services au gouvernement de la contre-révolution dès que celui-ci a commencé à pointer son nez.

En fait, tous les partis politiques reconnus par le pouvoir, dont cinq sont des appendices du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), et trois placés en orbite autour de celui-ci, sont restés accroché à Ben Ali. Les plus téméraires parmi eux mettaient tous leurs espoirs dans un hypothétique « virage démocratique » de sa part. Aujourd'hui encore, même après la chute du dictateur, ils continuent de parler de « virage démocratique » ! La révolution est un concept qu'ils ont bien gommé de leur lexique politique depuis belle lurette, et il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui ils en oublient le sens.

Les conditions objectives étaient-elles mûres pour la révolution ?

Il ne s'agit pas ici de faire une analyse détaillée de la situation économique et sociale de la Tunisie avant la révolution, et encore moins de la situation politique. Ce n'est ni le moment, ni le lieu, d'ailleurs nous n'avons fait que cela, presque, tout au long des trente dernières années, en ce qui me concerne du moins. Il s'agit tout simplement d'essayer de donner quelques clés d'analyse. Le débat ne fait que commencer !

La Tunisie a connu, depuis son indépendance en 1956, deux régimes capitalistes : d'abord celui de Bourguiba (1956-1987), qui est une variante locale du capitalisme d'État, puis celui de Ben Ali (depuis 1987), capitaliste libéral. L'un comme l'autre, malgré un rythme de croissance économique moyen de l'ordre de 5 %, n'ont pas permis une amélioration significative des conditions de vie des masses populaires. Seule une minorité locale en a profité, tandis qu'une partie non négligeable de cette croissance a été transférée vers le capital mondial par le biais de différents mécanismes, tels que le rapatriement des profits réalisés par les entreprises étrangères, la dette, la fuite de capitaux que pratique la bourgeoisie locale...

Le régime bourguibien, tout en restreignant fortement les libertés politiques, a mené sur le plan social une politique de régulation qui a favorisé une transformation progressiste de la société. Son originalité se situe, surtout, au niveau de la place faite à l'amélioration de la condition féminine, grâce notamment à la promulgation d'un Code du Statut Personnel (1956), l'octroi du droit de vote (1957), l'instauration du Planning familial (1964), la progression rapide de la scolarisation des jeunes filles et la féminisation de la force de travail.

Parallèlement, la société a connu d'autres transformations profondes, telles que l'urbanisation rapide du pays qui a abouti au renversement du rapport démographique entre villes et

campagnes. Cette urbanisation a été plus moins bien maîtrisée grâce au fléchissement de la croissance démographique, d'une politique de l'habitat qui a favorisé, malgré certaines erreurs, l'accès à l'habitat à de larges couches de la population. Il y a lieu aussi de signaler la progression rapide de la salarisation, qui a consolidé la place de la classe ouvrière dans la société, et explique l'importance de l'UGTT dans le rapport de force social dans le pays.

Vers la fin des années 1970, ce régime a commencé à montrer des signes d'essoufflement du fait, notamment, de la dégénérescence bureaucratique de l'État et de l'appareil économique qu'il contrôlait, de la baisse de la rente pétrolière et des répercussions économiques et sociales fâcheuses de la lenteur de la progression du pouvoir d'achat des salariés. A cela s'ajoutait la persistance d'un fort taux de chômage.

Au début des années 1980, la situation s'est dégradée davantage sous les effets conjugués de la crise de la dette extérieure (1982), de la crise politique qui était l'aboutissement du système de la « présidence à vie » instauré en 1975 et de la mondialisation capitaliste néolibérale.

La crise sociale s'était violemment manifestée lors la révolte du pain en 1984, puis à travers l'assaut du pouvoir contre l'UGTT en 1985 qui a abouti à sa paralysie. La crise politique s'était cristallisée autour de la question de la succession du « Combattant suprême », mais aussi du développement notable du mouvement intégriste islamique.

En pleine déconfiture, le pouvoir avait fini par opter pour un changement de cap et à adopté, à partir de 1986, un train de réformes capitalistes néolibérales, qui, à leur tour, posaient comme préalable à leur application, la solution de la crise de succession de Bourguiba. Ce fut la tâche première du coup d'État du 7 novembre 1987. Lors de la crise globale du régime destourien, en 1987, et contrairement à la crise actuelle, le Parti-État destourien a réussi à solutionner sa crise, et éviter qu'une révolution ne vienne le renverser.

Le nouveau pouvoir a hérité d'une situation économique et sociale en crise et d'un pays très éprouvé par plus de trente ans d'un pouvoir personnel appuyé sur des structures bureaucratiques qui ont étouffé la société entière. Dans sa « déclaration du 7 novembre », premier communiqué aux Tunisiens, Ben Ali, a promis la démocratie et le progrès social. Une majorité d'entre eux a cru à ses promesses. Par la suite, l'ancien/nouveau pouvoir n'a cessé de proclamer son « attachement indéfectible aux valeurs démocratiques » et aux objectifs de justice sociale. Alors que, dans la réalité quotidienne, ces promesses ont été constamment bafouées de manière flagrante, voire insultante pour l'intelligence des Tunisiens. Personne n'était dupe, le rejet et la colère ne faisaient que s'accumuler et à se transformer en haine indescriptible du pouvoir de Ben Ali. En persévérant dans cet autisme suicidaire, ce pouvoir ne faisait que creuser, chaque jour davantage, sa propre tombe.

Sur le plan économique, il y a lieu de constater l'affermissement de l'insertion de l'économie locale dans la « division internationale du travail » en tant qu'économie capitaliste dépendante financièrement, technologiquement et commercialement vis-à-vis du capital mondial dominant. Dans le même temps, les libertés du capital privé et des forces du marché, en général, ont été consolidées de manière décisive.

La dynamique socioéconomique qui a été impulsée à partir de 1987, dans le cadre du Programme d'ajustement structurel et, globalement, dans celui de la mondialisation capitaliste néolibérale s'est traduite par un net recul social, qui est attesté par la persistance d'un

chômage important et par son corollaire, la précarisation de l'emploi, ainsi que, de manière générale, par le recul de la Tunisie dans le classement mondial du développement humain.

Au niveau politique, nous constatons le renforcement du contrôle de la bureaucratie du Parti-État destourien sur la société, avec une tendance très nette au rétrécissement de la marge de négociation des salariés (en tant que classe sociale), concernant les rapports de travail et le partage de la plus-value, sous le double contrôle politique de l'État et de son relais au sein de la classe ouvrière, la bureaucratie syndicale de l'UGTT.

L'une des manifestations les plus pernicieuses de cette tendance est la constitution de noyaux parallèles de pouvoir, cristallisés sur une base clanique et disposant d'une marge effective de liberté vis-à-vis du pouvoir central. Ces groupes d'intérêts économiques, qui sont capables d'employer n'importe quel moyen pour atteindre leurs buts, s'apparentent, de ce fait, à des groupements à caractère mafieux.

Jugée à l'aune de la croissance économique, l'économie tunisienne apparaît comme une économie assez performante, puisqu'elle génère un taux de croissance annuel moyen de 5 % depuis un demi-siècle. Cependant, la répartition des revenus entre le capital et le travail est très inégale.

Plus grave encore, cette croissance, surtout sous l'ordre capitaliste néolibéral, cache des pratiques qui nuisent aux intérêts vitaux des masses populaires. A titre d'exemple, une partie importante de cette croissance est le résultat du bradage, voire même de l'accaparement mafieux de la majeure partie de l'appareil productif, et des pratiques de concessions qui permettent au capital étranger de recoloniser de manière directe la Tunisie, mais aussi du verrouillage des salaires et de la précarisation de la force de travail, du maintien d'un chômage important et de l'extension du sous-emploi, de la destruction systématique des services publics, du « lâchage » de régions entières laissées pour compte et transformées en déserts économiques et sociaux... Une croissance en trompe l'œil en fait, fruit d'un système prédateur qui pratique un pillage systématique de la Tunisie.

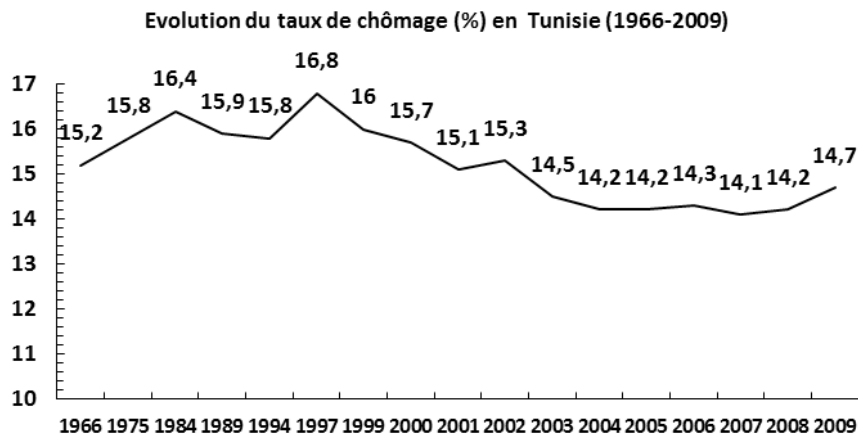
Au cours des deux dernières décennies, qui correspondent à la phase néolibérale, les revenus du capital se sont accrus de 75 % contre une stagnation du salaire réel moyen (1), et surtout, une perte de pouvoir d'achat de plus de 10 % pour les bas salaires.

En prenant les prix de 1983 comme base de calcul, nous trouvons que l'indice des prix de 1983 a été multiplié par 3, 03 en 2006, tandis que ceux du salaire minimum dans l'industrie et les services (SMIG) et de celui de l'agriculture (SMAG) l'ont été respectivement par 2, 4 et 2, 7. Autrement dit, le niveau réel de ces deux derniers se situe (2), en 2006, à environ 15 % plus bas qu'en 1983 ! Dans le même temps, le PIB réel par habitant, exprimé aussi aux prix de 1983, a été multiplié par 4, 9 en 2006. Cela fait apparaître une perte assez conséquente de pouvoir d'achat, plus particulièrement, pour les 280 000 travailleurs (13 % de l'ensemble des salariés) qui touchent le salaire minimum.

Nous pouvons aussi constater, à la lumière de l'évolution des prix des produits alimentaires de base suivants, l'étendue du recul du pouvoir d'achat des masses populaires tunisiennes, plus particulièrement, sous l'effet du libéralisme économique depuis 1987. En effet, le prix d'un kilo de pain a été multiplié par 3, 8 ; la viande d'agneau par 4, 1 ; le sucre en poudre par 3, 9 ; la farine par 7, 1 ; les pâtes alimentaires par 3, 5 ; la semoule de couscous par 5, 2 et le prix

d'un litre de lait pasteurisé a été multiplié par 4, 2. Alors que, dans le même temps, le SMIG nominal (régime de 40h) n'a été multiplié que par 2, 6 !

Si l'on juge la croissance économique du point de vue de l'emploi, nous constatons que là aussi elle ne profite pas aux forces laborieuses. Le taux de chômage (officiel) a atteint, en 2009 (3), 14, 7 % de la population active. Ce taux serait en léger retrait par rapport à son niveau historique de 1997, soit 16, 8 %. Ce niveau de chômage est considéré parmi les plus élevés au monde, comparé au taux de chômage moyen mondial qui est de 6 % (BIT, 2009) De plus, il se maintient à ce niveau élevé depuis près d'un demi-siècle, tout en oscillant dans une fourchette comprise entre 14 % et près de 17 %.



Source : INS

Dans le même temps, le taux d'emploi (4) demeure assez faible ; seulement 40, 3 % en 2008. Autrement dit, près de six personnes sur dix, en âge de travailler, sont économiquement inactives, ce qui donne à penser que la situation de l'emploi est bien plus grave que ne l'indique le taux de chômage.

Si l'on croit les statistiques de l'emploi en Tunisie, le niveau de l'emploi est resté, à première vue, insensible au changement de politique économique et sociale de l'État et à l'intégration dans la zone de libre-échange euro-méditerranéenne, même si au cours de la dernière décennie le taux de chômage a reculé de 2, 5 points de pourcentage, avant de repartir à la hausse, depuis la fin 2008.

En fait, la réalité est beaucoup plus nuancée :

► D'une part, il semblerait que les mesures économiques et sociales libérales n'aient pas aggravé le niveau du chômage « standard », ils n'ont pas contribué à l'améliorer non plus : lors d'une première phase (1989 et 1997) le taux de chômage a progressé de 15, 9 % à 16, 8 %, puis a suivi une seconde phase qui a enregistré une baisse du niveau du chômage à 14, 1 % en 2007. Actuellement, les retombées de la mauvaise conjoncture économique dans l'Union Européenne, principal partenaire économique de la Tunisie, se traduisent par une aggravation du chômage.

► Ensuite, s'il est vrai aussi que ce taux de chômage reste plus ou moins insensible aux changements d'orientation économique et sociale, son contenu a néanmoins beaucoup évolué,

notamment en ce qui concerne le développement spectaculaire du chômage parmi les diplômés de l'université.

► De plus, « l'énigme » d'un niveau de chômage presque insensible aux restructurations néolibérales trouverait son explication dans l'aggravation de la précarité de l'emploi et l'extension phénoménale du sous-emploi qui remplit le rôle de volant de sécurité du marché du travail.

► Enfin, il y a lieu de penser aussi que la relative stabilité du taux de chômage peut s'expliquer, en partie, par le développement spectaculaire des programmes de soutien à l'emploi dont le nombre de bénéficiaires a dépassé 200 000 en 2007 soit un taux de « chômage déguisé » de 5,6 %, pour un coût total de 252 MDT (fonds spéciaux du Trésors), ce qui correspond à 2,8 % des recettes fiscales totales de l'État ou bien 17,1 % des impôts directs sur les traitements et salaires. Le Fonds National pour l'Emploi a soutenu, à lui seul, environ 770 000 personnes à la recherche d'un emploi entre 2000 (date de sa création) et 2007. En somme, l'ampleur grandissante des programmes de soutien à l'emploi est en soi une preuve évidente de l'aggravation de la situation du marché du travail et de l'échec patent du libéralisme économique à résoudre la crise de l'emploi.

Mais, pour bien apprécier la situation du marché du travail, le taux de chômage officiel, malgré son importance, reste sous-estimé. Pour se faire, il nous faut bien prendre en compte le phénomène du sous-emploi (emplois informels, contrats de travail atypiques subis, travail saisonnier subi et chômeurs « déguisés » ou bien « découragés »). Celui-ci toucherait, d'après nos calculs basés sur les statistiques de l'INS, une part relativement importante des actifs occupés, que l'on peut aisément placer au-dessus de la barre de 60 % !

Enfin, en interrogeant le « Rapport mondial sur le développement humain » du Programme des Nations Unies pour le développement, à propos des performances de la Tunisie en matière de développement humain, c'est-à-dire en évaluant ses propres résultats par rapport à ceux de l'ensemble des nations du monde, nous constatons que depuis 1993, la Tunisie n'a cessé de reculer dans le classement international selon l'indice de développement humain (IDH) : de la 78ème place en 1993, elle a régressé à la 98ème en 2007. En d'autres termes, la Tunisie s'est laissé distancer, tout au long des quinze dernières années, par vingt autres nations, telle que la Turquie (cf. tableau suivant).

Rang dans l'indice de développement humain (IDH)

Pays	1993	2007
Tunisie	78	98
Turquie	84	79

Ce recul dans le classement selon l'IDH, s'accompagne d'un creusement des inégalités sociales. Cela est illustré par la différence croissante entre le classement selon l'IDH et le classement selon le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) : en 1993 le résultat était négatif de 13 places, puis de 20 en 2000 et enfin de 23 places en 2005.

Un autre aspect de la réalité tunisienne sous Ben Ali, qu'il faut prendre en compte pour comprendre cette révolution, concerne les pratiques des familles mafieuses qui ont réussi, sous la protection du pouvoir dictatorial et profitant du capitalisme libéral, à prendre le contrôle direct d'un pan entier de l'économie locale, et d'étendre leurs tentacules sur

quasiment tout le reste. Ces familles, à la tête desquelles se trouvaient les Ben Ali et les Trabelsi et, bien entendu, toutes celles qui se sont rattachées à elles, notamment, par alliances matrimoniales, ont corrompu pratiquement toute l'activité économique par leurs pratiques mafieuses et ont pourri toutes les institutions de l'État. Ce phénomène a contribué à exacerber les sentiments de rejet et de révolte, non seulement dans les classes populaires, mais également, et c'est aussi important, au sein même de la bourgeoisie. Ces familles ont réussi l'exploit de liguer contre elles toutes les classes sociales.

Enfin, il est certain que la conjoncture économique assez difficile que traverse l'économie tunisienne depuis la fin 2008, et que le pouvoir de Ben Ali s'est obstiné à minimiser, a précipité la chute du dictateur.

A notre avis, le rejet exprimé par les masses tunisiennes du régime de Ben Ali, qui a abouti à la révolution, ne peut s'expliquer uniquement par l'aggravation des conditions de vie, la paupérisation et la marginalisation de larges couches de la population, notamment dans les régions intérieures du pays. La conscience que les Tunisiens ont développé de ce régime s'est nourrie de sentiments exacerbés d'injustice et d'inégalités sociales criantes et de sentiments d'humiliation et de promesses non tenues. Les promesses non tenues, la confiance trahie se sont transformées en une haine viscérale du pouvoir de Ben Ali...

Les tâches immédiates de la révolution après la chute du dictateur

La journée du 14 janvier 2011 marque la fin victorieuse de la première phase de la révolution tunisienne sur le régime de Ben Ali. Malgré la fuite du dictateur, les deux questions fondamentales qui ont été portées par cette révolution — la question sociale et la question démocratique — sont encore à l'ordre du jour.

A l'heure actuelle, la bataille se concentre autour d'une question stratégique qui est celle du démantèlement du Parti-État destourien, demeurant l'obstacle politique majeur face au processus révolutionnaire. Le pouvoir agonisant de Ben Ali refuse de lâcher prise malgré sa récente défaite face à la révolution. Il est déstabilisé et affaibli, mais il manœuvre pour se maintenir en place. La contre-révolution est à l'œuvre, son organe politique est l'actuel « gouvernement d'unité nationale » (GUN) que préside Mohamed Ghannouchi, l'ex-Premier ministre de Ben Ali depuis 1999 et artisan de la politique capitaliste néolibérale en Tunisie.

Le mouvement révolutionnaire demeure désorganisé et sans direction politique. Les seuls mots d'ordre qui unissent ce mouvement et le guident en même temps, sont essentiellement : « dissolution du gouvernement Ghannouchi » et « dissolution du RCD ». Bien entendu, il y a d'autres mots d'ordre autour desquels il existe un très large consensus, notamment, « assemblée constituante », « gouvernement de transition », ou bien, « ... de salut national »...

Nous avons dit précédemment que toutes les classes sociales avaient un intérêt évident dans la chute du pouvoir de Ben Ali, ce qui signifie aussi le démantèlement du pouvoir des clans mafieux. Cette alliance objective entre les classes déshéritées et la classe capitaliste permet d'expliquer non seulement l'une des raisons de la révolution et de sa victoire sur le tyran et sa clique, mais peut aussi nous éclairer sur les enjeux actuels.

Une fois débarrassée de Ben Ali, la bourgeoisie locale veut le rétablissement rapide de son ordre, l'ordre capitaliste néolibéral, et le maintien des structures politiques qui garantissent sa pérennité. Le GUN est l'outil politique qui vise cet objectif.

La bourgeoisie n'est pas dupe, elle sait que ce sont les masses populaires et la jeunesse qui ont fait cette révolution et que ce sont elles qui en ont payé le prix après avoir terriblement souffert sous Ben Ali. Aucun représentant de cette bourgeoisie, que ce soit les partis politiques, les syndicats des patrons ou bien certaines personnalités publiques... n'a voulu, ou bien eu le courage de soutenir ouvertement, et encore moins, de diriger le mouvement révolutionnaire. Il est donc légitime que ces masses et cette jeunesse refusent de donner le pouvoir au GUN. La bourgeoisie sait aussi qu'elle n'a aucune légitimité auprès des masses. Pour contourner cette faiblesse elle a cherché à intégrer l'UGTT dans le GUN, et dans la foulée, les chefs des trois partis de l'opposition légale.

La direction de l'UGTT (à savoir le Bureau exécutif) a répondu positivement, non sans se préparer à l'avance une porte de secours ; c'est là le sens de la recommandation faite par le bureau exécutif national du 15 janvier d'un « *gouvernement sans représentants de l'ancien gouvernement* ». Abdesslem Jrad (secrétaire général de l'UGTT), qui n'a jamais caché son soutien à Ben Ali, a nommé trois ministres syndicalistes à ce gouvernement. La CAN du 21 janvier a remis l'UGTT dans le camp de la révolution en décidant non seulement la démission de ces derniers, mais aussi le retrait des ugétistes du parlement et de la chambre des conseillers, et plus encore, elle a demandé la dissolution du GUN et de celle du RCD. Cette décision importante est à mettre au compte, notamment, de l'extrême gauche, très bien implantée au sein de l'UGTT.

Le retrait de l'UGTT du GUN, qui a amené dans son sillage la démission de deux autres ministres dont M. Ben Jaffar, a affaibli ce dernier. Mais, surtout, il a boosté le mouvement révolutionnaire qui est reparti à l'assaut du GUN et du RCD. N'ayant aucune légitimité auprès des masses et de la jeunesse, les ministres de Ben Ali essayent de se cacher derrière les deux ministres de l'opposition, qui jouissent d'un capital de respect auprès des masses, pour barrer la route au mouvement révolutionnaire.

L'offensive de l'UGTT contre le GUN ne s'arrête pas là ; une nouvelle CAN s'est réunie le 21 janvier et a décidé d'appeler à la dissolution du GUN et de continuer la lutte, à travers les mouvements de grèves et les manifestations, jusqu'à la « recomposition » du gouvernement qui sera sans ministres de Ben Ali.

Les autres partis et formations politiques, parmi lesquels le « Mouvement Ennahdha » (parti islamiste), qui disposerait d'une plus grande audience populaire, s'accordent tous à ne pas accepter la présence de ministres de Ben Ali, et à vouloir une nouvelle Constitution.

Les formations de la gauche révolutionnaire, notamment le Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT) et le Parti du travail nationaliste et démocratique (PTND), qui sont les mieux structurés, ainsi que des militants de l'ex-Organisation communiste révolutionnaire (qui était membre de la IV^e internationale), et d'autres formations nationalistes viennent de constituer un « Front du 14 janvier ». Ils sont très bien implantés au sein de l'UGTT, et c'est à travers ce canal qu'ils agissent sur les événements politiques. Mais leur enracinement parmi les masses est très faible, du fait, essentiellement de la dictature qui sévissait dans le pays.

Qu'en est-il de l'armée ? Depuis le début de la révolution, le 17 décembre, elle a su rester neutre, et on signale même qu'à plusieurs reprises elle aurait protégé les manifestants contre la police. En fait, il n'existe pas de contentieux entre l'armée et le peuple tunisien, du moins depuis l'arrivée de Ben Ali au pouvoir. Comment réagira l'armée en cas de crise gouvernementale grave ? Difficile à dire, Ben Ali a veillé à ce qu'elle soit sous-équipée et

faible en effectifs. De ce fait elle aura énormément de mal, si elle venait à prendre le pouvoir, à étendre son contrôle sur l'ensemble du territoire tunisien.

Par contre, la structure qui est assez puissante et qui dispose d'un réseau national et des effectifs en nombre suffisant, est le ministère de l'Intérieur. Ne l'oublions pas, c'est ce même ministère qui a servi à Ben Ali, pendant 23 ans, à quadriller et tenir dans la peur la Tunisie. Les différentes structures du ministère de l'Intérieur ont l'habitude du contact avec la population et ont une connaissance parfaite du terrain. Placé auparavant sous le contrôle direct de Ben Ali, ce ministère semble actuellement libre de toute tutelle. Il continue à faire peur, non sans raison ; il concentre toujours un potentiel répressif, en effectifs et en arsenal, assez impressionnant.

Cependant, les derniers développements semblent relativiser cette réalité. En effet, depuis trois jours, dans plusieurs villes des policiers et des gardes nationaux en tenue ou bien en civil, ont organisé des manifestations pour demander pardon au peuple tunisien, et pour crier leur colère contre l'ancien dictateur. Ce qui est intéressant à noter c'est la demande qu'ils ont clairement exprimée pour la constitution d'un syndicat qui défende leurs intérêts en tant que salariés.

Le bras de fer entre le mouvement révolutionnaire continue. Ce soir, 24 janvier, malgré le couvre-feu et le froid, quelques centaines de manifestants ont fait le siège du bâtiment du premier ministre, pour réclamer la démission de son gouvernement. Parmi eux, des participants de la première caravane de la liberté qui est arrivée ce matin à Tunis venant de Menzel Bouzayen. D'autres caravanes sont attendues à Tunis.

A partir du 25 janvier, suite à l'annonce de la réouverture des écoles primaires et des lycées, les deux syndicats de l'enseignement ont appelé à une grève illimitée jusqu'à la démission du GUN (5). D'autres secteurs risquent de rejoindre le mouvement, sachant que les transports publics de Tunis, essentiellement les bus, sont déjà en grève depuis deux jours.

Enfin, les manifestations visant les sièges du RCD continuent et la chasse aux dirigeants d'entreprises corrompus et connus pour leur appartenance à ce parti se poursuit. Ainsi plusieurs PDG et hauts cadres d'entreprises publiques, d'administrations centrales, de banques publiques, voire même privées, comme ce fut le cas de la Banque de Tunis, ont été chassés de leur fonction par des employés en colère.

La situation demeure très instable, malgré les manœuvres du GUN, notamment, des deux ministres de l'ex-opposition, de leur parti politique, des chaînes de télévision qui font tous pression pour la fin du mouvement et pour placer toute leur confiance dans la bonne volonté que ne cesse de proclamer les membres du GUN.

La situation évolue très rapidement sur le terrain. La détermination, du côté de la rue, de vouloir en finir avec l'ancien régime demeure très grande, mais la marge de manœuvre du GUN, bien qu'elle ne cesse de se rétrécir de jour en jour sous les assauts de la rue, demeure importante. Le GUN sait que le temps joue en sa faveur.

L'issue de la bataille demeure incertaine. Elle dépendra surtout de la capacité de mobilisation et de résistance d'un mouvement révolutionnaire qui dure depuis 39 jours. Cela commence à peser pour une population déjà très éprouvée par le chômage, la pauvreté et la cherté de la vie. Seule la constitution d'un gouvernement alternatif dans les jours qui viennent, comme celui

appelé par l'UGTT, peut hâter la chute du GUN et ouvrir de nouveaux horizons face au mouvement révolutionnaire tunisien.

Tunis, le 24 janvier 2011

Fathi Chamkhi, animateur du Raid-Attac (Rassemblement pour une alternative internationale du développement — Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide au citoyen) et du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-monde (CADTM) de Tunisie, est un militant communiste révolutionnaire tunisien.

Notes

1. Les salariés qui représentent, selon le recensement de 2004, 71, 5% de la population active occupée.
2. Compte tenu de la prime de transport de 5 dinars par mois, instituée en juillet 1986 pour le SMIG, et dont la valeur reste inchangée depuis.
3. INS : « *Est considéré comme chômeur toute personne âgée de 15 ans et plus n'ayant pas travaillé au cours de la semaine de référence, qui cherche un emploi et qui est disponible pour travailler au cours des deux semaines qui suivent la semaine de référence.* »
4. Exprime le rapport du nombre des actifs occupés au nombre de la population en âge de travail (15 ans et plus).
5. Le 25 janvier la grève des enseignants a été suivie à 90 % et même à 100 % !

<http://www.francesoir.fr/actualite/international/tunisie-tous-revolutionnaires-apres-coup-75877.html#>

24 février 2011, 06h57

Tunisie : Tous révolutionnaires, après coup

Véritables opposants, révolutionnaires de la dernière heure, anciens collaborateurs du régime déchu, un mois et demi après la chute du président Ben Ali, la Tunisie est loin d'avoir réglé ses comptes avec le passé.



Nombre de Tunisiens continuent de se mobiliser pour donner suite à la révolution

France Soir

La Tunis post-révolutionnaire est une ville schizophrène où tout le monde se regarde du coin de l'œil. Le jour, enfin libérée du carcan policier qui l'enserrait, la capitale offre son nouveau visage : démocratique. Le long de l'avenue Bourguiba (les Champs-Élysées tunisois), sous l'œil blasé des garçons de café, différents groupes de manifestants, gros de 400 à 500 personnes, se succèdent où se croisent, défilant du ministère de l'Intérieur au Théâtre de la Ville, le lieu de tous les rassemblements. Le scénario se répète chaque matin depuis le 14 janvier, date du départ en exil du président Zine el-Abidine Ben Ali.

La joyeuse pagaille débute vers 9 heures. Certains exigent le départ du Premier ministre, Mohamed Ghannouchi, qui, il est vrai, occupait déjà ce poste sous l'« ancien régime ». D'autres, l'assurance que le caractère laïc du pays ne sera pas remis en question. Alors que les islamistes, réunis non loin de là, réclament, eux, l'ouverture complète des mosquées, jusque-là uniquement accessibles aux heures des prières. « *Nous n'avons pas pu nous exprimer pendant vingt-trois ans, tout le monde aujourd'hui à quelque chose à dire !* », justifie un manifestant à qui nous confions notre surprise.

Il y a deux semaines de cela, ces manifestations étaient dispersées à grands coups de grenades lacrymogènes. Ce n'est plus le cas à présent. La plupart des policiers ont été désarmés, sur ordre du gouvernement. Ils patrouillent désormais sur l'avenue en portant à la taille des holsters vides qui baillent sur leur pantalon. « *La police politique n'a pas disparu pour autant. Ils se font discrets. Le système s'est effondré, mais les hommes qui le servaient sont toujours là* », avertit Ajmi Lourimi, l'un des fondateurs du mouvement islamiste Ennahda. La plupart des Tunisiens partagent son avis. Et c'est bien là le problème. A les écouter, tous, d'une façon ou d'une autre, ont soutenu la « Révolution du jasmin » et participé à son avènement. Pas un Tunisois ne manque à l'appel pour dénoncer le « régime mafieux tentaculaire » et la corruption instituée à tous les étages de la société par « la famille ». Pourtant, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti fondé par le président déchu, comptait 2 millions de membres. Deux millions de Tunisiens encartés par le pouvoir sur les onze qui vivent dans le pays ! Où sont-ils passés ? « *Vous les trouverez notamment dans l'élite francophone, au sein de l'administration, dans les partis politiques ou les syndicats* », assure, avec calme, Ajmi Lourimi. L'homme ne peut être suspecté d'accointance avec l'ancien pouvoir. Chef de file des étudiants islamistes à la Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis à la fin des années 1980, il a passé dix-sept ans en prison.

La « révolution de la dignité », partie de Sidi Bouzid, ville pauvre de l'intérieur du pays (250 km de Tunis), est-elle en train d'être récupérée par les privilégiés et les anciens caciques de l'ère Ben Ali comme le laisse entendre Ajmi Lourimi ? « *Cinq minutes avant que le marchand de fruits Mohamed Bouazizi ne s'immole par le feu, la Tunisie était le pays le plus stable du monde arabe. C'est ce qui explique l'affaire Alliot-Marie. La ferme conviction que rien ne pouvait arriver ici, l'incompréhension de ce pays par l'extérieur et par ses élites* », explique le politologue Farès Mabrouk. « *Maintenant, il va falloir organiser la coexistence de communautés qui se méfient les unes des autres. Les chrétiens, les juifs, les Noirs tunisiens, les Berbères, les anciens RCD, les islamistes, les personnes torturées, etc. Nous devons prévoir des frictions entre tous ceux-là* », poursuit le directeur du nouveau Centre arabe d'étude politique.

« *La bourgeoisie tunisienne n'est pas descendue dans les rues pour réclamer la dignité mais pour des raisons économiques* », juge, quant à lui, un homme d'affaires rencontré à la Villa Didon, l'un des cafés les plus chics de Gammarth, ville refuge des riches Tunisois, située à 20 km de la capitale. « *Nous nous sommes très bien accommodés du système Ben Ali-Trabelsi (le*

nom de famille de la femme du président, Leïla), jusqu'au jour où ils ont commencé à toucher à nos affaires », précise-t-il. « La situation actuelle est dangereuse, nous ne savons pas qui est de droite ou de gauche. Nous sommes face à des laïcs et des religieux qui se détestent. Il n'y a pas de programme social et économique sur la table... », constate, accablé, l'entrepreneur.

De fait, un mois et demi après s'être débarrassés de leur « tyran », les Tunisiens se demandent qui les gouverne et, tout en craignant qu'une chasse aux sorcières ne plonge leur pays dans le chaos, s'inquiètent de voir les anciens collaborateurs de ce dernier continuer à les diriger. Vu le nombre de personnes qui ont bénéficié des largesses du clan Ben Ali, une opération main propre de grande ampleur lancée dans l'administration et les milieux d'affaires ne manquerait pas de tourner à la guerre civile. En même temps, ne rien faire risquerait de laisser le pays pourrir, pour de longues années, dans l'état de suspicion générale qui est le sien actuellement. « *Nous ne savons toujours pas qui a tiré sur la foule lors des premiers jours d'émeutes à Tunis. Nous ne savons pas quels sont les gens qui ont tué des Tunisiens ! Le fait de rester dans l'incertitude alimente les désirs de règlement de comptes* », alerte Houeïda Anouar, une jeune activiste qui s'est illustrée sur les réseaux sociaux. « *Le problème, c'est que nous avons un soi-disant gouvernement d'union nationale (composé en grande partie d'anciens ministres de Ben Ali) qui est incapable de faire l'union* », dénonce-t-elle. La tâche n'est pas facile. « *Si vous saviez combien de lettres de dénonciation je reçois sur mon fax chaque jour...* », indique justement un ministre quand nous l'interrogeons sur le sujet. Le couvre-feu vient d'être levé à Tunis. Pourtant, à dix heures du soir, la plupart des restaurants continuent de baisser leur rideau de fer.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110225.FAP5550/tunisie-un-mort-et-un-blesse-a-metlaoui-centre-ouest.html>

25/02/11 20:51

Tunisie: un mort et un blessé à Metlaoui (centre-ouest)

TUNIS (AP) — Des troubles ont affecté des régions du centre-ouest tunisien jeudi et vendredi, faisant un mort et un blessé, a rapporté l'agence officielle TAP.

A Metlaoui, une ville du bassin minier de Gafsa, un groupe de jeunes a tenté de prendre d'assaut jeudi soir le dépôt de la recette des finances. Les militaires en poste devant l'établissement ont ouvert le feu, atteignant mortellement un jeune et blessant un autre à la jambe, précise l'agence.

Vendredi, un autre groupe a attaqué un poste de la police et le siège du secteur de la sécurité nationale dans la ville de Kasserine, ainsi qu'un dépôt relevant de la direction régionale de la douane tunisienne, les pillant et les incendiant, selon un communiqué du ministère de l'intérieur.

Cette attaque a eu lieu à la suite de rumeurs d'abandon d'un projet de construction d'un hôpital universitaire dans la région, précise le ministère qui appelle "les citoyens à ne pas se laisser induire en erreur par ces rumeurs tendancieuses qui visent à déstabiliser la sécurité du pays et à fomenter les troubles et le désordre".

Aucune précision n'a été donnée sur l'appartenance ni les motivations des assaillants. AP

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=37966:&catid=52:general

Actes de pillage et de vandalisme à Metlaoui+

GAFSA, 25 fév 2011 (TAP)- Une tentative de prise d'assaut, jeudi soir, du dépôt de la recette des finances de Metlaoui (Gouvernorat de Gafsa) par un groupe de jeunes, a fait un mort et un blessé.

Les forces de l'armée nationale présents sur place ont dû ouvrir le feu pour dissuader les assaillants.

Selon une source militaire à Gafsa, les soldats ont, tout d'abord effectué des tirs de sommation et lancé des avertissements au haut parleur mais le groupe de malfaiteurs munis d'armes blanches et de massues n'a pas renoncé à sa tentative de défoncer la porte d'accès au dépôt de tabac.

Les soldats ont donc tiré vers le sol. Une balle a retenti, tuant sur le coup un des malfaiteurs et blessant un autre au niveau de la cuisse.

Des témoins ont fait savoir que le groupe s'est rendu, ensuite, à l'hôpital régional de la ville et tenté de l'envahir par la force, provoquant une panique générale et l'effolement des employés de l'établissement dont certains ont été agressés.

M. Hassan Laâmouri, directeur de l'Hôpital a indiqué au bureau de la TAP à Gafsa, que ce groupe a détruit la façade de l'hôpital ainsi que les portes et les fenêtres avant de s'introduire dans le service des urgences et le bloc opératoire qui a pris en charge le jeune blessé.

Les malfaiteurs ont pillé des équipements et du matériel médical ainsi que des couvertures et des draps. Les habitants des quartiers voisins sont intervenus et sont parvenus à mettre fin à ces actes de vandalisme.

Les employés de l'hôpital, qui ont déjà vécu des scènes pareilles, ont observé, vendredi, un sit-in, revendiquant la protection de l'hôpital et la sécurité du personnel.

Ils ont, à cet égard, adressé des requêtes aux autorités concernées et au ministère de la santé publique pour renforcer la sécurité de l'établissement et soutenir les efforts déployés par l'armée nationale.

Le dépôt de la recette des finances de Metlaoui a été déjà pillé deux fois auparavant. La perte est estimée à 540 mille dinars, environ.

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=37971:&catid=52:general

Attaque contre des installations sécuritaires à Kasserine

TUNIS, 25 fév 2011 (TAP) - Un groupe de personnes a attaqué un poste de la police et le siège du secteur de la sécurité nationale dans la ville de Kasserine, ainsi qu'une fourrière

relevant de la direction régionale de la douane tunisienne, en les pillant et incendiant, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Cette attaque a eu lieu à la suite de rumeurs d'abandon d'un projet de construction d'un hôpital universitaire dans la région, précise le communiqué.

Le ministère a condamné ces agressions sur les installations sécuritaires qui "font partie des biens publics nécessaires pour servir le citoyen et garantir la sécurité intérieure du pays". Il a, en outre, appelé les citoyens à ne pas se laisser induire en erreur par ces rumeurs tendancieuses qui visent à déstabiliser la sécurité du pays et à fomenter les troubles et le désordre.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110225.FAP5547/tirs-de-sommation-et-gaz-lacrymogene-dans-le-centre-de-tunis.html>

Par **Envoyé spécial à Tunis, Jean-Claude Galli**

25/02/11 19:31

Tirs de sommation et gaz lacrymogène dans le centre de Tunis

TUNIS (AP) — Les forces de l'ordre ont tiré vendredi après-midi des coups de feu, des tirs de sommation et des gaz lacrymogènes sur l'avenue Bourguiba, au coeur de Tunis, pour disperser une foule massée devant le ministère de l'Intérieur qui réclamait la chute du gouvernement transitoire, a-t-on constaté sur place.

Les tirs, aussi bien à l'arme légère qu'à l'artillerie lourde, devenaient de plus en plus nourris au fil des minutes, tandis que des policiers, sur le toit du ministère, intensifiaient les tirs de gaz lacrymogènes, rendant irrespirable l'atmosphère sur toute la zone.

"On n'a pas peur des cartouches, il faut y aller. Il faut faire chuter le régime aujourd'hui", criait un jeune, alors que l'avenue semblait s'embraser, rappelant le jour de la chute du régime Ben Ali, le 14 janvier dernier.

Venus de la place de la Kasbah où se trouve le palais du gouvernement, des milliers de manifestants se sont rassemblés au centre-ville, atteignant l'entrée principale du ministère de l'Intérieur, où étaient positionnés des chars et des véhicules de l'armée.

En dépit des injonctions des militaires, les manifestants, essentiellement des jeunes, continuaient à lancer des pierres et d'autres projectiles en direction du ministère.

A la tombée de la nuit, on entendait encore des tirs que fuyaient les manifestants pour se replacer dans les artères avoisinantes.

Les policiers en tenue anti-émeutes pourchassaient à coups de bombes à gaz les protestataires qui répliquaient par des jets de pierres.

Dans la journée, ils étaient plus de 70.000 à avoir empli la place de la Kasbah désertée depuis près d'un mois par le gouvernement.

Un sit-in est observé depuis six jours par des centaines de manifestants venus de l'intérieur du pays, notamment de Sidi Bouzid, Menzel Bouzayane, Meknassy et Kasserine.

Ils ont été rejoints vendredi par des dizaines de milliers d'autres personnes, la plupart des élèves et des étudiants qui ont déferlé de différentes zones du Grand Tunis.

Dans l'après-midi, un groupe d'islamistes brandissant des exemplaires du Coran a grossi les troupes aux cris de "Allahou Akbar" (Dieu est le plus grand).

Plusieurs slogans ciblaient en particulier le Premier ministre Mohamed Ghannouchi qui a servi pendant plus de dix ans sous Ben Ali.

"O peuple révolte-toi contre les séquelles de la dictature", "sit-in jusqu'à la victoire", scandaient les manifestants qui brandissaient des drapeaux tunisiens, égyptiens, libyens, palestiniens et yéménites.

"Ben Ali est parti, mais son régime est resté. On en veut pas. Qu'on nous laisse construire notre Tunisie nous-mêmes les jeunes", a déclaré à l'Associated Press Majed Abdelli, un fonctionnaire de 30 ans.

Outre le départ du gouvernement de transition, les revendications appelaient notamment à la mise en place d'une assemblée constituante pour élaborer une nouvelle Constitution et la dissolution du Parlement bicaméral. AP

<http://www.tunisiawatch.com/?p=4161>

TUNISIA Watch | 25/02/2011 | 25:18 |

Tunisie: liste des 110 personnes dont les biens et avoirs feront l'objet de saisie

Le Conseil des ministres a approuvé lors de sa réunion tenue, vendredi, un projet de décret-Loi portant saisie des avoirs et des biens mobiliers

et immobiliers appartenant à 110 personnes parmi les anciens dirigeants, leurs parents et leurs associés.

La liste nominative des personnes concernées par cette décision, et dont une copie est parvenue à l'Agence TAP, concerne les membres de la famille du président déchu Ben Ali, de sa femme Leila Trabelsi ainsi que les familles alliées.

Premièrement Les filles et le fils de Zine El Abidine Ben Ali et les familles alliés :

- 1/ Halima Ben Ali
- 2/ Mehdi Ben Guayed
- 3/ Dorsaf Ben Ali épouse Mohamed Slim Chiboub
- 4/ Slim Chiboub
- 5/ Ghazoua Ben Ali épouse Slim Zarrouk
- 6/ Slim Zarrouk
- 7/ Nesrine Ben Ali épouse Mohamed Fahd Sakhr El Materi

- 8/ Mohamed Fahd Sakhr El Materi
- 9/ Syrine Ben Ali épouse Mohamed Marouane Mabrouk
- 10/ Mohamed Marouane Mabrouk
- 11/ Mohamed fils de Zine El Abidine Ben Ali et de Leila Trabelsi

Deuxièmement Les familles des frères et des soeurs de Zine El Abidine Ben Ali :

- - 12/ Habib alias Moncef Ben Ali
- - 13/ Leila Dérouiche veuve Moncef Ben Ali
- - 14/ Sofïène Ben Ali
- - 15/ Doureid Ben Ali
- - 16/ Slaheddine Ben Ali
- - 17/ Selma Mansour épouse Slaheddine Ben Ali
- - 18/ Kais Ben Ali
- - 19/ Adam fils de Kais Ben Ali
- - 20/ Salma fille de Kais Ben Ali
- - 21/ Najet fille de Slaheddine Ben Ali
- - 22/ Hamda Ben Ali
- - 23/ Najmeddine Ben Ali
- - 24/ Mariem Ben Achour épouse Najmeddine Ben Ali
- - 25/ Charfeddine Ben Ali fils de Najmeddine Ben Ali
- - 26/ Chahrayar Ben Ali fils de Najmeddine Ben Ali
- - 27/ Tijani Ben Ali
- - 28/ Paulette Hazat veuve Tijani Ben Ali
- - 29/ Mehdi Ben Ali
- - 30/ Karim Ben Ali fils de Tijani Ben Ali
- - 31/ Elyas Ben Ali
- - 32/ Slim Ben Ali
- - 33/ Amel Saïd Ben Ali épouse Slim Ben Ali
- - 34/ Faouzi Ben Ali
- - 35/ Zohra Ben Ammar épouse Faouzi Ben Ali
- - 36/ Douraid Ben Ali
- - 37/ Najet Ben Ali épouse Sadok Habib M'hrir
- - 38/ Sadok Habib M'hiri Lalouche
- - 39/ Mouna fille de Sadok Habib M'hiri
- - 40/ Karima Ben Hassine
- - 41/ Naima Ben Ali épouse Habib Letaief
- - 42/ Imed Letaief
- - 43/ Nawfel Letaief
- - 44/ Mohamed Montassar Letaief
- - 45/ Hayet Ben Ali
- - 46/ Hamed Bouaouina ex-époux de Hayet Ben Ali
- - 47/ Douraïed Bouaouina
- - 48/ Ghazoua Bouaouina
- - 49/ Akram Bouaouina
- - 50/ Fethi Refai époux Hayet Ben Ali
- - 51/ KENZA Refai épouse Néjib Ismail
- - 52/ Feu Houria Ben Ali épouse de feu Ajmi Daouas
- - 53/ Mohamed Daouas

Troisiemement: Les Familles des frères et soeurs de Leila Ben Ali :

- - 54/1- Belhassan Trabelsi
- - 55/ Zohra Djilani épouse Belhassan Trabelsi
- - 56/ Syrine fille de Belhassan Trabelsi
- - 57/ Soufia fille de Belhassan Trabelsi
- - 58/ Zine fille de Belhassan Trabelsi
- - 59/ Asma fille de Belhassan Trabelsi
- - 60/ Mohamed Farés fils de Belhassan Trabelsi
- - 61/ 2- Moncef Trabelsi
- - 62/ Yamina Saouaï épouse Moncef Trabelsi
- - 63/ Boutheina fille de Moncef Trabelsi
- - 64/ Moez fils de Moncef Trabelsi
- - 65/ Tarak fils de Moncef Trabelsi (décédé)
- - 66/ Mohamed fils de Moncef Trabelsi
- - 67/ Ghaya fille de Moncef Trabelsi
- - 68/ Leila fille de Moncef Trabelsi
- - 69/ 3- Mohamed Naceur Trabelsi
- - 70/ Nadia Makni épouse Mohamed Naceur Trabelsi
- - 71/ Imed Trabelsi
- - 72/ Houssam Trabelsi
- - 73/ Seif Trabelsi
- - 74/ Yousra Trabelsi
- - 75/ Amine Trabelsi
- - 76/ Rhouma Trabelsi
- - 77/ 4- Mohamed Adel Trabelsi
- - 78/ Souad Ben Nejma épouse Mohamed Adel Trabelsi
- - 79/ Faten Trabelsi
- - 80/ Ines Trabelsi
- - 81/ Mohamed Trabelsi
- - 82/ 5- Feu Mounira Trabelsi mariée à feu Nouredine Nacef
- - 83/ Lilia Nacef épouse Mourad Mahdaoui fille de Mounira Trabelsi
- - 84/ Ahmed Nacef
- - 85/ 6- Jalila Trabelsi
- - 86/ Mohamed Mahjoub époux Jalila Trabelsi
- - 87/ Rym Mahjoub
- - 88/ Asma Mahjoub
- - 89/ Amira Mahjoub
- - 90/ Islam Mahjoub
- - 91/ 7- Mohamed Mourad Trabelsi
- - 92/ Hela Belhaj épouse Mohamed Mourad Trabelsi
- - 93/ Mohamed Trabelsi
- - 94/ Ali Trabelsi
- - 95/ Sami Trabelsi
- - 96/ Jannette Trabelsi97/ Yassine Trabelsi
- - 98/ 8- Samira Trabelsi
- - 99/ Mohamed Montassar Mehrezi époux Samira Trabelsi
- - 100/ Farés Mehrezi
- - 101/ Nour Mehrezi
- - 102/9- Nefissa Trabelsi

- - 103/ Habib Ben Zakis époux Néfissa Trabelsi
- - 104/ Rania Ben Zakis
- - 105/ Chams Ben Zakis
- - 106/ Youssef Ben Zakis
- - 107/10- Feu Abdelkrim Trabelsi
- - 108/11- Feu Abderrazak Trabelsi
- - 109/ Nébil fils de Abderrazak Trabelsi
- - 110/ Mohamed El-Mehdi Mlika

(TAP – 25/02/2011)

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=37973:&catid=42:politique

Sit-in de la Kasbah : L'avenue Bourguiba, voie de passage obligée



TUNIS, 25 fév 2011 (TAP) - L'avenue Habib Bourguiba, coeur de la capitale, a été de nouveau le centre de rassemblement des masses de manifestants qui ont convergé vendredi par milliers vers la place de la Kasbah où un gigantesque sit-in de jeunes et de moins jeunes continue à exiger la chute du gouvernement provisoire.

Des groupes de jeunes élèves et étudiants, des représentants de la société civile, d'organisations et structures nationales professionnelles et sociales ont afflué des rues et artères donnant sur l'avenue Bourguiba avant de prendre la direction de la Kasbah.

Les manifestants ont brandi des banderoles appelant à "la mise en place d'une assemblée constituante", "la dissolution des chambres des députés et des conseillers", "la suspension et la reconstitution des trois commissions nationales" et "l'instauration d'un régime parlementaire".

Les marches animées par des milliers de manifestants de toutes les catégories sociales, d'âge et de profession, rassemblent les différentes sensibilités politiques et idéologiques ainsi que les structures socio-économiques.

Les jeunes manifestants ont réaffirmé, à leur passage par les souks de la Medina, leur "détermination à rejoindre les autres protestataires et à ne plus quitter le lieu du sit-in jusqu'à la satisfaction de toutes les revendications légitimes du peuple".

Un autre groupe de jeunes a mis l'accent sur "le caractère pacifique des manifestations" et leur "engagement à respecter la loi et l'ordre public", affirmant qu'une "commission chargée d'encadrer les marches de protestation" a été mise en place afin de canaliser et diriger les masses de manifestants.

Les agents de sécurité et les forces anti-émeutes ont été déployés tout au long du parcours des manifestants de l'avenue Habib Bourguiba dans les artères avoisinantes et les ruelles de la Médina jusqu'à la place de la Kasbah, Epicentre du sit-in.

Les manifestants ont brandi sur cette place des banderoles soutenant "la prestigieuse révolution du peuple libyen" et appelant à la protection "les frères libyens de l'oppression du régime et des mercenaires" et "le jugement des auteurs d'atrocités commises contre les femmes et les enfants".

<http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRPAE71P0EI20110226>

Trois morts dans des affrontements à Tunis

samedi 26 février 2011 22h47



TUNIS (Reuters) - Trois personnes sont mortes samedi à Tunis dans des affrontements entre les forces de sécurité tunisiennes et de jeunes émeutiers, a déclaré un responsable du ministère de l'Intérieur à Reuters.

D'après ce responsable, qui a requis l'anonymat, 12 autres personnes ont été blessées dans ces heurts provoqués selon lui par des partisans du président déchu Zine ben Ali.

Ce responsable a fait état d'une centaine d'arrestations.

"Ceux qui ont été arrêtés ont reconnu avoir été poussés par d'anciens responsables de l'ère Ben Ali", a-t-il dit. "D'autres ont dit avoir été payés pour faire ça."

Dans l'après-midi, un correspondant de Reuters a vu l'armée tunisienne tirer en l'air et faire usage de grenades lacrymogènes pour tenter de disperser des dizaines de jeunes gens qui brisaient des vitrines dans le centre de la capitale.

Ces incidents, qui ont eu lieu à la station Barcelone, font suite à la grande manifestation de vendredi dirigée contre la composition du gouvernement de transition, qui a promis des élections d'ici mi-juillet.

Ses détracteurs lui reprochent de renfermer trop de caciques de l'ancien régime, notamment le Premier ministre Mohamed Ghannouchi, en place depuis 1999, et de ne pas assurer une sécurité suffisante.

La révolution tunisienne qui a renversé Zine ben Ali le 14 janvier a inspiré des soulèvements populaires dans de nombreux autres pays arabes.

Tarek Amara; Jean-Loup Fiévet et Bertrand Boucey pour le service français.

<http://www.cyberpresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/201102/26/01-4374267-scenes-de-chaos-dans-le-centre-de-tunis.php>

Publié le 26 février 2011 à 10h33 | Mis à jour le 26 février 2011 à 10h33

Scènes de chaos dans le centre de Tunis



Des militaires montent la garde devant le palais présidentiel de Cathage pendant une réunion du cabinet, ce vendredi.

Photo AFP

Sonia Bakaric et Kaouther Larbi

Agence France-Presse

Tunis

Tunis a connu samedi une véritable bataille rangée entre forces de l'ordre et manifestants dans le centre de la capitale, théâtre de scènes de chaos et d'une chasse à l'homme tous azimuts, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Des dizaines de rafales d'armes automatiques, des tirs incessants de gaz lacrymogènes, des tirs de sommation, des sirènes de voiture de police et d'ambulances, des hurlements de policiers et de manifestants résonnaient depuis plus de quatre heures dans le cœur de Tunis, où une multitude d'arrestations très musclées étaient opérées en fin d'après-midi.

Des soldats ont également effectué des tirs nourris de sommation pour disperser des manifestants, qui se sont ensuite enfuis dans des rues latérales à proximité de l'avenue centrale Habib Bourguiba.

La circulation, même des piétons, a d'ailleurs été interdite à partir de samedi 18H00 jusqu'à dimanche minuit sur l'avenue. Alors que des flammes s'échappaient d'un immeuble, deux blindés de l'armée ont remonté l'artère sous les invectives de policiers nerveux et fatigués.

Des Tunisiens, pour la plupart âgés de moins de 20 ans, encagoulés ou portant des masques, ont harcelé et nargué les forces de l'ordre depuis 14H00.

Dispersés une première fois devant le ministère de l'Intérieur, les manifestants s'étaient regroupés dans l'avenue Habib Bourguiba et les rues adjacentes pour attaquer de nouveau les policiers avec des pierres et des barres de fer.

Aux cris de «Nous voulons faire tomber le régime», ces jeunes se présentent comme «les lionceaux de la révolution». Il ont lancé au moins deux attaques contre la police, contraignant cette dernière à se replier vers le ministère de l'Intérieur.

D'autres manifestants scandaient «les policiers ont réprimé, violé, torturé» nos proches et maintenant on augmente leur salaire».

Auparavant, des policiers des unités anti-émeutes et d'autres en civil, la plupart cagoulés, ont tenté de faire barrage à des manifestants, qui continuaient de leur jeter des pierres à la hauteur de l'avenue de Paris, perpendiculaire à l'avenue centrale Habib Bourguiba et toute proche de l'ambassade de France, qui selon un responsable, «n'a enregistré aucun signe d'agressivité».

La police avait déjà procédé en début d'après-midi à de nombreuses arrestations musclées et demandé des renforts. Des manifestants ont de leur côté arraché des panneaux publicitaires et des bancs pour tenter de freiner la progression des fourgons de police.

Des jeunes femmes participaient également aux affrontements, dont une a été brutalement arrêtée.

Pour la plupart des Tunisiens, la police symbolise toujours la répression sous le régime de Zine El Abidine Ben Ali, chassé du pouvoir le 14 janvier.

L'avenue Bourguiba, où des cafés ont été saccagés, était enveloppée dans un épais brouillard mordant de gaz lacrymogènes et jonchée de pierres, de bancs et de poubelles arrachées et de barrières métalliques.

La veille policiers et manifestants s'étaient déjà affrontés autour du ministère de l'intérieur. Trois commissariat du centre-ville avaient été incendiés ou saccagés.

Un nombre important de voitures de police circulaient également dans le centre où l'entrée des rues était bloquée par des policiers. Sous une fine pluie, des manifestants couraient en direction du souk, situé à proximité.

Furieux, certains étaient armés de bâtons, de matraques, de bars de fer et pestaient contre les passants.

«Rentrez chez vous, je vais vous apprendre ce que c'est la démocratie», s'écriait un des policiers, pris lui aussi dans un nuage de gaz lacrymogène.

En fin de journée, le gouvernement de transition n'avait toujours pas réagi à ces violences.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/les-revolutions-arabes/20110226.OBS8752/violents-affrontements-entre-manifestants-et-forces-de-l-ordre-a-tunis.html>

26/02/11 17:34 11 réactions

Violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Tunis

Des policiers ont tiré de nombreuses grenades lacrymogènes et effectué des tirs de sommation, tandis que les manifestants les bombardaient de pierres.



Manifestation à Tunis le 25 février 2011. AFP

De violents affrontements opposaient samedi 26 février manifestants et forces de l'ordre dans le **centre de Tunis**, théâtre d'une véritable bataille rangée et de courses poursuites tous azimut, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Des policiers ont tiré de nombreuses grenades lacrymogènes et effectué des tirs de sommation, tandis que les manifestants les bombardaient de pierres.

Des policiers des unités anti-émeutes et d'autres en civil, la plupart **cagoulés**, ont tenté de faire barrage à des manifestants, qui continuaient de leur jeter des pierres à la hauteur de l'avenue de Paris, perpendiculaire à l'avenue centrale Habib Bourguiba et toute proche de l'ambassade de France, qui selon un responsable, "n'a enregistré aucun signe d'agressivité".

La police a procédé à de nombreuses arrestations musclées et a demandé des renforts, a constaté l'AFP présente en Tunisie.

Policiers retranchés

Des manifestants ont de leur côté arraché des panneaux publicitaires et des bancs pour tenter de freiner la progression des fourgons de police.

Des jeunes femmes participaient également aux affrontements et **jetaient des pierres** sur les policiers qui, pour la plupart des Tunisiens, symbolisent toujours la **répression** exercées sous le régime de Zine El Abidine Ben Ali, chassé du pouvoir le 14 janvier.

Des soldats sont venus prêter main forte aux forces de police mais les manifestants demeuraient déterminés à pourchasser à leur tour les forces de police pour les pousser à se retrancher vers le ministère de l'Intérieur, à deux cent mètres environ de l'avenue de Paris. L'avenue Bourguiba, plongée dans d'épais nuages de gaz lacrymogènes, était jonchée de pierres, de poubelles arrachées et de barrières métalliques.

"La démocratie"

Ce nouveau rassemblement survient également au lendemain de violents affrontements entre les forces de l'ordre tunisiennes et des groupes de manifestants qui avaient tenté de pénétrer dans le ministère et qui avaient incendié ou saccagé trois commissariats dans le centre. En début d'après-midi, un important dispositif policier avait rapidement dispersé en début les manifestants et demandait aux gens qui se trouvaient dans la rue de rentrer chez eux. Mais plusieurs policiers en civil et portant des cagoules, avec des bâtons en bois, se sont lancés dans les rues perpendiculaires de l'avenue **Habib Bourguiba** où est situé le ministère de l'Intérieur, à la recherche de manifestants.

Certains policiers, furieux, étaient parfois armés de bâtons, de matraques, de bars de fer et pestaient contre les passants. "Rentrez chez vous, je vais vous apprendre ce que c'est la démocratie", s'écriait un des policiers, pris lui aussi dans un nuage de **gaz lacrymogène**.

(Nouvelobs.com avec AFP)

<http://www.webdo.tn/2011/02/25/tunis-40-nuits-plus-tard-cest-de-nouveau-lenfer/>

Tunis, 40 nuits plus tard, c'est de nouveau l'enfer !

Publié par Rafik Ouerchefani le 25 février 2011 à 22:20



"Il faut l'avouer, des jeunes ont provoqué la police par des jets de pierres, je les ai vu". C'est ainsi qu'a répondu un homme à un groupe de jeunes qui criaient leur haine contre la police ce soir sur l'avenue de France.

Des groupes de manifestants sont descendus de la Kasbaa vers l'avenue Habib Bourguiba en fin d'après midi dans le but de manifester devant le ministère de l'intérieur. C'était pacifique au début, comme ça l'était à la Kasbaa, jusqu'au moment où les forces de l'ordre postées devant le ministère ont riposté aux jets de pierres.

Les gaz lacrymogènes ont été utilisés dans un premier temps, ce qui a fait monter la grogne des manifestants d'un cran.

Des groupes de manifestants se sont attaqués aux locaux du ministère de l'intérieur. Des voitures garées sur le parking du ministère ont été incendiées.

"La porte du ministère de l'intérieur a été cassée et nous aurions pu entrer et brûler le ministère" affirme un manifestant qui tenait sa main, en signe de malaise. Il explique "J'ai attrapé une bombe lacrymogène pour la retourner à son expéditeur"

Des rafales ont été après tirées en l'air pour disperser les manifestants. Pendant au moins deux heures, les tirs de sommation, en rafales, ont été entendus.

De nombreuses boutiques dans les environs de l'avenue Habib Bourguiba auraient été pillées et d'autres ainsi que des restaurants ont été saccagés.

Beaucoup d'officiers de la police ont été mobilisés pour maintenir le calme au centre ville. L'un d'eux a avoué "se sentir complètement dépassé par la situation". Un autre aidait les automobilistes coincés sur l'avenue Bourguiba à s'en échapper en les faisant même passer en sens inverse afin d'éviter les "guet apens" et les chemins parsemés de jets de pierres.

<http://www.webdo.tn/2011/02/26/suicide-du-chef-de-la-brigade-criminelle-de-tunis-lasmar-trabelsi/>

Suicide du chef de la brigade criminelle de Tunis, Lasmar Trabelsi

Publié par Arwa le 26 février 2011 à 11:33

C'est dans son bureau, à El Gorjani, que le chef de la Brigade criminelle de Tunis, le dénommé Lasmar Trabelsi fut découvert, aujourd'hui, sans vie, victime d'un acte de suicide, pendu.

Bien connu dans les milieux de la police et dans le cercle rapproché de la présidence, Lasmar Trabelsi aurait eu, selon certaines informations, maille à partir avec les événements d'hier, vendredi, à Tunis, et les actes violents perpétrés par certains casseurs qui ont provoqué des dégâts majeurs dans bon nombre de boutiques et de magasins.

Bien qu'il était considéré comme un élément clé dans les plus grandes affaires criminelles, certains avancent même qu'il serait de connivence avec les éléments lâchés par le criminel Sériati qui veulent mettre le pays à feu et à sang ?

Mise à jour: Nous avons reçu plusieurs messages et mails concernant le supposé "suicide" de Lasmar Trabelsi. Des messages louant son intégrité et son sens de la famille, chose que Webdo ne remet absolument pas en cause. Nous présentons toutes nos condoléances à la famille et aux proches du défunt. Paix à son âme.

Nos propos concernant le possible lien du défunt avec la présidence, Seriaty ou les événements qui ont eu lieu hier émanent de plusieurs sources proches du ministère de l'Intérieur. Il n'en reste pas moins qu'un doute subsiste quant aux circonstances de sa mort. Un message nous est parvenu d'une personne très proche de la famille de Lasmar Trabelsi qui affirme que des évidences prouvent plutôt la thèse du meurtre: nez cassé et traces aux poignées.

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5j9l08tt_u-RKSmD2YDVQfXy6xfBg?docId=CNG.761ec92d8d58f5ce676f284f0528640d.761

La situation se normalise timidement à Tunis après de violents affrontements

(AFP) – 26 févr. 2011

TUNIS — La situation semblait se normaliser timidement dimanche matin à Tunis au lendemain de violents affrontements entre forces de l'ordre et manifestants qui ont fait 3 morts, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dès l'aube, des tracteurs avec des remorques se sont dirigés vers l'avenue centrale Habib Bourguiba, épice centre des émeutes, pour dégager la rue où des bancs, des arbres et des pancartes avaient été arrachés par les manifestants samedi.

Un blindé des forces de sécurité était positionné au milieu de l'avenue, suscitant la curiosité de groupes de passants, qui bravaient l'interdiction de circuler en vigueur depuis samedi 18h jusqu'à ce dimanche minuit. Mais tous les magasins restaient fermés sur cet axe central.

Des hélicoptères de l'armée ont survolé une grande partie de la nuit la capitale.

Le ministère tunisien de l'Intérieur a annoncé que 3 personnes étaient mortes dans les affrontements samedi entre manifestants et forces de l'ordre en plein centre de Tunis et que plusieurs membres des forces de l'ordre ont été blessés.

Le ministère avait également annoncé l'arrestation samedi de plus 100 personnes et de 88 autres auteurs d'actes de vandalisme arrêtés la veille, lors des premiers affrontements entre forces de l'ordre et manifestants survenus vendredi dans le cœur de Tunis.

Le ministère a attribué ces actes de violence contre la police "à un groupe d'agitateurs infiltrés dans les rangs de manifestants pacifistes et qui se sont servis de jeunes lycéens comme boucliers humains pour se livrer à des actes de violences, d'incendies visant à semer la terreur parmi les citoyens et visant les forces de sécurité intérieures".

L'avenue Bourguiba a été livrée samedi à une véritable bataille rangée entre forces de l'ordre et manifestants, que la police a dispersés à plusieurs reprises en faisant usage de gaz lacrymogènes.

http://www.portalangop.co.ao/motix/fr_fr/noticias/africa/2011/1/8/Scenes-desolation-Tunis-des-policiers-accusent-des-terroristes,27e8ad8-55e6-4f08-be00-2702133c406e.html

26/02/11 10:18

TUNIS

Scènes de désolation à Tunis, des policiers accusent des "terroristes"

TUNIS - Commissariats incendiés, voitures de police brûlées, cafés saccagés, arbres et bancs arrachés: l'avenue Habib Bourguiba à Tunis a ressemblé dans la nuit à un véritable champ de bataille, avec des policiers lancés à la poursuite de "terroristes" accusés de vouloir "semer le chaos".

Vendredi 23h00: une véritable chasse à l'homme est en cours dans le centre de Tunis, où des groupes de manifestants ont provoqué durant plus de cinq heures des forces de l'ordre déployées près du ministère de l'Intérieur, réclamant la "chute du gouvernement" après une manifestation géante devant la Kasbah.

Rafales de tirs de sommation, gaz lacrymogènes, suivis par des tirs d'automatiques, la panique s'empare de la population dans la capitale qui se terre et n'avait pas vu une telle violence après la chute du régime policier du président Ben Ali à la mi-janvier.

Soldats, forces anti-émeutes, policiers en civil cagoulés armés de matraques sillonnent ensuite la ville. Des hélicoptères de l'armée survolent à basse altitude la capitale durant des heures.

Mais rien n'arrête une poignée d'irréductibles déterminés à vouloir pénétrer dans le ministère de l'Intérieur, entouré de barbelés et de chars de l'armée: des véhicules de police dans le parking du ministère de l'Intérieur brûlent.

L'avenue Bourguiba s'enfonce dans d'épaisses colonnes de fumée noire après plusieurs foyers d'incendie allumés par des manifestants. L'air, chargé de gaz lacrymogène et de fumée des incendies, brûlent les yeux et est irrespirable.

Des policiers armés et cagoulés s'approchent de journalistes de l'AFP.

Leur attitude est presque menaçante pensant qu'il s'agit de manifestants qui ont semé les troubles.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/02/26/nouvelle-manifestation-dispersee-par-les-forces-de-l-ordre-a-tunis_1485706_3212.html

De nouvelles violences éclatent à Tunis

LEMONDE.FR avec AFP | 26.02.11 | 15h41 • Mis à jour le 27.02.11 | 13h10

Un poste de police brûlé lors d'une manifestation anti-gouvernement, samedi 26 février, à Tunis.

Un poste de police brûlé lors d'une manifestation anti-gouvernement, samedi 26 février, à Tunis.AP/Hassene Dridi

De nouvelles violences ont éclaté dimanche en début d'après-midi dans le centre de Tunis, où des jeunes se livraient à des saccages en régle au lendemain d'affrontements ayant fait trois morts, ont constaté des journalistes de l'AFP sur place. La police a riposté en tirant en l'air et en lançant des grenades lacrymogènes. Scandant des slogans hostiles au gouvernement de transition, les protestataires, rassemblés en petits groupes sur l'avenue Bourguiba, épicentre des émeutes, tentaient d'avancer en direction du ministère de l'intérieur et d'une rue adjacente où était positionné un blindé de la police.

Le calme était pourtant revenu dimanche matin, après que le ministère de l'intérieur a annoncé l'arrestation de plus 100 personnes, qui s'ajoutent aux 88 autres auteurs d'actes de vandalisme interpellés vendredi lors des premiers affrontements. Le ministère avait attribué ces actes de violence contre la police "à un groupe d'agitateurs infiltrés dans les rangs de manifestants pacifistes et qui se sont servis de jeunes lycéens comme boucliers humains pour se livrer à des actes de violences, d'incendies visant à semer la terreur parmi les citoyens et visant les forces de sécurité intérieures".

BATAILLE RANGÉE

Manifestants et forces de l'ordre se sont livrés une véritable bataille rangée samedi. Des policiers ont tiré de nombreuses grenades lacrymogènes et effectué des tirs de sommation, tandis que les manifestants les bombardaient de pierres. Des dizaines de rafales d'armes automatiques, des tirs incessants de gaz lacrymogènes, des tirs de sommation, des sirènes de voiture de police et d'ambulances, des hurlements de policiers et de manifestants ont résonné pendant plus de quatre heures.

Des manifestants ont de leur côté arraché des panneaux publicitaires et des bancs pour tenter de freiner la progression des fourgons de police. Des jeunes femmes participaient également aux affrontements et jetaient des pierres sur les policiers qui, pour la plupart des Tunisiens, symbolisent toujours la répression exercées sous le régime de Zine El Abidine Ben Ali, chassé du pouvoir le 14 janvier.

APPELS À LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

Ce nouveau rassemblement de manifestants a eu lieu au lendemain de violents affrontements entre policiers et groupuscules qui avaient tenté de pénétrer dans le ministère et avaient incendié ou saccagé trois commissariats dans le centre. Plus de 100 000 personnes, mobilisées via Facebook, avaient réclamé vendredi le départ du gouvernement de transition dirigé par Mohammed Ghannouchi au cours de la plus grande manifestation à Tunis depuis la chute de Ben Ali.

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hcQLpOAx2KrHDBvhjOaX2EDz_MZw?docId=CNG.73192109ef468d8d0f07381948088065.5a1

Nouvelles scènes de violences à Tunis

(AFP) – 27 févr. 2011

TUNIS — De nouvelles violences ont éclaté dimanche en début d'après-midi dans le centre de Tunis, où des jeunes se livraient à des saccages en régle au lendemain d'affrontements qui ont fait trois morts, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La police a riposté en tirant en l'air et en lançant des grenades lacrymogènes.

Scandant des slogans hostiles au gouvernement de transition, les protestataires, rassemblés en petits groupes sur l'avenue Habib Bourguiba, épiceutre des émeutes, tentaient d'avancer en direction du ministère de l'Intérieur et d'une rue adjacente où était positionné un blindé de la police.

Des jeunes lançaient des pierres sur des immeubles pour en briser les vitres et ont dressé des barricades pour freiner l'avancée des policiers. Les policiers tentaient en vain de les disperser à coups de gaz lacrymogènes.

La police a également effectué de nombreux tirs de sommation pour faire fuir des groupuscules qui revenaient à la charge en se livrant à un jeu du chat et de la souris avec les forces de l'ordre.

L'avenue centrale Habib Bourguiba avait été livrée samedi à une véritable bataille rangée entre forces de l'ordre et manifestants que la police avait dispersés à plusieurs reprises en faisant usage de gaz lacrymogènes.

Le ministère tunisien de l'Intérieur a annoncé que trois personnes étaient mortes dans les affrontements de samedi et que plusieurs membres des forces de l'ordre avaient été blessés.

Le ministère avait également annoncé l'arrestation samedi de plus 100 personnes et de 88 autres auteurs d'actes de vandalisme arrêtés la veille, lors des affrontements de vendredi entre forces de l'ordre et manifestants survenus au coeur de Tunis.

Le ministère avait attribué ces actes "à un groupe d'agitateurs infiltrés dans les rangs de manifestants pacifistes et qui se sont servis de jeunes lycéens comme boucliers humains pour se livrer à des actes de violences, d'incendies visant à semer la terreur parmi les citoyens et visant les forces de sécurité intérieures".

Pour de nombreux Tunisiens, la police symbolise toujours la répression du régime du président Zine El Abidine Ben Ali, chassé du pouvoir le 14 janvier.

<http://www.politique-actu.com/philosophe/manifeste-marly-pauvrete-intellectuelle-classe-politique-europeenne-manuel-dieguez-plus-grands-philosophes-contemporains/240788/>

Tribunes de Philosophes

"Le manifeste de Marly et la pauvreté intellectuelle de la classe politique européenne" par Manuel de DIEGUEZ, un des plus grands philosophes contemporains

1- La vocation intellectuelle de la France

Alain notait que, dans les vraies démocraties, les citoyens sont appelés à se mettre en esprit à la tête de l'État et à voter dans l'intérêt supérieur du pays. A plus forte raison, si des diplomates se trouvaient conviés à exposer leur vision de l'avenir de la France sur la scène internationale, leur devoir les hisserait sur les hauteurs où leur regard d'aigle embrasserait l'étendue des cinq continents. Que verraient-ils? Que toute la science diplomatique n'est jamais qu'un tricot stérile si aucune vocation éthique et civilisatrice ne lui donne son élan et son souffle. Depuis la sortie du Moyen Age, quel est l'apostolat de la France? Cette nation est appelée à faire progresser la raison du monde. Son devoir est donc celui d'un messianisme de l'intelligence. A ce titre, ce pays peut-il saluer bien bas les sorciers qui font vrombir les moulins à prières du Tibet au mépris du plus grand génie philosophique de tous les temps, celui de l'Eveillé, qui fonda la vie spirituelle du genre humain sur les ressources d'un athéisme abyssal? La France de l'avant-garde du cerveau de l'humanité peut-elle se taire au spectacle de la plus grande démocratie du monde, qui a légalisé à nouveau la torture que Louis XVI avait abolie et à laquelle l'humanité doit un retour en arrière de deux siècles?

2 - Marly

On sait qu'un groupe de diplomates français prudemment tapis sous le pseudonyme collectif de Marly s'indignait publiquement de ce que trois ans seulement après l'entrée de M. Nicolas Sarkozy au service du pays, ce haut dignitaire du génie de la nation les conduisit au constat

suivant: *"L'Europe est impuissante, l'Afrique nous échappe, la Méditerranée nous boude, la Chine nous a domptés, Washington nous ignore et notre suivisme à l'égard des Etats-Unis a fait disparaître la voix de la France dans le monde."* Voilà un constat d'échec qui en dit long sur l'état d'esprit d'un Quai d'Orsay dont la bonne volonté ignore qu'une politique étrangère privée de vocation cérébrale jauge ses échecs à l'école des constats d'huissier.

Sous la Ve République, le corps diplomatique de la France ne répond pas au modèle du citoyen responsable défini par Alain, parce qu'il ne se met pas en esprit au service des plus hauts intérêts d'une civilisation. Dans quelle mesure cet exécutant loyal et zélé d'une politique étrangère que la Constitution a placée sous l'autorité exclusive du chef de l'Etat est-il responsable de l'élan et du souffle du pays sur la scène internationale. Sous Vichy, le Quai d'Orsay était au service de Vichy et, pour le pire, sous la IVe République également, puisqu'il s'agissait de chanter les louanges de l'hégémonie américaine, sous de Gaulle enfin, une vision prophétique de l'avenir politique de la planète a guidé le pays.

Dans sa critique des initiatives de M. Nicolas Sarkozy sur la scène internationale, le corps diplomatique actuel ne met en question ni la disposition des pièces sur l'échiquier, ni les règles du jeu. Certes, laissé à lui-même, on comprend que le Quai d'Orsay ne soit pas un Général de Gaulle à lui tout seul. Mais comment se fait-il que le groupe de Marly se garde bien d'évoquer le blocus de Gaza ou la conquête de la Cisjordanie par Israël - et encore moins, la stratégie de la France dans une Europe occupée par cinq cents bases militaires américaines. Mais si les conjurés se sont baptisés du nom du café où ils se sont réunis pour la première fois, voyons un peu ce qu'ils auraient dit s'ils avaient pris pour symbole l'extraordinaire machine hydraulique que Louis XIV avait fait construire à Marly-le-Roi afin d'alimenter en eau fraîche le coeur du Royaume, le château de Versailles.

3 - Chez les aveugles, les borgnes sont rois

Si un Quai d'Orsay silencieux était à lui-même un chef d'Etat condamné au mutisme, il aurait souligné qu'en 1989, le Vieux Monde n'a pas osé prendre le tournant gaullien qui s'imposait à la planète: c'était pourtant un devoir constitutionnel, pour tout Etat qui se voudrait souverain, de renvoyer au plus vite les troupes étrangères qui campaient sur son territoire depuis 1949. Comment juger un corps diplomatique qui, en 2011, ne s'étonne en rien de ce que la puissance des Etats-Unis se soit hypertrophiée à l'heure même où la logique de l'histoire exigeait, au contraire, qu'elle s'effondrât à toute allure, puisque les alliés du secouriste intéressé n'avaient plus besoin de son bouclier? De plus, l'hégémonie de l'empire au grand cœur fait désormais partie du paysage, dirait-on. Pourquoi la domination de l'étranger est-elle acceptée et légitimée pour toujours et dans son principe? Un Quai d'Orsay vigilant dirait que la politique étrangère de la France et de l'Europe ne saurait demeurer soumise pour toujours à la médiocrité congénitale à la politique étrangère des démocraties.

Les faux insurgés de Marly illustrent à merveille combien tout corps diplomatique se situe spontanément dans la tradition d'une passivité enrubannée et propre, hélas, à tous les corps constitués. On ne déplore que les effets collatéraux d'une médiocratie basique et l'on se garde bien de remonter à leur source, on passe outre aux exigences du plus élémentaire bon sens, on ignore la logique interne qui commande l'Histoire du monde, on ne sait pas clairement où va le globe terrestre, on n'a pas de vision de l'avenir. Chateaubriand savait cela, et Talleyrand et tant d'autres, tellement les chemins de la fatalité crèvent les yeux des voyants.

4 - L'occupation vassalisatrice

Si nos comploteurs de Marly regardaient la carte du monde du haut du nid d'aigle qu'ils se seraient aménagés dans leur esprit, ils remarqueraient que le chancelier Schröder avait refusé l'envoi de troupes allemandes en Irak, mais que sa désobéissance lui a valu de violentes attaques de la presse "démocratique" de son pays et qu'il n'a pu empêcher la garnison américaine de Darmstadt de servir de base arrière et de plaque tournante pour l'envoi massif des guerriers d'Outre-Atlantique en direction de l'Irak. Cinquante huit ans après la fin de la seconde guerre mondiale, la nation allemande n'avait donc pas retrouvé le pouvoir d'interdire à une armée étrangère de transiter à toute allure et du pas le plus martial du monde par ses arpents, et cela pour aller en envahir un autre. Mais alors, la Germanie d'aujourd'hui est-elle tout subitement redevenue souveraine sur ses lopins, et cela au sens précis que le droit international donne au terme de **souveraineté**? M. Berlusconi a envoyé des soldats de son propre pays ravager l'Irak, et il a consenti, à cette fin, de les placer sous le commandement d'une puissance étrangère. Qu'en est-il d'une démocratie qui ne consulte ni le peuple, ni le Parlement pour déclarer une guerre profitable seulement à un Etat étranger? Mais la police italienne a violemment réprimé les manifestations de protestation des citoyens qui tentaient, les mains nues, d'arrêter les troupes américaines en route pour l'Irak à partir des garnisons de l'occupant installées à Pise, à Florence, à Bologne, à Venise.

5 - Le statut juridique des troupes d'occupation américaines

Quelle est, aux yeux des héros anonymes du Quai d'Orsay, la stratégie d'une France peureuse et qui se garde bien, de son côté, d'informer franchement les peuples italien et allemand de ce qu'en droit public, leurs gouvernements sont illégitimes par nature et par définition, parce qu'aucun pays sur la terre n'est autorisé à livrer son territoire à des troupes étrangères, et cela, soixante-cinq ans après la fin d'un conflit militaire. Mais l'heure est proche où l'Italie et l'Allemagne prendront le chemin de la Tunisie, de l'Egypte ou de la Libye, l'heure est proche où le peuple allemand exigera de sa classe dirigeante qu'elle renvoie les deux cents garnisons qui quadrillent l'Allemagne et le peuple italien, les cent trente sept forteresses qui font, de l'Italie une sorte de gigantesque porte-avions américain au centre de la Méditerranée.

Si le groupe de Marly avait laissé tomber du plus haut des cieux un bréviaire de la diplomatie mondiale dans lequel il serait écrit que non seulement les gouvernements italien et allemand sont illégitimes par nature et par définition, comme il est rappelé ci-dessus, mais qu'ils sont inconstitutionnels de surcroît et *ab origine*, ces deux peuples sauraient que, demain, leur classe dirigeante comparaitra en haute cour pour trahison. Mais il manque encore aux émeutiers du Quai d'Orsay les yeux et les oreilles des connaisseurs de l'histoire réelle des nations.

Qu'aurait écrit le groupe des diplomates distingués de Marly si, non content de se distancier de la politique internationale de M. Nicolas Sarkozy, il avait témoigné d'une vraie hauteur de vues? Il aurait publié des documents connus de tous les historiens depuis plus de trois décennies et qui permettent d'ores et déjà de dresser le futur acte d'accusation des survivants de la classe dirigeante de 1930 à 2010. Voyez comme sa servitude consentie fera honte à l'Europe pour des siècles ! Car à la suite du coup d'éclat de la France en 1966, les Etats-Unis - chat échaudé craint l'eau froide - ont pris soin de faire signer à leurs "alliés" les clauses les plus rigoureuses et les plus minutieuses aux fins d'encadrer leurs abandons de souveraineté par des traités impérieux et d'enrubanner leur vassalité.

6 - De la théologie protestante de la servitude

Une fois de plus, il faut admirer le génie politique avec lequel le protestantisme a assimilé les leçons de l'Eglise catholique. On sait que, depuis deux mille ans, celle-ci sacralise la liberté "paulinienne" du chrétien, puis lui retire l'un après l'autre ses droits de "penser par lui-même", comme dira Voltaire. C'est ainsi que les traités signés entre les Etats-Unis et l'Allemagne commencent par proclamer le principe intangible de la souveraineté de l'Etat occupé; puis ils édictent des limitations drastiques de l'indépendance des Germains, et cela au point de conférer aux bases américaines le statut d'exterritorialité dont bénéficient les ambassades dans le monde entier. Du coup, l'occupant se soustrait purement et simplement à la juridiction nationale de l'Allemagne.

Il sera donc aisé, aux futurs cours de justice des démocraties de dénoncer l'absence de limitation dans le temps des droits, privilèges et apanages accordés à la puissance occupante, et d'abord au chapitre du stockage et de l'entretien des bombes atomique dispersées sur tout le territoire de l'Europe. On sait que ce gigantesque arsenal demeure omniprésent, alors même qu'aucun ennemi n'est plus à craindre depuis 1989. Mais comment la classe dirigeante d'une démocratie saurait-elle que jamais un allié "secourable" ne quitte gentiment ses amis "délivrés" et qui devient sa proie naturelle? Il faut enseigner cela aux enfants.

Si les magistrats des cours de justice des Etats libérés de demain devaient bénéficier de l'indulgence du tribunal, la perpétuation au-delà de la chute du mur de Berlin de traités soustraits à toute péremption sera jugée incompatible avec la souveraineté des peuples et des nations dans le monde entier.

Allons, encore un effort, hommes de Marly, la science diplomatique vous attend!

7 - Des causes de l'incompétence diplomatique de la classe dirigeante du XXe siècle

La longévité moyenne d'une génération s'élevant désormais à quelque quatre-vingts ans dans la portion médicalisée de la planète, on peut considérer que la population européenne actuelle est née vers 1930. Il est donc possible de résumer les événements d'une portée internationale qui ont jalonné son parcours et d'observer utilement l'étiage intellectuel de la classe dirigeante de l'Occident tout au long du siècle précédent.

Certes, cette classe d'âge n'a accédé à la conscience politique minimale qu'illustre l'adolescence que vers 1945, de sorte qu'elle ne saurait se trouver informée de la cécité des dirigeants européens entre 1919 et l'accession au pouvoir de Hitler en 1936. Mais la carence cérébrale qui caractérisait les élites issues du suffrage universel de l'époque ressortissait déjà à leur méconnaissance de la nature même des Etats et du fonctionnement des empires, donc à leur sous-information au chapitre de l'identité et de l'esprit des grands peuples et des nations les plus prestigieuses.

Si tel n'avait pas été le cas, l'impéritie des dirigeants municipaux de la République de Weimar aurait fait éclater de rire jusqu'aux élèves de première année en sciences Po, tellement cette démocratie de village s'était illustrée à l'école d'un certain Del Cano, un industriel qu'on avait porté à la tête du gouvernement et qui s'était aussitôt dit que si la France occupait la Ruhr, c'était évidemment à seule fin d'empocher les bénéfices d'une riche entreprise d'extraction du charbon. Il suffisait donc d'obtenir des syndicats de l'endroit qu'ils fissent voter la grève aux mineurs pour que Paris capitulât. Naturellement, Henri Poincaré avait envoyé sur l'heure un régiment occuper ce lieu emblématique de la victoire française de 1918. Il était donc inévitable que Hitler reconquerrait, lui aussi, la Ruhr les armes à la main et que son coup de

force, légitime aux yeux de toute nation souveraine, mettrait l'Allemagne tout entière à l'unisson d'un dirigeant qui y avait gagné ses galons de chef d'Etat.

8 - Continuation du même sujet

Quarante ans plus tard, la classe dirigeante allemande n'avait rien appris : le Bundestag ayant renversé le Chancelier Adenauer en raison de son grand âge - les députés avaient poussé un humour de mauvais goût jusqu'à lui offrir un banc de pierre - un certain Ludwig Erhard avait été élu à la tête du gouvernement au titre de "père du miracle économique allemand".

Avec beaucoup de dignité, Konrad Adenauer avait tenté d'informer les députés de son pays de la différence de nature qui permet de distinguer un chef d'Etat d'un brillant économiste. Ce fut peine perdue; mais à force de voir le Keynes des Germains se faire recevoir, le sourire de la commisération aux lèvres et entre deux portes à Washington, un Bundestag repentant, mais nullement disposé à retourner sur les bancs de l'école pour une peccadille, l'avait démis de ses fonctions avec un brin de rudesse. Savez-vous que les ignorants s'étonnent davantage qu'ils ne se sentent humiliés par la mise en évidence de leur incompetence? Comment les députés allemands auraient-ils compris ce qui manquait à un Del Cano ou à un Dr Erhard?

Puis, tout au long de la présidence du Général de Gaulle, il suffisait à John Kennedy de faire le tour des parlements européens pour enterrer les accords de la France avec un Konrad Adenauer prisonnier de la médiocrité des élus du peuple allemand. En 2010 encore, le département d'Etat américain achètera sans difficultés et en quelques jours une majorité de petites Béoties européennes afin de mettre en échec le rapprochement de la France et de l'Allemagne avec la Chine au chapitre de la vente d'armes à Pékin, vingt et un ans après le massacre de la place Tien An Men.

Aussi les historiens à venir observeront-ils que la principale carence de la classe dirigeante européenne du XXe siècle aura résidé dans son incapacité naturelle à enseigner aux peuples - et cela dès les bancs de l'école - quelques rudiments à l'usage des enfants d'une science des relations entre les Etats qui a fait l'histoire du monde. Mais comment remédier à ce type de faiblesse mentale des gouvernements démocratiques? Platon soulignait déjà que le gouvernement populaire athénien ne disposait d'aucun moyen de sélectionner une jeunesse éduquée à l'art de conduire des Etats face à Lacédémone. C'est pourquoi, Mme Merkel et M. Berlusconi - une fille de pasteur luthérien et un industriel prospère - ne songent même pas à demander poliment le retour au pays des troupes américaines si gentiment stationnées sur leur sol depuis soixante cinq ans. Mais, la postérité unanime racontera que l'Europe aura sombré pour avoir perdu le sentiment de l'honneur national au point d'avoir applaudi à l'occupation à perpétuité de son territoire par une puissance étrangère et "alliée".

9 - Et la France ?

M. Nicolas Sarkozy ne pense pas davantage à mal que M. Del Cano ou M. Erhard quand, quarante-deux ans après l'expulsion de l'occupant par la courtoise volonté du Général de Gaulle, il renvoie la France et son armée sous le commandement de l'OTAN. Naturellement, devant tant de naïveté, M. Barack Obama a tenté de rencontrer M. Chirac à Paris, afin d'exprimer toute son estime à un adversaire des Etats-Unis de forte et saine trempe ; et il a refusé gentiment à M. Sarkozy de déjeuner avec lui à l'Elysée. Enfin, il a tenu à camper fièrement sur un arpent de terre américaine sur notre territoire - le cimetière de

Colleville-sur-mer - afin de jouer le rôle de la puissance invitante de l'ex-France du Général de Gaulle aux cérémonies commémoratives du débarquement le 6 juin 2007.

Ayant conquis le pouvoir en raison de la supériorité de son talent à flatter le peuple français, M. Nicolas Sarkozy s'imagine que tous les chefs d'Etat du monde se laisseraient séduire par les caresses qui permettent aux démagogues de tromper le suffrage universel. Mais comment un homme politique qui aura passé trente ans à perfectionner son habileté à égarer une nation disposerait-il de la tournure d'esprit particulière aux grands chefs d'Etat? Aussi, toute la classe dirigeante des démocraties européennes d'aujourd'hui répond-elle à une mentalité d'invités à la table d'un grand. Ces serviteurs-nés d'un maître qui les a subjugués se montrent fort honorés qu'on veuille bien les traiter en interlocuteurs à l'encolure bien peignée. Comme dit Washington avec une condescendance mal dissimulée, ce sont des "partenaires", c'est-à-dire des subordonnés flattés et fascinés par un chef de file glorifié.

Cet état d'esprit préside en secret et dans l'inconscient à des marchandages conclus sous un joug mal déguisé: toute diplomatie domestiquée d'avance se réclame du principe de l'équilibre des liqueurs entre des vases communicants. Si vous faites passer un canal entre deux récipients et si vous remplissez le premier, le second se mettra à son niveau. Mais Talleyrand ignore superbement le type de tractations qui permet aux puissants de vassaliser les petits Etats à seulement bien feindre de les faire participer à une gestion "équilibrée" de la planète par le biais d'une globalisation astucieuse, mais trompeuse des affaires. Quand M. Nicolas Sarkozy fait retourner la France sous le bât de l'OTAN, il croit, en petit commerçant de la politique mondiale, que le marchand d'en face va déposer sur l'autre plateau de la balance un cadeau amicalement proportionné à son appréciation de la qualité du service qu'on lui aura rendu.

10 - L'infirmité de la politologie actuelle

Mais, par delà les affairistes déguisés en diplomates - calamité dont les élites municipales des démocraties marchandes européennes souffrent à titre congénital et que tous les historiens sérieux ont patiemment recensées depuis Périclès - la génération qui aura dirigé les Etats du Vieux Monde de 1930 à 2010 aura témoigné d'une forme de la cécité politique entièrement inédite sur la scène internationale, parce que son aveuglement aura témoigné de la spécificité d'une crise de la méthodologie même de la science politique classique. Pourquoi, de 1945 à 1989, date de la chute du mur de Berlin, aucun homme politique n'a-t-il seulement songé à acquérir la science anthropologique élémentaire qui seule lui aurait permis d'analyser et de faire connaître à la communauté internationale des géopolitologues la signification cérébrale et psychobiologique profonde de la disqualification de l'utopie marxiste?

Nulle radiographie, même rudimentaire, de la condition onirique du genre simiohumain n'a permis de comprendre qu'une société fondée sur une éradication de type évangélique, messianique et apostolique du "péché capitaliste" engendrerait fatalement une classe dirigeante de catéchètes du peuple, lesquels feindraient de se mettre au service d'un prolétariat sacralisé. Du coup, ils acquerraient le même type de domination vassalisatrice des troupeaux ou des "brebis du seigneur" que l'Eglise d'autrefois. Une nouvelle dogmatique ecclésiocratique, non moins bardée des certitudes doctrinales de la piété marxiste que la précédente de la piété évangélique placerait une classe ouvrière proclamée dictatoriale et dûment légitimée à ce titre en position d'imposer son indiscipline et sa paresse aux Etats. On croyait discréditer le prophète du Capital à le traiter d'idéologue. Mais une critique

superficielle de l'idéalisme en politique ne saurait suffire à armer les sciences humaines d'un regard d'anthropologue sur les dévotions qui pilotent les semi-évadés du règne animal.

11 - L'impasse

Il était évident que la classe politique des démocraties se révélerait inapte à approfondir la psychobiologie, l'anthropologie critique et la science des ramifications du sacré dans l'inconscient de l'histoire; mais il était non moins fatal que cette classe ignorerait tout des racines religieuses d'un capitalisme livré à la sauvagerie inscrite dans ses gènes et grisé par son triomphe illusoire sur le monde du travail. Du coup, la planète a été conduite à un chaos cérébral et messianique conjugués. De son côté, un empire américain voué au naufrage monétaire - en raison, entre autres, de l'hypertrophie de la première puissance militaire mondiale - a conduit, dès 1990, un capitalisme "salvateur" et pseudo victorieux à rejoindre et même à dépasser en exécration le socialisme des goulags.

On sait qu'au XIXe siècle, un capitalisme fondé sur les premiers pas du machinisme empochait le fruit de la distorsion entre le salaire ouvrier, dont le montant permettait tout juste à la "classe laborieuse" de survivre, et le prix de vente le plus cher possible de la marchandise au public. En 2008, l'analyse marxiste de la plus-value n'a été que confirmée, et avec quel éclat, par la mise au chômage d'une masse immense de travailleurs devenus aisément jetables en raison des progrès des machines et d'une informatique qui allait permettre non seulement d'automatiser la gestion des entreprises, mais de délocaliser la main-d'œuvre de surcroît. On voit que, depuis 2008, le lien qui s'impose entre le socialisme et le capitalisme a été ignoré sur un modèle seulement plus perfectionné qu'au XIXe siècle, mais également plus suicidaire, puisque c'est désormais aux travailleurs qu'on demande d'écouler les marchandises qu'on produit, alors que, dans le même temps, on les prive d'emploi, donc du statut de consommateurs. Tel est l'aveuglement sur lui-même qui, dès 2010, a permis au capitalisme de proclamer haut et fort qu'il était "sorti de la crise" de 2008. Mais quel vain subterfuge d'alléguer que les entreprises étaient redevenues florissantes et distribuaient à nouveau de confortables dividendes aux actionnaires!

12 - A la recherche du levier à soulever le monde

Comment tenter d'armer d'un avenir politique et philosophique défendables à l'échelle du monde un système économique dominé par la loi du plus fort et dont la course vers la jungle ne trouve plus de contrepoids dans les appels vaporeux d'autrefois aux sentiments moraux ou religieux. Il sera inutile d'user jusqu'à la corde les recettes d'une société à bout de souffle et dont les subterfuges se trouvent consignés depuis l'antiquité dans des traités de la "bonne gouvernance" des Etats; car, sans un approfondissement vertigineux de la connaissance des ressorts et des poulies, de l'animal cérébralisé et vocalisé qu'on appelle l'humanité, on se mettra dans l'incapacité d'observer les apories nouvelles dans lesquelles se rue la politique moderne. Car, pour "réformer" le capitalisme, comme on dit, il faut trouver un levier; et si le levier des rêves sacrés a été mis hors d'usage, les peuples pris en étau entre les songes rouillés des autels et la loi de la jungle bouillonnent comme jamais dans la marmite des siècles. Une explosion générale est donc proche de se produire, mais sans qu'on sache quelles silhouettes des cités surgiront des décombres.

Songez qu'au XVIIIe siècle encore, la classe dirigeante demeurait reconnaissable au spectacle qu'elle présentait d'elle-même dans la rue. On observait ses dorures, et ses privilèges attiraient les regards des badauds. Mais à quels attributs invisibles de l'ignorance et de la sottise s'en

prendre si l'art de gouverner est désormais davantage à réinventer qu'au siècle des Lumières? Nos ancêtres s'offraient le luxe de clouer au pilori des cochers et des carrosses; mais comment allez-vous démontrer au peuple les carences cérébrales dont souffre M. Nicolas Sarkozy ? Comment allez-vous enseigner au suffrage universel à reconnaître un chef d'Etat au premier coup d'œil et à le distinguer sur l'heure d'un acteur ou d'un mime? Pour la première fois dans l'histoire de la France, le peuple a élu en toute innocence un Président de la République appelé à un tout autre emploi qu'à celui d'un chef d'Etat et que tout le monde tente en vain de "présidentialiser".

Jusqu'alors, les armes millénaires de la démagogie n'allaient pas jusqu'à la pitrerie de faire élire par des masses faciles à égarer un jardinier à la place d'un chef de train, un serrurier à la place d'un médecin, un géographe à la place d'un physicien. Mais si une population livrée pieds et poings liés à un démagogue d'un type nouveau va jusqu'à ignorer qu'on lui a fait élire un serrurier, un jardinier ou un géographe à la place d'un chef de train, d'un médecin ou d'un physicien et si la démocratie des farces et attrapes du suffrage universel réussit à faire emprunter les vêtements d'un chef d'Etat aux yeux des naïfs rassemblés sur l'agora, à quelle classe dirigeante devons-nous apprendre à éduquer la nation de Candide à la science des Machiavel ou des Talleyrand?

13- La double mâchoire de l'histoire et de la politique

Qu'arrivera-t-il quand Israël tirera le glaive contre le peuple palestinien révolté? Qu'arrivera-t-il quand on aura dessillé les yeux de notre civilisation et qu'elle découvrira, éberluée, qu'on aura contraint un peuple à négocier avec son cambrioleur, qu'elle découvrira, ébahie, qu'on aura autorisé le monte-en-l'air à piller un propriétaire sous ses yeux, quand elle découvrira, interloquée, qu'on aura proclamé la victime coupable de refuser de négocier avec un canon sur la tempe ? Croit-on qu'une civilisation qui aura mêlé à ce point l'immoralité à la barbarie et à la sottise occupera une place enviable dans l'histoire du monde?

La moralité et l'immoralité illustrent la double mâchoire de l'histoire et de la politique. La chute sanglante de M. Kadhafi a subitement réveillé les consciences. Mais comment la flottille qui joindra Gaza au mois de mai ne mettrait-elle pas l'Europe de l'éthique face à la contradiction titanesque de tomber subitement à bras raccourci sur les Ben Ali, les Moubarak les Kadhafi, alors que la France des droits de l'homme fait comparaître devant ses tribunaux les citoyens qu'indigne le blocus de Gaza et qui refusent d'acheter les fruits et légumes que les assiégeants d'une ville martyre prétendent leur vendre de force?

D'un côté, le réveil d'un monde musulman juvénile et plus laïcisé qu'on ne le pensait accompagne l'ascension de la Turquie, de la Chine, de la Russie et de l'Amérique du Sud sur la scène internationale, ce qui marginalisera l'Europe au point qu'elle se verra condamnée, soit à suivre à contre-cœur le déplacement inexorable du centre de gravité de la géopolitique vers l'Asie, soit de s'enfermer dans un rôle de comparse de plus en plus lilliputien du monde anglo-saxon. De l'autre, les descendants d'Homère ont grand tort d'attendre tranquillement l'effondrement aussi fatal qu'imminent de la Rome moderne, parce que, disent-ils, jamais aucune puissance ne sera de taille à légitimer durablement son hégémonie militaire tant navale que terrestre sur les cinq continents et parce que sa monnaie se volatiliserait sous l'assaut répété des moyens de paiement nouveaux que les pays émergents déverseront sur le marché mondial de la finance et de l'industrie. Mais comment l'Europe serait-elle sauvée à demeurer seulement une puissance de techniciens et de commerçants en attente du bon vouloir d'une Histoire dont

le déroulement naturel daignera lui consentir, à ce qu'elle s'imagine, une place digne d'attention dans la course des événements?

14 - Un capitalisme suicidaire

Telle est la question de fond que soulève le réveil des peuples arabes; car ce réveil placera le sort de la Palestine et de Gaza au cœur de la géopolitique. Une convulsion aussi titanesque que le débarquement d'un débat de fond sur la civilisation et sur la barbarie - débat que déclenchera nécessairement l'arrivée d'un milliard et demi de nouveaux guerriers de la raison et de l'intelligence - écrira l'histoire centrale du globe terrestre. Et le spectacle du géant américain ridiculement ficelé par la volonté conquérante du peuple hébreu servira de déclic aux retrouvailles du monde avec sa véritable histoire. Comment l'humanité vivante, donc mouvante, ne contraindrait-elle pas ses dirigeants à secouer le joug d'Israël et à reprendre sa marche vers la souveraineté des peuples et des nations? C'est cela qui se cache derrière le décor, c'est cela que les révolutions égyptienne, tunisienne et libyenne ont d'ores et déjà fait débouler sur les planches.

Les quelques réconforts collatéraux que les Etats ont retirés de l'effondrement subit du marxisme se sont révélés de peu de poids face à l'immensité des tâches nouvelles qui attendent la réflexion politique. Ce n'est pas pour le motif que Léningrad s'appelle de nouveau Saint Pétersbourg, que Berlin a retrouvé son rang de capitale de l'Allemagne unifiée, que l'Angleterre se révèle plus que jamais allogène au continent cartésien et de droit romain que ces retrouvailles avec les assises d'une politique faussement rassurée de marcher à nouveau sur la terre ferme et de garder la tête vissée sur les épaules suffiront à relever les vrais défis. Certes, ni la République de Platon, ni l'île d'Utopie de Thomas More, ni la République des Houyhnmns de Jonathan Swift ne détiennent les clés de l'histoire; mais, de son côté, un capitalisme devenu kafkaïen se révèle aussi suicidaire que feu le paradis soviétique.

Du coup, la classe dirigeante mondiale aurait dû prendre conscience de ce que, pour la première fois dans l'histoire, une classe politique dont le réseau enserre maintenant la planète se trouve condamnée à se changer en fer de lance du progrès de la connaissance scientifique des arcanes du genre humain et que le type d'intelligentsia que formaient les écoles des démocraties humanistes et marchandes depuis la Renaissance ne sont plus en mesure de répondre aux défis du capitalisme industriel mondialisé.

15 - Clochemerle et le monde

En voici l'ultime preuve: le G20, qui s'est réuni les 19 et 20 février 2011 à Paris, a chargé les bras des conseillers municipaux de Clochemerle des dossiers les plus lourds de la planète. On leur demande, les pauvres, de feindre de savoir comment un empire militaire hérissé de plus de mille places fortes réparties aux points stratégiques du globe terrestre va conserver le pouvoir de ses magiciens et de ses sorciers d'émettre des tonnes de monnaie fictive dont on jugera le volume au poids du papier. On leur demande, les malheureux, de s'initier à l'art nouveau des empires d'aujourd'hui, qui règnent sur des ennemis imaginaires et qui sculptent dans les airs des spectres du démon nécessaires à l'étalage de la puissance du Dieu Démocratie. On leur demande, les malheureux, d'étudier de près, l'encéphale des éberlués de la zoologie. On leur demande, les éclopés, de feindre de savoir comment le peuple hébreu colloque ses conquêtes terrestres sous le sceptre du ciel de 1789. On leur demande, les infirmes, de feindre de savoir comment les talismans et les amulettes du droit et de la justice universels seront protégés par le bouclier d'Israël. Est-il un seul de ces casse-têtes dont la

solution ne soit liée au décryptage de la boîte osseuse d'un genre simiohumain inconnu? Où se cache-t-elle, la classe dirigeante de Phénix de l'intelligence? Le conseil municipal de Clochemerle est-il prêt à répondre à l'appel?

Face aux embarras de nos Copernic de village, j'ai songé que ma minuscule suffirait du moins à dresser un modeste état des lieux et à rédiger un premier inventaire des difficultés à résoudre. J'espère que des esprits infiniment plus affûtés que le mien construiront la balance à peser les énigmes sur lesquelles j'attire l'attention du groupe de Marly.

A la semaine prochaine.

Le 27 février 2011

<http://english.aljazeera.net/news/africa/2011/02/201122715234442377.html>

New Tunisia PM appointed

Mohammed Ghannouchi steps down amid continuing unrest that leaves at least five anti-government protesters dead.

Last Modified: 28 Feb 2011 01:13 GMT



Rallies calling for a new leadership in Tunisia have continued even after the departure of President Ben Ali [AFP]

Mohammed Ghannouchi, Tunisia's interim prime minister, has resigned, as security forces clashed with protesters in Tunis, the capital, who were demanding some of his ministers be removed.

Hours later it was announced that former minister Al-Baji Ca'ed al-Sebsi would take over the premiership. Al-Sebsi was foreign minister under Habib Bourguiba, Tunisia's president after independence,

Ghannouchi made the announcement on state television on Sunday, saying that he had thought carefully before taking the decision and that he had the support of his family.

"I am not running away from responsibility ... This is to open the way for a new prime minister," he said. "I am not ready to be the person who takes decisions that would end up causing casualties."

Ghannouchi has led Tunisia since former president Zine El Abidine Ben Ali fled the country on January 14 following a popular uprising.

But Ghannouchi was a longtime ally of Ben Ali and, though he pledged elections to be held by mid-July, protesters have called for him to step aside.

"He's been under real pressure since he took over, and that pressure increased in the past 48 hours," said Nazanine Moshiri, Al Jazeera's correspondent in Eastern Tunisia.

Deadly clashes

Ziad Cherni, a Tunisian lawyer and human rights activist, said that Ghannouchi's resignation and the installation of al-Sebsi would not be enough to placate protesters.

"The government right now is not responsive to the wishes of the revolution - it is not enough that the prime minister resigned. His speech was not sufficient," he told Al Jazeera.

"I think Tunisian people are clever enough to know that this [al-Sebsi's premiership] was not a real change - they changed the head, but not the regime."

The change in the government's leadership follows renewed street protests. Officials said that at least five people have died in violent street protests since Friday.

The interior ministry on Saturday blamed "provocateurs" for fomenting violence in otherwise peaceful rallies and for allegedly using young people as human shields in renewed demonstrations.

On Saturday, police and troops - backed by tanks - used tear gas to disperse hundreds of youths protesting against the caretaker government. Officers were seen chasing some youths through town after the rally ended.

Authorities then ordered a temporary ban on vehicle and pedestrian traffic on the capital's central Bourguiba Avenue until midnight Sunday - the first of its kind since Ben Ali's downfall.

Ghannouchi had previously vowed to stay on to guide Tunisia until elections could be organised this summer.

Demonstrators arrested

An interior ministry official, who declined to be named, told the Reuters news agency that the deaths had occurred after a riot orchestrated by Ben Ali loyalists.

"Those who were arrested have admitted they were pushed by former Ben Ali officials," he said. "Others said they were paid to do it."

The interior ministry statement said more than 100 people were arrested on Saturday and 88 people had been arrested on Friday.

A spokesman for Ennahda, Tunisia's main Islamist group, said Ghannouchi's resignation could pave the way to broader participation in the interim government.

Ennahda was banned for two decades under Ben Ali's rule and had complained of being shut out of the caretaker government run by Ghannouchi.

Source:

Al Jazeera and agencies

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iN8xXjEVSEnJudavXOOYAFk8NoJg?docId=CNG.67cc7e797af381940e61ebd598e6070f.711>

Tunisie: le Premier ministre démissionne face à la rue, Béji Caïd Essebsi le remplace

(AFP) – 27 févr. 2011

TUNIS — Le Premier ministre tunisien de transition Mohammed Ghannouchi a démissionné dimanche, emporté par 48 heures de contestations et de violences à Tunis qui ont fait au moins cinq morts, ouvrant une période d'incertitude un mois et demi après la chute de Ben Ali.

Le président tunisien par intérim Foued Mebazaa a annoncé dimanche soir la nomination de l'ancien ministre Béji Caïd Essebsi au poste de Premier ministre de transition pour succéder à M. Ghannouchi.

"J'ai décidé de démissionner de ma fonction de Premier ministre" (...) Je ne serai pas le Premier ministre de la répression, a déclaré M. Ghannouchi lors d'une conférence de presse à Tunis, dont le centre-ville est depuis 48 heures le théâtre de batailles de rue entre forces de l'ordre et manifestants.

"Je ne suis pas le genre de personne qui va prendre des décisions qui pourraient provoquer des victimes", a poursuivi le Premier ministre démissionnaire pour expliquer sa décision.

Cinq personnes ont été tuées lors des violents affrontements ayant opposé samedi les forces de sécurité à des manifestants, selon un nouveau bilan publié dimanche par le ministère tunisien de l'Intérieur.

Dimanche matin, le coeur de la capitale tunisienne avait encore des allures champ de bataille.

Scandant des slogans hostiles au gouvernement, des protestataires tentaient de s'approcher en petits groupes du ministère de l'Intérieur, sur l'avenue Habib Bourguiba, épice de émeutes, auquel ils s'étaient déjà attaqués la veille.

La police a riposté en tirant en l'air et à coup de grenades lacrymogènes. Certaines interpellations ont été très violentes, selon des témoins, et des jeunes manifestants "suppliaient" les policiers d'arrêter de les tabasser.

Des jeunes lançaient des pierres sur des immeubles pour briser les vitres et avaient dressé des barricades pour freiner l'avancée des policiers.

Les heurts se sont rapidement arrêtés sitôt connue la nouvelle de la démission du Premier ministre, une annonce qui n'a toutefois pas été saluée par une explosion de joie.

Depuis sa nomination comme premier chef du gouvernement de l'après-Ben Ali, Mohammed Ghannouchi n'a pratiquement pas eu une journée de répit depuis la chute et la fuite de l'ancien président le 14 janvier.

La première équipe qu'il avait formée, avec notamment des poids-lourds de l'ancien régime, n'a pas tenu deux semaines.

Au bout de cinq jours de manifestations sous ses fenêtres, celui qui fut le dernier Premier ministre de Ben Ali onze ans durant avait jeté l'éponge le 27 janvier et formé une nouvelle équipe expurgée des "bénalistes" trop voyants, tout en sauvant sa tête.

Un mois plus tard jour pour jour, Mohammed Ghannouchi a cette fois décidé de partir après une manifestation monstre et surtout de très violents affrontements.

Vendredi, le gouvernement de transition, réuni en conseil des ministres, pensait pouvoir encore calmer le jeu, alors que la rue grondait, en annonçant des élections "au plus tard mi-juillet".

Cela n'avait pas réussi à mettre fin au raz de marée qui avait envahi le coeur de la ville avec comme objectif d'arracher la démission pure et simple de tout le cabinet.

En début d'après-midi, devant la place de la Kasbah noire de monde, des policiers avaient avancé le chiffre de "plus de 100.000 manifestants", soit la plus grande manifestation depuis la chute du régime de Ben Ali.

Le centre de Tunis résonnait de slogans déterminés: "Ghannouchi dégage!", "Ghannouchi prends tes chiens et démissionne!", "Non à la confiscation de la révolution!".

"Nous sommes là aujourd'hui pour faire tomber le gouvernement", affirmait Tibini Mohamed, un étudiant de 25 ans.

L'objectif a été atteint 48 heures plus tard.

http://www.lepoint.fr/politique/michele-alliot-marie-quitte-le-gouvernement-27-02-2011-1300259_20.php

Michèle Alliot-Marie quitte le gouvernement

Le Point.fr - Publié le 27/02/2011 à 17:50 - Modifié le 28/02/2011 à 08:04

Embourbée dans les polémiques, le ministres des Affaires étrangères a renoncé à son poste.

Le Point.fr

Son départ était annoncé, voire réclamé, depuis plusieurs jours, y compris dans les rangs de la majorité. Michèle Alliot-Marie a démissionné dimanche de son poste de ministre des Affaires étrangères et, du même coup, elle quitte le gouvernement. Sept longues semaines de polémiques auront eu raison de cette figure de la droite française au riche parcours politique.

Maire de Saint-Jean-de-Luz de 1992 à 2002, députée des Pyrénées-Atlantiques régulièrement réélue depuis 1986, MAM a tenu les rênes du RPR, principale force de la droite française, pendant plus de trois ans. Elle s'est aussi taillé très tôt un costume de ministre depuis ses premiers portefeuilles de secrétaire d'État à l'Enseignement (1986-1988) et de ministre de la Jeunesse et des Sports (1993-1995), elle a occupé l'ensemble des ministères régaliens depuis le ministère de la Défense (2002-04, 2004-05, 2005-07) au Quai d'Orsay (du 14 novembre 2010 au 27 février 2011) en passant par les ministères de l'Intérieur (mai 2007-juin 2009) et de la Justice (juin 2009-novembre 2010).

Une amitié embarrassante

Après ses vacances d'hiver dans la Tunisie de Ben Ali, MAM était devenue le visage d'une France, patrie des droits de l'homme, en complet décalage face au réveil du monde arabe où des peuples réclament plus de liberté et de démocratie. D'abord, le 11 janvier 2011, alors que les émeutes en Tunisie avaient déjà fait plusieurs dizaines de morts, Michèle Alliot-Marie déclarait à l'Assemblée nationale que les forces de sécurité françaises, dont "le savoir-faire est reconnu dans le monde entier", pourraient permettre de "régler des situations sécuritaires" comme celles rencontrées par le régime de Ben Ali. Le 14 janvier, le président tunisien quittait le pouvoir et fuyait son pays.

À peine plus de deux semaines plus tard, le 2 février, Le Canard enchaîné révélait qu'elle avait passé ses vacances de fin d'année en Tunisie en compagnie de son compagnon et de ses parents et qu'elle avait bénéficié du jet privé d'un homme d'affaires tunisien proche de Ben Ali, Aziz Miled. D'après MAM, cet ami qui se rendait à Tabarka "avait des places" disponibles. "Quand je suis ministre, je suis ministre. Quand je suis en vacances, je peux avoir des amis", rétorquait-elle sur les plateaux de télévision.

Le coup de fil à Ben Ali

Pourtant, le 6 février, l'affaire rebondit. Le Nouvel Observateur révèle que Michèle Alliot-Marie n'a pas seulement effectué un court trajet, mais qu'elle a aussi emprunté l'avion d'Aziz Miled pour une excursion dans le sud du pays.

REGARDEZ Michèle Alliot-Marie s'expliquer au micro d'Europe 1 le 7 février dernier :

Pour la gauche, il est désormais clair qu'elle a menti : elle doit donc démissionner. Ce sentiment est renforcé le 15 février au soir quand le site Mediapart révèle un nouveau détail embarrassant. MAM, qui a assuré n'avoir eu aucun "contact privilégié" avec le président Ben Ali pendant son séjour en Tunisie, lui a téléphoné.

Le lendemain, Le Canard enchaîné révèle que, pendant leur séjour tunisien, le père de Michèle Alliot-Marie a investi dans l'un des complexes immobiliers en cours de construction d'Aziz Miled. Le père de MAM : "C'est privé, et cela ne concerne en rien ma fille." Un mélange de genre insupportable pour l'opposition et quasi indéfendable pour la majorité UMP. Les fausses notes de Michèle Alliot-Marie étaient également devenues indéfendables

pour Nicolas Sarkozy. Mais jusqu'au bout, elle aura cherché à conserver son portefeuille. En vain.

<http://www.tunisiawatch.com/?p=4139>

TUNISIA Watch | 27/02/2011 | 27:00 |

Tunisie : un nouveau Premier ministre nommé sans consultation

Les affaires sont loin d'être résolues en Tunisie. Alors que le Premier ministre de transition Mohammed Ghannouchi a annoncé dimanche sa démission, la centrale syndicale tunisienne (UGTT) – très influente dans le pays – s'inquiète de la nomination « *rapide et sans consultation* » de Béji Caïd Essebsi.

Le président tunisien par intérim Foued Mebazaa a annoncé dimanche la nomination de cet ancien ministre du président Habib Bourguiba au poste de Premier ministre.

M. Caïd Essebsi « *est connu pour son patriotisme, sa fidélité et son abnégation au service de la patrie* », a ajouté le président, rendant également hommage au Premier ministre démissionnaire pour avoir « servi la Tunisie dans les circonstances délicates » qui ont suivi la chute de Ben Ali.

Réputé pour être un libéral, M. Béji Caïd Essebsi a occupé plusieurs postes ministériels sous la présidence de Habib Bourguiba, père de l'indépendance de la Tunisie, occupant notamment les portefeuilles de la Défense et des Affaires étrangères. Il a été également président de la Chambre des députés en 1990/1991.

La nomination « *rapide et sans consultation* » de Béji Caïd Essebsi « *a été une surprise* » a déclaré en suivant le secrétaire général adjoint de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), Ali Ben Romdhane.

« *Comment peut-on s'assurer l'entente souhaitée pour sortir la Tunisie de la situation difficile lorsque le président ne se donne pas au moins 24 heures pour des consultations sur la désignation d'un Premier ministre, quel qu'il soit?* », s'est interrogé – à juste titre – le syndicaliste.

Ali Ben Romdhane considère par ailleurs que la démission du Premier ministre de transition Mohammed Ghannouchi – annoncée dimanche – est la conséquence de « *l'incapacité du gouvernement à mettre fin à la violence et à son hésitation* ».

« *Mohammed Ghannouchi n'était pas à sa place* » et sa démission « *va calmer l'opinion publique* », a estimé quant à lui le syndicaliste Abdel Jalil Bedoui, conseiller de l'UGTT. (le 27 février 2011)

Biographie de Béji Caïd Essebsi, nouveau Premier Ministre



« M. Béji Caïd Essebsi, qui vient d'être nommé, premier ministre au sein du gouvernement provisoire, est né le 29 novembre 1926, à Sidi Bou Said, dans la Banlieue Nord de Tunis.

M. Béji Caïd Essebsi est un avocat et politicien. Il a été chargé d'importantes responsabilités gouvernementales entre 1963 et 1991.

Diplômé de la faculté de droit de Paris, en 1950, il a entamé sa carrière d'avocat à partir de 1952. Depuis son jeune âge, M. Essebsi a milité au sein du Parti du Néo-destour. Au lendemain de l'indépendance, il a rejoint le gouvernement comme conseiller du leader Habib Bourguiba. Il poursuit son ascension en devenant directeur général de la sûreté nationale (1963).

En 1965, il est nommé ministre de l'Intérieur puis ministre de la Défense (de 1969 à 1970) jusqu'à sa nomination au poste d'ambassadeur à Paris, puis à Bonn (à partir de 1987). Son adhésion au parti socialiste destourien (PSD) a été gelée en 1971 à cause de son soutien à la réforme du système politique.

Refoulé en 1974 de ce parti, il a adhéré en 1978 au mouvement des démocrates socialistes, présidé alors par M. Ahmed Mestiri. Il a dirigé le magazine opposant « Démocratie » jusqu'à sa réintégration au gouvernement au poste de ministre délégué auprès du premier ministre en 1980 puis ministre des Affaires étrangères en 1981.

Il a joué un rôle de premier plan à la tête de la diplomatie tunisienne, en votant la résolution des Nations unies condamnant l'agression israélienne contre le siège de l'Organisation de Libéralisation de la Palestine (OLP) à Hammam-Chott.

En 1989, il prend le perchoir de la chambre des Députés qu'il garde jusqu'en 1991. Son dernier mandat de député s'achève en 1994. Il reprend ensuite son métier d'avocat. Caïd Essebsi est marié et père de quatre enfants. »

<http://www.palestine-solidarite.org/dossier.Tunisie.Ismael.270211.htm>

Opinion

Tunisie : l'insurrection reprend

Ismaël



Dimanche 27 février 2011

La répression policière ne s'est pas arrêtée

La revendication politique est de changer le système dictatorial en entier. De même, la revendication citoyenne est de changer la nature autoritaire des « forces de l'ordre » vis-à-vis de la population, même les franges de cette population qui sont de son point de vue les plus « rebelles ». Or, on ne remarque aucun changement dans le comportement de la police : ni dans ses actions, ni dans sa stratégie, ni dans son esprit. Encore pire, à son arrogance habituelle est venue s'ajouter une vindicte contre les citoyens. Nous sommes à plus d'un mois de la fuite du général Ben Ali et la police n'a jamais cessé de réprimer, tabasser, torturer, tirer à balles réelles et tuer des citoyens.

Certes, il faut du temps pour changer une cinquantaine d'années de pratiques autoritaires, répressives et violentes, cependant, il n'y a pas encore de signes objectifs ne serait-ce que d'une ébauche de réforme profonde de la police, au-delà des mutations structurelles. Raison de plus pour que certaines mesures symboliques fortes soient prises pour pacifier au maximum la situation comme par exemple la décision de changer l'emplacement du Ministère de l'Intérieur ou celle de concevoir de nouveaux uniformes pour les différentes sections. Ces mesures purement formelles n'en seront pas moins des messages forts, de part leurs charges symboliques, adressés à la fois au corps policier et à la population civile.

Manifestations et émeutes

Toutes les révolutions ont été le théâtre d'une prise d'un lieu symbolique : prise de la Bastille, des locaux de la télévision en Roumanie, de la place Tahrir, etc. Or en Tunisie, aucun lieu n'a été « prit » par la révolution, pour signifier à la conscience et à l'inconscience collectives un changement radical dans la nature du régime régnant. Ce qui est étonnant ce n'est pas qu'il y ait eu une tentative de « prise » du Ministère de l'Intérieur avant-hier vendredi, ce qui est étonnant c'est que l'on n'a pas tenté de le prendre avant ! Il est naïf et faux tant politiquement que philosophiquement de penser que l'on peut combattre une dictature d'un demi-siècle par une lutte totalement et uniquement pacifique et politique. La révolution tunisienne en est d'ailleurs la preuve. La fuite de Ben Ali et le vacillement du régime dictatorial en place n'ont été possibles que grâce à la conjonction de cette lutte théorique à une autre forme plus pratique : l'insurrection (qui est soit-dit en passant admise par la Déclaration des Droits de l'Homme). Celles et ceux aujourd'hui qui condamnent la reprise de l'insurrection se trompent de diagnostic : l'ancien régime est toujours en place.

Oui il y a eu quelques actes de pillage et de cassage mais ces dérives légères et isolées sont les résultantes des seules incompétences et incapacités du gouvernement provisoire, de la police et de l'armée. Tout d'abord, au vu des manifestations monstres dans tout le pays dès le matin du vendredi, des décisions politiques auraient dû être annoncées avant la fin de la journée. Ensuite, la situation au centre de Tunis a peu à peu évolué d'un rassemblement pacifique et même festif depuis le vendredi matin, à une bataille rangée le vendredi soir puis à des émeutes le lendemain samedi durant la journée (avec à leur marge, quelques actes de vandalismes). Cette évolution en crescendo vers une situation de haute-tension aujourd'hui dimanche 27 février 2011, aurait pu être évitée si le gouvernement provisoire, la police et l'armée avaient adopté une attitude différente que celle de l'ancien régime face aux manifestations et aux revendications légitimes de centaines de milliers de citoyens. D'autre part, s'il y a des miliciens qui manipulent ou achètent les services de certains désœuvrés à des fins de

vandalisme et de déstabilisation, c'est uniquement de la responsabilité, ou plutôt de l'irresponsabilité des services de sécurité nationaux, et donc en fin de compte, du gouvernement provisoire, qui sont incapables d'incarcérer ces miliciens et de dialoguer et informer ces désœuvrés.

Le pouvoir provisoire

Les premiers puis seconds gouvernements provisoires ont été encore plus contestés que le régime Ben Ali entre le 17 décembre et le 14 janvier. Depuis un mois et demi, il n'a eu de cesse d'être conspuer. D'un autre côté, il n'a eu de cesse de renvoyer l'image de l'ancien régime : inefficience de l'action, incommunicabilité totale avec la population, pratiques autoritaires, sourde-oreille aux revendications politiques des contestataires, manipulations et manigances, etc. Ce pouvoir provisoire n'est autre que l'ancien régime relooké. La démission du Premier Ministre Mohamed Ghannouchi ne changera pas grand-chose quant à cet état de fait, ni quant à la contestation (ou du mois quant à la continuation de celle-ci).

A la lumière de tous ces éléments (répression policière continue, goût d'inachevé de la révolution, sourde-oreille et inefficience du pouvoir provisoire, politique de la terre brûlée de la part du régime déchu et de sa milice encore en action quoi qu'affaiblie, évolution uniquement formelle des médias...), il est tout à fait naturel d'assister à la recrudescence des affrontements comme cela vient d'être le cas ces derniers jours, à Tunis et dans d'autres régions du pays. Il est aussi prévisible que des insurrections de ce genre continueront tant que ces éléments perdureront. Un régime de pleins-pouvoirs et un système de gouvernance et de pensée vieux d'une cinquantaine d'année ne s'anéantissent pas au prix de la fuite d'un dictateur et de quelques personnalités crapuleuses. Ils s'anéantissent au prix d'une longue lutte et de nombreux combats.

Ismaël, vidéaste et écrivain

<http://www.tunisia-today.com/archives/64898>

Le chaos continue : Des émeutes à Ksar Hellal : 80 blessés

[2 mars 2011]

Quelque 80 personnes ont été blessées dans des émeutes qui se sont produites, mardi soir, entre les habitants du quartier Riadh 2 et ceux de la région Ouled Ayar, a-t-on appris de sources médicales.

Selon Dr. Lotfi Mhenni, médecin au service d'urgences de l'hôpital régional de Ksar hellal, ces émeutes ont fait 80 blessés qui ont été transférés dans la nuit du mardi à mercredi à l'hôpital.

Plusieurs blessés ont eu des coups de pierres et de bâtons, alors que d'autres ont été blessés par des armes blanches ou asphyxiés par gaz lacrymogènes, a expliqué Dr Mhenni qui a déclaré avoir accueilli des personnes en état de panique.

Dr Lotfi Mhenni a, également, précisé que 11 blessés ont été transférés à l'hôpital «Fattouma Bourguiba» à Monastir, dont un cas est en état grave suite à un traumatisme crânien.

Hospitalisé au service de réanimation et d'anesthésie au centre hospitalo-universitaire de Monastir, le jeune Mohamed Amine Ben Ali a affirmé que les émeutes ont été déclenchées vers 21h00 quand les jeunes de Ksar Hellal ont essayé de protéger les locaux commerciaux situés au centre-ville contre les actes de pillage et vandalisme commis par un groupe

d'agresseurs munis de sabres, de bâtons et de haches.

Ces assaillants ont tenté, lundi, d'incendier un camion et de voler un motorcycle et ont forcé, à deux reprises, un dépôt de boissons alcoolisées.

Un médecin au service de réanimation et anesthésie à l'hôpital universitaire «Fattouma Bourguiba» a indiqué que le jeune Mohamed Amine Ben Ali, 26 ans, arrivé à l'hôpital vers 23h35, a été grièvement blessé à la poitrine par des coups d'armes blanches, et à la tête par des coups de pierres, relevant que son état de santé est actuellement stable.

Selon des témoins à Ksar Hellal, un jeune a été touché au pied par un fusil de chasse et a été transféré en urgence à l'hôpital Sahloul de Sousse.

Une source autorisée auprès de la garde nationale a indiqué que des forces de l'armée, de la garde et de la sécurité nationales ont installé un barrage au niveau du stade municipal, afin de séparer entre les émeutiers parmi les habitants de la «cité Erriadh» et du quartier «El-Mentaka».

Selon les témoignages de plusieurs habitants, plusieurs boutiques et maisons ont été saccagées par les agitateurs qui, de surcroît, ont commis des actes de pillage et de vandalisme et terrorisé les habitants de ce quartier.

Plusieurs citoyens, selon une source, ont réclamé l'ouverture d'un poste de police dans le quartier pour assurer leur sécurité.

D'autre part, plusieurs habitants de la ville de Ksar Hellal ont indiqué avoir vécu la nuit dernière une nuit de terreur et de peur, à cause des coups de feu et du bruit d'hélicoptères de l'armée nationale.

Les citoyens de la ville de Ksar Hellal qui vivent une situation de panique ont organisé, mercredi après midi, des comités de défense civile pour protéger la ville.

Equipée d'un haut-parleur, une voiture ambulante appartenant à la municipalité de Ksar Hellal sillonne les rues de la ville et appelle les citoyens à bannir toute forme de violence et à resserrer les rangs pour préserver la sécurité des habitants et des biens publics et privés.

Le gouverneur de Monastir a eu, mercredi après-midi, une réunion avec les autorités locales et plusieurs habitants de la ville qui ont fait état de l'implication de parties étrangères dans ces incidents dans le dessein de semer la discorde entre les habitants de la ville de Ksar Hellal.

<http://nawaat.org/portail/2011/03/02/le-retour-de-la-police-de-ben-ali/>

Le retour de la police de Ben Ali

Opinions Sur Rue | Mar 02, 2011 |



Par **Kamel Tili**.

Lundi matin, j'allais retrouver un ami travaillant rue de Marseille, afin de déjeuner dans son restaurant avant de repartir à Paris. Le taxi me dépose devant la montre 7 novembre, je m'engage dans la contre allée devant le ministère de la terreur; j'étais au téléphone, je parlais politique, quand soudain, un agent en civil m'interpelle. Il me demande ce que je dis et

m'accuse de vouloir la chute du gouvernement . En quelques secondes , une vingtaine de policiers enragés m'encerclent , des baffes partent , des mains me fouillent et on me pousse violemment vers la petite rue du 18 janvier . Sans rien voir , un BOP me donne un violent coup de matraque à l'arrière de la tête . Un des restaurateurs protégeant son commerce vient , très courageusement ,en courant expliquant aux policiers que je ne suis pas un casseur et qu'il me connaît . Il m'accompagnera ensuite vers la rue de Marseille Aux alentours ,des groupes de policiers en tenue et en civils tabassent des individus , tandis que d'autres cherchent toutes les personnes qui filment pour les poursuivre et ce même dans les immeubles . Je comprends que je viens d'échapper au pire .

Depuis le 14 janvier , la police a disparu des rues et des bureaux laissant place notre pays en autogestion . La police politique de Ben Ali a repris du service ce Lundi après avoir sciemment laissé les casseurs , payés pour , détruire l'avenue pour marquer les esprits et ainsi légitimer le retour des méthodes fascistes . Je suis franchement dégoûté par les commentaires encourageant ces exactions de la police pour "nettoyer" la Tunisie . Si il y a bien un nettoyage à faire , c'est dans cette police qui fut le pilier de plus de 50 ans de dictature .

Mon combat dans cette révolution est un combat pour la justice et la liberté . Je ne me bats pas pour que les trabelsi soient tabassés en prison ou que les casseurs fous , en supposant qu'ils existent , soient lynches par la police . Je me suis battu pour le respect de droits fondamentaux, la justice pour tous et non pour une nouvelle forme de dictature de la peur .Le peuple s'est uni comme un seul homme pour virer Ben Ali , il doit s'unir comme un seul homme contre les pourritures de la police Tunisienne . On n'aura JAMAIS de démocratie et de liberté si la police ne comprend pas que la donne a changé et que la sécurité viens avec la protection des citoyens et non l'instauration de la peur perpétuelle .

Poser-vous les vrais questions comme comment se fait il qu'ils étaient 35 policiers contre 300 insurgés tout le week end durant ? Où sont nos effectifs policiers augmentés par Fahat Rajhi ? Où sont les canons à eau qui ont servi à éblouir les télé du monde le 15 janvier pour montrer un changement ? Comment se fait il qu'une horde sauvage ne s'attaque qu'à l'avenue Bourguiba , comme pour marquer les esprits ? Comment se fait il qu'on ait encore peur de la police alors qu'on est pseudo libre depuis le départ de Zaba ?

ps: Merci à mon sauveur . Et qu'on ne vienne pas me dire qu'est ce tu foutais la bas ou pourquoi tu parles politique ..

<http://www.rue89.com/2011/03/02/tunisie-a-quoi-joue-la-police-politique-de-ben-ali-193073>

Tunisie : à quoi joue la police politique de Ben Ali ?

Par Zineb Dryef | Rue89 | 02/03/2011 | 13H44

La révolution sera-t-elle confisquée à coups de matraque ? En Tunisie, la police renoue avec la répression. Témoignages.



Ces derniers jours, le pays a connu un regain de violence et de répression que la population croyait faire partie de l'histoire ancienne. Il y a d'abord eu les passages à tabac samedi et dimanche sur l'avenue Bourguiba. Casseurs et manifestants ont eu droit au même traitement : pourchassés, frappés et arrêtés.

Azyz nous racontait avoir assisté à une arrestation « proche du lynchage » dans la journée de samedi. Près de 100 000 personnes manifestaient alors plus ou moins pacifiquement dans les rues de la capitale jusqu'aux affrontements entre police et manifestants. Cinq personnes sont mortes et plusieurs dizaines ont été blessées.

Plus que des violences policières, la police politique de Ben Ali reprend du service : surveillance, intimidation et maltraitance. (*Voir la vidéo*)

Parmi les agresseurs, un policier

Vendredi 25 février, Hana Trabelsi, blogueuse et journaliste pour Tunisie Expression, est agressée par un groupe d'inconnus. Tunisie Expression précise que la jeune femme a reconnu au moins un de ses agresseurs, un policier chargé de sa filature et de celle d'autres activistes sous Ben Ali :

« Hana était entrain de filmer une jeune fille touchée par balle au genou. Elle interviewait un manifestant quand les actions de pillage ont commencé et qu'elles étaient enregistrées dans l'arrière-plan de l'interview !

Dans sa mémoire, elle garde bien l'image d'un de ses agresseurs : un flic de la police politique qui avait l'habitude de la poursuivre et dont elle connaissait bien le visage avant le 14 janvier 2011. »

Cette curieuse alliance, casseurs et policiers en civil, inquiète. Depuis le 14 janvier, le gouvernement a du mal à faire face aux pillages et aux agressions qui se multiplient. Des voyous qui profitent de la situation ou des milices de Ben Ali, parmi lesquels la police ? Il y a un peu des deux. Un policier tunisois me disait la semaine dernière :

« Moi, je fais la circulation. C'est faux de dire qu'on est tous corrompus. Je n'ai jamais été impliqué dans la violence. Ceux qui font de la protection, ce sont les BOP, les Brigades de l'ordre public. »

Les BOP ou le cauchemar des Tunisiens. Responsables de la répression sanglante pendant la révolution, elles sont également accusées d'être les semeuses de troubles aujourd'hui.

« Tu appelles le peuple à se rebeller ? »

Kamel Tlili, 33 ans, de passage à Tunis la semaine dernière, a été brutalisé lundi par des policiers en civil et en tenue, ces fameuses BOP :

« Je marchais dans la rue. J'étais au téléphone avec ma copine. Je parlais du rassemblement pro-Ghannouchi de la veille. Un flic en civil est venu me voir. Il m'a demandé : "Qu'est-ce que tu racontes ? Tu appelles le peuple à se rebeller contre le gouvernement ? Raccroche !" J'ai tout de suite compris, j'ai essayé de discuter.

Une seconde et ils étaient vingt. Ils m'ont bousculé puis frappé. Il y en a un qui m'a mis un énorme coup de matraque sur la tête : "Tu es venu réveiller le peuple, c'est ça ?" Un des policiers a essayé de calmer les autres. Ils étaient enragés. »

Finalement, c'est un copain, restaurateur connu du quartier, qui parvient à l'arracher de là. Ce témoignage n'est pas celui d'une victime malchanceuse isolée. D'autres Tunisiens, simples passants parfois, rapportent des faits similaires.

Effacer les images de la répression

Le Nouvel Observateur a publié le récit d'une femme à qui la police a ordonné de détruire ses photos des dernières manifestations, confirmant là une volonté de contrôler l'information et d'effacer les images de la répression. Installée sur le balcon de son bureau, elle prend en photo des attroupements sur l'avenue Bourguiba :

« Deux policiers en civil débarquent au bureau, en me demandant de leur montrer mon téléphone portable pour savoir si je n'avais pas pris de photos.

Je leur dis que j'étais simplement sortie à cause du bruit ; ils commencent à me dire que les journalistes "de merde" et Facebook sont en train de nuire à leur image : "Est-ce que ça vous plaît ce qui se passe au centre-ville ?"

Je leur réponds que je ne suis pas responsable, qu'il est impossible d'arrêter tous les photographes et possesseurs de caméra. Ils finissent par se calmer quand mon mari vient s'interposer (j'étais un peu à cran) et que je leur montre les photos sur mon iPhone. »

Les photographes et journalistes demeurent une cible pour cette police politique. Sofiene Chourabi, jeune journaliste indépendant, l'un des premiers à avoir couvert la révolte de Sidi Bouzid, a été tabassé par la police, lundi :

« Il était 11 heures. Je prenais des photos d'une arrestation devant l'hôtel Africa quand des policiers m'ont chopé. Ils se sont tout de suite mis à me tabasser.

Ils ont pris mes papiers et mon appareil photo et ils m'ont emmené au ministère de l'Intérieur. Je criais "je suis journaliste, je suis journaliste" mais ils n'ont pas arrêté. Ils ont fini par me relâcher. »

Sofiene va porter plainte contre le ministre de l'Intérieur. Une de ses amies justifie :

« Ce qui est arrivé à Sofiene nous fait peur. C'est le retour de la police politique, des pourris. Ils doivent disparaître, être dissous, poursuivis. On ne dit pas que le gouvernement est responsable, on sait qu'il n'arrive pas à s'en débarrasser. Mais cette plainte, c'est pour marquer que les autorités doivent prendre leurs responsabilités ! »

Un système toujours en place

L'actuel ministre de l'Intérieur, Farhat Rajhi, avait lui même échappé à un lynchage au courant du mois de février après avoir promis de juger les coupables de pillages sur la chaîne privée Hannibal TV. Il a accusé une partie du ministère de l'Intérieur d'être derrière ce coup de force.

L'appareil policier très puissant de Ben Ali n'a pas été démantelé. Les responsables de la répression de la révolution, qu'Amnesty International qualifie de « meurtriers » après une enquête sur les événements de décembre et janvier, ne font pas même l'objet d'une enquête du gouvernement.

« Je ne suis pas l'homme de la répression », a déclaré de façon solennelle et un peu mystérieuse Mohamed Ghannouchi en quittant le gouvernement dimanche 27 février. Que voulait-il dire ? Ahmed Najib Chebbi, ministre du Développement régional, lui aussi démissionnaire, se contente de faire observer sur Europe 1 que si le désordre se poursuit, « la sécurité ne peut se rétablir que grâce à l'intervention de la seule autorité qui reste dans le pays, l'armée ».

Un chaos que les militaires ont délibérément laissé s'installer pour être l'unique recours ? Pour l'instant, les intentions de l'armée sont inconnues. Celles de la police aussi. Y aura-t-il au moins une réorganisation des dizaines de brigades mises en place par Ben Ali ? Des enquêtes sur les responsabilités policières durant la révolution et ces derniers jours ? Contacté par Rue89, le ministère de l'Intérieur tunisien n'a pas encore réagi.

Sur son mur Facebook, Kamel a écrit :

« On n'aura JAMAIS de démocratie et de liberté si la police ne comprend pas que la donne a changé et que la sécurité vient avec la protection des citoyens et non l'instauration de la peur perpétuelle. »

Photo : des manifestants anti-gouvernementaux affrontent la police à Tunis, le 26 février 2011 (Zoubeir Souissi/Reuters).

<http://juralibertaire.over-blog.com/article-du-mepris-postcolonial-a-propos-des-revoltes-en-tunisie-et-egypte-et-de-leurs-considerations-68484047.html>

Judi 3 mars 2011 4 03 /03 /Mars /2011 18:21

Du mépris postcolonial (À propos des révoltes en Tunisie et Égypte et de leurs considérations)

«C'est des feux de la sédition que naît la liberté.» — Jean-Paul Marat.

Cela va faire maintenant près de trois mois qu'un vent révolutionnaire souffle sur la rive sud de la mer Méditerranée, et si depuis tout ce temps, ce même souffle a suscité légitime enthousiasme et adhésion au nord, il a surtout entraîné craintes, fantasmes voire mépris. Craintes et fantasmes sont l'habituelle, pour ne pas dire traditionnelle, réaction des conservateurs de toute sorte qui d'Edmund Burke à nos jours détestent par-dessus tout, tout bouleversement de nature à perturber leurs certitudes et l'ordre géopolitique qu'ils estiment répondre à leur intérêt. On ne reviendra pas là dessus. Le mépris ils l'éprouvent également à l'endroit de peuples qu'ils n'hésitaient pas, il n'y a pas si longtemps à traiter de «macaques», mais ce mépris colonial, ils n'en ont manifestement pas l'exclusivité et c'est un sentiment pour le moins assez universel. Si l'on regarde du côté des partisans du progrès, un peu plus à gauche, on l'observe également : le mépris fantasmagorique vis-à-vis d'un espace trop islamique, le mépris militant pour des révolutions, qu'ils n'ont, premièrement, pas l'occasion de faire, deuxièmement qui ne correspondent pas à la romantique et pure idée qu'ils s'en font : des réactions qui procèdent exactement du même mépris colonial dont on s'évertue à dénoncer les permanences à droite...

L'analyste «petit blanc» [Le petit blanc : Expression partagée par de nombreux africains, aujourd'hui encore, dans les dites ex-colonies françaises à propos de l'homme blanc venu de métropole pour «mieux» y vivre, faire fortune par exemple. Il est «petit» de par sa condition sociale, il est souvent issu du prolétariat, il méprise son homologue africain tout en affirmant l'apprécier et lui faire la leçon. Ce qui lui fait oublier qu'il peut se permettre ce genre de comportement face au colonisé car dans la structure sociale impériale, il est au dessus, mais dominé par les «grands blancs», ceux qui tiennent les rênes de l'économie.] ou post-colonial

On a beaucoup parlé durant l'année 2008 des «émeutes de la faim», au sud, dans tous ces pays du tiers monde... un terme repris, ressassé, répété, rarement débattu, mais dont la forme même est un splendide exemple de ce mépris colonial : le «macaque» s'émeut et sort dans la rue quand il a faim, l'homme de la race supérieure, lui, mène des «révoltes frumentaires», sa conscience est supérieure, il mène la guerre de la farine (1775) ou prend son destin en main quand il fuit la verte Irlande pour les rives de Nouvelle-Angleterre durant la décennie 1840. L'être supérieur mène des révolutions, le macaque s'émeut et se révolte, l'être supérieur a une conscience de classe, le macaque est un analphabète bercé de religion... et la guerre d'Algérie, soit dit en passant, ne fut qu'une opération de police. Dure mais nécessaire démonstration : l'usage de l'euphémisme traduit également le mépris colonial. Mais celui que l'on appelle ici pour l'occasion, «l'analyste petit blanc» peut manifester un mépris encore plus fort et tout aussi colonial ou racial. Persifler sur le caractère petit bourgeois de la révolution égyptienne, c'est oublier que le peuple égyptien a connu trois révolutions au XXe siècle, connaît parfaitement la problématique et qu'il n'est pas moins éduqué qu'un autre. Dénoncer l'absence de lutte des classes est tout aussi méprisant, en particulier pour les 24'000 ouvriers de Mahallah El Kubra, qui n'ont pas eu besoin de lire Marx ou Bakounine (ces êtres supérieurs...) pour percevoir les mérites de l'organisation collective, la nécessité de la grève, et de l'affrontement avec leurs ennemis : jaunes, patronat, police et État... Oui, on peut être un macaque et même théoriser ça, comme un grand, tout seul, certains n'en dorment pas... Ça a sûrement bousculé leurs certitudes, car il y a malheureusement d'ultramontains jésuites racistes dans toutes les paroisses politiques. Enfin la glose la plus répandue, l'argument absolu de l'être supérieur, c'est son discours sur la place de l'Islam dans des pays où l'on en serait resté au Moyen-Âge en termes religieux, et où l'ars praedicandi, certes, reste largement répandu dans l'espace public. Cet homme ou cette femme, si lumineux, si éclairé, si supérieur, l'on se doit de lui rappeler que cette parenthèse n'a que 30 ans, et que ces révolutions sont en train de mettre à bas le modèle saoudien, qui constitue en effet le «cancer sociétal» du monde

arabe en tant que modèle depuis les années 70. Mais ça, son inconscient ne peut s'y résoudre, car «l'analyste petit blanc» au fond de lui-même, ne peut et ne veut voir que le macaque, le fellah algérien auquel il faisait suer le burnous, quelque part entre Oran et Constantine, dans cette si belle orangerie dans les années 1920, c'était le bon temps... La France a un «problème algérien», et il est loin d'être fini, au regard de l'agitation en cours.

Classes, «Démocratie» et cætera

«La densité de l'Histoire ne détermine aucun de mes actes. Je suis mon propre fondement. Et c'est en dépassant la donnée historique, instrumentale, que j'introduis le cycle de ma liberté.» — Frantz Fanon.

Depuis le début des insurrections en Égypte et en Tunisie, certains camarades sont dubitatifs quand au caractère révolutionnaire de ces soulèvements.

L'argument premier est dogmatique : pas d'affirmation de classes prononcée par les insurgés — rôle trop prééminent des classes moyennes locales — et cyber-activisme des jeunes diplômés petit bourgeois.

Oui, il faut accepter le fait que pour des milliers d'insurgés, l'appartenance à une classe ne constitue pas en soi le point de départ d'une insurrection portant en elle leurs colères, leurs rages, leurs dégoûts des régimes dictatoriaux et népotistes depuis des décennies. L'aspiration à des espaces de liberté contre des régimes tyranniques qui se proclamaient démocratiques, ne peut pas se fonder que sur la classe. C'est tout simplement l'oppressé contre l'oppression, le pauvre contre le riche. L'insurrection fait fi des structures, des partis et des dogmes.

Les attaques des rouges de ses régimes népotistes, corrompus et de ses symboles (locaux du parti, commissariats, ministères, banques, casernes, prisons, pillages de commerces, occupations, réquisitions d'immeubles et de terres...) montrent le caractère anti-autoritaire du mouvement et la volonté de rupture avec le cours «normal des choses» qui a prévalu jusqu'alors.

Et pourtant, le caractère de classe dans l'intensification des attaques et des luttes sociales a joué et jouera un rôle dans la chute des puissants en Tunisie et Égypte, mais à des degrés différents. Revenons quelques années en arrière, soit trois ans, en 2008.

La presse occidentale adore donner des noms débiles à des soulèvements populaires : les «émeutes de la faim» qui ont touché tous les continents à l'exception de l'Europe et de l'Amérique du nord. En Égypte des luttes de grande ampleur avaient secoué plusieurs villes du pays, surtout dans la banlieue du Caire : grève générale, émeutes, piquet de grève, le 6 avril, des ouvriers du textile de Mahalla al-Kubrâ, et pour l'occasion, création par des jeunes d'un groupe Facebook. La suite on la connaît, c'est la répression tous azimuts : condamnation, incarcération pour des ouvriers et des syndicalistes.

Cette même année, la région minière de Gafsa, en crise, se soulève contre la corruption et le népotisme ambiant du gouvernorat : manifestations à répétition, grève dans les usines, blocages devant les carrières de phosphates. Le régime réagit directement et brise cet élan : intimidations, tabassages, arrestations de militants et de syndicalistes. Mais le mal est fait, une brèche s'est ouverte dans les esprits des Tunisiens. Et le clan Ben Ali prend conscience que

son autorité a été bafouée pendant plus de trois mois dans une région où chômeurs, jeunes diplômés, ouvriers ou pas, parents se sont serrés les coudes pour la lutte.

«Les révolutions et les révolutionnaires, il faut les examiner de très près et les juger de très loin.» — Simon Bolivar.

Ce sont des mouvements de masses multiformes et complexes qui ont abouti à la chute des régimes tunisien et égyptien. Des formes d'alliances (de classes ?) de coordinations, d'auto-organisation se sont opérées. Si en Tunisie la contestation est partie des régions pauvres du sud (agricoles ou bien industrielles en crise), en Égypte par contre, elle est venue d'une partie de la jeunesse diplômée des classes moyennes généralement appelées du parti de l'ordre, autour du collectif Facebook du 6 avril (en référence à la lutte des «héros de Mahalla» comme on dit en Égypte).

Ces étincelles ont permis d'allumer la mèche dans ces deux pays à une vitesse inimaginable : un mois pour Ben Ali, dix-huit jours pour Moubarak.

Lorsque toutes les strates d'une société aussi muselée et dictatoriale se font entendre et se soulèvent ça fait mal. Tout un peuple qui fait tomber des têtes.

Alors on entend, ici et par là, quelques considérations assez condescendantes :

— Ce ne sont pas des révolutions puisqu'il s'agit d'un réajustement libéral du capital et de la diplomatie américaine au Maghreb, il reste encore l'armée et la police. Comme si la révolution était ce fameux grand soir où tout change de but en blanc, et pas un mouvement discontinu et lent processus qui porte en lui-même ses contradictions.

— De plus, il paraîtrait que ses peuples ne veulent pas de révolution, mais de la «démocratie», comme chez «nous». Ce qui est absurde tant le mot démocratie a toujours été galvaudé en ce monde, alors qu'il signifie qu'une quelconque concrétude, ici ou même là-bas, quand bien même il y aurait un ici ou un là-bas dans une économie planétaire internationalisée.

Ces soulèvements n'ouvrent-ils pas quelque chose de nouveau ? De fait, rien n'est fini, la pièce n'est pas jouée d'avance, c'est certain. «Inventer l'inconnu» comme disaient Marx et Engels. Pas de programme en cours, juste des forces et des gestes qui ont un sens : la négation de tous les restes des régimes passés et de ceux qui prétendent profiter de ces insurrections. De celle-ci naîtra ce qu'il adviendra ou pas. Bien sûr que dans cet élan il y a des partisans de la «démocratie», mais quelle forme va prendre leur système ? Seront-ils acceptés ? Et par quelles franges du peuple ?

Et si, finalement, on ne parle de «démocratie», les insurgés souhaiteraient une république islamique ; et là encore c'est totalement absurde. Le fait que les mouvements islamistes aient approuvé, souvent avec retard, les soulèvements populaires, atteste qu'ils sont à côté de la plaque. Certains même s'en méfiaient, comme à l'instar de la fameuse confrérie des Frères Musulmans qui a toujours été peu avenante avec les mouvements qu'elle ne contrôle pas. Un peu trop populaire à son goût pour elle qui s'est embourgeoisée peu à peu en accédant à certains cercles du pouvoir économique de l'ancien régime.

Tout continue, en Tunisie et en Égypte, il y a des attaques ; des travailleurs se mettent en grève malgré les injonctions de l'armée, les comités de quartiers se réunissent toujours, que l'on mène une chasse des anciens tauliers et autres caciques de l'ancien régime.

Par ailleurs, il y a un parallèle à faire avec les mêmes réactions qui ont eu lieu lors des émeutes dans les banlieues en 2005. Soit les émeutiers étaient considérés comme des fous, des sauvages dépolitisés ou encore des nihilistes ou bien alors des libéraux en puissance qui veulent s'intégrer, avides de consommer à tout prix, et devenir un citoyen. Moins les aspirations des émeutiers de cet automne 2005, c'est plus l'inaction et l'absence quasi-totale (ne faut pas exagérer non plus) d'actes et de paroles de soutien de la gauche radicale, des anarchistes et autres. S'il était évident que ce mouvement a pété à la gueule de tout le monde, et aux émeutiers eux-mêmes, rares sont les rassemblements, les manifestations qui sont venus appuyer au moins moralement les incendiaires de l'automne, ils étaient seuls, incompris du reste de la «société».

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas ici de distribuer des bons points tout en se drapant dans un quelconque magistère moral ou d'observation pratique.

Les analyses à l'emporte-pièce, lues ou entendues sur les révoltes qui se déroulent «là-bas» sont déplorables pour les raisons précédemment exposées, ce n'est ni le cas des doutes et des réserves tous légitimes. Mais notre place est fondamentalement du côté de ceux qui luttent, qu'on les trouve bons, moyens ou médiocres, contentons-nous de leur manifester notre soutien, qu'il soit formel ou non, ainsi que globalement, notre enthousiasme... Ces événements sont en cours... et nous n'avons ni la légitimité ni la connaissance pour les juger à travers l'étroit prisme de nos lointaines grilles de lecture...

Des «partageux» de l'anarchie !
3 mars 2011.

<http://kapitalis.com/fokus/62-national/2898-tunisie-les-causes-des-violences-a-ksar-hellal.html>

Tunisie. Les causes des violences à Ksar Hellal

Jeudi, 03 Mars 2011 00:23

Selon des témoins, 80 blessés à Ksar Hellal, ville du textile au Sahel. C'est le bilan d'une nuit blanche et d'une querelle qui a de vilains relents de régionalisme.

Pour éteindre les feux et arrêter les violences, il a fallu que toutes les forces de la région interviennent et on a demandé même du renfort des régions voisines. La poursuite des malfaiteurs a duré de 21 heures à minuit. Bilan selon les habitants: 80 blessés.

Les raisons de ce soulèvement n'ont aucun lien avec la politique et les politiques. Des usines qui emploient les milliers d'ouvriers ont été prises d'assaut par Awled Ayar, une communauté du centre-ouest et qui vit (et travaille) dans la ville depuis plusieurs années. Que veulent Awled Ayar? Selon des témoins, ils exigent de déplacer toutes les usines dans leur région natale, sinon ils mettent les feux partout.

Des émeutes se sont déclenchées entre cette population et les patrons d'usines avec à l'appui, armes blanches. «Nous avons vécu une nuit terrible. Les avions n'ont pas cessé de pétarader. C'était horrible. Nous nous préparons ce soir au pire et pas seulement à Ksar Hellal, mais à Moknine, à Bouhjar, à Sayada et dans toutes les villes dotées d'usines», raconte à Kapitalis,

Samira. Qui dit qu'il y a eu aujourd'hui du renfort de la part de Awled Ayar». Cette communauté a tenté de casser la statue de Bourguiba et de vouloir la remplacer par celle de Bouazizi.

Z. A.

http://www.lepoint.fr/monde/184-blesses-dans-de-violents-affrontements-en-tunisie-03-03-2011-1302465_24.php

Le Point.fr - Publié le 03/03/2011 à 20:28 - Modifié le 03/03/2011 à 20:29

Depuis mardi soir, des accrochages opposent des habitants de la ville industrielle tunisienne Ksar Hellal.

Source AFP

Au moins 184 personnes ont été blessées, dont 4 grièvement, dans des accrochages ayant opposé depuis mardi soir des habitants de la ville industrielle tunisienne de Ksar Hellal (centre-est), où l'armée a dû intervenir, ont indiqué jeudi l'agence officielle TAP et des témoins. Les blessés, admis à l'hôpital de Ksar Hellal et à celui de Monastir, ville proche, ont été victimes de jets de pierres, d'armes blanches ou de tirs à balles réelles, a indiqué une source médicale, citée par la TAP. Sur 14 blessés évacués dans la nuit de mercredi à jeudi au centre hospitalo-universitaire de Monastir, l'un était touché par balle, a précisé le directeur du centre, Amara Tamboura, cité par l'agence.

Des témoins, contactés par l'AFP, ont indiqué que de violents accrochages avaient opposé par intermittence depuis mardi soir des bandes de jeunes, nécessitant l'intervention des forces de sécurité et de l'armée à Ksar Hellal, capitale de l'industrie textile en Tunisie. Les raisons exactes de ces troubles n'ont pas été précisées. De violents accrochages entre des habitants et les forces gouvernementales sur l'avenue centrale Habib Bourguiba, épicecentre à Tunis de la contestation populaire, et à Ben Arous, dans la proche banlieue sud de la capitale, avaient fait six morts le week-end dernier, selon un bilan officiel. La situation sécuritaire reste fragile en Tunisie, plus de six semaines après la chute du président Zine el-Abidine Ben Ali.

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=38175:&catid=52:general

Actes de vandalisme dans des quartiers résidentiels à Ksar Hellal

MONASTIR, 3 mars 2011 (TAP) - Plusieurs maisons ont été la cible d'actes de vandalisme, de pillage et de saccage dans la ville de Ksar Hellal, au niveau des cités Erriadh 1, 2 et 3, surnommées « la zone ».

La correspondante de l'agence TAP a constaté, jeudi matin, à la cité Erriadh 3, ou « Oued El Amma », que plusieurs maisons ont été pillées. Selon la population, une dizaine d'habitations auraient été dégradées et plusieurs voitures incendiées.

La population de la ville de Ksar Hellal, particulièrement, celle de « la zone » vit dans la menace. Plusieurs citoyens ont préféré faire évacuer ce qui leur reste de meubles et

déménager dans un autre quartier de la ville, ou chez leurs proches de peur d'être de nouveau agressés.

Une usine de confection, également, pillée a déplacé ses équipements de l'avenue Abdelaziz Ayed (cité Erriadh 2) où elle était installée avec 70 employés.

Les citoyens de ces quartiers réclament l'arrestation des malfaiteurs afin de pouvoir retrouver la sérénité.

Une source autorisée auprès de la sûreté a confié, jeudi, à la correspondante de l'agence TAP que 23 personnes ont été arrêtées, la veille, détenant des objets volés et des armes blanches. Une enquête est en cours pour connaître ceux qui se cachent derrière ces bandes, a précisé la même source.

<http://www.tunisiawatch.com/?p=4119>

TUNISIA Watch | 3/03/2011 | 3:23 |

France: 460 Tunisiens arrêtés dans les Alpes-Maritimes

Quelque 460 clandestins tunisiens ont été interpellés depuis le 1er février dans les Alpes-Maritimes à la frontière franco-italienne, soit dix fois plus que l'an dernier à la même période, a-t-on appris aujourd'hui de source administrative. Une cinquantaine d'autres, venus par la même route, ont en outre été interpellés dans les départements voisins du Var et des Bouches-du-Rhône, selon la même source.

Sur les 460 personnes arrêtées dans les Alpes-Maritimes, arrivant essentiellement de Tunisie via l'île italienne de Lampedusa, figuraient 27 passeurs. Depuis le début de l'afflux, une centaine de policiers –sécurité publique, CRS, police aux frontières– sont affectés à la frontière du département. A Modane (Savoie), également à la frontière italienne, une soixantaine de clandestins ont été interpellés depuis le 1er février, selon la même source. (AFP -03/03/2011)

Vague de clandestins tunisiens dans le sud-est de la France

Quelque 460 Tunisiens ayant transité par Lampedusa en Italie ont été arrêtés dans les Alpes-maritimes en un mois. Les organismes d'aide aux réfugiés relativisent néanmoins l'importance de cette vague.

Des policiers chargés du contrôle de l'immigration à la frontière franco-italienne se disent «submergés» et «sous une pression hallucinante». Le député-maire de Nice, Christian Estrosi, a fait part au nouveau ministre de l'Intérieur de ses «inquiétudes concernant les flux migratoires en provenance d'Italie» mercredi. Claude Guéant a depuis annoncé sa venue dans la région vendredi. Et les quelque 500 arrestations de clandestins tunisiens recensées en France depuis début février sont présentées par des policiers locaux comme le début d'un phénomène de plus grande ampleur, qui pourrait atteindre les 15.000 entrées illégales.

Hormis les Alpes-maritimes, où 460 clandestins tunisiens ont été interpellés depuis le 1er février – soit dix fois plus que l'an dernier à la même époque, selon une source administrative une cinquantaine d'autres migrants ont été arrêtés dans les départements voisins du Var et des

Bouches-du-Rhône. Par ailleurs, cinq Tunisiens, deux Libyens et un Égyptien ont été interpellés mardi soir à leur descente du train gare de Lyon à Paris. Déjà arrêtés une première fois à Menton, ils avaient été remis en liberté par juge des libertés au nom de leur détresse psychologique et physique.

«Il n'y a pas d'afflux massif»



Quelque 500 nouveau clandestins sont arrivés mardi sur l'île de Lampedusa en provenance de Tunisie. Crédits photo : ROBERTO SALOMONE/AFP

La très grande majorité de ces clandestins a gagné l'Europe par des embarcations de fortunes qui les a débarqués à Lampedusa, une île italienne située à mi-distance entre la Tunisie et la Sicile. Remis en liberté, ils ont ensuite gagné la France par voie terrestre, en remontant la péninsule italienne. Quelque 6000 migrants ont ainsi posé pied à Lampedusa depuis le début des émeutes contre l'ex-président Ben Ali.

S'ils ne contestent pas la hausse récente du nombre de clandestins Tunisiens dans le sud-est de la France, les organismes de défense des droits des migrants gardent un ton mesuré. «C'est plus que d'habitude, indique au Figaro.fr Jean-François Ploquin, directeur général de Forum réfugiés, organisme autorisé à accompagner les migrants des centres de rétention de Nice, Marseille et Lyon. Habituellement, on recense environ dix Tunisiens placés en centre de rétention par mois, et là, on en dénombre 142 depuis le 11 février, dont 90% ont transités par Lampedusa. C'est un phénomène particulier mais on n'est pas du tout dans des flux massifs», estime-t-il. Contactée par Lefigaro.fr, la préfecture des Alpes-maritimes s'est refusée à tout commentaire avant sa conférence de presse prévue vendredi.

Des hommes jeunes venus par nécessité économique

Jean-François Ploquin décrit les migrants comme étant essentiellement des hommes jeunes, âgés de 18 à 40 ans, venus par nécessité financière plutôt que par crainte des répressions. «La crise en Tunisie a affaibli certains secteurs économiques, notamment le tourisme. Au cours de nos entretiens avec eux, ces hommes nous expliquent qu'ils ne peuvent plus nourrir leur famille». Mais selon la porte-parole du Haut commissariat aux réfugiés, Cécile Pouilly, certains migrants interpellés à Lampedusa, disent avoir fui par peur des représailles. «Il faut entendre ces appels», a-t-elle insisté sur RTL.

Jean-François Plotin invite par ailleurs à ne pas faire de projections hâtives. «Ce n'est pas parce que des centaines de milliers de personnes sont déplacées dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, en Libye par exemple, qu'elles veulent toutes nécessairement venir en France. Elles n'ont pas forcément de projet migratoire», assure-t-il.

Interrogé sur RTL, le président de l'association France Terre d'asile Pierre Henry estimait de son côté qu'il s'agit pour l'instant d' «une poussière de migration». «Je pense que notre premier devoir est d'abord de résoudre de façon urgente la situation en Tunisie».

Par Pauline Fréour – Le Figaro – 03/03/2011

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/tunisie-election-d-une-assemblee-constituante-le-24-juillet-03-03-2011-1341547.php>

Tunisie: élection d'une Assemblée constituante le 24 juillet

Publié le 03.03.2011, 20h18

Le président tunisien par intérim Foued Mebazaa a annoncé jeudi soir, dans un discours télévisé à la nation, l'élection le 24 juillet d'une Assemblée constituante, chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour l'après-Ben Ali. | Fethi Belaid Zoom

Le président tunisien par intérim Foued Mebazaa a annoncé jeudi soir, dans un discours télévisé à la nation, l'élection le 24 juillet d'une Assemblée constituante, chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour l'après-Ben Ali.

"Nous proclamons aujourd'hui l'entrée dans une nouvelle ère (...) dans le cadre d'un système politique nouveau qui rompt définitivement avec le régime déchu", a déclaré M. Mebazaa.

Pour cela, des élections seront organisées le 24 juillet pour "la formation d'une Assemblée nationale constituante (ANC) qui élaborera une nouvelle constitution", a-t-il ajouté.

"Place au travail et à l'arrêt des sit-in, y compris à la Kasbah" (le quartier gouvernemental au cœur de Tunis), a réagi Ali Ben Romdhane, le secrétaire général adjoint de la puissante centrale syndicale UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) qui avait largement contribué aux manifestations qui ont fait tomber Ben Ali.

"Nous allons travailler avec les autres forces politiques pour aider l'autorité publique à réaliser sa mission. Le programme est clair, il n'y a plus de flou", a-t-il déclaré à l'AFP.

"C'est une victoire du peuple et de la révolution", a déclaré à l'AFP Hama Hammami, chef du Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT), tout en émettant des réserves notamment sur le délai "trop court de quatre mois et demi" selon lui pour l'élection de l'ANC.

M. Mebazaa a en outre annoncé implicitement la dissolution de l'actuelle Constitution qui "ne répond plus aux aspirations du peuple après la révolution" du 14 janvier (la chute et la fuite de Zine El Abidine Ben Ali) et "constitue un obstacle à des élections transparentes".

M. Mebazaa, dont le mandat intérimaire expire le 15 mars en vertu de l'actuelle Constitution, a affirmé qu'il allait rester en place "contrairement aux rumeurs" qui lui avaient prêté l'intention de se retirer.

"Je m'engage (...) à poursuivre ma mission à l'expiration du délai du 15 mars", a-t-il dit.

Le président par intérim et le gouvernement de transition, que doit constituer le nouveau Premier ministre Béji Caïd Essebsi, formeront "l'autorité publique" dont l'action "cessera le jour de l'élection de l'Assemblée nationale constituante", a-t-il précisé.

En vue de cette élection, a détaillé le président, "un système électoral spécial" sera préparé "au plus tard avant la fin du mois de mars" par la "Haute commission pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique".

Cette Haute Commission regroupe désormais deux instances: le Conseil et la Commission des experts, a indiqué à l'AFP son président, Yadh Ben Achour.

Le texte électoral fera "l'objet de consultations dans le cadre du Conseil" de la Haute commission, formé de personnalités, de représentants des partis politiques et des organisations de la société civile "qui ont participé à la révolution ou l'ont soutenue".

Cela semble clairement exclure du processus le Rassemblement Constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali, suspendu en attendant sa dissolution par voie de justice.

Le président par intérim a exhorté les Tunisiens à "se remettre au travail" au moment où l'économie subit les incidences des troubles ayant émaillé le soulèvement populaire qui a conduit à la fuite de Ben Ali.

Selon une source proche du gouvernement, Béji Caïd Essebsi devrait annoncer vendredi son gouvernement de transition, un cabinet de "technocrates" après la démission en deux jours de cinq ministres, dont les deux représentants de partis d'opposition.

Ce sera le troisième gouvernement depuis la chute de Ben Ali, les deux premiers ayant été conduits par Mohammed Ghannouchi.

<http://www.webmanagercenter.com/management/article-102870-tunisie-la-verite-sur-les-evenements-de-ksar-helal>

webmanagercenter.com - 04 Mars 2011 15:10:00

Tunisie : La vérité sur les événements de Ksar Helal

* Par Omar El Oudi

* Maisons vandalisées, pillées et saccagées. C'est le spectacle désolant que vivent, depuis mardi 1er mars 2011, les habitants des cités Erriadh 1, 2 et 3 -surnommées «la Zone»- de la ville de Ksar Helal. Pour en savoir la ou les causes, nous nous sommes rendus sur les lieux.

*

La peur et la colère sont lisibles sur les visages des rares personnes que nous avons rencontrées –la plupart des habitants préfèrent se terrer chez eux.

En fait, lesdits actes de vandalisme ont entraîné des accrochages entre les habitants d'Awled Ayar et ceux dits de "la Zone" (Cité Erriadh). Plusieurs d'entre eux ont été blessés par des armes blanches.

Il est nécessaire de préciser, tout d'abord, que la communauté Awled Ayar vit et travaille à Ksar Helal depuis de nombreuses années. Dans ce cas, deux ou trois questions méritent d'être posées: Quelles sont les causes de ces violences? Pourquoi maintenant? Et qui sont les auteurs de trouble?

Notre déplacement dans la ville de Ksar Helal, le jeudi 3 mars 2011, visait à obtenir des réponses à ces interrogations. Mais comme on l'a indiqué plus haut, c'est une ville quasi-morte que nous avons trouvée.

Cependant, nous avons essayé de rencontrer quelques habitants pour comprendre ce qui se passe. Il est 15h30 à Ksar Helal, «comme vous le constatez, nous raconte un citoyen, tous les locaux commerciaux et autres boutiques de la ville sont fermés, les habitants vivent entre peur, colère et impuissance». Avant de souhaiter «l'intervention de l'armée et des forces de sécurité ne serait-ce que pendant la nuit».

Après ce constat, nous avons réussi à rencontrer le directeur d'une société de textile-habillement, et qui habite aux environs de la cité Erriadh. Selon M. Rachid, ces actes de violences ne sont pas le fruit du hasard. «Ils coïncident avec l'anniversaire du Parti Néo-Destour, fondé par Habib Bourguiba le 2 mars 1934 à Ksar Helal, devenu RCD en 1988», rappelle-t-il. Puis, il accuse: «des anciens RCDistes et autres Bourguibistes d'être en train de jouer la carte du régionalisme pour semer le trouble dans la zone et de prétendre que les habitants de Ksar Helal seraient des anti-révolution».

Notre interlocuteur va jusqu'à affirmer que ces anciens du régime déchu circulent dans la ville et distribuent de l'argent à des personnes pour semer des actes de vandalisme.

Toujours selon M. Rachid, la communauté d'Awled Ayar, et contrairement à ce que l'on croyait, n'a aucune revendication, sociale ou politique. Les habitants de cette localité n'ont pas demandé le démontage des usines et leur transfert vers d'autres régions; de même, ils n'ont pas tenté de casser la statue de Bourguiba pour la remplacer par celle de Bouazizi», précise M. Rachid.

Par ailleurs, notre interlocuteur a précisé, que quelques locaux de commerce ainsi que quelques maisons ont subi des dégâts après les actes de saccage et de pillage dans la nuit de mercredi à jeudi où au moins 80 personnes ont été blessées.

Enfin, M. Rachid dément catégoriquement les informations publiées par certains médias faisant état du pillage de plusieurs usines; il reconnaît cependant qu'une seule petite usine de confection a été pillée. Toutes les sociétés de la zone continuent normalement leurs activités.

Bien entendu, à cause de l'insécurité régnante et son corolaire, la peur, le taux d'absentéisme, durant cette semaine, est passé à 40%, affirme notre interlocuteur

<http://www.espacemanager.com/divers/tunisie-desordre-et-derive-securitaire-a-gafsa.html>

04/03/2011 | Mise à jour : 16:18

Tunisie: désordre et dérive sécuritaire à Gafsa

La ville de Gafsa connaît depuis jeudi une situation de désordre, une interruption de la circulation et l'installation de barrages en l'absence totale

des forces de sécurité intérieure.

Des rassemblements de jeunes ont été constatés au niveau des carrefours et des principales artères de la ville. Ces jeunes ont incendié des pneus de voitures et des bennes à ordures et entravé la circulation des voitures, des bus et des camions à l'entrée et à la sortie de Gafsa et au carrefour qui mène au gouvernorat de Tozeur, Om Larayes, Sidi Ahmed Zarrouk et la zone industrielle d'El Aguila.

Le trafic des bus dans la région d'El Jerid et les villes de Metlaoui, Oms Larieas et Redeyef a été interrompu. La circulation entre la ville d'El Ksar et Gafsa a été entravée par les barrages dressés par des groupes de jeunes au niveau du pont de Oued Baiech et de la route nationale reliant Gafsa et Gabès.

Toutes les routes menant au siège du gouvernorat, à la station de radio de Gafsa et au tribunal de première instance ont été bloquées par des groupes qui ont incendié des pneus et des bennes à ordures en utilisant des cocktails molotov.

Ces groupes ont pénétré dans le siège de la radio régionale de Gafsa avant d'être évacués par l'armée nationale.

<http://www.tunisiawatch.com/?p=4129>

TUNISIA Watch | 4/03/2011 | 4:00 |

Des milliers de réfugiés attendent aux frontières



D'interminables files d'attente s'étiraient le long de la route bordant le camp de Choucha, à 7 kilomètres du poste-frontière de Ras Jédir, et où quelque 15.000 personnes sont accueillies par l'armée tunisienne, le Croissant-Rouge et l'ONU.

Environ 100 000 personnes sont massées aux frontières pour tenter d'échapper aux violences, L'EXPRESS.fr fait le point sur la crise humanitaire.

Les organisations humanitaires et la communauté internationale mettent en place un véritable pont aérien d'urgence et sont engagées dans une course contre la montre et le chaos pour aider les dizaines de milliers de réfugiés massés dans des conditions précaires à la frontière entre la Libye et la Tunisie.

L'ONU a recensé près de 100.000 personnes aux frontières avec la Tunisie et l'Égypte, principalement des travailleurs égyptiens et tunisiens, dont plus de 80.000 à la frontière de Ras Jedir (Tunisie) depuis le 20 février.

Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) avait ces derniers jours lancé un appel urgent pour que « des moyens financiers et logistiques massifs dont des avions, des bateaux et du personnel spécialisés » participent à l'effort d'évacuation. Un haut responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde jeudi à Tunis contre « le risque d'épidémies » parmi les dizaines de milliers de déplacés qui ont afflué dans le sud tunisien depuis la Libye.

Louant « l'incroyable » élan de solidarité des Tunisiens vers les déplacés, le sous-secrétaire de l'OMS pour les interventions sanitaires en cas de crise, Eric Laroche, a estimé à 3 millions de dollars les besoins immédiats de l'OMS dans le sud tunisien. Le HCR a indiqué ce jeudi qu'il prévoit de doubler les capacités d'accueil du camp installé en Tunisie à la frontière avec la Libye, d'où fuient des dizaines de milliers de personnes.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé ce jeudi avoir commencé à évacuer les premiers des quelque 5.500 immigrés bloqués dans le port de Benghazi, fief de l'opposition libyenne dans l'Est du pays. Selon Human Rights Watch, les réfugiés africains sont particulièrement démunis. Des milliers d'entre eux seraient bloqués à Benghazi.

Les réfugiés pays par pays



Selon l'Office des migrations internationales, 1,5 million de travailleurs migrants résidaient en Libye avant les événements, sur un total de 6,4 millions d'habitants. Il est toutefois très difficile de trouver des informations précises sur la population étrangère en Égypte, les chiffres suivants sont donc des estimations.

Égypte : le nombre d'Égyptiens travaillant en temps normal en Libye est estimé à 500.000 par le site de l'Université de Laval au Québec. Plus de 31.000 Égyptiens sont arrivés à Ras Jedir à la frontière tunisienne depuis le 20 février, selon les autorités tunisiennes. À l'autre bout du pays, environ 15.000 Égyptiens ont récemment passé la frontière côté égyptien près de la ville de Saloum. Les Européens ont commencé jeudi à mettre en place un pont aérien

pour évacuer de Tunisie des milliers d’Egyptiens ayant fui la Libye, afin d’éviter chaos et épidémies. Une équipe médicale française d’une vingtaine de médecins et infirmiers est arrivée ce jeudi à l’aéroport de Djerba, dans le sud de la Tunisie, avec pour objectif d’évacuer par air et par mer quelques 5.000 Egyptiens. De son côté, l’Allemagne va envoyer trois navires militaires pour participer avec des avions au rapatriement en Egypte de quelque 4.000 réfugiés, essentiellement égyptiens

Pakistan : sur les 80.000 ressortissants pakistanais travaillant en Libye, il en resterait à ce jour 18.000.

Soudan : environ 59.000 soudanais travaillaient en Libye.

Tunisie : les travailleurs tunisiens étaient estimés à 50.000 avant le soulèvement.

Bangladesh : environ 50.000 personnes. Entre 8.000 et 10.000 ressortissants du Bangladesh sont passés mercredi en Tunisie, selon le porte-parole du HCR. L’Organisation internationale pour les migrations (OIM) aurait aidé au rapatriement de 400 Bangladais via la Turquie.

Chine: Pékin a annoncé avoir évacué près de 32.000 de ses ressortissants travaillant en Libye, soit la grande majorité d’entre eux, grâce à une importante opération navale, terrestre et aérienne. Une frégate chinoise arrivée dans les eaux libyennes mardi a offert son aide pour évacuer ses ressortissants.

Thaïlande : 25.000 thaïlandais travaillaient en Libye.

Philippines : 26.000 Philippins travaillaient principalement dans le pétrole, le gaz et le secteur médical. 9200 d’entre eux ont quitté le pays jusqu’à présent.

Turquie : quelque 25.000 Turcs résidaient en Libye, où environ 200 entreprises turques sont actives, principalement dans le bâtiment. La Turquie a rapatrié depuis le 19 février tous ses citoyens qui voulaient quitter la Libye, soit 17.734 personnes.

Inde : 18.000 personnes travaillent essentiellement dans le pétrole, la construction et le secteur de la santé et l’automobile. Un quart d’entre eux ont été évacués vers l’Inde.

Nigeria : la population est évaluée à 10.000 personnes selon les autorités nigérianes.

Vietnam : 10.500 personnes résidaient en Libye. 5.000 d’entre eux y sont toujours bloqués, selon l’OIM. L’organisation doit évacuer « rapidement » un groupe de 600 Vietnamiens sans papiers.

Algérie: Plus de 2.000 Algériens ont été rapatriés de Libye par avion.

Nigeria : 2000 personnes dont la moitié ont déjà été évacuées par les airs ; l’autre moitié devrait l’être dans les prochains jours.

Bosnie : la moitié des 1500 ressortissants bosniaques aurait été rapatriée.

Italie: Rome a évacué environ 1.400 de ses quelque 1.500 résidents en Libye.

Allemagne : 600 personnes ont quitté la Libye. Il resterait une trentaine de ressortissants allemands dans le pays, principalement à Tripoli.

Grande Bretagne : A la date du 26 février, le Foreign Office a indiqué avoir « aidé environ 600 Britanniques à quitter la Libye ». Il resterait 150 sujets de sa Majesté dans le pays.

France: les opérations d'évacuation ont permis de rapatrier 500 ressortissants français selon le ministère des Affaires étrangères sur un total de 735 Français inscrits en Libye en décembre 2009. (Par L'EXPRESS.fr, le 03/03/2011)

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/06/97001-20110306FILWWW00131-tunisie-2000-arrestations-en-un-mois.php>

Tunisie: 2.000 arrestations en un mois

AFP

06/03/2011 | Mise à jour : 15:21 Réactions (10)

Les forces de sécurité tunisiennes et l'armée, ont arrêté en un peu plus d'un mois près de 2.000 personnes, dont 200 pour agressions et 165 pour port d'armes et actes de pillage et de vol, a annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué publié dimanche. Après l'arrestation de "deux personnes en possession d'armes à feu qu'elles avaient dérobées des locaux du district de la Garde nationale de Kasserine (centre-ouest)", les efforts "s'accélérent pour retrouver les autres suspects et les armes volées", a ajouté le communiqué.

Fin février, le ministère de l'Intérieur avait fait état de "la perte d'armes et de munitions" lors d'"actes de pillage et d'incendie (...) ayant visé des postes et des districts de la sécurité et de la garde nationales", et invité "les citoyens qui trouvent ces armes à les remettre" aux autorités. Sur les quelque 2.000 personnes arrêtées entre le 1er février et le 5 mars, figurent aussi "276 prisonniers évadés, 700 auteurs de vol, de pillage et de destruction, 260 délinquants ayant terrorisé des citoyens et 70 autres pour avoir allumé des incendies et endommagé des biens".

Ce bilan a été publié alors que le calme est revenu ce week-end dans la capitale après l'annonce par les autorités intérimaires de l'élection en juillet d'une Assemblée constituante, principale revendication de l'opposition. Par ailleurs, les forces de sécurité et l'armée recherchaient 16 prisonniers qui se sont évadés vendredi soir de la prison de Borj Erroumi, à Bizerte (nord), après avoir percé un trou dans le mur d'enceinte de ce pénitencier très sécurisé, a indiqué une source des services de sécurité, citée par l'agence officielle TAP.

Des évasions massives des prisons tunisiennes avaient eu lieu pendant les émeutes durement réprimées qui ont conduit le 14 janvier à la chute du président Zine El Abidine Ben Ali après 23 ans de pouvoir absolu.

<http://nawaat.org/portail/2011/03/06/lettre-ouverte-a-l%E2%80%99ugtt-rappelez-vous-farhat-hached/>

Lettre ouverte à l'UGTT : Rappelez-vous Farhat Hached

Opinions Sur Rue | Mar 06, 2011 |



Mr Abdesslem Jrad : Secrétaire Général de l'UGTT

Par **Chedly Ben Salem.**

Bilan des grèves : 10 milles emplois perdus, 120 entreprises liquidées !!

Aucun pays au monde ne peut résoudre une crise sociale profonde dans un délai de 6 mois, et surtout pas un gouvernement provisoire. L'UGTT est loin d'ignorer que ces problèmes sociaux et revendications sur le statut salarial, ne peuvent être traités que sur du long terme avec un gouvernement élu. Pourquoi alors inciter les gens à des grèves sans même engager des négociations pour les protéger ? Pourquoi ces manipulations et ce chantage politique en prenant la Tunisie et ses intérêts en otage ? Farhat Hached disait : « la dignité avant le pain », n'avez-vous pas sacrifié et la dignité et le gagne-pain de beaucoup de tunisiens en les illusionnant d'un bénéfice personnel au détriment de celui de la nation ?

L'UGTT a longtemps été noyauté par le RCD, applaudissant le régime de Ben Ali pendant 23 ans et bénéficiant de multiples cadeaux et autres privilèges pour ses responsables. La révolution tunisienne a enfin permis de libérer l'UGTT et la mise à mort politique du RCD, Ô combien fort utile pour la démocratie. Mais cette révolution, peut-elle servir de prétexte à l'UGTT pour devenir un nouveau RCD corrompu ou le bras armé dirigé par ses responsables pour le compte de leurs amis-partis ? Ces mêmes dirigeants qui ont défendu et soutenu Ben Ali contre la révolution du peuple et qui osent maintenant s'autoproclamer les protecteurs de cette révolution !

Le but d'un syndicat n'est-il pas de défendre la classe salariale ? Ou est-ce de la sacrifier pour ses propres intérêts ? Comment un syndicat peut-il se permettre d'alimenter une crise politique, économique et sociale dans le but d'assouvir ses ambitions ?

Le complot politique et les manœuvres politiciennes pour la récupération de la révolution en plongeant le pays dans une crise, sont indignes de l'UGTT de Farhat Hached. Que répondez-vous aux 10 000 salariés qui ont perdu leur travail et qui se sentent trahis? Aimez-vous vraiment le peuple tunisien, ou l'avez-vous vendu pour des enjeux personnels?

Enfin, l'UGTT a-t-il oublié ses principes qui sont d'être unis main dans la main autour de la valeur « travail », et arrive-t-il à comprendre la déception des tunisiens ? N'est-il pas grand temps de faire votre propre révolution en interne et de retrouver vos valeurs et votre crédibilité auprès du peuple ? Le contre-pouvoir d'un syndicalisme fort et pluraliste est primordial pour challenger le gouvernement de l'extérieur, mais en aucun cas pour aspirer au pouvoir lui-même en mettant en péril le pays.

La révolution appartient à tous les tunisiens, soyez donc nos dignes patriotes en travaillant main dans la main pour la Tunisie. Soyez révolutionnaires mais responsables. Rappelez-vous votre peuple, rappelez-vous Farhat Hached.

أحبك يا شعب

أحبك يا شعب تونس الذي امتحنك الدهر و امتحنته فعرف فيك الشجاعة مع الاخلاص و عرف فيك الصبر مع المثابرة
.....
أحبك بما اشتمل فيك من خصال تفاخر بها و صفات حميدة ترفع رأسك ، و أحبك لحبك للعمل و اعتصامك بمبادئك المقدسة
.....
لقد انقضى ذلك العصر الذي لا يحس التونسي آلام غيره و لا يهمله من أمر الدنيا إلا ما يعود على شخصه بالغنيمة مهما كان
مأتاها
.....
فأحبك و أخلص لك العمل و إن دمت هكذا متحدا فوالله لن تغلب أبدا
الرّعيم القائد الشهيد فرحات حشاد

<http://www.tunisiawatch.com/?p=4189>

TUNISIA Watch | 7/03/2011 | 7:18 | Tunisie

Tunisie: Suppression de la police politique et de la Direction de la Sûreté de l'Etat

Le ministère de l'Intérieur tunisien a annoncé aujourd'hui la suppression de la direction de la sûreté de l'Etat et de « *toute forme d'organisation s'apparentant à la police politique* » .

Dans un communiqué, le ministère a annoncé un ensemble de mesures dont « *la rupture définitive avec toute forme d'organisation s'apparentant à la police politique aussi bien au niveau de la structure, des missions ou des pratiques* » .

Il a également décidé de supprimer la direction de la sûreté de l'Etat » *affirmant l'engagement du ministère à appliquer la loi et à respecter les libertés et des droits civiques* » .

« *Ces mesures pratiques, poursuit le texte, sont en symbiose avec les valeurs de la révolution, dans le souci de respecter la loi, dans le texte et dans la pratique, et en consécration du climat de confiance et de transparence dans la relation entre les services de sécurité et le citoyen* » . Elles « *s'inscrivent dans le droit fil de la nouvelle approche des attributions du ministère de l'Intérieur et de la volonté de poursuivre l'action déjà entamée en vue de contribuer à la réalisation des attributs de la démocratie, de la dignité et de la liberté* » , conclut le communiqué officiel. (AFP – 07/03/2011)

وزارة الداخلية تقرّر إلغاء إدارة أمن الدولة وتؤكد التزامها بالقانون واحترام الحقوق والحريات

تعلم وزارة الداخلية أنّه تماشيا مع قيم ومبادئ الثورة والتزاما باحترام القانون نصّا وممارسة وتكريسا لمناخ الثقة والشفافية في علاقة الأمن بالمواطن وحرصا على معالجة السلبيات المسجّلة في ظل النظام السابق في مستوى هذه العلاقة وفي إطار مراجعة تنظيم هيكل الأمن الداخلي بالاستئناس بالتنظيمات المعتمدة في الدول الديمقراطية وما توفّر لهذه الدول من خبرات وتجارب، شرعت وزارة الداخلية في اتخاذ الإجراءات العملية الكفيلة بتحقيق هذا التمشّي وقرّرت ما يلي

أولا : القطع نهائيا مع كلّ ما من شأنه أن يندرج، بأيّ شكل من الأشكال، تحت منطوق « البوليس السياسي » من حيث الهيكلية والمهمّات والممارسات

ثانيا : إلغاء إدارة أمن الدولة

ثالثاً : تأكيد التزام وزارة الداخلية بالقانون واحترام الحريات والحقوق المدنية

وتندرج هذه الإجراءات والقرارات في إطار الرؤية الجديدة لمهام وزارة الداخلية ومواصلة ما شرعت فيه من خطوات عملية للمساهمة في تحقيق مقومات الديمقراطية والكرامة والحرية.

<http://www.tunisiawatch.com/?p=4185>

TUNISIA Watch | 6/03/2011 | 6:02 |

Tunisie: arrestation de plus de 2.300 pillards et détenus en fuite

Les forces de sécurité et l'armée tunisiennes ont arrêté plus de 2.300 prisonniers en fuite et pillards présumés lors d'opérations de ratissage menées dans plusieurs régions du pays durant le 1er février, a annoncé samedi un communiqué du ministère tunisien de l'Intérieur diffusé par l'agence officielle TAP.

Selon le ministère, « *ces patrouilles sont organisées dans le but de rétablir la sécurité et la stabilité* », priorité affichée par le nouveau Premier ministre Béji Caïd Essebsi.

Profitant de la dérive sécuritaire provoquée par la fuite du président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier dernier, plus de 9.000 prisonniers se sont évadés des établissements carcéraux sur un total de 31.000 détenus.

Depuis le 1er février, 276 prisonniers en fuite ont été arrêtés et remis aux services pénitentiaires. Cette vague d'arrestations a été précédée par d'autres coups de filet opérés par les forces de l'ordre. L'agence ne fournit cependant aucune précision sur le nombre d'évadés encore en fuite.

Par ailleurs, le communiqué mentionne l'arrestation de 670 personnes recherchées et de 700 autres ayant commis des actes de vol, de pillage et de destruction, ainsi que 260 délinquants présumés ayant « *terrorisé les citoyens* » et 70 autres pour avoir déclenché des incendies et endommagé des biens.

La campagne sécuritaire a également permis l'interpellation de 200 auteurs présumés d'agressions, de 165 personnes pour port d'armes et actes de pillage et de vol et deux autres en possession d'armes à feu dérobés lors d'une attaque des locaux de la garde nationale à Kasserine, dans le centre-ouest du pays.

Ces dernières semaines, Tunis et d'autres régions ont connu des perturbations violentes attribuées à « *des bandes munies d'armes blanches* » ayant provoqué plusieurs morts et le saccage de biens publics et privés. Depuis le début de la semaine, la capitale et la plupart des zones de l'intérieur semblent avoir retrouvé le calme à la faveur d'un important déploiement sécuritaire.

L'agence tunisienne rapporte par ailleurs l'arraisonnement par les unités de la garde maritime et de l'armée tunisienne d'une barque de pêche, au large de Sfax, au sud du pays, avec à son bord 89 migrants clandestins qui projetaient de « *franchir illégalement la frontière* » vers les côtes italiennes. (AP – 05/03/2011)

<http://www.dna.fr/fr/monde/info/4728729-Un-troisieme-gouvernement>

le 08/03/2011 02:01

Un troisième gouvernement

Exit les derniers ministres hérités du président déchu Ben Ali, aucun membre de l'opposition: le Premier ministre tunisien par intérim, Béji Caïd Essebsi, 84 ans, a formé hier un gouvernement composé de 21 technocrates dont la mission première est la sécurité et l'économie.

Autre signal fort: l'annonce de la dissolution de la redoutée Direction de la sécurité du territoire (DST) et de la police politique qui a fait régner la terreur durant les 23 ans de pouvoir de Zine El Abidine Ben Ali.

Le bail de M. Essebsi et celui de son équipe ne durera que quatre mois et demi: après l'élection de la «Constituante, le lendemain ou deux, trois jours après, vous ne me verrez plus à cette tribune», a-t-il confirmé hier.

Au premier jour du nouveau gouvernement, les Tunisiens ont d'ailleurs eu droit à deux autres événements chargés de symbole. Le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'il «s'engageait à appliquer la loi et à respecter les libertés et des droits civiques», et la Ligue tunisienne des droits de l'Homme a tenu son conseil national.

Lampedusa

Un millier de clandestins

Quatorze embarcations transportant un peu plus de 1 000 immigrants, pour la plupart tunisiens, sont arrivées entre dimanche soir et hier sur l'île italienne de Lampedusa. Parmi les nouveaux arrivants, on comptait aussi une Allemande et sa fille de 9 ans divorcée d'un Tunisien, selon l'agence Ansa.

D'autres débarquements en provenance de Tunisie sont attendus dans les prochaines heures, a appris l'AFP auprès des garde-côtes.

[...]

http://www.challenges.fr/actualites/monde/20110309.CHA3882/la_justice_tunisienne_dissout_le_parti_de_ben_ali.html

Tunisie : la justice dissout le RCD, le parti de Ben Ali

Le point sur la situation dans les pays du Moyen-Orient et du monde arabe.



(c) AFP

Articles liés

Voici la situation au Moyen-Orient et dans le monde arabe, pays par pays, mercredi 9 mars, alors que l'onde de choc née en Tunisie, puis en Egypte, ne cesse d'avoir des répercussions.

En Algérie: Des milliers de gardes communaux, un corps chargé de suppléer la gendarmerie dans les villages algériens, ont forcé plusieurs cordons de police lundi à Alger et marché jusqu'à l'Assemblée nationale pour réclamer une hausse de salaire. Depuis les émeutes de janvier, le gouvernement a annoncé, outre la levée de l'état d'urgence, une série de mesures pour tenter de reconquérir l'opinion publique et se mettre à l'abri d'une contestation similaire à ce qui s'est passé en Egypte ou en Tunisie.

Cinq personnes, dont trois membres d'une même famille, ont été tuées mardi par l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur véhicule, dans la région de Djelfa (270 km au sud d'Alger), selon la presse algérienne. L'attaque est probablement d'origine islamiste. C'est la plus meurtrière depuis cinq mois.

En Arabie saoudite: Les autorités ont rappelé samedi que les manifestations étaient interdites dans le royaume et que la police était autorisée à intervenir pour faire respecter la loi. Un important remaniement ministériel doit être prochainement annoncé en Arabie saoudite. Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a recouvré la santé après ses opérations au dos mais a besoin de poursuivre le programme de rééducation entamé à New York, a déclaré vendredi le ministre saoudien de la Santé. Rentré dans son pays après trois mois d'absence pour raisons médicales, il a annoncé une série de mesures sociales.

A Bahreïn: Les autorités bahreïniennes ont annoncé lundi soir un projet de construction de 50.000 habitations sur cinq ans, d'un coût de plus de cinq milliards de dollars, visant à réduire la crise du logement dans le royaume touché par la contestation sociale. Des manifestants continuent à camper nuit et jour sur la place de la Perle, devenue l'épicentre de la contestation du gouvernement dirigé depuis 1971 par l'oncle de l'émir, cheikh Khalifa ben Salman Al-Khalifa.

En Egypte: Des Egyptiens armés de couteaux et de machettes ont attaqué mercredi des centaines de manifestants pro-démocratie rassemblés place Tahrir au Caire. Des affrontements ont eu lieu mardi soir au Caire entre chrétiens coptes et musulmans, après la destruction d'une église. Dix personnes ont été tuées et 110 blessées dans ces violences. Une cour criminelle a par ailleurs confirmé mardi une décision de geler les avoirs du président égyptien déchu Hosni Moubarak et ceux de sa famille. Hosni Moubarak, qui a démissionné le 11 février sous la pression de la rue après s'être maintenu au pouvoir pendant 30 ans, est accusé d'avoir amassé une fortune considérable. La lutte contre la corruption est l'une des principales exigences des opposants qui ont poussé Hosni Moubarak au départ à l'issue de 18 jours de

manifestations. L'ex-raïs et sa famille proche sont interdits de quitter le pays. Cette requête concerne son épouse Suzanne ainsi que ses deux fils, Alaa et Gamal, et leurs épouses Heidi Rasekh et Khadiga al-Gammal. Le nouveau gouvernement égyptien, dirigé par Essam Charaf, a prêté serment lundi devant le chef du Conseil suprême des forces armées, le maréchal Hussein Tantaoui. Six ministères ont été renouvelés, dont celui du Pétrole, qui va à Abdallah Ghorab, la Culture, la Justice et la Main-d'oeuvre.

En Irak: Un demi-millier de personnes ont manifesté lundi dans le centre de Bagdad, un an jour pour jour après les législatives, pour dénoncer les promesses non tenues selon eux par la classe politique et exprimer leurs remords d'avoir participé au scrutin..

En Jordanie: Les islamistes ont déclaré mercredi à Amman qu'ils conditionnaient leur participation à un dialogue national, lancé par le gouvernement, à l'examen de réformes constitutionnelles. L'opposition a multiplié les appels pour la dissolution du Parlement, qui selon elle entrave le processus de réformes. Ces appels ont pris de l'ampleur après qu'un député, Mohamad al-Koz, a proféré jeudi au parlement des insultes à l'encontre des manifestants qu'il a qualifiés de "corrompus et ignobles vauriens". Le Premier ministre jordanien Maarouf Bakhit et son gouvernement ont obtenu jeudi la confiance du Parlement lors d'un vote serré à la veille d'une manifestation de l'opposition islamiste pour des réformes dans le pays. Le Premier ministre a promis des réformes "réelles et graduelles", dans une adresse devant les députés avant le vote. Il a ajouté que les récents appels à une monarchie constitutionnelle risquaient "de créer un déséquilibre dans le système politique jordanien".

Au Koweït. Un millier de koweïtiens ont manifesté mardi pour réclamer des réformes dans ce riche pays pétrolier du Golfe et le remplacement du Premier ministre qu'ils accusent d'incompétence. Portant des banderoles appelant à la démission du gouvernement et la nomination d'un nouveau Premier ministre, ils ont juré de continuer leurs protestations jusqu'au départ du chef du gouvernement, cheikh Nasser Mohammad al-Ahmad al-Sabah.

En Libye: [cliquez ici](#).

Au Maroc: Le roi Mohammed VI va adresser un "discours à la nation" mercredi soir, le premier après les manifestations du 20 février dans plusieurs villes du Maroc, organisées via internet pour réclamer des réformes politiques "profondes". Un ferry transportant environ 2.000 personnes évacuées de Libye, en majorité des Marocains, est arrivé dimanche matin dans le port marocain de Tanger, où environ 4.000 personnes devaient ainsi être rapatriées dimanche de Libye. Plusieurs centaines de manifestants ont participé dimanche à un rassemblement éclair devant le Parlement à Rabat pour réclamer "un Etat de droit" et des réformes politiques et sociales "radicales". Portés par les révoltes qui secouent le monde arabe, soutenus par des hommes d'affaires et des défenseurs des droits de l'homme, les jeunes à l'origine des manifestations de février espèrent mobiliser à nouveau le 20 mars pour réclamer plus de démocratie. La coordination revendique plus de 30.000 sympathisants sur le réseau social Facebook. Le roi Mohammed VI a mis en place jeudi dernier un nouvel organisme public chargé de la défense des droits de l'Homme, en remplacement d'un précédent conseil au rôle uniquement consultatif. La création du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) met fin au mandat du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), créé en 1990 par le roi Hassan II.

A Oman: Des Omanais ont continué à camper sur des places de Mascate et de Sohar, au nord de la capitale, estimant "insuffisant" le remaniement ministériel décidé lundi par le sultan

Qabous qui a pourtant changé le tiers du gouvernement, dans ce qui est qualifié de "plus ample changement de la composition du gouvernement en 40 ans" de son règne.

Au Soudan: L'opposition soudanaise a rejeté lundi des négociations avec le parti au pouvoir qui souhaite former un gouvernement de coalition après l'indépendance en juillet prochain du Sud-Soudan, estimant qu'un changement de régime était l'unique solution. A l'image de la Tunisie et de l'Egypte, le Soudan a connu des manifestations sporadiques depuis janvier à Khartoum et dans d'autres villes du Nord. Les protestataires, souvent mobilisés par des étudiants à travers les réseaux sociaux sur internet, dénonçaient le régime et l'absence de libertés civiques, mais aussi la hausse vertigineuse des prix. Les manifestations sont restées contenues par les services de sécurité, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et arrêté plus d'une centaine de personnes.

En Syrie: L'avocat et défenseur des droits de l'Homme syrien Haytham Maleh, emprisonné depuis octobre 2009, a été libéré mardi en vertu d'une grâce présidentielle. Treize militants des droits de l'Homme emprisonnés, dont les avocats Haytham Maleh et Anouar Bounni, avaient annoncé lundi avoir entamé une grève de la faim pour réclamer la fin de l'"oppression" en Syrie. Une page Facebook intitulée "la révolution syrienne contre Bachar al-Assad 2011" appelait à des manifestations à une date encore indéterminée.

En Tunisie: Le tribunal de première instance de Tunis a annoncé mercredi la dissolution du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de l'ex-président Ben Ali, provoquant une explosion de joie dans la salle. Déjà suspendu le 6 février de toute activité, le RCD, fondé le 27 février 1988 par Zine El Abidine Ben Ali, revendiquait plus de deux millions d'adhérents pour 10 millions d'habitants. Depuis la fuite du président le 14 janvier, les Tunisiens n'avaient cessé de manifester pour réclamer la dissolution de ce parti symbole de l'état-policier durant les 23 ans de régime de Ben Ali.

Au Yémen: Les violences ont fait au moins trois tués depuis mardi dans une série d'incidents, dont une émeute dans la prison de Sanaa, mais le régime a assuré mercredi qu'il faisait tout pour protéger les manifestants. L'opposition yéménite s'est déclarée dimanche déterminée à évincer le président Ali Abdallah Saleh et le régime, qui refuse de céder. Ce dernier a accusé Al-Qaïda de trois attaques ayant coûté la vie à six militaires. Samedi, le président Saleh avait rejeté une proposition de l'opposition qui prévoyait qu'il quitte ses fonctions avant la fin de l'année, alors que son mandat expire en 2013. Le régime yéménite est contesté depuis fin janvier avec des manifestations à Sanaa, Taëz, Aden et dans le reste du pays. Selon Amnesty International, au moins 27 personnes ont été tuées lors de ces manifestations. Des milliers de jeunes gens continuent à camper sur la place de l'Université, depuis le 21 février.

(Challenges.fr)

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/10/97001-20110310FILWWW00368-tunisie-mandat-de-depot-contre-un-ex-ministre.php>

Tunisie/ex-ministre: mandat de dépôt

AFP

10/03/2011 | Mise à jour : 07:07 Réactions (3)

Un mandat de dépôt a été émis à l'encontre de l'ancien ministre tunisien de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem pour "homicide volontaire", a annoncé hier une source du ministère de la Justice.

Le doyen des juges d'instruction, qui a émis ce mandat le 3 mars, a retenu l'accusation contre M. Kacem sur fond des événements sanglants survenus en janvier et qui ont fait plusieurs victimes, alors qu'il était ministre de l'Intérieur, a-t-on ajouté de même source.

Rafik Belhaj Kacem avait été limogé le 12 janvier, deux jours avant la chute et la fuite du président Zine El Abidine Ben Ali, alors que le pays était secoué par des émeutes qui avaient fait des dizaines de morts. Le parti de Ben Ali, le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RDC), a été dissous mercredi par une décision de la justice, saisie par le ministère de l'Intérieur après avoir suspendu les activités de ce parti le 6 février.

<http://www.journalmetro.com/monde/article/799438--tunisie-affrontement-entre-soldats-et-refugies>

Tunisie: affrontement entre soldats et réfugiés



EMILIO MORENATTI, THE ASSOCIATED PRESS

Publié: 10 mars 2011 20:36

Mis à jour: 10 mars 2011 21:59

RAS JDIR, Tunisie - Un affrontement a éclaté, jeudi, dans un camp de transit de la Tunisie où se sont réfugiés des milliers de travailleurs étrangers qui ont fui les violences en Libye.

Des soldats tunisiens ont repoussé des centaines de travailleurs originaires du Bangladesh qui tentaient d'entrer dans une installation d'entreposage des Nations unies établie dans le camp. Les protestataires se sont plaints de ne pas avoir suffisamment de nourriture et de ne pas être rapatriés dans leur pays assez rapidement. À un certain moment, des soldats ont battu des manifestants qui se trouvaient près d'eux, avant de reprendre le contrôle de la situation.

Les soldats ont demandé aux journalistes qui observaient la confrontation de quitter le camp.

Au total, plus de 250 000 travailleurs étrangers ont fui la Libye vers les pays voisins, en particulier en Tunisie et en Égypte, selon des responsables.

Alors que des dizaines de milliers d'entre eux ont été rapatriés par les autorités de leur pays d'origine, des milliers d'autres, principalement originaires du Bangladesh et de pays africains, doivent attendre que des agences humanitaires les rapatrient parce que leurs pays n'ont pas les moyens de le faire.

Le nombre de personnes fuyant la Libye est resté stable au cours des derniers jours. De 2000 à 3000 personnes par jour franchissent la frontière tuniso-libyenne, a déclaré Firas Kayal, porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Les nouveaux arrivants sont conduits vers un camp situé à plusieurs kilomètres de la frontière, où plus de 2300 tentes ont été érigées pour les accueillir.

La majorité des personnes qui se trouvent dans le camp sont originaires du Bangladesh. Leur évacuation est difficile à organiser, en partie à cause de la distance qui sépare leur pays de la Tunisie.

Environ 4000 d'entre eux ont été rapatriés au cours des trois derniers jours, mais il en reste toujours 10 000 autres dans le camp, selon Jean Philippe Chauzy, de l'Organisation internationale pour les migrations.

M. Chauzy a affirmé que la situation à la frontière s'était stabilisée, mais que la communauté internationale ne devait pas relâcher ses efforts pour aider les réfugiés.

Il a indiqué qu'il fallait davantage d'avions, de navires et d'argent pour rapatrier les travailleurs étrangers, en particulier ceux du Bangladesh.

Un responsable du département d'État américain, en visite jeudi en Tunisie, a annoncé que les États-Unis consacraient une somme supplémentaire de 17 millions \$ US pour venir en aide aux réfugiés.

Cette somme s'ajoute aux 30 millions \$US déjà octroyés à des organisations internationales travaillant sous l'égide des Nations unies pour gérer le flux de réfugiés dans le sud de la Tunisie, a indiqué Eric Schwartz, responsable du Bureau de la population, des réfugiés et des migrations au département d'État.

<http://www.radiodjibi.com/3831-tunisie-2-morts-dans-des-heurts-apr-s-une-fausse-offre-d-emploi-4.html>

Tunisie : 2 morts dans des heurts après une fausse offre d'emploi

[11 mars]

Des Heurts en Tunisie, hier vendredi entre des habitants à Metlaoui (sud de la Tunisie), après une fausse publication d'offres d'emploi dans le bassin minier de la région ont fait deux morts...



Des Heurts en Tunisie, hier vendredi entre des habitants à Metlaoui (sud de la Tunisie), après une fausse publication d'offres d'emploi dans le bassin minier de la région ont fait deux morts et plus de 20 blessés. Cette annonce a été faite par le ministère de l'Intérieur.

"Deux jeunes personnes, dont une fille, ont été tuées par des tirs de fusils de chasse et plus de 20 autres ont été blessés", a déclaré à l'AFP une source du ministère de l'Intérieur. Ces affrontements ont éclaté à la suite de l'affichage d'une fausse offre d'emplois à la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), proposant des quotas sur une base tribale.

Cet affichage a été démenti par les autorités, qui ont assuré la population que les recrutements à la CPG se feront conformément aux règlements en vigueur et non sur une base tribale.

Mais des troubles se sont poursuivis: plus d'un millier de personnes se sont affrontées dans la matinée à coup de pierres, de cocktails Molotov et de couteaux, certains usant de fusils de chasse, selon la même source. Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a appelé la population de Metlaoui au calme, menaçant de poursuites judiciaires les auteurs de troubles.

Elodie ADOU

<http://www.20minutes.fr/article/685646/monde-tunisie-2-morts-plus-20-blesses-heurts-sud>

TUNIS - Tunisie: 2 morts et plus de 20 blessés dans des heurts dans le sud

Publié le 11 mars 2011.

TUNIS - Deux personnes ont été tuées et plus de 20 ont été blessées vendredi dans des affrontements entre des habitants à Metlaoui (sud de la Tunisie), à la suite de la publication de fausses offres d'emploi dans le bassin minier de la région, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

"Deux jeunes personnes, dont une fille, ont été tuées par des tirs de fusils de chasse et plus de 20 autres ont été blessés", a déclaré à l'AFP une source du ministère de l'Intérieur.

Un soldat a été blessé au bras par des tirs de fusil de chasse dans ces affrontements, qui ont démarré jeudi et qui se poursuivaient épisodiquement vendredi à Metlaoui, selon la même source.

Ces affrontements ont éclaté à la suite de l'affichage d'une fausse offre d'emplois à la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), proposant des quotas sur une base tribale.

Cet affichage a été démenti par les autorités, qui ont assuré la population que les recrutements à la CPG se feront conformément aux règlements en vigueur et non sur une base tribale.

Mais des troubles se sont poursuivis: plus d'un millier de personnes se sont affrontées dans la matinée à coup de pierres, de cocktails Molotov et de couteaux, certains usant de fusils de chasse, selon la même source.

Un véhicule militaire a été la cible d'une attaque au cocktail Molotov, a-t-on ajouté. Les forces de l'ordre et la garde nationale, soutenues par des unités de l'armée, ont dû faire usage de gaz lacrymogène pour disperser les personnes engagées dans "les troubles et les actes de violence", a indiqué la même source, faisant état d'"arrestations" sans préciser leur nombre.

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a appelé la population de Metlaoui au calme, menaçant de poursuites judiciaires les auteurs de troubles.

En 2008, le bassin minier de Gafsa avait été secoué par une longue grève, sévèrement réprimée par le régime de Zine El Abidine Ben Ali, qui tenait alors le pays d'une main de fer.

Les ouvriers du bassin minier s'étaient révoltés contre des suppressions massives d'emplois à la CPG. La Compagnie était passée en quelques mois de quelque 15.000 postes à 5.000 dans le cadre d'un plan de restructuration et de modernisation.

© 2011 AFP

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/13/97001-20110313FILWWW00039-tunisie-2-morts-dans-des-troubles.php>

Tunisie: 2 morts dans des troubles

AFP

13/03/2011 | Mise à jour : 09:57 Réactions (7)

Un couvre-feu a été décrété hier soir dans la localité tunisienne de Metlaoui (sud) après des incidents vendredi et hier qui ont fait deux morts et plus de 20 blessés dans des affrontements entre des habitants sur des questions d'emplois, a annoncé l'agence officielle TAP.

Le couvre-feu a été établi de 19h00 à 05h00 du matin, a précisé l'agence. Vendredi, une source du ministère de l'Intérieur avait confirmé un bilan de deux personnes, dont une jeune fille, tuées par des tirs de fusils de chasse et plus de 20 blessés. Des affrontements avaient éclaté à la suite de l'affichage de fausses offres d'emplois à la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), proposant des quotas sur une base tribale. Les autorités locales avaient affirmé que ces avis étaient des faux et assuré la population que les recrutements à la CPG étaient conformes à la loi et non sur une base tribale. Malgré cela, les troubles se sont poursuivis vendredi et hier, poussant les autorités à décréter un couvre-feu.

Selon le ministère de l'Intérieur, cité par la TAP, des unités de la Garde et de l'armée nationale sont intervenues "pour disperser les agitateurs", ont procédé à des arrestations et "saisi 16 fusils de chasse". En 2008, le bassin minier de Gafsa avait été secoué par une longue grève,

sévèrement réprimée par le régime de Zine El Abidine Ben Ali, qui tenait alors le pays d'une main de fer. Les ouvriers du bassin minier s'étaient révoltés contre des suppressions massives d'emplois à la CPG. La Compagnie était passée en quelques mois de quelque 15.000 postes à 5000 dans le cadre d'un plan de restructuration et de modernisation.

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=38664:&catid=52:general

Un Sit-in devant le siège de la "SIAP" à Sfax dégénère en affrontements



SFAX, 17 mars 2011 (TAP) - Des demandeurs d'emploi auprès de la société industrielle d'acide phosphorique et d'engrais (SIAP), à Sfax, relevant du Groupe chimique tunisien (GCT), ont organisé, jeudi, un sit-in sur la route nationale n°1 près de l'entrée de l'entreprise.

Ce mouvement a dégénéré en affrontements entre, d'un côté, les protestataires et, de l'autre, les agents et cadres de l'entreprise qui ont été empêchés d'accéder à leur lieu de travail. Ce qui a nécessité l'intervention des unités de l'Armée et de la garde nationale.

Pour séparer les deux groupes, l'armée a procédé à des tirs de sommation, a indiqué à l'agence TAP une source de la sécurité, ajoutant que les protestataires ont mis fin à leur mouvement dans la perspective de rencontrer les autorités régionales en vue de leur soumettre leurs revendications.

Quarante employés de l'entreprise ont été blessés et transportés à une clinique, rapportent des sources sur place.

La plupart des blessés ont quitté l'établissement hospitalier après avoir reçu les soins nécessaires, indique une source médicale, précisant toutefois que quatre blessés ont été retenus, en raison des complications dues à des maladies chroniques.

L'un des cadres de la SIAP a estimé que l'intervention des forces de l'ordre et de l'armée a été tardive et timorée. "Ils ne se sont décidés à agir efficacement qu'après le jet de cocktails Molotov par des manifestants" a-t-il déploré, indiquant que ces jets ont causé un incendie dans la maison du gardien de l'entreprise.

Les ouvriers ont été évacués par l'armée, et l'entreprise a dû interrompre son activité, a-t-il ajouté.

<http://www.webdo.tn/2011/03/17/la-situation-est-inquietante-a-el-hamma-et-a-remada/>

La situation est inquiétante à El Hamma et à Remada...

Publié par Nidhal Jelassi le 17 mars 2011 à 13:46



Le Sud tunisien vit des heures difficiles ces derniers jours. Mise à part la crise humanitaire de Ras Jdir où se sont réfugiés plus de 100 mille personnes, de toutes nationalités, qui ont fui l'enfer libyen, une situation de chaos est enregistrée à El Hamma (Gabès) et à Remada (Tataouine).

Commençons par El Hamma. Situé à 30 km de Gabès, El Hamma vit une situation chaotique depuis le 14 janvier dernier.

Une situation qui s'est envenimé avec le retour de nombreux Tunisiens travaillant en Libye. Ces derniers n'ont cessé de manifester devant la sous-préfecture exigeant une solution à leur situation.

De plus, l'absence de l'appareil sécuritaire a donné lieu à des braquages et des vols menés par des bandes qui profitent de cette situation. Ce chaos s'est aussi traduit par des interdictions d'entrer ou de sortir d'El Hamma, en bloquant la Route Nationale reliant El Hamma à Gabès. C'est sur cette route déserte que la majorité des braquages sont commis.

Quant à Remada, et plus précisément dans la zone de contrôle militaire de Kambout, la situation n'est guère meilleure. En effet, un nombre important de jeunes demandeurs d'emplois ont tenté, mardi soir, d'empêcher le passage de 21 camions et voitures pour les champs d'exploitation pétrolière dans le Sahara. Ces jeunes revendiquaient des opportunités d'emploi dans les sociétés pétrolières qui opèrent dans la région. Ils se considèrent prioritaires pour travailler au sein de ces sociétés.

<http://www.africanmanager.com/articles/132513.html>

18-03-2011

Tunisie : Un total de 44 partis politiques autorisés

AfricanManager

Le ministère de l'Intérieur a autorisé, récemment, la constitution de sept nouveaux partis politiques.

Ces partis sont :

Le parti ouvrier communiste tunisien,

Le parti républicain pour la liberté et la justice,

Le parti de la rencontre de la jeunesse libre,

Le parti de la justice et du développement,

Le parti d'avant-garde arabe démocratique,

Le Parti de la dignité et du développement,

Le Parti du militantisme progressiste.

Selon un communiqué rendu public, vendredi, le nombre total des partis politiques autorisé en Tunisie, s'élève, jusqu'à ce jour, à 44 partis.

<http://www.dna.fr/fr/infos-generales/monde/info/4788571-Temoignage-Un-medecin-alsacien-de-retour-de-Choucha-AVEC-LES-REFUGIES-EN-TUNISIE>

Témoignage / Un médecin alsacien de retour de Choucha AVEC LES RÉFUGIÉS EN TUNISIE

Ancien médecin généraliste à Pulversheim, le docteur Samuel Saltzmann, directeur de la branche française d'une ONG internationale, a passé un peu moins d'une semaine dans un camp de réfugiés en Tunisie, à quelques kilomètres de la frontière libyenne. Il raconte.

Le docteur Samuel Saltzmann est désormais au service du Comité d'action pour les Chrétiens persécutés (CACP). Le travail de cette ONG chrétienne se fait en grande partie avec des partenaires locaux. C'est l'un d'eux, fin février, qui l'a prévenu de l'imminence d'une situation d'urgence à la frontière entre la Libye et la Tunisie. Le docteur Saltzmann s'est rendu sur place au milieu du mois de mars.

La majorité des réfugiés du camp de Choucha, près de la ville tunisienne de Ben Guerdane, sont des travailleurs étrangers : « Beaucoup de Bengalis sont là mais aussi des Maliens, des Ghanéens ». Le contact avec les Libyens est plus limité : « La plupart sont en voiture et ne s'arrêtent pas au camp. Par crainte des mercenaires, toutes les automobiles qui passent la frontière sont fouillées de fond en comble ».

La population du camp, de l'ordre de 20 000 personnes lors du séjour du docteur Saltzmann mais qui a augmenté depuis, est soumise à un va-et-vient incessant : « Tous les jours, il y a près de 1 000 personnes qui partent et 2 000 qui arrivent. »

L'évacuation vers l'Égypte a débuté, de même que le rapatriement des Bengalis vers leur pays d'origine. Beaucoup de ces derniers refusent cependant de quitter le camp en raison des maigres espoirs de travail que leur offrirait un retour au Bangladesh.

L'approvisionnement du camp s'organise sous la férule de l'armée tunisienne qui coordonne l'action des ONG présentes.

« Je dois dire que le travail des Tunisiens est remarquable, la nourriture est en quantité suffisante », dit le docteur Saltzmann.

« C'est leur contribution à la révolution »

La vie au camp est surtout rythmée par les distributions de nourriture qui, compte tenu du nombre de personnes, se déroulent bien. « Il y a parfois des tensions, c'est sûr, surtout à cause du manque d'eau et des difficultés de communication entre les réfugiés de différentes nationalités ».

Samuel Saltzmann se dit impressionné par l'importance des dons des Tunisiens : « Ils considèrent que c'est leur contribution à la révolution, ils attachent une grande importance à l'accueil fait aux réfugiés ».

Les membres du CACP ont aidé à servir la nourriture et ont préparé 6 000 repas par jour. « Aujourd'hui, les grosses structures comme le PAM (ndlr : Programme alimentaire mondial qui relève des Nations Unies) ont pris le relais. »

Pour autant, l'organisation reste prête à agir : « Tout dépend de ce qui va se passer dans les prochains jours, il est probable que de nombreux Libyens fuient vers la frontière égyptienne ». En cas de nécessité, une intervention rapide est envisagée, l'organisation disposant de deux contacts à Tripoli.

Marie Herrmann

<http://nawaat.org/portail/2011/03/19/la-police-belge-prete-a-la-venue-de-lancien-president-tunisien-ben-ali-a-relegem-2/>

La Police Belge prête à la venue de l'ancien président tunisien [Ben Ali] à Relegem

Sami Ben Gharbia | Mar 19, 2011

Traduit du Flamand par Sami Ben Gharbia

La Police Belge prête à la venue de l'ancien président tunisien [Ben Ali] à Relegem

Les services de police et de renseignements Belges se préparent à un éventuel refuge en Belgique du président tunisien déchu Zine El Abidine Ben Ali. Des membres éloignés de la famille des Ben Ali habitent en effet dans les zones rurales du Relegem, à Asse. La Police belge se dit donc "préparée" à une éventuelle visite de Ben Ali.

Selon des témoignages, l'ancien président préparait des retrouvailles avec sa famille qui s'est éparpillée suite à la révolution populaire en Tunisie. Le sort de Ben Ali depuis sa fuite vers l'Arabie Saoudite n'est pas vraiment connu. Or, depuis deux semaines, la police belge a eu des informations selon lesquelles il « n'est pas à exclure » qu'il allait essayer d'atteindre la Belgique pays où ses beaux-parents y sont installé.

Parce que la police ne veut pas risquer que certaines têtes brûlées pourraient se retourner contre ceux qui sont impliqués dans cette affaire, elle se refuse de révéler leur identité. La famille en question serait installée dans un quartier résidentiel à Relegem.

Le centre de Crise du Ministère de l'Intérieur a confirmé être au courant d'un regroupement possible dans cette ville, mais indique qu'à ce jour il n'existe aucune preuve concrète que Ben Ali serait en train de préparer un refuge dans la province du Brabant flamand.

<http://www.tekiano.com/medias/11-medias-et-satellite/3498-tunisie-le-bad-buzz-dhillary-clinton-.html>

Samedi, 19 Mars 2011 07:08

Tunisie : Le bad buzz d'Hillary Clinton

Des journalistes agressés, des blogueurs zappés, la visite officielle d'Hillary Clinton en Tunisie a suscité un bad buzz sans précédents sur le web. Les Tunisiens s'en sont donnés à cœur joie, et n'ont pas ménagé leurs critiques.

La visite officielle d'Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat américaine en Tunisie a été pour le moins controversée. Et ce ne sont pas nos blogueurs et nos journalistes qui diront le contraire. L'humiliation subie par les représentants de la presse tunisienne lors de la conférence de presse prévue au ministère des affaires étrangères tunisien, n'a pas contribué à apaiser les esprits. Surtout quand on sait que les journalistes ont dû attendre Hillary Clinton pendant 3 heures avant que l'on annonce l'annulation de la conférence à cause d'un accrochage entre un responsable de sécurité américain et un journaliste de Shems FM. Une vidéo publiée sur la page Facebook de Shems, avec en vedette Lotfi Hajji, le journaliste d'Al Jazeera, illustre cet incident. Le clip a été partagé massivement sur Facebook.

La représentante US a été également la vedette d'un talk show diffusé exclusivement par la chaîne Tunisienne Nessma TV. Et là aussi, l'émission a provoqué, avant et après sa diffusion, un bad-buzz «phénoménal» sur Facebook, twitter et la blogosphère. En parcourant les tweets associés au hashtag #Nessma TV, on se rend compte que les avis sont quasi-unanimes. En effet, l'événement n'a pas vraiment été apprécié par les internautes, et ce, pour maintes raisons.

L'exclusivité de Nessma ?!

Les internautes se sont d'abord montrés hostiles à l'exclusivité accordée à Nessma pour accueillir Hillary Clinton. Certains jugent qu'une seule rencontre publique de la ministre, lors d'une visite officielle, devrait se faire sur le plateau de la chaîne publique, « Al Watania ». D'autres se sont demandés pourquoi on n'a pas regroupé les journalistes des 3 chaînes sur un terrain neutre, comme les interviews de l'Elysée



Sur son blog Sam's World, Yssem Saadi, explique cette exclusivité par la nature de l'événement : avant tout une opération de communication pour «redorer le blason» US, et par ricochet, celui du gouvernement Obama.

Invités pour être écartés

Contactés par l'ambassade américaine à Tunis la veille du Talk Show, les journalistes/blogueurs, Emna Ben Jemaa, Sofien Chourabi, ont été recontactés le jour de l'émission, par le bureau de presse de l'ambassade, pour leur signifier que la direction générale de Nessma ne souhaite pas leur présence !

Dans un article qui s'intitule Nessma : Plus puissante que les USA ? Emna Ben Jemaa s'est exprimé à ce sujet. Elle a exposé les détails de l'histoire de ces deux coups de téléphonique, et

a partagé plusieurs questions qu'elle s'est posées. Et peu après avoir partagé son article, elle a été contactée par l'ambassade qui l'a de nouveau invitée. Emna a préféré décliner.



Emna Ben Jemaa

Je viens d'être contactée par l'ambassade des USA qui insiste pour que je vienne sur Nesma ... J'ai refusé



Quant à Sofien Chourabi, il a publié sur Facebook, une vidéo, où il a partagé son point de vue sur les raisons qui ont poussées Nessma TV à bannir sa présence de ses plateaux. Rappelons, que les invités qui ont assisté à cette émission sont des agents de l'ambassade américaine, des employés de Microsoft Tunisie, des étudiants et des enseignants d'Amideast, des directeurs de multinationales et quelques blogueurs (qui se comptaient sur les doigts de la main) triés sur le volet.

L'exclusion des deux journalistes/blogueurs, a été le sujet qui a dominé les tweets, jeudi, de 11h à 13h. En effet, les Tn tweeples ont fortement dénoncé cette attitude de la direction de Nessma TV. Certains, ont appelé les blogueurs invités à être solidaires en boycottant l'émission, alors que d'autres les ont encouragés à y assister pour dénoncer la tournure des événements.



Les internautes descendent le Talk Show

Même au courant de l'émission, les feedback, dans leur écrasante majorité, ont été négatifs. Les critiques portaient sur tous les éléments du Talk Show : la prestation de Rim Saidi (la présentatrice de Nessma TV), la présence, l'intervention de Salwa Smaoui (DG de Microsoft Tunisie et épouse de Nabil Karoui), la qualité des questions posées par les invités, la traductrice... Décidemment, rien ne plaisait aux internautes, qui n'ont pas hésité à exprimer leur mécontentement. A ce propos, Mehdi Lamloum, s'est exprimé sur son blog Pink Lemon, « *étonné que la génération internet puisse encore attendre quelque chose des médias traditionnels et croire en leur "bonne foi"* »

Comment j'ai oublié que la femme de Karoui est la directrice #Microsoft #Tunisie !!
ok maintenant j'ai compris le cercle (sa77a ennoum) #Nessma



EmnaBA Hillary Clinton sur #NessmaTV fait de la pub à #Microsoft !!!!!
#tunislav

Thu, 17 Mar 2011 20:29:36 +0000 from web



moalla Taieb Moalla

S'il fallait une illustration du marasme du "journalisme" tunisien, l'émission de #NessmaTV vient d'en donner une. Pathétique...

#Tunisie

C'est à se demander si Hillary Clinton n'aurait pas mieux fait de ne tout simplement pas prévoir de conférences de presse ou de rencontres avec les journalistes ? Parce qu'en l'occurrence, les médias tunisiens, tn-tweeple, facebookeurs, et autres blogueurs, ne garderont pas le meilleur des souvenirs de la sémillante Hillary.

Hamza Bouallègue

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/tunisie-premiers-rates-inquietants-de-la-transition-democratique-20-03-2011-1368286.php>

Tunisie: premiers ratés inquiétants de la transition démocratique

Publié le 20.03.2011, 11h49



La transition tunisienne vers la démocratie engagée depuis la chute de Ben Ali a connu ces derniers jours des ratés préoccupants: la Haute commission chargée de préparer les élections cruciales de juillet a tourné à la foire d'empoigne. | **Abdelhak Senna**

La transition tunisienne vers la démocratie engagée depuis la chute de Ben Ali a connu ces derniers jours des ratés préoccupants: la Haute commission chargée de préparer les élections cruciales de juillet a tourné à la foire d'empoigne.

Alors que la Tunisie avait été une pour pousser Zine el Abidine Ben Ali vers la sortie, les querelles de clocher reprennent désormais le dessus, chacun voulant pousser ses pions.

Jeudi, la Haute commission, la plus importante "instance démocratique" du pays n'a pas pu terminer sa première réunion et a ajourné ses travaux à mardi prochain, certains participants jugeant que sa composition même était "incompatible avec les objectifs de la révolution et les aspirations du peuple tunisien".

En clair, pour plusieurs secteurs politiques, cette commission de 70 personnes serait "noyautée" par le pouvoir de transition mis en place après la chute de Ben Ali le 14 janvier. Composée de représentants de partis politiques, de la société civile, d'experts en droit constitutionnel, la Haute commission est censée produire un nouveau code électoral et un brouillon de Constitution qui sera présentée à l'assemblée constituante sortie des urnes en juillet prochain. Son rôle est donc pivot.

"Le problème c'est qu'aujourd'hui personne ne peut se prévaloir d'une quelconque légitimité, y compris le gouvernement transitoire. L'équipe actuelle de Béji Caïd Essebsi a fait la même erreur que celle de son prédécesseur Mohammed Ghannouchi en n'intégrant pas des forces qui ont compté pendant la révolution", dit à l'AFP l'analyste politique Larbi Chouikha.

Ce qui peut ne sembler qu'une querelle d'experts cache en fait un risque beaucoup plus grand pour la démocratie naissante, sous pression permanente de ceux qui, dans la rue et les campagnes, ont fait tomber la dictature.

Le danger, selon un politologue, c'est "au pire un chaos total, au 'mieux' retarder l'échéance du 24 juillet", les premières élections vraiment libres depuis l'indépendance en 1956 et qui donneront naissance à la IIe République tunisienne.

Elément moteur dans la chute de Ben Ali, la centrale syndicale UGTT a donné de la voix samedi en exigeant que la Haute commission soit remaniée pour "représenter les régions, les sensibilités politiques et les jeunes sans exclusive et marginalisation".

"Nous voulons que soient représentées les régions d'où est partie la révolution contre Ben Ali", renchérit Choukri Benaïd, porte-parole du Mouvement nationaliste démocratique (gauche) qui vient juste d'être légalisé.

"Il faut élargir la Haute commission aux forces politiques qui ont combattu la dictature et aux vraies personnalités patriotiques indépendantes", dit-il à l'AFP.

La querelle se porte sur le choix du mode de scrutin pour le rendez-vous électoral de juillet: uninominal à deux tours ou de listes à un tour et à la proportionnelle.

Pour certains juristes consultés par l'AFP, le scrutin de listes, en vigueur depuis l'indépendance, "aboutit au monopole total du parti au pouvoir". Et après 23 ans de domination absolue du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali, ils ne veulent pas en entendre parler.

D'autres jugent en revanche qu'un scrutin uninominal "risque d'exacerber les régionalismes". Le Premier ministre Essebsi a lui-même mis en garde jeudi contre les "dérives" et les "tentatives de détourner la révolution". "Il y a des lignes rouges à ne pas dépasser et pour lesquelles le peuple tunisien s'est battu pour arriver à bâtir un Etat moderne", a-t-il dit, citant notamment "le régime républicain, l'identité arabo-musulmane et les droits des femmes".

"Pour une démocratie balbutiante, un minimum de consensus est requis autour de la démarche à adopter pour assurer la transition", juge le quotidien La Presse.

<http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie-rached-ghannouchi-remonte-aux-origines-dennahdha/id-menu-325.html>

Tunisie, Rached Ghannouchi remonte aux origines d'Ennahdha

Publié le Dimanche 20 Mars 2011 à 20:20

Rached Ghannouchi Rached Ghannouchi raconte sa rencontre avec Abdelfattah Mourou, l'avènement d'al-Ittihad al-Islami qui s'est après transformé en mouvement Ennahdha. Il évoque sa déception du nationalisme après avoir quitté la Tunisie, inscrite par Bourguiba dans un projet de modernisation occidentale.

Après de longues années d'exil, Rached Ghannouchi est revenu au bercail, à l'issue de la révolution du 14 janvier. Conscient qu'il demeure peu ou prou, méconnu du grand public, l'homme cherche à se faire connaître. C'est du moins l'exercice auquel il s'est soumis samedi dernier, alors l'invité de la fondation Temimi. Devant une assistance nombreuse, le président d'Ennahdha a fait un long flash-back d'une existence pleine de rebondissements.

Né en 1941 à El Hamma, "une région qui a donné plusieurs hommes à la Tunisie ayant contribué au mouvement syndical et national, à l'émancipation de la femme, etc. tels Tahar Haddad, Mohamed Ali Hammi, Jaloulli Fares", dit-il. Appartenant à une petite famille agricole, il s'est adonné dès l'âge de douze ans au travail de la terre. Avant de regagner la capitale pour suivre ses études à la Zitouna. "A cette époque, il y avait un antagonisme substantiel entre deux projets de modernisation de la Tunisie, le premier s'inscrit dans un cadre occidental, et le second dans un cadre arabo-musulman".

"Bourguiba pensait que le modèle français était celui de la modernisation, et tout ce qui vient du Machreq n'était qu'anarchie. Au lendemain de l'indépendance, il y avait 27 mille Zeitouniens et 4500 diplômés de l'école moderne, c'est à eux qu'on a fait appel pour construire la Tunisie moderne", indique-t-il, ajoutant que "la première décision prise après l'indépendance, était la fermeture de la Zitouna. Les Zeitouniens étaient marginalisés, aliénés et leurs horizons fermés, et se consolaient du Machreq comme refuge spirituel". En 1964, Rached Ghannouchi a mis le cap sur l'Égypte, où il s'est inscrit à l'université du Caire, spécialité génie agricole, sa hantise était alors de développer le mode de vie dans lequel il a grandi. Mais son passage au Caire était de courte durée, et la réconciliation entre Abdennasser et Bourguiba était intervenue au détriment de ces jeunes émigrés tunisiens, dont Bourguiba exigeait le retour.

Refusant de retourner à un pays occidentalisé, Rached Ghannouchi a pris la destination de la Syrie, et s'est inscrit à l'université, spécialité philosophie. En été 64, sa bourse étant suspendue, il était obligé à l'instar d'autres étudiants d'aller en Europe, pour le travail. C'était sa première découverte du monde occidental où il a passé six mois dans de nombreux pays européens, entre travail et tourisme.

Nationalisme : la déception

En 1967, il a adhéré à l'union socialiste nassérienne, mais il a vite découvert que le nationalisme laïc n'était pas toujours en accord avec l'Islam. "Un parti fondé sur l'arabité, peut ne pas prôner l'Islam comme religion. J'ai senti comme une trahison à mes convictions, j'ai alors quitté le courant nassérien nationaliste, pour m'inscrire dans le courant islamique, sans adhérer à aucun parti. C'est en 1989 que la réconciliation entre arabité et Islam est survenue, ayant débouché sur la création du congrès arabo-musulman dont j'assume la présidence".

En août 1968, Rached Ghannouchi part en France, au moment où les flammes révolutionnaires de mai 68 n'étaient pas encore éteintes. Il s'est alors inscrit en doctorat à la Sorbonne. "A l'époque, la vie d'un jeune musulman et pieux à Paris était rude. Pour financer mes études, j'étais obligé de distribuer des prospectus dans des conditions dures. C'est là que j'ai fait la connaissance de Jemaâ al-Daoua, (جماعة الدعوة) un groupe, issu des ouvriers nord-africains, qui ne s'occupe que de religion, et ne s'intéresse point aux questions politiques. Voyant en moi, un jeune musulman, instruit et cultivé, ils m'en ont fait leur Imam. Ma semaine à Paris était partagée entre le quartier latin et Belleville, jusqu'à ce que je reçois la

visite de mon frère, magistrat, qui me dit que ma mère est malade et que je dois retourner au pays pour la voir avant sa mort. Nous avons pris le chemin de la Tunisie, via l'Andalousie, où j'ai fait la prière à la Mosquée de Cordoue, malgré l'intervention du prêtre qui a voulu m'en empêcher, puis passé par l'Algérie où je suis allé voir Malek Ibn Nabeï, qui est à cette époque entré en polémique avec Saïd Kotb. Ce dernier considère l'Islam comme étant la civilisation, alors que le premier fait la distinction entre Islam et civilisation, considérant l'Islam comme un livre révélé, et la civilisation comme un projet humain. Moi, j'étais de l'avis de Malek Ibn Nabeï, et je crois que le musulman peut être civilisé, s'il comprend bien l'islam, et peut ne pas l'être, s'il le comprend mal".

Ma rencontre avec Abdelfattah Mourou

De retour en Tunisie en 1969, le pays vivait un état d'asphyxie, se rappelle-t-il. "Je tenais alors un discours très critique envers le régime, au point que ma famille, qui comptait un avocat et un magistrat, avait souhaité que je retourne d'où je venais, à défaut, ce serait la prison qui m'attendait. Je me suis rendu à la capitale, et un jour, en rencontrant Abdelfattah Mourou, alors qu'il prononçait un prêche dans une petite mosquée du passage, le premier contrat de la fondation du mouvement islamique en Tunisie a été conclu". "Au départ, nous avons opté pour la méthode de la Daoua dans les mosquées, à l'instar du groupe de Tabligh (prosélytisme) (جماعة التبليغ). J'enseignais en même temps la philosophie en langue arabe, dans le cadre du programme de Mohamed Mzali, et j'animais des conférences sur la position de l'Islam envers de nombreuses questions de l'époque" relate-t-il.

En 1970, Rached Ghannouchi et Abdelfattah Mourou sont allés voir Mohamed Fadhel Ben Achour, et lui ont demandé de conduire la renaissance de l'islam alors décadent dans le pays. "L'homme, se prévalant de grandes qualités morales, nous a bien accueillis, mais il s'est excusé, sa position ne le lui permettait pas. Nous avons fait la même proposition à Kamel Tarzi, président du culte, mais lui aussi y a opposé une fin de non-recevoir".

En 1973, le mouvement islamique tunisien a connu un tournant, c'était lors d'une assemblée tenue à la mosquée de Sousse, ayant rassemblé une centaine de personnes. "La mosquée était alors quadrillée par la police, bien que l'Etat n'eût pas vu en nous un danger, étant occupé à combattre les courants de gauche. Le premier qui avait prévenu contre le danger extrémiste était Mohamed Sayeh. Le 14 avril, nous avons été arrêtés par la police, Abdelfattah Mourou, Hmida Naïfer et moi-même. Et le commissaire de nous demander : qui êtes-vous ? Et Mourou de répondre : nous sommes Hezbollah".

La clandestinité puis le congrès

Le mouvement a alors décidé d'entrer dans la clandestinité, ayant été convaincu que la méthode du Jamaâ al-tabligh ne pouvait pas marcher sous un régime policier, souligne-t-il. Après les événements de janvier 1978, le mouvement s'est rendu compte qu'il était dépourvu d'une culture politique lui permettant de réagir à de tels événements, et a alors commencé à s'intéresser aux questions sociales, et à se rapprocher des milieux syndicaux. La révolution iranienne de 1979 nous a donné des instruments d'analyse, pour soutenir les plus faibles, s'appuyant sur le discours de Khomeini qui parlait à l'époque du conflit entre les nantis et les déshérités".

En 1979, le mouvement de la tendance islamique (Ittijah islami) a tenu son premier congrès, et approuvé ses statuts, élu un conseil de la choura et un bureau exécutif, et s'est doté de

structures de base dans les régions. "A la fin des années 70, nous avons mené des actions communes avec les mouvements démocratiques laïcs, d'Ahmed Mestiri, de Mohamed Belhaj Omar, de Néjib Chebbi et autres. En 1981 le mouvement était dans le collimateur, les autorités et certains partis politiques de décor se sont alliés pour combattre ce qu'ils qualifiaient de courant intégriste. Quelque 500 des dirigeants du mouvement ont été arrêtés en 1981, dont A. Mourou et moi-même, et avons été condamnés à 10 ans de prison". La direction historique du mouvement étant en prison, une deuxième direction issue de la jeune génération en a pris la place constituée alors de Hamadi Jbali, Ali Laraïdh, Zied Doulatli et autres.

Puis venaient les émeutes du pain en 1984, les islamistes ont été libérés. Le congrès électif du mouvement a eu lieu la même année, et une nouvelle direction en a été issue constituée des membres de l'ancienne et de la nouvelle génération. La période de 84 à 87 était importante dans le développement du mouvement au niveau social et de la pensée. "Mais, le pouvoir incarné notamment par le Président déchu, agitait l'épouvantail du danger intégriste. Le mouvement d'al-ittijah al-islami a alors exprimé son rejet de la violence, comme moyen pour parvenir ou se maintenir au pouvoir".

En 1987, dix mille des dirigeants du mouvement ont été arrêtés pour appartenance à une organisation illégale. Bourguiba voulait couper des têtes, et demandait l'exécution des dirigeants du mouvement. Le tribunal avait prononcé des jugements de prison à perpétuité, mais Bourguiba ordonnait la réouverture du procès, et exigeait la peine capitale, se souvient Rached Ghannouchi.

Ennahdha est le produit de la société

Entretemps, Ben Ali arrive au pouvoir et ouvre un dialogue avec les dirigeants du mouvement en prison. "Nous avons de notre côté publié un communiqué, de l'intérieur et de l'extérieur de la prison, où nous avons exprimé notre soutien au manifeste du 7 novembre, ayant renfermé une réponse aux revendications de l'opposition. En mai 1988, Ben Ali qui voulait instaurer un climat d'apaisement dans le pays a libéré les dix mille prisonniers islamistes. Le 6 novembre 1988, une année après son accession au pouvoir, il m'a accueilli, en présence de Hédi Baccouche, alors premier ministre. J'ai insisté sur le patriotisme et le caractère pacifique de notre mouvement, et réitéré notre appui au manifeste du 7 novembre. Ben Ali m'a assuré de la légalisation du mouvement, et m'a demandé de patienter un peu pour que cette promesse soit tenue". Et de poursuivre : "a l'issue des élections de 1989, où le pouvoir nous attribuait un score de 15 à 20 %, alors qu'il était beaucoup plus élevé en réalité atteignant les 50 et 60% pour certaines listes, nous avons dénoncé la fraude ayant caractérisé le scrutin. Chose qui m'a valu la convocation du Secrétaire d'Etat de l'Intérieur de l'époque qui m'a fait part de la contrariété et de la mise en garde du Président". "Depuis, le pouvoir a suivi une politique d'extirpation et d'assèchement des sources du courant islamique. En 1989, le mouvement destourien était déjà en mort clinique, et la société tunisienne était en totale mutation, indique-t-il. Rached Ghannouchi a été alors condamné à l'exil, et a été condamné à la prison à perpétuité par contumace. Ses coéquipiers ont été mis en prison en masse. "La prison à l'époque de Ben Ali était très dure, les islamistes étaient privés même de livres de coran ou de faire la prière ensemble. C'est là toute la différence entre un despote éclairé et un despote ignorant".

Maintenant qu'il est revenu au pays, et que son parti Ennahdha est légalisé, Rached Ghannouchi dit œuvrer avec les autres composantes de la société à parvenir "à un consensus national pour la construction d'un Etat démocratique, permettant la coexistence des

différentes sensibilités en vue de contribuer à la renaissance de la Tunisie, pour qu'elle retrouve son rôle civilisationnel". Selon son président, Ennahdha est attaché à l'article un de la constitution, maintenant suspendue, selon lequel la langue de la Tunisie est l'arabe, et sa religion est l'islam. "Celui qui croit à sa révision se trompe, le peuple tunisien est un peuple arabo-musulman, il s'agit là une réalité indéniable". Ghannouchi qui pense qu'islam et politique sont intimement liés, estime qu'il n'y a pas lieu d'avoir peur de son mouvement, "c'est un parti qui respecte les valeurs de démocratie et de droits de l'homme. Ennahdha n'a pas été parachuté, c'est le produit de la société. C'est ce qui explique sa pérennité pendant des décennies, malgré la répression".

H.J.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/tunisie-deces-d-un-jeune-homme-qui-s-est-immole-par-le-feu-a-sidi-bouزيد-22-03-2011-1371576.php>

Tunisie: décès d'un jeune homme qui s'est immolé par le feu à Sidi Bouzid

Publié le 22.03.2011, 10h39

Un Tunisien de 33 ans qui s'est immolé par le feu mardi matin à Sidi Bouzid (centre), berceau de la révolution, est décédé à l'hôpital Habib Bourguiba de Sfax, a annoncé à l'AFP une source hospitalière.

Un Tunisien de 33 ans qui s'est immolé par le feu mardi matin à Sidi Bouzid (centre), berceau de la révolution, est décédé à l'hôpital Habib Bourguiba de Sfax, a annoncé à l'AFP une source hospitalière. | Kahouli Zoom

Brûlé au troisième degré, Khaled Ezzafouri avait été transporté à l'hôpital régional de Sidi Bouzid dans un état grave puis transféré à l'hôpital de Sfax, selon la même source.

Le jeune homme, célibataire et au chômage, était déjà mort à son arrivée à l'hôpital de Sfax, a-t-on encore indiqué.

Aucune indication n'a été donnée sur les motivations de son geste.

C'est de Sidi Bouzid qu'était partie la révolte populaire d'un mois qui a chassé du pouvoir le président Zine El Abidine Ben Ali, après l'immolation par le feu le 17 décembre d'une jeune marchand de fruits de la ville, Mohamed Bouazizi, excédé par des humiliations policières répétées.

Ce nouveau suicide intervient alors que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon effectue une visite de 24 heures en Tunisie et devait rencontrer en privé la mère de Mohamed Bouazizi à Tunis.

Le geste désespéré du jeune homme qui est mort le 4 janvier, a entraîné une vague d'immolations par le feu dans plusieurs pays arabes.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110322.FAP6772/ban-ki-moon-promet-d-aider-la-tunisie-a-realiser-une-vraie-democratie-participative.html>

22/03/11 19:08

Ban Ki-moon promet d'aider la Tunisie à "réaliser une vraie démocratie participative"

TUNIS (AP) — Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a entamé mardi une visite en Tunisie pour s'informer "des attentes et des défis des Tunisiens" après "la révolution pacifique" qu'ils ont accomplie au début de l'année.

Il s'est félicité que cette révolution ait été réalisée "par de simples citoyens, des jeunes, des hommes et des femmes". "Le principal objectif de ma visite en Tunisie est d'exprimer ma solidarité et mon admiration aux Tunisiens qui ont accompli une révolution pacifique pour la démocratie", a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre tunisien Béji Caïd Essebsi.

Il a également rencontré le président par intérim Fouad Mébazzaâ, le ministre des Affaires étrangères Mouldi Kéfi ainsi que des représentants des partis politiques et de la société civile.

"L'ONU est disposée à aider le peuple tunisien à réaliser une vraie démocratie participative", a-t-il dit, "particulièrement au niveau du processus électoral, dans l'élaboration du projet de Constitution, la restauration de l'Etat de droit et la promotion des droits de l'Homme et de l'égalité des genres".

Des élections sont prévues en Tunisie le 24 juillet prochain pour la mise en place d'une Assemblée constituante devant élaborer une nouvelle Loi fondamentale.

Ban Ki-moon devait également rencontrer des membres de la famille de Mohamed Bouazizi, le jeune homme dont l'immolation par le feu le 17 décembre dernier à Sidi Bouzid, une région déshéritée du centre-ouest tunisien, a déclenché le soulèvement populaire qui a fait tomber le président Zine el Abidine ben Ali après 23 ans de pouvoir sans partage. AP

xbb/st

<http://www.cyberpresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/tunisie/201103/25/01-4383035-tunisie-les-mille-et-un-defis-du-premier-ministre-interiminaire.php>

Publié le 25 mars 2011 à 08h31 | Mis à jour le 25 mars 2011 à 08h31

Tunisie: les mille et un défis du premier ministre intérimaire



Le premier ministre intérimaire Béji Caïd Essebsi pense maintenir la date des élections au 24 juillet, prévenant que «la révolution ce n'est pas la démocratie, ce n'est que la première porte. Il faut ramer pour aller à la démocratie».

Photo AFP

Jacques Lhuillery

Agence France-Presse
Tunis, Tunisie

Économie flageolante, spectre du parti tentaculaire de Ben Ali, question lancinante des islamistes, élection à risque dans quatre petits mois: à 84 ans, le Premier ministre tunisien Béji Caïd Essebsi a une longue liste de défis à relever pour gérer une révolution de jeunes et une démocratie naissante.

Plusieurs fois ministre du temps d'Habib Bourguiba mais aussi président de la Chambre des députés sous Ben Ali, Béji Caïd Essebsi ne se sent pas du tout en décalage avec les jeunes qui, dans la rue et sur l'internet, ont poussé Zine El Abidine Ben Ali vers la sortie après 23 ans de règne autocratique: «La génération internet, c'est celle de mes petits-enfants mais la jeunesse, c'est un état d'esprit pas un état civil», dit-il à l'AFP.

À coup de manifestations permanentes, la rue a exigé et finalement obtenu l'élection d'une assemblée constituante, à charge pour le deuxième Premier ministre de l'après-Ben Ali d'organiser ce rendez-vous crucial. La date du 24 juillet a été arrêtée mais beaucoup commencent à juger ce délai trop court.

«C'est difficile mais c'est un délai raisonnable, presque six mois après la révolution du 14 janvier (chute de ben Ali). Il ne faut pas s'éterniser dans le provisoire», concède M. Caïd Essebsi, en poste depuis un mois et qui affirme «ne pas avoir l'intention de changer la date». Pour l'instant.

Conscient qu'il est temporairement en poste jusqu'aux élections et sous surveillance permanente des jeunes «gardiens» de la révolution de janvier, il n'écarte toutefois pas l'hypothèse d'un report «s'il y a un consensus le plus large possible»

Car, à part le vieux mouvement islamiste Ennahda récemment légalisé, les tout nouveaux partis légalisés qui ont fleuri «ne sont pas au meilleur de leur forme» pour se préparer au scrutin, dit-il.

Pour lui, la nouvelle Tunisie n'en est qu'au début: «La révolution ce n'est pas la démocratie, ce n'est que la première porte. Il faut ramer pour aller à la démocratie». «Il y a évidemment des risques de dérives, ceux qui sont aux responsabilités doivent être vigilants. Nous le sommes», assure-t-il, non sans exclure de possibles «accidents de parcours».

Avec ses deux millions de membres revendiqués, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali, pourrait-il constituer un obstacle sur la route de la démocratie, bien que dissous sur le papier par la justice? Béji Caïd Essebsi ne le pense pas même s'il «peut renaître de ses cendres» sous une autre appellation. «Certains y travaillent».

Est-ce un risque pour la démocratie balbutiante? «Pas du tout», assure-t-il dans une quasi-plaidoirie pour l'ancien parti qu'il estime avoir été dévoyé par le clan Ben Ali: «Beaucoup de patriotes en ont été écartés, et dans le RCD, il n'y a pas que des monte-en-l'air».

«Ce n'est pas en trois ou quatre mois qu'il se refera une virginité», dit-il encore, en excluant une chasse aux sorcières: «Je ne crois pas à la justice expéditive et collective», et préconisant juste un «coup de tamis» de l'appareil judiciaire.

Quant au péril islamiste dans un pays arabo-musulman pionnier sur le droit des femmes, il n'y croit pas. «Ce courant ne peut être combattu que par un mouvement d'idées. La majorité des Tunisiens, si on leur propose un autre choix que la dictature ou l'islamisme, iront vers des formations moyennes», analyse-t-il.

C'est lui qui en tout cas s'est récemment et personnellement opposé à la légalisation du mouvement islamiste Hezb et Tahrir, «un parti xénophobe».

Malgré une croissance «presque à zéro», le libéral Béji Caïd Essebsi sait enfin que l'avenir démocratique du pays se joue largement sur sa capacité à répondre aux revendications sociales de millions de gens en désespérance: «La Tunisie retravaille et nos exportations ont augmenté de 5% pendant la période de la révolution».

<http://www.businessnews.com.tn/Tunisie-%E2%80%93-La-pol%C3%A9mique-Nessma-TV,519,24056,1>

Tunisie – La polémique Nessma TV

24/03/2011

La chaîne Nessma TV crée l'événement et suscite la polémique. Depuis le talk show avec la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, la chaîne se trouve l'objet, non seulement d'une grande polémique, mais elle reçoit même, depuis quelques jours, des menaces diverses par fax anonymes, enregistre des rassemblements hostiles devant le siège de la chaîne appelant, entre autres, à sa fermeture pure et simple.

C'est ce qu'a déploré, Nabil Karoui, directeur de Nessma TV lors d'une conférence de presse tenue mercredi 23 mars 2011 au siège de la chaîne et au cours de laquelle il a répondu en toute franchise à toutes les questions, même les plus embarrassantes : la venue d'Hillary, bien entendu, la situation à l'intérieur de Nessma, les griefs contre Cactus Prod et son patron Sami Fehri, la question de l'audimat, l'émission du 30 décembre sur Sidi Bouzid, les relations entre Nessma et le gouvernement transitoire... Sans oublier la fameuse et, désormais, célèbre phrase « notre père Ben Ali ».

Dans son speech introductif, Nabil Karoui a tenu à mettre l'accent sur le fait que la Révolution a surpris tout le monde, plus précisément le paysage médiatique dont Nessma qui a dû se transformer, du jour au lendemain, en chaîne de news et de politique. C'est dire que tout le personnel a dû faire un recyclage et une mise à niveau en un temps record afin d'épouser les nouveaux temps, être au diapason des nouvelles données et répondre aux nouvelles attentes des téléspectateurs.

Etant une chaîne maghrébine, par essence, Nessma est en train d'effectuer un retour progressif à la grille normale et habituelle incluant les variétés, le sport, les documentaires, les « formats », un journal télévisé le soir.

N'étant pas une chaîne publique avec des recettes émanant des factures de la STEG et des subventions de l'Etat, Nessma a des contraintes publicitaires qui représentent ses ressources exclusives. D'où son souci de présenter des programmes diversifiés de qualité et de ne pas se limiter aux émissions d'ordre, uniquement, politique.

Répondant, ensuite, aux questions des journalistes, très nombreux, M. Karoui a fait preuve d'un esprit fair play et sans tabous essayant de n'éluder aucun point.

Concernant la rencontre avec Hillary Clinton, il a précisé que la demande est venue des Américains, par le biais de l'ambassade des Etats-Unis à Tunis, qui ont choisi notre pays et une chaîne maghrébine pour ce passage télévisé. La chaîne pouvait-elle refuser une pareille offre, s'est interrogé et exclamé M. Karoui ? « Ni Tarak Ben Ammar, ni Silvio Berlusconi n'ont été impliqués dans ce sujet », a-t-il martelé.

Passant au déroulement de la rencontre et au contenu, le directeur de Nessma a dit et redit qu'il ne s'agit ni de conférence de presse, ni d'interview politique, mais bel et bien d'un talk show comme on en fait sur la plupart des chaînes européennes et américaines.

Concernant les questions, il a affirmé que vu le temps consacré, les circonstances et la nature de cette rencontre, il n'en pouvait être autrement et, pour un talk show, elles ont été plutôt assez politisées. Quant aux invités, il a assuré qu'il n'y a eu aucune exclusion, mais étant donné le nombre limité de places, la chaîne ne pouvait donner une suite favorable à tous ceux qui ont exprimé le désir d'y participer. Nébil Karoui a ainsi démenti formellement qu'il y a eu exclusion préméditée du journaliste Sofiane Chourabi (présent dans la salle) lequel a accepté cette explication comme il l'a dit lui-même sur les ondes de la Radio nationale mercredi après-midi. Quant à la blogueuse-journaliste Emna Ben Jemâa, Nébil Karoui a indiqué qu'il y avait 25 blogueurs dans la salle et qu'il fallait donc faire des choix.

Expliquant, ensuite la célèbre phrase : « Ben Ali, notre père », Nabil Karoui a indiqué que partant du principe qu'il fallait prononcer ce « sésame » obligatoire pour tous les médias, il a voulu « assumer » pour tous les autres personnels de la chaîne, ce qui ne veut nullement dire que c'est une conviction personnelle. Une « taxe » que d'aucuns savent dans le milieu et tous les téléspectateurs témoignent que les journalistes de Nessma TV n'ont pas été « poussés » à la surenchère benalienne, contrairement à leurs confrères d'autres médias et d'autres télé.

Passant à la campagne hostile et dénigrante dont Nessma fait l'objet depuis quelques jours, le directeur de la chaîne en a parlé sur un ton amer. C'est stressant pour tout le personnel que de se sentir harcelé et menacé dans son intégrité. Des rassemblements presque quotidiens devant le siège, des fax anonymes comportant des messages abjects et des menaces directes.

Mais là où ça dépasse tout entendement, c'est quand des voix s'élèvent pour réclamer, purement et simplement, la fermeture de la chaîne, et ce au vu et au su de tous !

Evoquant le volet de Cactus Prod, Nabil Karoui n'y est pas allé de main morte accusant cette entreprise et son directeur Sami Fehri (un épiphénomène, dit-il) d'avoir bénéficié de tous les privilèges parce qu'il est le protégé de Belhassen Trabelsi.

Et d'ajouter que Cactus prenait toutes les émissions sans appels d'offres, utilisait le matériel de la télévision nationale sans contrepartie et bénéficiait des prime time engrangeant, ainsi, des recettes publicitaires colossales. « D'ailleurs, nous allons porter plainte contre Cactus Prod et son directeur » a-t-il lancé avant de conclure ce point en disant : « Citez moi une seule émission produite par Cactus à une autre chaîne que celle nationale qui constituait pour lui, une véritable vache à lait ».

Parlant de la relation entre Nessma et le gouvernement transitoire tunisien, le directeur de la chaîne a indiqué que l'image des activités du Président de la république ou du Premier ministre sont, désormais, regardées par le monde entier, d'où l'impératif d'en faire une image positive et attrayante. Et c'est à titre bénévole et gratuit que l'entreprise Karoui&Karoui, Samia Cherif d'Ecom Event et Fatma Belhaj Ali de Tunisiana constituent une sorte de pool et travaillent ensemble pour la communication du gouvernement.

Traitant du problème de la quarantaine d'employés remerciés, M. Karoui a précisé qu'ils étaient en fin de contrat et que pour des contraintes budgétaires et vu les temps difficiles avec zéro recette pendant plus de deux mois, la direction a décidé une compression légitime et compréhensible des dépenses.

Répondant, enfin, à des critiques adressés par les facebookeurs à l'encontre de Jamel Arfaoui, le directeur de la chaîne a tenu à préciser qu'il est solidaire avec les journalistes et les employés de Nessma et que les plateaux des débats nécessitent une variété et une diversification des avis et des approches.

Bon à noter, que ledit plateau de débat quotidien, présenté par Elyès Gharbi et animé par les deux journalistes Soufiane Ben Hamida et Jamel Arfaoui, est préparé, de main de maître par un trio professionnel de charme, en l'occurrence Myriam Kada, Insaf Boughdiri et Rim Saïdi, qui se trouvent dans les coulisses, mais contribuent concrètement et efficacement au contenu et à la réussite de ces plateaux. Il est vrai que les trois consœurs ont bien roulé leurs bosses dans le journalisme.

Noureddine HLAOUI

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/les-revolutions-arabes/20110324.OBS0192/tunisie-generation-revolution.html>

24/03/11 15:41

Tunisie : génération révolution !

Le départ de Ben Ali et la fin de la dictature est d'abord le triomphe de toute une jeunesse. De notre envoyé spécial à Tunis.



Manifestation place de la Kasbah (c) Afp

Peut être le moment ne sera-t-il pas inscrit dans les livres d'histoire. Pourtant, ce qui s'est passé le premier vendredi de mars, à la **Kasbah de Tunis**, la belle place blanche enserrée de ministères qui surplombe la vieille ville, a marqué un vrai tournant dans le cours de la Révolution de Jasmin. Dans la joie et sous la pluie - signe de prospérité dans un pays qui en voit trop peu- dans des transports d'émotion, pleurs, chants, youyous, on a démonté les tentes,

pliés les calicots et on est remonté dans les cars pour repartir dans sa fac, sa ville ou son village : les organisateurs avaient décrété la levée du « sit in » qui n'avait pratiquement pas cessé ici, depuis les événements de janvier. Officiellement, cette fin de mouvement marquait une victoire. Les centaines de jeunes qui campaient depuis des jours sous l'œil débonnaire de quelques militaires assoupis sous leur char étaient venus avec des demandes précises – en gros la mise à l'écart des politiciens trop compromis avec la dictature et un certain calendrier électoral –

La démission, le week-end précédent, après des manifestations de masse et une répression violente, d'un premier ministre qui avait trop servi Ben Ali (**Mohammed Ghannouchi**) ; puis le discours du président de la République, la veille au soir, promettant l'élection en juillet d'une « assemblée constituante » l'avaient montré : toutes ces revendications avaient abouti.

Seulement, chacun a bien senti qu'il se jouait autre chose derrière cette apparente fin en triomphe. La Kasbah, avec ses airs de **Woodstock 2011** en version arabe, avec ses guitares, ses chansons, ses tentes de fortune, ses filles voilées rigolant avec ses néo-gauchos, ses provinciaux et ses tunisois, ses posters de Che Guevara collés à côté du drapeau national et ces badauds venant en famille goûter le bonheur inouï de pouvoir enfin parler librement de l'avenir d'un pays libre, c'était aussi d'une certaine manière, la Révolution acte I : c'est à dire l'union, dans un joyeux chahut, de l'étudiant de la capitale et du chômeur de Kasserine, le mariage de toute une jeunesse, la génération facebook et la génération **Bouazizi** (1). Les tentes pliées, et la marche électorale commencée, la Tunisie passe à l'acte II, celui que les politologues appelleront la « transition démocratique ». Nul doute qu'il soit nécessaire. Nul doute qu'avec ses effets de tribune, ses constitutions de partis et ses manœuvres politiciennes, il se jouera autrement. Quel rôle y prendront donc ces jeunes qui furent les héros de l'acte I ? C'est toute la question.

A gros traits, on dira qu'il existe déjà, pour attirer à eux les uns et les autres, au moins deux grands pôles prêts à agir. Le premier, ce sont les islamistes, et surtout le grand parti qui les représente ici, Ennahdha (la renaissance), dont Rachid Ghannouchi, le vieux leader, vient de rentrer triomphalement de 20 ans d'exil, auréolé de ce cadeau inestimable que Ben Ali et l'imbécillité de ses alliés occidentaux lui ont donné : la gloire du persécuté. Il ne faut jamais oublier ce fait indiscutable. En Tunisie, un nombre énorme de citoyens a une sainte horreur des islamistes et de ce qu'ils représentent. Nul n'a oublié à quels délires a pu conduire la lutte contre eux, dans une dictature où le simple fait de porter le voile, la barbe ou de faire sa prière pouvait valoir les pires ennuis. Quand on rencontre Hichem, un des leaders « jeunes » de **Ennahdha**, la première chose qu'il nous raconte, les larmes dans les yeux, ce sont ces années de lutte ; ce camarade torturé par les flics il n'y a pas six mois ; ce père, emprisonné pendant 17 ans, qu'il n'a presque jamais vu qu'à travers un parloir. De ces combats, nous affirme-t-il, il a gardé un principe : « la première chose qui compte pour nous, c'est la liberté. D'ailleurs, le Prophète ne dit pas autre chose » Et tout en parlant, il sort son téléphone portable pour y chercher dans l'appli « coran » les versets qui le prouvent. Hichem, est un jeune étudiant moderne, chaleureux, sympathique, à l'image même que cherche à donner pour l'instant un mouvement qui, officiellement, regarde plus vers le très modéré parti AKP de Turquie que vers l'Iran d'**Ahmaninejab**. Est-ce une façade ? Est-ce un discours mensonger fait pour endormir la méfiance du peuple avant de chercher à rafler le pouvoir ?

Notre second pôle le craint. Eux, pour l'instant, ne sont pas rassemblés dans un parti structuré, mais rassemblés par des valeurs, la laïcité, l'égalité de la femme, le combat pour les droits de l'homme. De ce côté là non plus, il ne manque pas de gens qui ont résisté à la tyrannie avec un

courage magnifique, des militants historiques ou des jeunes, comme **Sofiane Chourabi**, un des célèbres bloggeurs qui, depuis dix ans, s'est toujours montré prêt à tous les risques pour poster sur la toile telle ou telle vidéo montrant la vérité de la dictature. D'ailleurs, le virus ne l'a pas quitté. Il arrive à notre rendez vous avec un œil au beurre noir, souvenir cuisant d'un récent tabassage par la police, qui voulait l'empêcher de filmer, lors de la répression qui a suivi les manifs du samedi d'avant. Tout de même, ajoute-t-il en riant, les choses ont un peu changé : cette fois il a pu porter plainte, et le porte parole du ministère lui a téléphoné personnellement pour s'excuser. Lui, comme nombre de ses amis, rêve d'une Tunisie à la **démocratie** exemplaire, pluraliste, où la religion serait respectée, mais cantonnée à la sphère privée. Et pour commencer le travail, il vient de lancer avec d'autres une association qui va bientôt organiser dans les facs, les lycées des ateliers tentant d'apprendre à la jeunesse les bases de la vie politique.

Il y a de quoi faire, de ce côté-là, on part de zéro. C'est le **point paradoxal** de cette histoire. Toute cette jeunesse, en allant affronter dans la rue les matraques d'un régime policier, a montré qu'elle était capable de faire de la politique dans son sens le plus noble. Après des années où on n'a gavé le pays que de mensonges ou de football, elle n'a aucune idée de la façon dont on peut la faire dans sa pratique la plus quotidienne. « Pour qui aller vous voter ? » demande-t-on à tous ceux et celles qu'on rencontre, les étudiants de la fac, les chômeurs d'une lointaine banlieue. Et tous de répondre, avec une franchise désarmante : « comment voulez vous qu'on sache, on ne sait même pas qui se présente ? ». Ils ont pour eux une base solide : cette liberté chèrement acquise, qu'ils ne voudraient voir volée par personne. Ils ont des désirs clairs : un métier, une économie qui fonctionne, la fin du chômage. Mais aucune idée sur ceux qui pourraient les aider à les accomplir.

François Reynaert

<http://www.webdo.tn/2011/03/25/a-lav-bourguiba-manifestation-contre-des-cadres-de-la-police/>

À l'av Bourguiba : manifestation contre des cadres de la police

Publié par Dorra le 25 mars 2011 à 15:13



Une centaine de manifestants se sont réunis, ce matin, devant le Théâtre de la Ville de Tunis pour protester contre la présence à ce jour de certains anciens hauts cadres du ministère de l'Intérieur. Ils sont soupçonnés par ces manifestants d'appartenir à l'ancien régime répressif, et, notamment, d'avoir servi, pour certains d'entre eux, sous les ordres d'Ali Sériati, le directeur de la garde présidentielle de Ben Ali.

Lors de cette manifestation, des tracts ont été distribués. On pouvait y lire : " Hamed Zid, titulaire de plusieurs postes en rapport avec les opposants et leur répression, Imed Dagghar,

directeur des services de renseignements de Bab Bhar et de la police judiciaire d'El Gorjani, deux directions connues pour la torture, Imed Achour, de la police de la sécurité de l'Etat, Hédi Belhoula, sous les ordres de Hamed Zid et chargé des missions sales, les deux impliqués dans des affaires louches ".

D'autre part, des pancartes ont été levées dénonçant le ministère de l'Intérieur et ses pratiques répressives et appelant à l'indépendance de la justice.

Rappelons que le ministère de l'Intérieur vient de lancer, dans un communiqué rendu public jeudi, une mise en garde contre le danger que représente l'utilisation du réseau social « Facebook » par certaines personnes qui se cachent derrière des pseudonymes pour proférer des menaces, inciter à la violence et aux troubles et à l'atteinte aux personnes et aux biens et lancer «les appels aux sit-in à la place de la Kasbah et à d'autres places de la capitale qui n'ont pour motivation que de semer la zizanie, inciter à la violence, déstabiliser le pays et porter atteinte à l'ordre public et à entraver le bon fonctionnement des services publics et à violer les droits des citoyens à exercer une activité économique et commerciale».

<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/26/tunis-les-joies-du-bricolage/>

Tunis : les joies du bricolage.

Publié le 26/03/2011 par Se trouver

Encore un nouvel article venu de Tunis sur un magasin de bricolage qui a connu quelques déboires avec la chute des Ben Ali-Trabelsi.



Aujourd'hui, je profite d'un reportage que fait D., une journaliste française qui travaille pour un hebdomadaire économique, pour m'incruster. Il s'agit d'aller s'entretenir avec le directeur du premier magasin de bricolage ouvert en Tunisie, Bricorama. Le magasin se situe au kilomètre 16 de l'autoroute en direction de Bizerte, au nord de Tunis. Celui-ci se trouve à quelques centaines de mètres d'un immense complexe commercial Tunis City, occupé notamment par l'enseigne Géant. Tunis City a été intégralement pillé dans les journées qui ont suivi le départ des Ben Ali-Trabelsi et en partie

incendié. Il est depuis fermé et, au vu des dégâts, n'est pas prêt de réouvrir. Bricorama n'a pas été épargné non plus.

Ce magasin dévoué au bricolage et à la décoration est une surface de 4000 mètres carrés. Construit sur une plaine déserte cernée de petites collines, sur lesquelles on distingue au loin quelques villages. L'autoroute qui sillonne cette plaine sur toute sa longueur est la seule manière d'y accéder. Lorsque l'on arrive sur place, le ton est immédiatement donné. Un camion militaire stationne à l'ombre du magasin tout en restant suffisamment visible afin de voir et être vu, dans l'idée de marquer une présence dissuasive. Trois militaires, fusils d'assaut sur la poitrine, sont en faction devant les barbecues préfabriqués disposés à côté de l'entrée du magasin. Ils guettent avec méfiance tous les véhicules arrivant sur le parking, jaugant les intentions de leurs occupants. A notre arrivée, ils se dirigent vers l'entrée, rejoints par deux vigiles parmi la dizaine qui glandouillent dans le hall du magasin. Un vigile nous demande d'ouvrir nos sacs pour les fouiller. Légèrement perturbé par ce troublant protocole, en France on demande plutôt ça à la sortie, nous obtempérons. Les trois militaires les mains sur leurs fusils d'assaut observent la scène avec nervosité. Nous n'avons pas particulièrement droit à un traitement de faveur puisque une femme arrivant derrière nous se fait également fouiller son sac à main.

Dans le magasin, tous les regards se braquent sur nous et les employés n'esquissent même pas un sourire, ni de quelconques formes de politesse commerciale. Bien au contraire, ils ont l'air de se demander ce que nous venons foutre ici. Ambiance étrange. Je me demande si nous n'allons pas nous prendre sur la gueule des perceuses sans fil de mauvaise facture fabriquées en Thaïlande. En fait, j'apprendrais plus tard qu'il n'en vendent plus, comme tout l'outillage électro-portatif volé pendant les pillages. A l'accueil, nous demandons à voir le directeur avec qui la journaliste a rendez-vous. L'hôtesse nous répond qu'il est parti prendre sa pause.

Alors que nous patientons dans le hall, un vigile à la moustache impeccable et aux cheveux gominés en arrière se dirige vers nous pour nous demander ce que nous foutons là. Bricorama a du importer aussi ici le célèbre sens du commerce français. Nous lui répondons que nous avons rendez-vous avec le directeur pour un entretien et blablabla. Pas convaincu par notre réponse, il nous toise en silence les bras croisés en hochant doucement la tête de bas en haut comme si pour lui cela ne faisait aucun doute que nous étions des baratineurs avérés. Le directeur arrive et la journaliste me laisse seul avec le vigile pour s'engouffrer en compagnie de son rendez-vous dans les bureaux au premier étage. Je tente une discussion avec le vigile qui m'avoue très vite que c'était mieux avant et que tout ce bordel commence à suffire. Peut-être pour la première fois, je prends brutalement conscience de l'incarnation en chair et en os de la contre-révolution. Je me dérobe sans ajouter un mot pour rejoindre la journaliste et le directeur du magasin. Dans le bureau est aussi présent le directeur de l'import. La cinquantaine vieillissante, ce français expatrié de longue date est arrivé en Tunisie en 2009 pour travailler chez Bricorama. Avant de débarquer ici, il a passé vingt ans en Guadeloupe et avant cela encore onze ans au Cameroun, toujours pour des enseignes de supermarché. Au bout de quelques minutes d'entretien, je comprends que malgré le fait qu'il occupe un poste subalterne, c'est bel et bien lui, et non le directeur, qui tient les rênes de cette histoire.

Pour rappel, ce fût le premier magasin de bricolage franchisé Bricorama ouvert en Tunisie en 2008 à l'initiative de Imed Trabelsi, neveu de Leïla Trabelsi. Bien connu en France, pour avoir réussi à voler trois yachts de luxe sur la Côte d'Azur il y a quelques années, il serait beaucoup trop long de raconter la vie de cette ordure que l'on avait donné pour mort poignardé le 15 janvier et qui a été finalement retrouvé vivant et mis aux arrêts. Initialement

associé à une autre crapule du nom de Mahbouli, Imed avait fini par éjecter son partenaire sous la menace. Resté seul actionnaire de la patente Bricorama et fier d'être le premier à ouvrir un tel type de surface commerciale en Tunisie, il inaugura le magasin sans que celui-ci ne soit réellement prêt à ouvrir.

Le jour précédant l'inauguration, Zine Ben Ali et Leïla Trabelsi accompagnés de leur fils Mohamed sont venus discrètement visiter le magasin ouvert exceptionnellement pour eux. Enfin presque discrètement. Service de sécurité présidentiel, blindés de la police, groupe d'intervention, snipers sur les toits, personnel planqué dans les stocks, ils repartent après avoir fait quelques emplettes, comme un petit chat pour Mohamed à l'animalerie du magasin. Visite loin des caméras et autres flagorneries médiatiques habituelles de l'ancien régime, cette farce n'était pour Imed Trabelsi qu'une façon de se faire valoir auprès de sa tante et de son oncle, selon le directeur, présent sur les lieux ce jour-là.

En trois ans d'activité commerciale, aucun bilan comptable ne sera jamais fait. Les fournisseurs étaient pourtant payés et les banques toujours enclines à prêter de l'argent lorsque c'était nécessaire. Il est vrai que le fait d'être un des neveux Trabelsi incitait tout le monde à une confiance aveugle dans l'aventure Bricorama en Tunisie. Le magasin ne marche pourtant pas si bien pendant ces trois années : les tunisiens ne sont pas vraiment bricoleurs. Ici on préfère faire faire que faire soi-même. Tous les produits destinés à décorer sa maison et son jardin compensent le peu de ventes outils et matériaux. Et puis arrive le 14 janvier et le départ précipité des Bentra. Les deux jours qui suivent voient les Tunisiens de la région retrouver goût aux joies du bricolage, et ils viennent en voiture, en camion ou en mobylette se servir dans ce qui s'avère une véritable opération de soldes sauvage. Tout doit disparaître. Les rideaux de fer et les vitrines sont défoncées. Les émeutiers ont apparemment emporté tout ce qu'ils pouvaient. Le samedi 15 au petit matin, lorsque le directeur de l'import arrive, il voit de loin le parking bourré à craquer et se dit « tonnerre, il y a du monde ce matin ». A l'entendre, on peut soupçonner que les émeutiers pillaient la surface depuis la veille au soir sans s'interrompre. Comprenant que ces nombreux clients sont en vérité venus se servir et récupérer en partie ce que les Bentra leur ont volé, le directeur fait demi-tour fissa fissa. Le fait que ce magasin appartenait à Imed Trabelsi y a beaucoup fait, nous confie le directeur tunisien. Vu les photos qu'il a prises suite aux pillages et qu'ils nous montrent, les émeutiers semblent avoir multiplié les allers et retours entre la maison et le magasin. Tout y est passé : électroménager, outillage, sanitaires, climatiseurs, robinetterie, matériaux, matériel informatique, etc. Sur une des photos, une cabine de douche entière a été abandonnée au niveau des caisses, certainement trop lourde. L'armée interviendra seulement le dimanche, avec ses blindés, pour mettre un terme à cette opération de liquidation totale du magasin. Ils épargneront le magasin d'un probable incendie, qui ravage déjà Tunis City et le Géant depuis la veille, après qu'ils ont été eux-aussi méthodiquement pillés. Depuis, les militaires veillent sur Bricorama comme sur la banque centrale de Tunisie ou l'ambassade de France. 15% des 160 employés ne sont pas revenus travailler et l'on peut parier qu'une partie d'entre eux sont venus chercher pendant ces jours de janvier une avance sur salaire ou des indemnités en nature.

Bricorama n'est pas mort pour autant et tous les employés qui ont décidé de revenir ont passé plusieurs semaines à refaire l'inventaire. Ranger, nettoyer pour finalement réouvrir début mars. Mais depuis qu'Imed, le magicien Trabelsi devant qui toutes les portes s'ouvraient, a été arrêté et tous ses biens saisis, ainsi que les comptes de ses sociétés bloqués, les fournisseurs veulent désormais être payés, les douanes également pour les marchandises au port et les banques ne veulent plus prêter d'argent pour la trésorerie. Bref, le magasin est probablement condamné à disparaître tôt ou tard. La direction ne peut plus rien acheter et

vend ce qu'il reste pour à peine couvrir une petite partie des salaires. Le reste des salaires étant fourni par le seul compte qui n'ait pas été clôturé sous condition qu'il soit dévolu à cet usage. Les rayonnages ont été modifiés et effectivement, en se promenant dans le magasin on observe que quelque chose cloche. On pourrait faire passer dans les allées un poids lourd sans problème. Les marchandises s'étalent au maximum pour donner une impression d'abondance à d'éventuels chalands. La direction ne fait plus de publicité, ne communique plus, ne fait plus de promotion pour ne pas vendre trop vite et attend. Les employés aussi et pour passer le temps, baladent leur spleen dans les allées vides du magasin.

Le directeur de l'import français, agent trouble de Bricorama France, aimerait rester pour continuer l'aventure selon ses mots mais ne semble pas se faire d'illusions. Son avenir est, contrairement aux Tunisiens qui travaillent là avec lui, de toute façon assuré. Il touche un salaire français et touchera donc ses indemnités à son retour en France. On comprend par ses révélations que son rôle ici était pendant ces deux dernières années de référer de la situation à la direction de Bricorama France qui, bien qu'elle ne fournissait que la patente à Imed Trabelsi, veillait à défendre ses intérêts en Tunisie. Ce dernier leur avait fait initialement miroiter de potentielles ouvertures de magasins franchisés dans le pays ainsi qu'en Libye. Dans la famille Ben Ali-Trabelsi, Bricorama demande le neveu. Mauvaise pioche.

Tunis, le 22 mars.

<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/28/tunis-on-a-besoin-dun-deuxieme-14-janvier/>

Tunis : « On a besoin d'un deuxième 14 janvier. »

Publié le 28/03/2011 par Se trouver



Les yeux embués, saisi à la fois par la tristesse et la colère, Me Hedi Chennaoui, avocat, en est convaincu: « On a besoin d'un deuxième 14 janvier. » Wassila, à ses côtés ne retient plus ses larmes et répète à son tour ce qui résonne comme une évidence.

Les *maîtrisards* sont ces fameux diplômés chômeurs laissés sur la touche par le système Ben Ali. Une quarantaine d'entre eux campent depuis le 4 février dernier devant le ministère de l'éducation tunisien, à proximité de la Casbah. Il y a là autant de filles que de garçons, ce qui selon eux n'est pas ordinaire. « Les associations ne nous ont pas aidé. Nous n'avons du compter que sur nos propres forces. » précise Wassila. Elle a 32 ans, maîtrise d'histoire et géographie en poche. Elle n'a jamais pu obtenir de poste de professeur. Leur sit-in occupe l'impasse Virgile, coincée entre leur ministère de tutelle et le ministère de la justice et des droits de l'homme. Une tente de camping défraîchie sert de quartier général aux occupants qui, la nuit, dorment sous des abris de fortunes attendants. L'impasse est barrée par des

barbelés sur lesquels veillent nuit et jour les forces de police. La sécurité du ministère, elle, comme pour tous les ministères, est à la charge de l'armée.

Durant les semaines qui ont suivi le départ des Ben Ali-Trabelsi, les maîtrisards sont venus de toute la Tunisie, de Douz, de Tataouine, de Medenine, de Ghafsa, de Sidi Bouzid, de Sfax, de Bizerte, et du grand Tunis manifester devant le ministère. Les uns réclament un poste de professeur, les autres un poste d'instituteur. Certains sont fraîchement diplômés, d'autres le sont parfois depuis plus de quinze ans, possèdent une maîtrise ou un CAPES, tous sont au chômage, vivent de boulots occasionnels et de l'aide de leurs familles. Aucun fonctionnaire ne veut les recevoir. Ils se sont trouvés, ont partagé leurs expériences et décidé ensemble d'occuper les couloirs du ministère. Huit d'entre eux, quatre garçons et quatre filles ont entamé très vite une grève de la faim qui durera 9 jours. Sans résultat. Puis le 23 février, ils sont évacués du bâtiment. Sans se résigner; ils ont installé leur sit-in devant l'entrée.

Deux semaines plus tard, le gouvernement Ghannouchi démissionne. Un ancien Bourguibiste, Béji Caïd Essebsi, est nommé premier ministre et déclenche l'évacuation de la deuxième occupation de la Casbah. Les maîtrisards démasquent de leur côté un réseau de corruption interne au ministère de l'éducation. Une des leurs, récemment diplômée, est en contact avec un énigmatique intermédiaire qui promet, moyennant une importante somme, des postes dans l'enseignement public pour la prochaine année scolaire 2011-2012. Rendez-vous est pris le 5 mars à la station de métro Moncef Bey à Tunis. Cet intermédiaire ignore qu'un véritable piège lui est tendu par les maîtrisards. Celui-ci exige un acompte et le paiement total du pot-de-vin le jour de la convocation. Les tarifs sont précis: 5000 Dinars tunisiens (2500 euros) pour un poste de surveillant, 7000 DNT (3500 euros) pour un poste d'instituteur, 10 000 DNT (5000 euros) pour un poste d'enseignant. Armés de caméras et de micros, ils enregistrent la transaction. Dénoncé à la police, l'intermédiaire est arrêté et une perquisition à son domicile permet la découverte d'une liste de plus de 3000 personnes qui auraient obtenu la promesse d'un poste dans l'enseignement public alors que les résultats n'ont pas encore été publiés. Et pour cause, les examens auront lieu en mai prochain.

L'intermédiaire arrêté ferait partie d'un réseau qui aurait amassé près de 170 000 DNT. Et au sein du ministère, ce serait un dénommé Lofti Hamdi qui serait chargé d'assurer le suivi des dossiers. L'attaché de presse du ministère dément alors l'existence de ce fonctionnaire, affirmant que le document (qui circule désormais sur internet) est un faux. Selon lui, toute cette affaire est une machination montée contre le ministère pour semer le désordre et entraîner dans la rue des milliers de jeunes en colère. Cette liste est pourtant datée du 2 mars et paraphée par Ettayeb El Bakkouche, l'actuel ministre de l'éducation. Wassila est écoeurée. « Après la révolution, c'est incompréhensible. Avant on avait compris puisque c'était le système mais maintenant cela signifie que le système continue avec les mêmes intermédiaires. ». Une plainte a été déposée le 8 mars par les maîtrisards et leurs avocats Abdelouf Hayed et Hedi Chennaoui. Une instruction judiciaire est ouverte.

C'est encore l'hiver en Tunisie, la pluie et le froid n'ont pourtant pas dissuadé les maîtrisards qui vivent cette occupation depuis presque un mois. Pas de toilettes, pas de point d'eau. Les nerfs sont à vif mais la détermination reste la même. Ils restent là afin que le ministre de l'éducation accède à leurs revendications en matière de recrutement et pour en finir avec l'ancien système de corruption. La semaine dernière, le 22 mars, contre toute attente, Rafâa Ben Achour le ministre délégué au premier ministre Béji Caïd Essebsi reçoit les maîtrisards. Il ne leur fait aucune promesse mais leur conseille de poursuivre leur sit-in. Il leur déclare : « Il est bien organisé, on sait que vous faites un bon travail de pression et nous, pendant ce temps,

on va trouver des solutions.» L'entretien dure à peine quelques minutes. Mais combien sont-ils ces maîtrisards ? Certains parlent ici de 140 000 diplômés au chômage, d'autres de 170 000. La presse tunisienne est plus prudente et cite volontiers le chiffre de 100 000. Personne ne sait vraiment de toute façon combien ils sont. Il n'y a jamais eu de statistiques faites pour les recenser. Selon les maîtrisards, à peine plus de 4000 postes sont attribués chaque année scolaire par le ministère de l'éducation. Celui-ci a récemment annoncé la création de 4 000 postes supplémentaires et une plus grande transparence dans les modes de recrutement et concours, mais on ne peut que douter de ses intentions. Par ailleurs, vient d'être décidé la réintégration de tous ceux qui furent licenciés pour des raisons politiques. De belles paroles pour Fathi Sghaier ancien professeur âgé de 47 ans qui, en 1993, a passé six mois en prison pour avoir affirmé pendant l'un de ses cours de philosophie : « L'être humain peut parfois être plus honnête avec lui-même s'il résiste, s'il dit non. » Il est tous les jours avec les maîtrisards sur le sit-in et n'a toujours pas été sollicité pour son éventuelle réintégration.

La lutte des maîtrisards chômeurs continue mais pour combien de temps encore ? Beaucoup en Tunisie et particulièrement à Tunis souhaitent voir les choses revenir à la normale. Que ce soit dans les médias ou dans les conversations, on sent poindre une réelle exaspération, les exigences s'articulant principalement autour du retour à l'ordre et du redressement économique. Des responsables sont désormais tout désignés pour incarner ce que l'on nomme « le chaos ». Les vendeurs à la sauvette à Tunis, par exemple, à qui l'on prête l'intention de semer le désordre. Ils sont systématiquement chassés par la police qui profite de l'occasion pour reconquérir les rues de la capitale. Mais aussi, les innombrables grévistes et chômeurs qui, dans tout le pays, n'ont pas cessé le combat. Pour tous ceux-là, l'injonction de se remettre au travail leur semble bien amère. A l'image des maîtrisards, du travail ils n'en ont pas. Et si le gouvernement comme les milieux économiques ont décidé de siffler la fin de la partie, ils ne peuvent pas l'entendre. Cette révolution, ce sont eux, les laissés pour compte, les pauvres, les chômeurs et les jeunes qui l'ont faite. « C'est comme si il n'y avait pas eu de révolution. Ce sont les chômeurs qui ont joué un grand rôle dans cette révolution. Ceux qui avaient un travail et une situation n'ont pas pris de risques et n'ont pratiquement pas participé à ce soulèvement. Maintenant ce sont eux qui veulent prendre toute la place. Ces gens doivent comprendre que nous avons payé cher. Ce sont nous qui sommes morts dans la rue pour cette révolution. Et aujourd'hui, il n'y a rien qui a été fait, aucune mesure envisagée pour résoudre la question du chômage. El Bakkouche a 73 ans, qu'est ce que vous voulez qu'il fasse pour les jeunes? » Wassila est hors d'elle.

La famille régnante Ben Ali est certes tombée et les Tunisiens jouissent désormais d'une totale liberté de parole mais le régime semble malheureusement toujours en place. Le système de corruption n'a pas disparu. Les mêmes fonctionnaires qui travaillaient sous Ben Ali sont toujours là. La police politique a été dissoute mais aucune poursuite n'est envisagée, pour le moment, contre les tortionnaires membres des forces de sécurité. Les différentes commissions chargées de l'établissement des faits sur ces affaires de corruption ou sur les abus commis par les forces de l'ordre durant les périodes des manifestations ne brillent pas par leur volonté d'en finir avec ce système, au contraire. Wassila cite d'ailleurs à ce propos Georges Clémenceau « Si vous voulez enterrer un problème, nommez une commission ». Le pouvoir politique et économique tunisien soutenu par les classes aisées et une partie des classes moyennes a quant à lui déjà enterré cette révolution, tout en prenant bien garde de lui rendre hommage en honorant son martyr Mohamed Bouazizi. Ils ne devraient pas oublier qu'ils sont des millions comme lui à attendre maintenant que quelque chose de nouveau advienne. En attendant, le sit-in de l'impasse Virgile continue. « Ils nous ont volé nos rêves » nous

confirme Wassila. Elle marque une pause puis ajoute encore une fois « Nous avons besoin d'un deuxième 14 janvier ».

<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/28/tunis-le-retour-de-la-police-et-de-ses-petites-fiches/>

Tunis : le retour de la police et de ses petites fiches.

Publié le 28/03/2011 par Se trouver

Nous croulons désormais sous les articles que l'on nous envoie depuis la Tunisie. C'est avec plaisir que nous les relayons, pensant que les situations tunisiennes, égyptiennes et libyennes, bien que tout à fait différentes, sont intimement liées.

Ci-après, un texte qui revient sur le retour de la police dans les rues de Tunis, et leurs petites fiches de renseignement, qui ne sont pas toutes « classées ».

En arrivant à l'aéroport Carthage Tunis, la première chose que l'on voit se sont les panneaux publicitaires représentant le drapeau tunisien. Une déferlante de rouge et de blanc. Il n'y en avait pas tant que ça dans mon souvenir... Un panneau, particulièrement grand, représente nombre de stars de la télé, chanteurs, acteurs, sourire émail diamant se drapant dans l'étendard. En guise de légende, « fier d'être Tunisien ». La nation reconnaissante à ses révolutionnaires...

Pour qui arrive ici en avion, avant d'être accueilli par ces affiches en papier glacé, encore faut-il passer la ligne des flics et le contrôle des passeports. Un joyeux brouhaha règne dans le hall. Les gens parlent forts, rient, s'interpellent. Des flics en costard canalisent la foule de la manière la plus affable qui soit... Rien à voir effectivement avec la tension qui régnait à ce même endroit plusieurs années auparavant. Mon tour arrive, je tend mes papiers à la flicquette qui me fait face. Elle me réclame mon passeport tunisien. Tiens, je m'étonne qu'on me demande encore ce genre de choses. Mais après tout, les vieilles habitudes sont coriaces. Compréhensif, j'entreprends de lui expliquer que je n'en ai pas... Elle pianote sur son clavier, semble lire attentivement quelque chose, me demande, après m'avoir lu l'état civil d'un membre de ma famille, s'il est correct... puis finit par appeler deux types, clope au bec, qu'on m'enjoint à suivre. « Contrôle de sécurité ». L'ambiance se tend. Trois quart d'heure de questions sur la personne de ma famille fichée, mes orientations politiques, religieuses et j'en passe. Finalement un « responsable » débarque et s'excuse, fort maladroitement, de cet épisode. On m'explique que la fiche de la personne en question n'a pas encore été « classée », que certaines personnes doivent encore être contrôlées, mais qu'il ne faut pas que cet épisode entame ma certitude et ma confiance quant au fait que la police tunisienne a effectivement changé. La preuve, c'est que toutes ces précautions n'ont plus rien à voir avec l'« ancien régime ». C'est désormais une question de sécurité...

A Tunis, beaucoup de personnes que j'ai pu rencontrées ces derniers jours n'ont que ce mot à la bouche. La sécurité c'est l'obsession principale, bien avant celle des élections du 24 juillet, bien avant le nouveau code électoral pourtant présenté fin mars. Ben Ali avait bien tenté de flanquer la frousse aux Tunisiens lors de son discours du 28 décembre, en affirmant que des « terroristes » étaient derrière les « troubles » dans le centre de la Tunisie, mais à l'époque ça n'avait pas marché. Aujourd'hui, par contre, beaucoup de gens semblent effrayés par les « voleurs-évadés-des-prisons-pendant-la-révolution », et qui rodent à la nuit tombée... D'où des rues désertes le soir. Les rumeurs les plus folles circulent à Tunis sur les agressions, pillages, et autres, qui ont toujours lieu dans les quartiers voisins... mais jamais chez soi. Quoi qu'il en

soit c'est suffisant pour justifier la réouverture des commissariats (qui avaient en nombre fermés après le 14 janvier, ou tout bonnement cramés comme à El Khadra, Ben Arous ou Ariana). Au dire de tous, les flics sont quand même dans leurs petits souliers.

A El Khadra, par exemple, les jeunes sont hilares au récit de la cordialité et de la serviabilité des agents. Les discours sont assez ambivalents. A la fois il y a une méfiance et un dégoût très très fort de la police. On se souvient que c'est sur elle que le pouvoir s'est maintenu pendant 23 ans, on se souvient de ses méthodes, des emmerdes qu'elle provoquait. Aussi, les insultes les plus crades sont proférées à son égard. A l'évocation de ce sujet, on sent comme une haine énorme qui se déverse tout d'un coup et avec plaisir, avec la jouissance de pouvoir, enfin, en parler à tort et à travers. Mais malgré tout, personne ne semble choqué de les voir redéployés comme ils le sont avenue Bourguiba par exemple. « C'est pour la sécurité ».

Parallèlement il faut donner l'impression que les choses changent. On démantèle officiellement le service « police politique ». Les flics en civil ne sont plus plantés devant les mosquées munis de leurs petits blocs-notes lors de la première prière de la journée (les seuls à ne pas la manquer sont les « très croyants », forcément suspectés d'être intégristes). Ils ont également déserté les campus, alors qu'à Tunis chaque fac avait son « bureau de police », et ses agents rodant dans les amphithéâtres. Il se font plus discrets et moult histoires entendues au café ou dans la rue confirment ce changement d'attitude. Mais les petites fiches de renseignement ne sont pas toutes « classées ». L'épisode de l'aéroport le montre bien.

Maintenant, officiellement, la police n'oeuvre plus au maintien d'un régime, mais pour le « retour à l'ordre », pour la sécurité. Les flics ne sont plus là pour nous rendre la vie impossible, mais pour éviter les exactions des « sereks ». Il semble que rarement leur présence n'ait semblé aussi justifiée aux yeux des Tunisois, malgré l'évidente capacité à s'organiser dont ils ont fait preuve au moment du départ de Ben Ali pour protéger « leurs quartiers » comme ils le disent. Protéger de quoi, d'ailleurs ? A l'époque on parlait des « milices » pro-Ben Ali qui voulaient « déstabiliser » la révolution. Maintenant on craint les voleurs.

Et c'est ainsi que les flics, placés aux côtés des militaires (dont la sympathie des jeunes « révolutionnaires » semble acquise) réapparaissent devant le ministère de l'intérieur, avenue Bourguiba, là même où ils tiraient à balles réelles sur les manifestants.

Tunis, le 26 mars

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/les-revolutions-arabes/20110324.OBS0183/les-10-mots-de-la-revolution-tunisienne-2-degage.html>

01/04/11 23:46

Les 10 mots de la révolution tunisienne - 9. "Califat"

Envoyés spéciaux du Nouvelobs.com en Tunisie, nos trois reporters ont rapporté dans leur besace des petites provisions linguistiques : dix mots qui résument l'incroyable changement opéré dans ce petit pays depuis le 14 janvier dernier. > Par Nathalie Funès, Céline Lussato et François Reynaert



Le dirigeant du parti islamiste tunisien Ennahda, Rached Ghannouchi, à son arrivée à Tunis le 30 janvier 2011 (c) Afp

Chaque jour, du 24 mars au 2 avril, découvrez un nouveau mot de la révolution tunisienne.

9 - CALIFAT

Dans un café, un soir, devant des bières, avec des jeunes tunisiens. On parle de la situation politique depuis la Révolution, on demande "vous avez peur des islamistes ?". Et l'un d'entre eux : " tu parles si on a peur, moi je n'ai pas envie que mon pays devienne un califat". En général, en France, pour parler de la même chose, on dit "**al qaida**" ou "**les talibans**". Là, cette vieille notion, surgie des premiers temps de l'Islam, et réactivée depuis, il est vrai, par les rêves de totalitarisme religieux de Ben Laden et de ses amis. En tous cas, la réalité est la même. Quand les révolutions arabes ont éclaté, toute l'Europe a été saisie d'un frisson : et s'ils allaient nous faire l'Iran de l'autre côté de la Méditerranée ? On peut rassurer l'Europe sur un point : une grande majorité des Tunisiens le craint encore bien plus. Depuis le 14 janvier, le pays a scruté avec angoisse les signes qui auraient pu montrer cette direction détestée. Vers la mi février, à une semaine d'intervalle, il y en a eu trois. D'abord une petite manifestation devant la grande synagogue de Tunis, au cours de laquelle on a entendu des slogans antisémites. Puis, le vendredi suivant, 18 février, quelques extrémistes barbus ont cherché une autre action d'éclat : ils ont voulu murer la vieille rue où se tient une institution séculaire de Tunis, le bordel, et en chasser les pensionnaires. Et le matin même, un prêtre polonais responsable d'une institution scolaire, avait été retrouvé égorgé. " Au grand soulagement de tout le monde, nous explique un diplomate européen, cette dernière affaire a vite été classée au rayon des faits divers. Rien à voir avec la politique ". Mais les deux autres ? Qui les a organisés ? Des anciens ben alistes cherchant à discréditer le nouveau régime, disent les uns. Des vrais fanatiques appartenant à un petit groupuscule ultra religieux, affirment les autres. Toujours est-il que l'ensemble des partis politiques (y compris le parti islamiste majoritaire, **Ennahda**, qui n'aime rien tant pour l'instant qu'à se montrer modéré) a condamné avec fermeté toute cette violence. Et que depuis, tout ce qui faisait le terreau de cette incertitude et de ces questionnements, s'est transformé en quelque chose de plus raisonnable : le grand débat actuel de la vie politique. Quelle place faut-il donner à la religion ? Sur Facebook, dans la presse, dans les cafés, c'est l'empoignade passionnée, et passionnante du moment. La Tunisie doit réaffirmer son ancrage dans l'Islam, demandent les uns. Jamais de la vie, elle doit être laïque et cantonner la religion à la sphère privée, affirment les autres. Et, nombre de ceux que nous avons rencontrés tiennent le même genre de raisonnement, mais dans sa version plus terrestre : "moi je veux bien que les filles aient le droit de porter le voile (interdit sous Ben Ali), mais je ne veux pas que les barbus m'empêchent de mener la vie que je veux." Et ils se resservent une bière.

François Reynaert - Nouvelobs.com

8 - LA BIÈRE

- "T'as vu ça? Il m'a fait la bise!" affirme, médusée, une amie, ancienne syndicaliste, qui m'accompagne à une rencontre avec le bâtonnier de Tunisie.

(Je fais mine de m'inquiéter) - "Oui, et il ne fallait pas?"

- "Mais tu te rends compte, **c'est un islamiste**, c'est un membre d'Ennahda. Il faut qu'ils avancent bien masqués en ce moment pour en arriver là..."

Un autre jour, assez tard, un ami Tunisien me raccompagne à pied à travers la ville. A une terrasse, deux hommes discutent, debout, une **bière à la main**. Le ton monte. Ils semblent se disputer en arabe. Je demande à mon ami de quoi ils parlent. Est-ce une dispute personnelle ou parlent-ils politique? "Ils parlent des femmes" –hautement politique donc– "le plus virulent affirme au second que la femme n'est pas l'égal de l'homme, que c'est écrit dans le **Coran**. Il se demande "comment certains peuvent autoriser leurs filles ou leurs sœurs à aller manifester" m'explique-t-il. Je l'interroge : "Une bière à la main?" "Oui, c'est ça la Tunisie, c'est ça nos islamistes", rit-il.

Place de la **Kasbah**. Discussion avec des étudiants.

- "Peur de l'islamisme?"

- Non pas en Tunisie. Ici nous sommes presque tous musulmans, sunnites, mais même si certains sont pratiquants, beaucoup aussi ne le sont pas. Tu sais, avec Ben Ali nous n'avions pas le droit de pratiquer librement notre religion et il y avait beaucoup de **discrimination**. Ce n'est pas normal que mon ami ne trouve pas de travail parce qu'il est plus religieux que moi, non? Regarde ces deux filles là-bas."

(L'une est en pantalon, ni spécialement moulant ni spécialement large, à la mode. L'autre porte un hijab et une robe longue. Elles rient toutes les deux, semblent être de bonnes amies.)

Et l'étudiant de poursuivre :

- "Tu vois, **c'est ça la Tunisie**: ces deux filles qui rient ensemble et moi et mon ami, l'un religieux et l'autre non qui discutons avec toi".

Céline Lussato – Nouvelobs.com

7- SEPT



La chasse aux "**sept**" a commencé. Ben Ali, comme chacun sait, était un brin superstitieux et croyait aux forces occultes (madame aussi). Arrivé au pouvoir le 7 novembre 1987 après avoir fait venir sept médecins pour constater les défaillances de son prédécesseur, Habib Bourguiba, il en avait tiré l'implacable conclusion que ce chiffre lui portait bonheur. Inutile de préciser qu'en vingt-trois ans de règne, le raïs a eu le temps d'essaimer son gri-gri. Les rues, avenues, places et monuments du **7 novembre** ont envahi les endroits les plus reculés du pays. Les billets de banque, timbres, cartes d'identité ont tous été ornés du fabuleux chiffre. La télévision nationale avait été glorieusement baptisée TV7, l'aéroport international de Tabarka, estampillé "7 novembre". Même les épiceries, coiffeurs, pharmacies et autres petits commerces s'étaient mis à arborer un "7" sur leur devanture, histoire d'amadouer le puissant dictateur... Aujourd'hui, bien sûr, on débaptise à tout va. Le groupe Facebook "Contre le ridicule culte du chiffre 7 en Tunisie" et ses 1351 amis sont en pointe sur le dossier. La compagnie aérienne Sevenair, née le 7/07/2007, a ainsi opté pour un plus neutre Tunisair Express. Idem pour **TV7** qui a préféré se faire oublier avec l'impartiale : "Télévision tunisienne nationale". Les appellations les plus en vogue ? "Mohamed Bouazizi", du nom du jeune marchand ambulant de Sidi Bouzid qui s'est immolé par le feu le 17 décembre. Ou mieux : le nouveau chiffre fétiche, celui du jour où Ben Ali a déguerpi. Dans la capitale, la **place du 14 janvier** (feue la place du 7 novembre) est désormais l'endroit où il faut s'arrêter. Même si, d'après nos calculs, 14, c'est toujours 2 fois 7. Les chauffeurs de taxis s'emmêlent un peu les pinceaux. Mais ils en ont tiré une nouvelle maxime. "Ici, c'est la rue de la Liberté. Avant, on disait qu'on savait où était la rue, mais pas la liberté. Maintenant, c'est le contraire".

Nathalie Funès - Nouvelobs.com

6 - BRAQUAGE



Lecteur, attention, nous repartons aujourd'hui vers un **authentique mot arabe**. Ecrivons le en phonétique : brakaj'. Il se prononce en roulant le r, à la tunisienne, et en haussant le sourcil d'effroi : « Il paraît qu'hier, dans telle ville, il y a encore eu un brakaj' ». « Tu ne sais pas ce qui est arrivé à mon cousin Hakim, sur l'autoroute ? Il a subi un brakaj' !!! ». Horreur de l'interlocuteur, soupir de l'assistance. Depuis la Révolution, on n'entend que lui. On peut parler avec n'importe qui, dans la rue, à l'hôtel, au café, on est sûr de le croiser au moins une fois. Au début, ça fait peur. La Tunisie est elle donc à feu et à sang ? Des gangs armés ont-ils pris le pouvoir ? On comprend ensuite qu'il ne faut pas se faire abuser par les cousinages linguistiques. Un **brakaj'**, cela peut être, comme en français, une attaque de banque à main armée – mais cela n'arrive que de façon rarissime. Cela peut être plutôt un vol de téléphone portable ou une tentative d'effraction pour piquer un autoradio dans une voiture, bref, le genre de choses auxquels un européen ne prête même plus attention.

Seulement ces choses, si banales de notre côté de la méditerranée, sont nouvelles là -bas. Du temps de Ben Ali, le vol, comme on le sait maintenant, était pratiqué à très grande échelle, mais il fonctionnait, si l'on ose écrire, sous le régime d'un monopole d'Etat, entièrement géré par la famille du **tyran**. Et l'insécurité et la violence étaient terribles, barbares, sanglantes, mais elles étaient quasi-uniquement circonscrites à l'intérieur des commissariats ou, pire encore, aux locaux du sinistre ministère de l'Intérieur du bout de l'avenue Bourguiba, à Tunis, devant lequel on ne passait qu'en tremblant. Dans les rues, vu le nombre de flics qui y patrouillaient en permanence, le point est sûr, l'ordre régnait.

N'y règne-t-il plus ? Ça a été la grande peur des semaines qui ont suivi la révolution. Était-elle réelle ou fantasmée ? C'est difficile à dire, tant on a du mal à faire le tri, dans ce pays où la presse peine à se relever, entre les rumeurs et les informations. A la mi janvier, on a parlé de prisons ouvertes par les membres de l'ancien régime, pour que les droits communs qui s'y trouvaient sèment le chaos dans le pays. On a parlé aussi de la difficulté des policiers, tellement compromis par leur soutien à la **dictature**, à se faire respecter. Il y a eu ici et là des attaques de commissariats, des voitures volées, des téléphones portables dérobés. Mais, rassurons de façon absolue ceux qui voudraient se rendre dans ce beau pays, rien de catastrophique, loin de là. Tunis n'a jamais été Rio et ne risque pas de le devenir. Il est clair, en outre, que les choses se résorbent et que, peu à peu, tout rentre dans l'ordre.

François Reynaert – Nouvelobs.com

5 - MARTYR



"Où sont les promesses pour les martyrs ?" scandent les manifestants de la **Kasbah** de **Tunis** trois semaines après la révolution qui aboutit au départ de Ben Ali le 14 janvier. "N'oublions pas **Mohammed Bouazizi**", chantent-ils en référence à ce vendeur ambulant qui s'immola le 17 décembre à Sidi Bouzid.

Les "martyrs" de la révolution sont ces manifestants tués par les forces de l'ordre lors des manifestations contre le régime de Ben Ali. Début février, le chef de la mission du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU évoquait le nombre de 219 et le gouvernement promettait de verser 20.000 dinars à leur famille.

"Martyr". Un mot à **connotation si religieuse** dans un pays plutôt laïc. Mais un mot employé au plus près de sa signification première. Car si, dans l'histoire, le martyr est celui qui accepte d'aller jusqu'à se laisser tuer pour sa foi, dans la révolution tunisienne il désigne ceux qui ont été tués pour avoir cru dans l'avènement d'un nouveau régime.

Ces martyrs, en très grande majorité des hommes, souvent jeunes – moins de 25 ans – ont été la plus part du temps visés en plein cœur ou **dans la tête** par des membres de la garde nationale.

Ce fut le cas de **Marwan Jamli**, tué d'une balle dans le cœur lors de la manifestation du 8 janvier à Théla dans le gouvernorat de Kasserine. Pas celui de Saihi Wajdi, quelques jours plus tard dans la même ville. Non, "le sniper qui visa Saihi préféra l'artère fémorale..." explique son frère, chez eux, à Théla.

Dans leur maison où vivent les sept frères dont un est marié avec des enfants, il fait froid. Il n'y a ni chauffage ni eau chaude et dehors le thermomètre, à la mi-journée, n'affiche que trois degrés. Dans cette maison, dans la ville, **c'est la misère**. Mais le frère de Saihi souligne qu'avec deux hommes salariés dans le foyer ils ne sont pas si mal lotis...

Surtout, il compte sur le fait que les choses changent. "**Théla** a une tradition de révolution vous savez. Les émeutes du pain en 1983 sont parties de chez nous et même en 1907 nous sommes parmi les premiers à avoir manifesté contre la France..." dit-il. "Il y a eu **trop de morts**, trop de martyrs, il faut nous écouter à présent et sinon nous retournerons dans la rue. Au moins pour leur mémoire". De la capitale à la petite ville du gouvernorat de Kasserine, on n'oublie pas les martyrs de la révolution.

Céline Lussato – Nouvelobs.com

4 - BLOGUEUR



Le soir de mon arrivée à Tunis trois semaines après le départ du président **Ben Ali**, je me rends place de la **Kasbah**, centre névralgique de la contestation, qui, malgré le départ du dictateur, ne désemplissait guère de manifestants.

J'engage la conversation avec quelques personnes. Quelles sont les raisons de leur présence ici ? Participent-ils au mouvement depuis longtemps ? Pourquoi ? L'habituelle prise de contact journalistique à destination du révolutionnaire tunisien... Mes deux, puis trois, interlocuteurs, tous de jeunes hommes, me racontent leur parcours d'étudiant, puis diplômé, puis chômeur... Mais au fait, que font-ils dans la vie? "**Blogueurs**", me disent-ils.

Pas des journalistes sans emploi, ni des intellectuels menacés par le pouvoir autoritaire de Ben Ali ni même des cyber-poètes maudits. Non, ils sont "blogueurs".

Les réseaux sociaux (Facebook, twitter...) ont joué un rôle primordial dans l'aboutissement de la Révolution tunisienne, puis égyptienne et continuent d'être le ciment de la contestation qui perdure dans le monde arabe en favorisant la diffusion rapide de l'information. Les blogs, par leur côté plus détaillé ont joué et jouent encore dans d'autres pays, un rôle plus proche de celui de la presse alors que celle-ci est muselée.

Si bien que beaucoup de contestataires se sont créés des pages pour témoigner de ce qu'ils voyaient durant les événements, au point de faire de "blogueur" un **statut social**. Et pas des moindres. Dans la bouche des Tunisois, je finis par avoir l'impression que même le gendre idéal est blogueur. Il faut dire que le nouveau ministre de la Jeunesse est un blogueur...

Quelques jours après, je rencontre donc **Slim Amamou**. Riche de mon expérience de la soirée à la Kasbah, j'engage la conversation : "- Donc avant d'accéder à vos responsabilités ministérielles vous étiez blogueur? –Euh... j'avais un blog oui mais enfin sinon j'avais une petite société d'applications web". Retour à la normale.

Céline Lussato – Nouvelobs.com

3 - MAÎTRISARD



Inutile de chercher. Le mot n'est pas répertorié dans le Larousse. Mais en Tunisie, il est devenu le symbole d'une société sans avenir.

Les "maîtrisards"... C'est comme ça qu'on appelle les **150.000 jeunes gens** qui, de l'autre côté de la Méditerranée, ont réussi à décrocher leur quatrième année à l'université, mais n'ont jamais pu trouver le moindre petit job. L'après-midi, à trente ans passés, ils s'entassent désœuvrés à la terrasse des cafés de l'avenue Habib Bourguiba, au centre de Tunis. Le soir, ils retournent dormir dans le lit qu'ils avaient, enfants, chez leurs parents.

Le pays fabrique à la pelle des ouvriers pour les usines de textile de Sfax et des serveurs pour les hôtels de luxe d'Hammamet. Pas des cadres supérieurs qui soient capables de lire un bilan comptable ou de rédiger un **contrat de travail**. Ces dernières décennies, 23 universités flambant neuves ont poussé du Nord au Sud, d'Est en Ouest, dans toute la Tunisie. Des flopées de nouveaux diplômés en sortent chaque année. Mais leur titre n'a pas plus de valeur qu'un bout de papier.

On a dit que les "maitrisards" avaient été au coeur de la révolte, qu'ils avaient formé, dans les rues, le gros des bataillons des manifestants et derrière les ordinateurs, l'essentiel des blogueurs qui réclamaient le départ de Ben Ali.

On a dit aussi que **Mohamed Bouazizi**, le vendeur ambulant de Sidi Bouzid qui s'est immolé par le feu le 17 décembre et a donné le coup d'envoi de la révolution, en était un, de "maîtrisard". Ce n'était pas tout à fait vrai. Il n'était que bachelier...

Nathalie Funès - Nouvelobs.com

2 - DEGAGE



L'histoire officielle de la révolution tunisienne se souvient du premier "dégage !". Celui de la rue hurlante qui avait poussé Ben Ali à prendre la poudre d'escampette et le premier avion venu dans l'après-midi du vendredi 14 janvier. Elle a oublié le second. C'était à l'aube du lundi 18 janvier, 48 heures après la fuite du raïs.

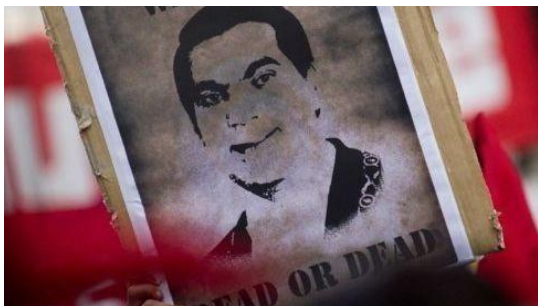
Comme si rien ne s'était passé, Alya Abdallah, la sémillante présidente de la **Banque de Tunisie**, quinquà à la coupe au carré et au cou perlé, comme on en croise des centaines sur la rive-droite parisienne, s'apprête à rejoindre ce matin là son bureau moquetté, rue de Turquie, dans le centre de Tunis. Mais son chauffeur doit stopper la berline avant d'être arrivé au parking. Plusieurs centaines de salariés l'attendent avec un cérémonial désormais bien rodé. Hymne national à fond, épaules recouvertes du drapeau tunisien et panneaux ornés du mythique mot : "**Dégage !**".

La dame n'essaye même pas de négocier. Marche arrière toute. Il y a quelques semaines encore elle était dépeinte dans les gazettes comme la "businesswoman" montante, celle qui faisait la pluie et le beau temps dans le monde des affaires tunisiennes. Elle n'est plus aujourd'hui que l'épouse détestée du non moins détesté ministre des Affaires étrangères de Ben Ali (Abdelwaheb Abdallah) et l'employée de l'encore plus détesté beau-frère (Belhassen Trabelsi).

Deux "Dégages !" en deux jours, c'était parti. La liste désormais est longue comme un jour sans baklava. Ministres, gouverneurs, patrons, fonctionnaires... Tous les "**bénalistes**" sautent les uns après les autres sous les hourras et les "dégage !". Les révolutionnaires égyptiens ont tenté d'importer le mot. Mais à en croire une mauvaise langue de Tunis qui tient à ce que le terme reste une marque déposée de son pays, ils prononceraient "dégaze !".

Nathalie Funès - Nouvelobs.com

1 JE VOUS AI COMPRIS



Attention, lecteurs, nous allons parler arabe : "**Ana fhamtkom**". Vous avez compris ? Non ? Eh bien moi si, puisque précisément, ces deux mots veulent dire ceci : "je vous ai compris". Quand on les prononce, désormais, en **Tunisie**, tout le monde comprend de quoi on parle.

L'expression, répétée plusieurs fois, a été au centre du dernier discours de Ben Ali, celui qu'il a prononcé le 13 janvier, veille de sa fuite piteuse. Pour le conseiller qui écrit le texte (et dont on ignore toujours le nom), la référence ne pouvait qu'être évidente : "je vous ai compris" est le slogan, certes un peu creux, mais plein de panache, que **De Gaulle** lance, en 1958, depuis un balcon d'Alger, à une foule venue l'acclamer en liesse. Le conseiller aurait pu se douter que l'histoire peut être farce. En 2011, personne n'a applaudi le discours. La liesse est venue le lendemain lorsque le peuple a appris que le vieux tyran qui, décidément, n'avait jamais rien compris à rien, avait enfin dégagé le terrain. Et "ana fhetkom", est devenue une **expression culte**, employée désormais par dérision, et reprise dans des raps, des slams, des chansons, des blagues.

Depuis le début des émeutes qui allaient mettre fin au régime, Ben Ali avait prononcé deux autres discours. Le deuxième, celui du 10, était celui des gros mensonges. Après avoir pillé le pays avec son clan pendant 23 ans, le président promettait tout, 300.000 emplois dans les mois à venir, le bonheur pour tout le monde, le **rasage gratis à volonté**. "Ben voyons" avait soupiré la Tunisie. La première allocution, le 28 décembre, juste après les premières manifestations de masse, avait été d'une autre tonalité. Une idée y revient sans cesse : "j'agirai avec fermeté".

En arabe, le tyran répète l'adverbe plusieurs fois : "avec fermeté, **avec fermeté**". Il se croyait encore le maître, il pensait jouer une fois de plus de sa seule arme politique : le coup de crosse. Hasard de la prise de son, alors même qu'il parle, on entend distinctement, derrière lui, une sonnerie de téléphone. Il faut croire qu'aucun technicien apeuré n'avait eu le courage de lui demander de faire une deuxième prise.

Dès le lendemain, sur facebook, personne ne parlait du texte, mais tout le monde commentait le coup de fil, en se tapant sur les cuisses: "**qui c'était au téléphone** ? Sans doute sa coiffeuse, elle devait lui rappeler l'heure de la permanente !". Un, deux, cinq ans avant, personne n'osait seulement écrire le nom du despote sans trembler. Et là, les rires, les moqueries, les blagues à n'en plus finir. "Quand on a vu circuler ça, nous explique un journaliste, on a compris que **les jeunes n'avaient plus peur**. On a compris que pour le régime, c'était la fin."

François Reynaert – Nouvelobs.com

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110402.FAP7196/un-manifestant-blesse-par-balle-lors-d-une-manifestation-dans-le-sud-tunisien.html>

02/04/11 21:01

Un manifestant blessé par balle lors d'une manifestation dans le sud tunisien

TUNIS (AP) — Un jeune manifestant a été blessé par "une balle perdue" samedi lors d'une manifestation à Tozeur dans le sud tunisien, a rapporté l'agence officielle TAP.

Les manifestants s'étaient rassemblés pour réclamer le départ du gouverneur (préfet) et d'autres responsables de la région.

Selon l'agence, les forces de l'armée sont intervenues et procédé à des tirs de sommation en l'air pour disperser la foule à la suite de jets de pierres en direction du bureau du gouverneur et de "propos portant atteinte au responsable".

Transporté à l'hôpital de la ville, le manifestant qui a été atteint à la poitrine, a subi une intervention chirurgicale qui a permis d'extraire la balle. Son état est jugé "stable" par les médecins.

A Tunis qui a été le théâtre vendredi d'incidents violents, une nouvelle manifestation s'est déroulée au centre-ville sans donner lieu à des heurts avec les forces de l'ordre. Environ une centaine de jeunes scandaient des slogans hostiles au gouvernement et protestant notamment contre la nomination du nouveau ministre de l'intérieur.

Dans un communiqué, le ministère de l'intérieur a accusé un groupe d'environ un millier de personnes d'avoir semé la veille "la violence et le désordre".

Les manifestants se sont attaqués aux forces de l'ordre à coups de pierres, en incendiant un commerce et en détruisant des voitures. La "situation de panique et de terreur ainsi créée a nécessité l'intervention des forces de l'ordre et des unités de l'armée nationale pour protéger les citoyens et les biens en utilisant les gaz lacrymogènes sans occasionner de blessés parmi les manifestants", ajoute le communiqué.

Par ailleurs, un Tunisien de 55 ans sans emploi est décédé samedi après s'être immolé par le feu la veille à Sfax, principale ville du sud tunisien, a rapporté l'agence officielle TAP.

Gravement atteint, le quinquagénaire qui venait de rentrer de Libye, a succombé à ses blessures à l'hôpital universitaire Habib Bourguiba de Sfax.

Selon des témoignages recueillis par l'agence, l'homme s'est aspergé d'essence et y a mis le feu, après avoir été interdit d'étaler sa marchandise dans l'une des rues de la ville.

Un acte de désespoir similaire entrepris le 17 décembre dernier par un jeune vendeur ambulancier, Mohamed Bouazizi, avait conduit à la chute du régime de l'ex-président Ben Ali, donnant l'étincelle à un mouvement de contestation dans plusieurs pays arabes, notamment en Egypte.

Depuis une douzaine de cas d'immolation ont été enregistrés dans plusieurs régions du pays. Depuis le déclenchement des troubles en Libye, environ 40.000 Tunisiens ont fui ce pays. AP

bb/lj

<http://www.webdo.tn/2011/04/02/violentes-manifestations-de-demandeurs-demploi-a-tozeur/>

Violentes manifestations de demandeurs d'emploi à Tozeur

Publié par Nidhal Jelassi le 02 avril 2011 à 22:21



Alors que la calme est revenu, doucement mais sûrement, à Gafsa et à Metlaoui, voilà que de graves incidents éclatent à Tozeur avec des affrontements entre des manifestants et les forces de l'armée. Des affrontements qui ont fait un blessé, atteint par une balle perdue au niveau de la poitrine. Ce dernier se trouve actuellement à l'hôpital dans un état stable après avoir subi une opération chirurgicale pour extraire la balle.

Evidemment, la question qui se pose est : Qu'est ce qui a provoqué ces incidents ? selon MosaïqueFm, les habitants de Tozeur sont particulièrement remontés contre le gouverneur de

la région qui a déclaré, à une radio locale, avoir créé 3000 nouveaux emplois depuis sa prise de fonction. Une déclaration fabriquée de toutes pièces, d'après les manifestants, dont une très grande majorité sont des chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur.

Cette intervention du gouverneur a donc provoqué leur colère et ils étaient nombreux à se diriger vers le gouvernorat afin de demander la démission du gouverneur ainsi que du secrétaire général. Les premières témoignages révèlent que c'est après des jets de pierres lancés sur le siège du gouvernorat que les forces de l'armée sont venues pour disperser les manifestants. Des tirs de sommation ont été tirés en l'air. Une balle a néanmoins atteint un manifestant, âgé de 26 ans.

Une vidéo a été diffusée à la télévision tunisienne montrant le blessé en question.

<http://www.tunisie-soir.com/general/020411-levee-du-couvre-feu-dans-la-ville-de-metlaoui.html>

Levée du couvre feu dans la ville de Mélaoui

Leve du couvre feu dans la ville de Mlaoui GAFSA, 2 avr 2011 (TAP) - Il a été décidé, samedi, de lever le couvre feu, dans la ville de Mélaoui, à Gafsa, selon un communiqué rendu public par le gouverneur de la région, dont une copie est parvenue à l'agence TAP.

Selon le même communiqué, cette décision a été prise suite à l'amélioration de la situation sécuritaire dans la ville de Mélaoui qui avait vécu, à la mi-mars, des actes de violence et des affrontements entre des groupes de citoyens enregistrant deux victimes et plusieurs blessés.

<http://kapitalis.com/fokus/62-national/3364-tunisie-bilan-des-emeutes-a-tozeur-.html>

Tunisie. Bilan des émeutes à Tozeur

Dimanche, 03 Avril 2011 10:14

Un jeune manifestant a été blessé par «une balle perdue» samedi lors d'une manifestation à Tozeur dans le sud tunisien. Le gouverneur (préfet) a été agressé lui aussi.

Les manifestants s'étaient rassemblés pour réclamer le départ du gouverneur (préfet) et d'autres responsables de la région.

Selon l'agence officielle Tap, qui a rapporté l'information, les forces de l'armée sont intervenues et procédé à des tirs de sommation en l'air pour disperser la foule à la suite de jets de pierres en direction du bureau du gouverneur et de «propos portant atteinte au responsable».

Transporté à l'hôpital de la ville, le manifestant qui a été atteint à la poitrine, a subi une intervention chirurgicale qui a permis d'extraire la balle. Son état est jugé «stable» par les médecins.

Plus tard dans la journée, le gouverneur a été pris à partie, à sa sortie de bureau, par les manifestants, qui l'ont molesté. Il a été transporté lui aussi à l'hôpital.